

Plus de huit ans après le début de l'intervention soviétique

Accord sur un règlement en Afghanistan

La nouvelle image de l'URSS

En Union soviétique, pas plus qu'ailleurs, les succès diplomatiques ne suffisent à première vue à garantir aux dirigeants leur position intérieure. La signature des accords sur le retrait des troupes soviétiques d'Afghanistan ne va pas faire disparaître les difficultés dont est fait le quotidien de M. Gorbatchev : elle risque plutôt de les aggraver dans la mesure où elle va accréditer l'idée que l'on peut faire, avec du courage et de la résolution, reculer le Kremlin.

Il a eu beau savoir brillamment tirer la couverture à lui en allant jusqu'à Tachkent pour être, avec tambours et trompettes, le premier à annoncer au monde que ces huit années de guerre allaient prendre fin, il reste toujours, pour les Soviétiques, un homme sur lequel on hésite encore à tabler. Qu'il sympathise avec sa politique ou l'exécute, aucun de ses concitoyens ne peut en effet ignorer que la longueur des queues n'a pas diminué devant les magasins, que la réforme économique, bien avant d'apporter d'éventuelles améliorations structurelles, se succède de difficultés nouvelles sociales et que les consommateurs en sont à s'organiser pour résister.

Et pourtant, dans la bataille permanente dont dépend le maintien de la politique de « reconstruction », ce dégageant d'Afghanistan, même si l'opération peut réserver encore nombre de surprises désagréables, donne à M. Gorbatchev le considérable atout de l'identifier toujours plus à l'avantage que s'acquiert l'URSS en modifiant son image. Il y a trois ans encore, du tiers-monde à l'Amérique en passant par l'Europe, elle était le pays de la sclérose intellectuelle, d'une agression constante par toute la communauté internationale, de la répression, de la crispation, de l'échec.

Aujourd'hui, elle est devenue le pays qui parvient à revenir sur ses erreurs diplomatiques et à se régier, par leur élimination, la crise des euro-missiles ; le pays dont le réveil incertain fascine le monde à retourner comme une crêpe l'opinion et le monde politique américains, commence à modifier la donne européenne et suscite à nouveau l'intérêt du tiers-monde.

Car si les projets de démocratisation politique, les signes de libéralisation de la presse, le réexamen de l'histoire et l'érosion de la peur déclarent bien des membres de la direction soviétique, il ne s'en trouve au sommet que très peu pour ne pas souhaiter donner plus d'efficacité à leur régime.

Plus M. Gorbatchev s'affirme devant le monde comme l'incarnation du changement soviétique, plus il est difficile non seulement de le mettre à l'écart, mais même de freiner son action.

Sauf auprès des jeunes appelés et de leurs parents — ce qui n'est pas rien — le retrait d'Afghanistan ne rendra pas M. Gorbatchev beaucoup plus populaire. A moins de catastrophe, il renforce en revanche sa position vis-à-vis de ses pairs. A l'approche du nouveau sommet soviéto-américain et de probables avancées nouvelles sur le désarmement, c'est très important pour lui.

Un accord sur le règlement du conflit afghan est intervenu à Genève, a annoncé, vendredi 8 avril en début d'après-midi, le médiateur de l'ONU, M. Diego Cordovez. Les Etats-Unis et l'URSS se porteront garants de cet accord concernant, surtout, le retrait

des troupes soviétiques dans un délai de neuf mois, sans doute à compter du 15 mai.

La signature de l'accord devrait avoir lieu en début de semaine prochaine. La résistance afghane a, par

avance, rejeté tout arrangement conclu en son absence, et annoncé qu'elle poursuivrait le combat jusqu'au renversement du régime actuel de Kaboul. Le corps expéditionnaire soviétique est évalué à quelque cent quinze mille hommes.



(Lire nos informations page 4.)

A la suite de la déclaration soviéto-afghane de Tachkent, jeudi, qui précisait déjà que « tous les obstacles » à un accord avaient été « levés », et réclamait l'intervention « immédiate » d'une signature, Washington avait exprimé une prudente satisfaction. Avant de regagner Moscou, M. Gorbatchev avait alors déclaré : « Le processus de règlement politique en Afghanistan touche à sa fin », des propos auxquels le secrétaire d'Etat américain George Shultz, avant de quitter l'Arabie saoudite pour la Jordanie, avait fait écho en disant : « Selon toute évidence, nous nous acheminons vers la fin ».

Sans aucun doute, le déblocage des négociations de Genève, qui s'essouffaient depuis le 2 mars, est le produit d'un com-

promis entre Américains et Soviétiques sur leurs aides militaires respectives aux deux camps en présence. Le président Zia Ul Haq l'a d'ailleurs dit, jeudi, devant le Parlement pakistanais : Moscou et Washington se sont entendus sur la « symétrie positive », c'est-à-dire sur la nature de la poursuite des livraisons d'armes à leurs alliés respectifs.

La déclaration de Tachkent, qui exprimait le souhait d'une « signature immédiate » à Genève, mentionnait également que le chef du régime de Kaboul « salue le fait que l'URSS et les Etats-Unis sont prêts à garantir les accords ».

(Lire la suite page 4.)

JEAN-CLAUDE POMONTI.

Le projet de M. Mitterrand

M. Chirac et M. Barre apprécient différemment... PAGES 8 à 14

L'assassinat de Dulcie September

Six personnes en garde à vue. PAGE 32

Le détournement du Boeing koweïtien

Les pirates de l'air ont décollé de Mechhad (Iran) vers une destination inconnue. PAGE 32

Elections en Iran

Les limites de la démocratie... PAGE 3

La spéculation sur la livre

La Grande-Bretagne baisse son taux d'intervention d'un demi-point. PAGE 27

Violences au Honduras

Quatre morts dans une manifestation anti-américaine après l'extradition d'un trafiquant de drogue vers les Etats-Unis. PAGE 7

Le sommaire complet se trouve en page 32

Le Monde

SANS VISA

Ouarzazate plutôt que Marrakech

Le Sud marocain ne compte pas seulement sur le tourisme pour sortir des difficultés économiques. A Marrakech, trop fréquentée, il faudrait préférer Ouarzazate, où le pays n'a rien perdu de sa forte personnalité.

Gastronomie : Où en est notre pain quotidien ?

Echecs - Jeux Pages 15 à 18

Timide réexamen de l'histoire du régime

Transparence à la chinoise

Les autorités chinoises se sont à leur tour engagées, mais avec beaucoup de prudence, dans le réexamen de l'histoire du régime.

PÉKIN de notre correspondant

La jeune fille en bleu-jeans tire son petit ami par la manche, pointe le menton vers une des photographies de l'exposition du Palais des beaux-arts. Un homme y est l'objet de la vindicte d'activistes. « Regarde, c'est la révolution culturelle... » Le jeune homme : « Non, c'est la campagne anti-droitière, dans les années 1950. » En fait, le cliché montre un « propriétaire foncier » passant un mauvais quart

d'heure peu après la fondation de la Chine populaire.

Les deux jeunes gens devaient avoir un an ou deux lorsque éclata la révolution culturelle, en 1966. Comme à des millions de jeunes, l'histoire du régime, à force de zigzags, leur est devenue indéchiffrable. Les rares qui s'y frottent ont bien du mal. Leurs aînés, eux, préfèrent le plus souvent oublier, ou faire semblant.

L'histoire a toujours été une matière hautement explosive en Chine. Les habitudes communistes s'y sont bien associées à la tradition, qui voulait que l'histoire définitive d'un régime soit écrite par les historiens officiels du régime suivant.

Cependant, onze ans après la mort de Mao Zedong, le régime s'avance toujours sur la pointe des

pièdes sur ce terrain miné. Trop de cadavres dorment encore dans ses placards pour qu'il puisse en ouvrir grand les portes. Il se contente de les entretenir, avec d'innombrables précautions, pour tenter de réduire la distance qui le sépare d'une population écumée par la politique.

Ainsi aura-t-il fallu plus de seize ans pour voir enfin publier un témoignage de première main sur l'un des événements les plus spectaculaires de l'histoire du régime communiste chinois, la mort de Lin Biao, le 13 septembre 1971 (lire notre encadré page 5). Cela, alors même que ce récit vient à l'appui d'une version dont Pékin n'a jamais démordue, en dépit des doutes émis à son sujet hors de Chine.

FRANCIS DERON.

(Lire la suite page 5.)

Un rapport sur le futur aménagement du château

Vincennes : nouvelle destination

M. Jean-Philippe Lecat, ancien ministre de la culture, qui avait été chargé par M. Léonard, ministre de la culture et de la communication, de réfléchir au réaménagement du château de Vincennes, a remis son rapport au ministre le jeudi 7 avril.

En 1777, on propose à Louis XVI une dépense de 300 000 livres pour restaurer le château de Vincennes. Le roi annote le dossier : « Est-ce que vous êtes fou, monsieur Collet, de proposer quelque 100 000 écus de dépense dans un château qui n'est bon à rien et tout au plus à vendre ? » Jean-Philippe Lecat, qui rapporte cette anecdote, propose, lui, 170 millions de francs pour la réhabilitation du même bâtiment qui, entre-temps, a vieilli, il est vrai, de plus de deux cents ans... et subi quelques dommages.

Transformé tour à tour en prison, en fabrique de falènes puis de canons, le fort sera « modernisé » au cours du dix-neuvième siècle. Il y perdra la plupart de ses

A la veille de la libération de Paris, en 1944, les troupes allemandes feront sauter une partie des constructions élevées au cours du dix-septième siècle. Elles seront restaurées grâce à l'obstination d'un architecte des Monuments historiques, Jean Trouvelot, qui rêvait d'installer dans ce décor austère la présidence de la République. Le général de Gaulle caressa un moment l'idée de quitter le faubourg Saint-Honoré. Finalement, il resta fidèle aux lambris de la Pompadour.

Mais, comme l'administration a horreur du vide, ces 60 000 mètres carrés furent répartis entre ses deux ministères de tutelle : la défense et la culture. Le service historique des armées s'y est taillé la part du lion. Les militaires trouvaient également le moyen de caser là un poste de recrutement de la légion étrangère, un arrondissement des travaux du Génie, des logements de fonction et un Musée des chasseurs à pied. La rue de Valois, pour sa part, y a logé le service départemental

d'architecture du Val-de-Marne, un lambeau de la direction historique des antiquités de l'Ile-de-France, un bureau d'architecture antique dépendant du CNRS et l'International Visual Theatre, un centre socioculturel destiné aux sourds. Le Collège international de philosophie y campa un moment.

Passé l'enceinte, le décor n'est guère avenant : pelouses mitées, cours transformées en fondrières dès qu'il pleut, murs noircis par les eaux, baraquements hétéroclites... Aussi les visiteurs ne se bousculent pas — trente mille personnes par an — en dépit de la ligne de métro qui dessert le château. Le donjon est pourtant un chef-d'œuvre de l'architecture médiévale. Mais il est quasiment vide, peuplé de quelques mannequins, laissés-pour-compte d'un musée de cire. La chapelle, commencée sous le règne de Charles V et achevée par Philippe Delorme sous celui de François I^{er}, est presque toujours fermée.

EMMANUEL DE ROUX.

(Lire la suite page 22.)

Roger GRENIER



La mare d'Auteuil

quatre histoires

GALLIMARD nrf

M 0147 - 0409 D - 4,50 F



3790147004500 - 04090

A L'ÉTRANGER : Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,50 dr. ; Tunisie, 600 m. ; Allemagne, 2 DM ; Autriche, 18 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,75 \$; Côte-d'Ivoire, 315 F CFA ; Danemark, 10 kr. ; Espagne, 155 pes. ; G.-B., 60 p. ; Grèce, 150 dr. ; Irlande, 80 p. ; Italie, 1 700 L. ; Libye, 0,400 DL ; Luxembourg, 30 f. ; Norvège, 12 kr. ; Pays-Bas, 2,25 fl. ; Portugal, 130 esc. ; Sénégal, 335 F CFA ; Suède, 12,50 sc. ; Suisse, 1,80 fr. ; USA, 1,80 \$; USA (West Coast), 1,75 \$.

حکذا من الاصل

Débats

L'AVENIR DE L'EUROPE

La chance et le drame

par JEAN-MARIE GUÉHENNO (*)

L'EUROPE est menacée par une crise grave. Et dans cette crise, elle n'a guère qu'un rôle passif : il n'y a pas aujourd'hui de véritable triangle États-Unis-Europe-Japon. Il y a seulement une dépendance mutuelle entre Japon et États-Unis, et une Europe qui attend. L'Amérique s'est placée dans la dépendance du Japon en tolérant des déficits budgétaires qui sont à la mesure de sa richesse nationale, mais non de sa capacité d'épargne — approximativement le tiers du déficit budgétaire américain est financé par des capitaux japonais. Le Japon dépend de l'Amérique pour sa sécurité — énergétique et militaire, — pour sa prospérité économique — l'Amérique est son premier client, — et pour sa stabilité financière — les bons du Trésor américain sont son premier placement extérieur.

Les relations entre les deux pays peuvent évoluer de deux manières opposées, qu'on peut caractériser en prenant des hypothèses extrêmes : d'un côté, l'affrontement dans un climat de guerre économique, avec des dévaluations de combat du dollar et la mise en place de barrières douanières. De l'autre, une symbiose croissante des deux économies, le Japon multipliant les investissements directs aux États-Unis, le Trésor américain émettant des bons libellés en yens. Cette hypothèse « optimiste », qui fait du Japon une sorte de cinquantième et unième État américain, est évoquée par de grands hommes d'affaires japonais comme l'aboutissement naturel des évolutions récentes.

Les limites d'une logique

Des deux hypothèses extrêmes qui viennent d'être évoquées, aucune n'est bonne pour l'Europe : l'affrontement États-Unis-Japon, c'est, à brève échéance, une pression commerciale accrue du Japon sur l'Europe et dans les marchés tiers, et la montée d'un protectionnisme qui conduit à la crise. La symbiose États-Unis-Japon, c'est une Amérique qui se détourne du Vieux Continent, et l'émergence d'une superpuissance technologique, économique, et militaire pour laquelle l'Europe, si riche qu'elle soit, ne serait qu'un client. Il n'y a décidément pas de trian-

gle États-Unis-Europe-Japon, mais seulement une Europe spectatrice, dont l'avenir semble dépendre du choix des autres. Peut-il en être autrement ? Y a-t-il un choix européen ?

La Communauté européenne est née et s'est développée à partir de la relation franco-allemande : la France donnait à l'Allemagne la possibilité d'une nouvelle légitimité historique, l'Allemagne apportait à la France un concours économique. L'échange était à la fois équilibré et dynamique. Cette logique a aujourd'hui atteint ses limites. La France voudrait imaginer qu'il en est autrement et que l'Allemagne peut payer parce qu'elle est le Japon de l'Europe.

Mais, en proie au chômage, la RFA est loin d'égaliser les performances du Japon ou d'en avoir la capacité d'épargne : sa marge de manœuvre budgétaire est nettement plus étroite, et son économie, plus dépendante du commerce extérieur (52,8 % du PNB, pour 24,2 % dans le cas du Japon), résiste plus difficilement au renchérissement de sa monnaie. L'alliance franco-allemande a perdu, dans les domaines stratégique et économique, son rôle moteur. Voici donc aujourd'hui l'Europe sans tête, au moment même où elle doit relever un triple défi : financier, économique et politique.

La crise actuelle montre les limites d'un système monétaire européen qui ne s'appuie pas sur une politique économique européenne commune. La volonté de stabiliser le dollar soumet les États européens à des exigences contradictoires : la relance économique de l'Allemagne requiert une baisse des taux d'intérêt et un accroissement du déficit budgétaire — déjà important — qui ne sont simultanément possibles que si des capitaux extérieurs se portent sur le mark ; mais cet afflux de capitaux à court terme vers l'Allemagne conduit à son tour à un renchérissement du mark qui place la République fédérale devant un nouveau dilemme : ou bien le mark fait l'objet d'un ajustement à la hausse au sein du SME, et les exportations allemandes, qui pour plus de la moitié, vont à la Communauté européenne, sont durement affectées, sans que la relance intérieure allemande puisse rapidement com-

parer cette perte de marchés ; ou bien les monnaies des autres pays membres de la Communauté restent accrochées au mark, mais leurs taux d'intérêt doivent être relevés, ce qui déprime leur économie et en ferait de moins bons clients pour l'Allemagne.

Autrement dit, la politique économique 80 — caractérisée par la concordance de trois phénomènes, un monnaie forte, consolidée par une politique monétaire restrictive, une relance économique fondée sur la montée des déficits budgétaires, et un afflux de capitaux extérieurs rendant possible la baisse des taux d'intérêt, — n'est pas transposable telle quelle en Europe, parce que le SME n'est pas aujourd'hui l'équivalent du dollar, et qu'il n'y a pas un grand marché intérieur européen unifié par une politique économique commune : un afflux de capitaux vers l'Allemagne déstabilise les relations intra-européennes au lieu de permettre la relance de l'Europe.

De fortes résistances

Dans un véritable espace monétaire européen — un espace caractérisé par des politiques monétaire et budgétaire européennes, — il pourrait en être tout autrement : le moteur d'une relance européenne ne serait pas un déficit budgétaire national, mais le déficit budgétaire européen, financé par l'émission de bons libellés en ECU, dont la détention par des investisseurs internationaux serait encouragée. Peu à peu, au fur et à mesure que la masse des capitaux libellés en ECU augmenterait, les taux d'intérêt sur l'ECU, au lieu d'être une résultante des taux d'intérêt nationaux, deviendraient les taux-pilotes, déterminant par arbitrage les taux nationaux.

Les résistances à une telle évolution — au-delà même des réflexes nationalistes — sont fortes. Les Allemands craignent qu'elle ne permette le retour de politiques inflationnistes aujourd'hui freinées par la rigueur monétaire de la Bundesbank et que favoriserait le traditionnel laxisme budgétaire des Communautés européennes. L'indépendance de l'autorité monétaire européenne, d'une part, un processus budgétaire européen mieux contrôlé, d'autre part, sont deux conditions préalables pour la réussite d'une Europe financière.

Que serait alors une véritable politique économique de l'Europe ? Elle devrait tirer les leçons des forces et des faiblesses de la présidence Reagan. Les forces, ce sont la création de millions d'emplois, et une transformation de l'économie qui place l'Amérique en assez bonne position, quoi qu'on en dise aujourd'hui, pour affronter la concurrence japonaise. A moins d'adopter un point de vue mercantiliste selon lequel l'Etat qui accumule le plus de créances sur les autres États est l'Etat le plus prospère, il faut admettre que l'évolution des dernières années n'a pas été entièrement défavorable aux États-Unis : de 1982 à 1985, ils ont acheté aux autres pays des biens réels payés, grâce à un dollar fort, à bas prix. Et aujourd'hui, grâce à un dollar faible, c'est encore à bas prix qu'ils pourraient rembourser leur dette, qui est libellée en dollars. Encore faut-il que celle-ci cesse d'augmenter : la faiblesse de la situation américaine, c'est l'insuffisance de l'épargne et une politique budgétaire et fiscale qui n'a pas arbitré en faveur de l'investissement.

Rien n'oblige l'Europe à répéter les mêmes erreurs. Il lui serait aujourd'hui possible de mener une politique expansionniste intelligente. La politique de déflation menée par les États européens depuis plusieurs années — et il n'y a pas d'autre possibilité tant que les choix restent nationaux, — a montré ses limites. L'hypothèse implicite selon laquelle les rigidités structurelles du marché du

travail européen — auxquelles on attribue généralement une part du retard de croissance — seraient progressivement brisées par le chômage, ne s'est pas vérifiée, bien au contraire. Une récente étude de la Brookings Institution (*Barriers to European Growth, a Transatlantic View*) met en évidence de façon décisive les effets pervers d'une politique qui a eu un effet de frein sur l'investissement, et suggère que les rigidités du marché de l'emploi seront plus facilement brisées dans un contexte de croissance que dans un climat de récession rampante.

L'arme du chômage, que d'ailleurs aucun gouvernement n'ose pousser jusqu'au bout de sa logique, n'assure la fluidité du marché de l'emploi que dans les manuels, et l'ajustement par la baisse du niveau des salaires réels ne se produit pas. Un arbitrage économiquement peu satisfaisant s'établit, à l'avantage de la main-d'œuvre déjà employée, dont le pouvoir d'achat est maintenu, tandis que le chômage continue de croître.

On pourrait, en s'inspirant des conclusions de la Brookings, tenter une sortie de crise « par le haut », sous deux conditions essentielles : que la politique de croissance soit engagée à l'échelle de la Communauté européenne ; qu'elle soit accompagnée et confortée par une politique volontariste de lutte contre les rigidités structurelles, les réglementations archaïques et les pratiques corporatistes qui empêchent un fonctionnement efficace des marchés.

Ce qui est inacceptable dans un contexte de chômage deviendrait légitime dans une perspective de croissance. L'opinion et les syndicats y sont prêts, et les conditions sont donc aujourd'hui réunies pour que l'Europe s'engage dans une phase de croissance économique.

Inventer des modèles

Le choix de la croissance devrait aussi correspondre pour l'Europe à un choix politique fondamental. Il n'y a pas de démocratie politique solide si le fossé entre riches et pauvres se creuse : les classes moyennes — l'expression date de la III^e République, et c'est plus qu'une coïncidence, — ont été le meilleur garant de la liberté. Pourtant, depuis quelques années, on a fait craindre que l'égalité ne devienne égalitarisme. La légitimité même des États modernes a été mise en cause.

Ces critiques, qui auraient été utiles si elles avaient conduit à une réflexion sur le rôle de l'Etat et la gestion des services publics, dont la classe moyenne est précisément le premier consommateur, ont débouché sur une politique ultra-conservatrice de réduction des services publics, qui conduit à accroître les inégalités et à concentrer la richesse. Est-il sage et juste de laisser se réinstaller l'inégalité dans des domaines comme l'éducation ou la santé ? Il y a de nouveaux modèles à inventer pour que nos sociétés, qui ont eu le mérite de n'avoir pas fait dépendre de l'argent le renouvellement de leurs élites, ne perdent pas cet atout décisif.

La chance et le drame de l'Europe de 1988, c'est d'avoir à « inventer » des modèles. Les modèles de l'après-guerre ont fini leur course : le modèle monétaire de Bretton Woods a laissé la place aux changes flottants, dont on reconnaît aujourd'hui les dangers ; les politiques économiques de « stop and go » butent depuis le « stop », et n'ont plus prendre le risque du « go ». L'Etat-providence de l'après-guerre a atteint les limites de sa croissance, mais la peur de l'égalitarisme a provoqué une dangereuse et inacceptable réaction pseudo-libérale de chacun pour soi. L'Europe n'a décidément pas d'autre choix que de retrouver une capacité d'invention sociale, si elle veut exister dans le monde tout neuf qui commence et gagner la confiance de ses citoyens pour maîtriser l'autre défi fondamental des années 90, le maintien de sa sécurité extérieure.

(*) Haut fonctionnaire.

AFRIQUE DU SUD

Il faut rompre

par BREYTEN BREYTENBACH (*)

QU'IL me soit permis de revenir sur la question des relations diplomatiques entre Paris et Pretoria, que le président de la République a bien voulu aborder tout récemment.

En effet, je crois qu'il faut rompre ces relations avec l'actuel gouvernement sud-africain. Cette prise de position reflète, en outre, la volonté d'isoler ce régime, maintes fois exprimée par les porte-parole d'organisations d'opposition majoritaires en Afrique du Sud.

Il faut rompre parce que le régime sud-africain ne peut nullement être considéré comme légitime par la communauté internationale. C'est le seul pays au monde où le racisme est constitutionnel. C'est un Etat qui prétend représenter les valeurs occidentales, mais qui ne demande qu'à « co-exister » avec ce racisme. C'est un Etat qui défend les intérêts d'une minorité ethnique, obligée de s'imposer par la force des appareils policiers et militaires, et qui se maintient à travers un état d'urgence permanent. C'est un régime qui met en péril la paix et la stabilité du sous-continent africain, et qui humilie tous les Noirs du monde.

Il faut rompre parce que la présence diplomatique française en Afrique du Sud n'a pas pu empêcher, et ne le pourra sûrement pas davantage dans l'avenir, les violations des droits de l'homme, la répression, les pendaisons, l'incarcération massive, le déplacement des populations, la dégradation des relations avec les pays limitrophes, la polarisation dramatique qui préfigure une guerre civile. Aucune démarche persuasive — que ce soit d'une puissance comme les États-Unis ou d'une organisation internationale telle que l'ONU — n'a pu faire infléchir la politique de ceux qui gouvernent à Pretoria.

Il faut rompre parce que la France, qui comprend les aspirations et les problèmes africains, doit aider à écarter le danger de contamination morale posé par l'apartheid, de la banalisation de cette aberration raciste agressive.

Il faut rompre parce que la France se veut un pays dont l'histoire est porteuse de luttes pour la justice sociale, l'humanisme, et le respect des droits de l'homme.

Il faut rompre, aidant ainsi à isoler militairement, économiquement, culturellement, politiquement et diplomatiquement un régime malade qui hypothèque toute relation Nord-Sud. L'alternative ? Etre complice par une présence diplomatique passive de massacres qui se préparent, ou d'interventions militaires.

Le courage des « petits pays »

Il faut rompre — mais tout en renforçant, diversifiant, approfondissant les liens et les formes de soutien avec la résistance sud-africaine, dans toutes ses expressions. D'autres le font ou cherchent à le faire. En Allemagne fédérale, la réflexion sur ces questions est beaucoup plus avancée que chez nous, l'engagement positif auprès de la résistance bien plus concret. Et pourtant, l'Allemagne n'est pas une puissance « africaine ». Les prises de position gouvernementales et populaires des « petits pays » de l'Europe — la Hollande, les pays scandinaves — nous fournissent aussi de beaux exemples de courage politique.

Il faut rompre parce qu'il faut savoir que l'apartheid est une question importante de stratégie morale mondiale.

Il faut rompre parce qu'il faut donner un contenu d'initiative européenne à nos convictions politiques.

Cette fois-ci, j'en suis convaincu, la résistance sud-africaine nous demande de rompre avec ceux qui nous méprisent. Il faut que le président de la République nous aide. Il faut qu'il nous fasse confiance.

(*) Poète français d'origine sud-africaine.

Au courrier du Monde

La véridique histoire du vrai-faux « Duconnaud »

« DUCONNAUD », candidat du premier tour de scrutin des élections législatives des 22 et 29 avril 1988 à Paris, qui proposait « le prolongement de la rue Champollion jusqu'à la mer » a-t-il existé ? M. Yves Meinguy, lecteur de Vannes (Morbihan) avait affirmé, dans une lettre publiée dans nos éditions du 24 mars, qu'il n'était que le fruit de l'imagination des étudiants du quartier Latin. Cette publication a provoqué une controverse parmi nos lecteurs. Plusieurs d'entre eux nous ont écrit afin de réhabiliter la mémoire de « Duconnaud ».

Nous avons pu vérifier la présence de ce vrai-faux personnage, dit « Duconnaud », lors du premier tour des élections de 1928. M. Jacques Malavoy, ancien étudiant au lycée Henri-IV, à Paris, et qui habite aujourd'hui Champigny (Seine-Saint-Denis), nous précise qu'un « vieux marchand de fleurs défrichées aux terrasses de café, surnommé pour l'occasion Duconnaud » fut le candidat des étudiants. Il se présentait, rattaché à M. André Berthoin, médecin à Paris, sous l'étiquette « jardinier-paysagiste ».

Son programme électoral comportait, selon M. Louis Laigle, ancien chirurgien résident à Albi (Drôme), « le prolongement de la rue Champollion jusqu'à la mer ; le rétablissement du boulevard Saint-Michel, le droit de chasse dans le Luxembourg, l'extinction du paupérisme après six heures du soir ».

Il semble que les étudiants, auteurs de ce programme, se soient inspirés en partie d'un héros d'Alphonse Allais. M. Jean-Luc Desbarto, de Paris, rappelle que le « Capitain Cap » comptait bien « prolonger l'avenue Trudaine par les deux bouts » après les élections législatives d'août 1893.

Nous avons retrouvé les résultats du premier tour de scrutin de 1928 dans le bureau de vote du V^e arrondissement, de Paris nommé Quartier de la Sorbonne : sur 5 522 inscrits et 4 733 suffrages exprimés, Bruguat, dit « Duconnaud », obtint 69 voix, plus heureux dans la défaite que Tisserand (resp. ind.) 41 voix, Chauvin, dit Font d'Elanc, ou Rioci (une voix chacun !).

Cet « échec » électoral a mis un terme à la carrière politique naissante de « Duconnaud ». Mais les lignes de force de son programme n'ont pas échappé à Ferdinand Llop, entré en scène lors des élections de 1932 et candidat à l'élection présidentielle de 1965 jusqu'à sa mort en octobre 1974.

SLOGANS

Répressions humanitaires

7 avril 1988 : Journée nationale sans fumée. Un slogan : « Si tu m'enfumes, je t'abats » (tabac, pour qui n'aurait pas saisi toute la finesse du calembour).

Je propose : « Tu m'offres du saucisson (dont les graisses sont cancérogènes), je te charcuté » ; « Tu me payes l'apéro (dont l'alcool est cancérogène), je te fais la peau » ; « T'as mis un parfum qui me monte à la

tête, je te descends » ; « Avec ta motocyclette, tu fais un bruit de dinde, je te flingue » ; « Ton camion pollue, je te tue » ; « T'as le teint un peu trop basané, je vais t'assassiner ».

Et la démocratie dans tout ça ? « Tu parles de démocratie ? Je t'occis ».

MARCEAU SABIN COQ (Chasseurs-à-pieds-Bonneurs).

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09
Tél : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71
Tél : (1) 42-47-97-27

Édité par la S.A.R.L. Le Monde

Gérant :
André Fontaine,
directeur de la publication
Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauré (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)

Durée de la société :
cent ans à compter
du 10 décembre 1944.

Capital social :
620 000 F

Principaux associés de la société :
Société civile
« Les Rédacteurs du Monde »,
Société anonyme
des lecteurs du Monde,
Le Monde-Entreprises,
MM. André Fontaine, gérant,
et Hubert Beuve-Méry, fondateur.
Administrateur général :
Bernard Wozniak.
Rédacteur en chef :
Daniel Vernet.
Correspondant en chef :
Claude Salas.

Le Monde PUBLICITE

5, rue de Montreuil, 75007 PARIS
Tél : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71
Tél : MONDIPUB 206 136 F

ABONNEMENTS PAR MINITEL
36-15 — Tapez LEMONDE, code d'accès ABO
365 jours par an, 24 heures sur 24

ABONNEMENTS
BP 507 09
75422 PARIS CEDEX 09
Tél : (1) 42-47-98-72

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE

354 F 672 F 954 F 1 200 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS

PAR VOIE NORMALE

687 F 1 337 F 1 952 F 2 530 F

ÉTRANGER (par semestres)

L - BELGIQUE-LUXEMBOURG

PAYS-BAS

399 F 762 F 1 089 F 1 380 F

IL - SUISSE, TUNISIE

504 F 972 F 1 404 F 1 800 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Le Monde

TELEMATIQUE

Composé 36-15 - Tapez LEMONDE

Imprimé de 7, rue de Montreuil, PARIS-13

Reproduction interdite de tous articles sans accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57437

ISSN : 0395-2037

Après la mort d'une jeune Israélienne en Cisjordanie

Les colons réclament une « vengeance exemplaire »

JÉRUSALEM
de notre envoyé spécial

An lendemain de la mort d'une jeune Israélienne en Cisjordanie, les dirigeants des implantations juives dans les territoires occupés ont appelé à une « vengeance exemplaire ». Ils font pression sur le gouvernement pour obtenir un durcissement de la répression. Ils réclament des expulsions massives de Palestiniens, l'application de la peine de mort et la destruction immédiate des maisons des familles des auteurs de la mort.

Pourtant, dès la soirée du jeudi 7 avril, une certaine confusion régnait quant aux circonstances de la mort de la jeune fille. Selon la version des faits donnée jusqu'à présent par l'armée, Tifza Porat (quinze ans) a été tuée, mercredi, à coups de pierres dans le village de Beit-el-Fawaq (nord de la Cisjordanie). Elle faisait partie d'un groupe d'adolescents de l'implantation voisine d'Elon-Moreh, attaquée par des résidents de Beit-el-Fawaq. Les Palestiniens ont été tués par les adultes armés qui accompagnaient les jeunes gens.

Vingt-quatre heures plus tard, le scénario est beaucoup moins clair. Des sources militaires indiquent qu'une balle avait été trouvée dans le corps de la jeune fille et laissent entendre qu'il était difficile de

Pour la première fois depuis 1983

M. Arafat effectue une visite officielle en URSS

Le chef de l'O.L.P., M. Yasser Arafat, est arrivé, le jeudi soir 7 avril, à Moscou à l'invitation du gouvernement soviétique, pour une courte visite de travail. Il a été accueilli à sa descente d'avion par M. Anatoli Dobrynine, secrétaire du comité central du Parti communiste soviétique, chargé des relations internationales.

M. Arafat, qui est accompagné de plusieurs membres de la direction de l'O.L.P., effectue son premier voyage officiel en URSS depuis janvier 1983 et devrait rencontrer M. Mikhaïl Gorbatchev lors de sa visite de trois ou quatre jours, selon un responsable de l'O.L.P. à Moscou.

Le plan de paix présenté par le secrétaire d'Etat américain George Shultz, qui achève vendredi une troisième mission au Proche-Orient, sera au centre des entretiens soviéto-palestiniens, a déclaré M. Yasser Abd-Rabbo, un des membres de la délégation palestinienne, en ajoutant : « L'O.L.P. a catégoriquement rejeté ce plan ».

Des autres questions doivent notamment être abordées lors des entretiens, selon M. Abd-Rabbo : le soutien à apporter, dans le cadre de l'ONU et du Conseil de sécurité, au soulèvement dans les territoires occupés, ainsi que les relations syro-palestiniennes, « après les initiatives prises par l'O.L.P. » en vue d'un rapprochement avec Damas. — (A.P.P.)

Le secrétaire d'Etat américain George Shultz a jugé « constructif », le jeudi 7 avril, l'attitude du roi Hussein de Jordanie face à son plan de paix et a laissé entendre qu'Israël devrait prendre exemple sur lui. « Je pense que le message pour Israël est qu'il y a un partenaire possible pour des négociations », a-t-il souligné. Toutefois, le roi Hussein n'a pas encore donné son assentiment à l'initiative de M. Shultz. Pour sa part, M. Abou Iyad, l'un des principaux dirigeants palestiniens, a qualifié, jeudi à Belgrade, d'« inacceptable pour le peuple palestinien » le plan Shultz. « Rien de sérieux ne peut être fait avant les élections aux Etats-Unis et en Israël », a-t-il dit. Sur le chemin du retour vers Washington, M. Shultz a fait une escale imprévue à Larnaca (Chypre) pour un bref entretien avec le président tbanais Amin Gemayel.

déterminer la cause exacte de la mort, même si elle a effectivement pu avoir été provoquée par une pierre lancée en pleine tête. Ces sources ne pouvaient pas dire à quel moment l'adolescente avait été atteinte d'une balle : avant ou après que les résidents du village se fussent emparés des armes des deux adultes accompagnant le groupe d'adolescents.

Aucune de ces précisions n'est indifférente, tant l'impact politique de la mort de la jeune fille est important, car les autorités redoutent des représailles aveugles de la part des colons (tous armés), ce qui déclencherait un cycle de violence et d'affrontements entre civils palestiniens et israéliens dans les territoires occupés. Un porte-parole militaire s'est contenté vendredi d'affirmer que l'enquête sur les événements de Beit-el-Fawaq n'est pas achevée.

Mais l'armée n'a pas attendu pour passer à l'action. Dès jeudi matin, elle a fait sauter à la dynamite cinq habitations du village dont les occupants, selon un porte-parole officiel, « sont soupçonnés d'avoir incité ou participé » à l'attaque contre les résidents d'Elon-Moreh. Le village est toujours sous couvre-feu, tous les hommes arrêtés et interrogés par les services de sécurité, la population confinée à l'intérieur des maisons et des troupes déployées alentour.

M. Cheysson souligne la « responsabilité considérable » de l'Occident dans le conflit israélo-arabe

TUNIS
de notre correspondant

M. Claude Cheysson, commissaire européen chargé des relations avec les pays méditerranéens, a réaffirmé, jeudi 7 avril à Tunis, que l'Europe estimait « indispensable » la tenue d'une conférence internationale, à laquelle l'O.L.P. doit être associée, pour un règlement au Proche-Orient.

« Chacun des deux peuples doit accepter pour l'autre ce qu'il exige pour lui », a-t-il déclaré, « à la paix, à la sécurité, au développement », « et ne pas lui demander ce à quoi il refuse lui-même de renoncer », a déclaré M. Cheysson, au cours d'une visite de quarante-huit heures.

Jeudi après-midi, un jeune Palestinien qui tentait de s'enfuir du village a été tué par les soldats. Selon un porte-parole de l'armée, « il a été sommé de s'arrêter, a refusé d'obtempérer et les soldats ont ouvert le feu ». Sa mort porte à près de cent quarante le nombre de Palestiniens tués depuis le début du soulèvement dans les territoires en décembre dernier.

Sans attendre non plus les résultats définitifs de l'enquête, le ministre de la justice en personne, M. Avraham Shinar, a publiquement appelé à des sanctions collectives extrêmement sévères contre Beit-el-Fawaq. Il a réclame l'expulsion de dizaines de maisons du village et l'expulsion de centaines de ses habitants. Le ministre n'a fait qu'ajouter sa voix à toutes celles qui depuis quelques semaines mènent une campagne active en faveur d'un durcissement de la répression en Cisjordanie et à Gaza. Depuis quelques jours déjà, l'armée aurait dynamité plusieurs maisons dont les occupants avaient été soupçonnés d'avoir lancé des cocktails Molotov ; elle aurait détruit des murs et certains champs d'oliviers derrière lesquels se seraient cachés des lanceurs de pierres. Elle pourrait aussi mener une politique d'interpellation systématique qui a déjà porté à plus de quatre mille le nombre de Palestiniens détenus depuis le début de la révolte.

A Tunis

M. Cheysson, qui s'était entretenu avec les dirigeants du pays, mais aussi avec M. Chedli Klibi, secrétaire général de la Ligue arabe, et le président de l'O.L.P., M. Yasser Arafat, s'est dit « très inquiet » du « cycle infernal de la violence et de la répression » dans les territoires arabes occupés. « Je crains les risques d'une montée de l'intégrisme en Israël, qui tolérerait le peuple israélien du reste du monde et amènerait le pays à renouer ses principes des valeurs fondamentales dont il se réclame : la démocratie et le respect des droits de l'homme », a-t-il dit.

Pour le commissaire européen, le plan Shultz est certes « incomplet » et n'apporte pas de solution véritable, mais il constitue « une porte d'entrée à une négociation sérieuse et réformée ». Une initiative euro-

Les événements de Beit-el-Fawaq devraient renforcer encore cette évolution. Des cris de vengeance ont ponctué jeudi matin les obsèques de la jeune fille d'Elon-Moreh. Le cortège funéraire a été suivi par des milliers de personnes parmi lesquelles le premier ministre, M. Itzhak Shamir. Il a affirmé que les incidents de Beit-el-Fawaq « renforcent le peuple d'Israël, contribuent à le rassembler et à raffermir son attachement à la terre ».

Il y avait peu de commentaires du côté palestinien. Sinon pour constater que nombre d'adolescents palestiniens tués lors d'affrontements avec l'armée ou avec des colons (et il y en a eu) ont dû être enterrés à la sauvette, souvent dans le secret, sans le moindre cortège, parfois avec seulement deux membres de la famille, l'armée craignant que leurs obsèques ne soient l'occasion de manifestations.

Si la presse est unanime dans sa dénonciation de l'affaire de Beit-el-Fawaq, elle met aussi en garde contre toute tentative de laisser les colons se faire justice eux-mêmes. Mais ils ont déjà commencé : dès jeudi, un groupe de colons a mené un raid d'intimidation dans un village voisin de Beit-el-Fawaq, tirant en l'air et tentant de mettre le feu à un bâtiment, tandis qu'à Hébron et à Bethléem plusieurs voitures palestiniennes étaient incendiées.

ALAIN FRACHON.

● RECTIFICATIF. — Dans notre article « Les entretiens de M. Shultz à Jérusalem n'ont pas enregistré de progrès tangibles » (le Monde du 6 avril), une erreur de transcription a totalement effacé le sens de la fin du premier paragraphe. Il fallait lire : « Il s'agit d'une déclaration de M. Shultz (à l'Est) accusant le premier ministre israélien, M. Itzhak Shamir, d'y faire obstacle (au plan Shultz) — ce qui est une façon, même détournée, d'exprimer un regret ». Non pas un « refus ».

pénne pour débloquent la situation ? « Nous ne voyons pas, nous ne savons pas, répond-il ; mais ce que nous savons, c'est que le statu quo est intenable et que notre responsabilité, à nous Occidentaux, est considérable. Lorsque en 1948 Israël a été établi, nous avons condamné un peuple à devenir des réfugiés. Il y a peu de cas semblables dans l'histoire. Or, aujourd'hui, il faut que ce peuple retrouve ses droits ».

D'autre part, M. Cheysson a tenu à souligner « l'amélioration constante » des relations entre la CEE et la Tunisie, qui se traduit, entre autres, par un équilibre des échanges commerciaux et a rappelé que le dernier protocole financier portant sur 224 millions d'ECU pour le quinquennat 1986-1991 devrait permettre à la Tunisie de réaliser son auto-suffisance alimentaire.

MICHEL DEURÉ.

IRAN : les élections législatives

Les limites de la démocratie dans la République islamique

Les Iraniens devaient désigner, le vendredi 8 avril, les deux cent soixante-dix membres du Parlement (Majlis) pour la troisième législature depuis la révolution islamique de 1979. Le fait que la date des élections ait été maintenue, malgré les missiles irakiens, indique que les dirigeants islamiques sont soucieux de conserver à leur régime une certaine forme démocratique. Mais la démocratie islamique a ses limites et, malgré toutes ses démarches, M. Bazargan, qui préside au sein du séraï islamique de Téhéran une tendance modérée, a dû se résoudre à boycotter la consultation. Le ministre de l'Intérieur, M. Mohtashami, a, en effet, mis en place un réseau destiné à empêcher de s'exprimer toute voix non conformiste. Répondant à M. Bazargan, qui sollicitait pour son Mouvement de libération de l'Iran le droit de participer aux élections, M. Mohtashami a eu cette phrase malheureuse : « Nous ne sommes pas contre les activités des partis, à condition qu'ils ne participent pas aux élections ».

Le ton de la campagne électorale, régie au second plan par la « guerre des villes », avait été donné dès le début de 1987. Le président Khomeiny avait annoncé à la mi-mars, au cours d'un plénum exceptionnel du Parti républicain islamique (PRI) qu'il se consacrerait entièrement à la réorganisation d'une formation, dont il était alors le président, et qui, pour lui, « n'existe presque pas ». Au cours de ce même plénum, il avait mis en cause, en termes violents, le premier ministre, M. Mir Hussein Moussavi, qu'il avait accusé de « ruiner le pays » par sa gestion économique catastrophique.

Il était évident que le président Khomeiny qui se posait alors de plus en plus en chef de file des « libéraux », qui prônaient la limitation du rôle du gouvernement dans la gestion de l'économie et qui souhaitaient davantage de liberté d'action pour le secteur privé, comptait fermement utiliser le PRI, devenu, au fil des ans, un instrument entre les mains de la droite religieuse et conservatrice dans la bataille électorale.

La réaction de M. Rafsanjani, le tout-puissant président du Majlis, qui patronne avec le chef du gouvernement, M. Mir Hussein Moussavi, la tendance du pouvoir favorable à une plus grande intervention du gouvernement dans les affaires sociales et économiques, se s'était pas fait attendre. Le 3 juin 1987, l'imam Khomeiny décrétait la dissolution du PRI, privant ainsi la droite traditionnelle religieuse, fortement représentée au Bazar et au parti, d'une tribune idéale qu'elle comptait utiliser pour conquérir la majorité au Majlis. Un deuxième coup sévère a été porté au camp des libéraux avec les nouvelles directives de l'imam qui, en janvier 1988, ont eu pour principale conséquence de placer sous haute surveillance le conseil de surveillance de la Constitution. Celui-ci, sous la pression des religieux traditionnels, s'était transformé en un verrou bloquant pratiquement toutes les réformes sociales et économiques votées par le Majlis.

Les ambitions du fils de l'imam

Le fils de l'imam, Ahmed Khomeiny, a joué un rôle considérable dans le processus de démantèlement de la forteresse conservatrice au sein

du pouvoir en se mettant au service de la fraction Rafsanjani-Moussavi. Mais l'appétit vient en mangeant, et certains « théorologues », généralement bien informés, affirment que le fils de l'imam est désormais engagé dans la course à la succession pour son propre compte. Son objectif serait, dans un premier temps, de prendre le contrôle du Parlement. L'état-major, chargé de superviser les élections, a été formé par le ministre de l'Intérieur, M. Mohtashami, connu pour ses attaches étroites avec Ahmed Khomeiny, et est constitué essentiellement de membres du bureau du fils de l'imam. C'est à cet état-major qu'a été confiée la tâche délicate d'approuver les listes de candidats qui bénéficient de l'aval de l'imam. Certains représentants notables de la droite religieuse, tel que le vice-président du Majlis, M. Mohamed Yazdi, qui est en même temps le secrétaire de la toute-puissante et conservatrice assemblée des théologues de Qom, ainsi que l'ancien ministre de l'Intérieur M. Nighi Nouri, ont été éliminés de la liste officielle, malgré, dit-on, l'avis contraire de l'hojatoleslam Rafsanjani, et devront se présenter devant les électeurs à titre individuel. Les amis d'Ahmed Khomeiny ont, par ailleurs, suscité une scission au sein de l'Association des religieux combattants de Téhéran, le principal groupe religieux de la capitale qui avait joué un rôle éminent au cours de la révolution de 1979. Dans un communiqué, vingt-trois dissidents de l'association, dont plusieurs figures importantes du pouvoir, ont présenté une liste de candidats qui, selon eux, sont capables de combattre la « conspiration mondiale contre l'Iran », résoudre le problème de la guerre et celui de l'économie. Ils affirment que l'amélioration du sort « des pauvres et des déshérités » devra être le souci prioritaire du nouveau Parlement, et que les candidats incapables de poursuivre ces objectifs devront être impitoyablement écartés. L'imam a apparemment approuvé, dans une récente déclaration, ce groupe en exhortant les électeurs à choisir les candidats « fidèles à l'Islam et à son peuple », contre ceux qui préconisent « l'islam des capitalistes et des arrogants, des nantis insensibles aux souffrances du peuple, des hypocrites, bref de l'islam américain ».

L'objectif d'Ahmed Khomeiny et de ses fidèles serait d'éliminer du Parlement non seulement les quelques cent députés qui, au cours de la deuxième législature, ont multiplié les critiques contre le gouvernement Moussavi, mais également ceux qui, à l'autre extrémité de l'échiquier parlementaire, ont adopté des positions jugées trop radicales, dont plusieurs députés proches de l'ayatollah Montazeri et de l'hojatoleslam Rafsanjani. Les sortants sortent, dans la mesure du possible, remplacés par des jeunes technocrates, « capables de faire face aux nécessités modernes de l'Iran ».

M. Rafsanjani conservera vraisemblablement son poste de président du Majlis, mais il devra à l'avenir tenir compte des avis d'Ahmed Khomeiny, dont la présence devant plus en plus marquée au sein du pouvoir. Le résultat sera un Parlement plus docile et présentable qui, en bien des points, ressemblera au Majlis du temps du chah.

JEAN GUEYRAS.

Le conflit irano-irakien

La « guerre des villes » redouble d'intensité

L'Irak a tiré, le jeudi 7 avril, neuf missiles contre plusieurs villes iraniennes, et l'Iran en a lancé deux sur Bagdad, où les autorités ont annoncé qu'un avion de combat iranien avait été abattu alors qu'il tentait de percer la défense antiaérienne de la ville.

Cependant, selon Radio-Téhéran, deux vagues de chasseurs-bombardiers iraniens, effectuant le premier raid aérien sur la capitale irakienne depuis plusieurs années, ont réussi à pénétrer les défenses antiaériennes de Bagdad, jeudi en début de journée, détruisant des installations militaires et faisant des dizaines de tués ou de blessés parmi les soldats irakiens.

L'Iran a annoncé, d'autre part, avoir tiré deux missiles contre des installations militaires à Bagdad, à la suite de tirs de missiles irakiens contre plusieurs villes iraniennes.

L'Iran a également lancé huit missiles de courte portée contre Oumm-Kasr, seule base navale irakienne opérationnelle, et trois autres engins contre la ville portuaire irakienne de Bassorah.

L'Irak a, de son côté, annoncé avoir tiré trois missiles sol-sol sur Téhéran et six autres contre la ville sainte de Qom, Isphahan, Tabriz et Karaj. Il s'agissait du premier tir de missiles contre Karaj, ville située non loin de Téhéran.

Depuis la reprise de la « guerre des villes » à la fin février, l'Irak a tiré cent quarante-trois missiles contre des villes iraniennes, tandis que l'Iran a lancé soixante-cinq engins contre Bagdad et d'autres villes irakiennes. — (Reuter.)

● LIBAN : arrêt des combats entre Amal et le Hezbollah. — La guerre des frères ennemis chiites s'est arrêtée dans la soirée de jeudi 7 avril après avoir fait rage durant trois jours entre Amal et le Hezbollah, qui se disputent le pouvoir au sein de la communauté. Mais la tension demeure très vive. Huit combattants d'Amal ont été retrouvés pendus à Ghazieh, après la reconquête de cette localité par la milice de M. Berr (Amal), et cinq blessés auraient été achevés dans les ambulances de la Croix Rouge. Le chiffre recensé des victimes (27 morts, 47 blessés) apparaît inférieur à la réalité. — (Corresp.)

A TRAVERS LE MONDE

Grande-Bretagne

M^{me} Thatcher favorable au traité d'association Turquie-CEE

La Grande-Bretagne n'est apparemment pas disposée à appuyer, dans les circonstances présentes, la demande d'adhésion de la Turquie à la Communauté européenne. Au cours de sa visite officielle à Ankara et Istanbul, le premier ministre britannique, M^{me} Margaret Thatcher, a affirmé, le jeudi 7 avril, aux dirigeants turcs que son pays était favorable à une « activation » de l'accord d'association existant entre la Turquie et la CEE, mais elle n'a pas promis d'« accélérer » les démarches entreprises depuis un an par Ankara pour devenir membre à part entière du Marché commun.

Au cours du dîner offert en son honneur jeudi soir à Ankara par son homologue turc, M. Turgut Ozal, le chef du gouvernement britannique s'est félicité du rapprochement qu'elle a sus récemment à Londres avec le nouveau président chypriote, M. Georges Vassiliou, et M. Rauf Denktaş, leader de la République turque de Chypre du nord, autoproclamée en 1983 et reconnue seulement par Ankara.

Panama

Le mandat d'arrêt lancé contre M. Delvalle préoccupe Washington

Le procureur de la République du Panama a lancé un mandat d'arrestation contre le président destitué Eric Arturo Delvalle et contre des diplomates panaméens à Washington et New-York, indiquant-on de sources officielles à Panama, le jeudi 7 avril. Outre M. Delvalle, l'ancien ambassadeur panaméen aux Etats-Unis, M. Juan Sossa, ainsi que le consul à New-York, M. Alberto Garcia, ont été accusés de « trahison contre le pays ». Au terme de cette procédure judiciaire, il est possible d'avoir recours à Interpol pour arrêter ou extraditer les accusés. Selon des sources gouvernementales, M. Delvalle se cache quelque part au Panama, vraisemblablement dans une des bases américaines. L'annonce des mesures du gouvernement panaméen à l'encontre de M. Delvalle, que Washington considère toujours comme le dirigeant « légitime » de ce pays, a « vivement préoccupé » la Maison Blanche. Un porte-parole du département d'Etat a déclaré que les Etats-Unis considéraient « toute tentative du régime Noriega d'arrêter et de poursuivre en justice le président Delvalle et d'autres, pour leurs appels et leur soutien à des sanctions américaines, comme des actes illégaux perpétrés par un régime illégitime ». — (A.P.P.)

Simone WEIL

ŒUVRES COMPLÈTES

Édition publiée sous la direction d'André A. Devaux et de Florence de Lussy

Premiers écrits philosophiques

LES TEXTES DE CE VOLUME ONT ÉTÉ ÉTABLIS, PRÉSENTÉS ET ANNOTÉS PAR GILBERT KAHN ET ROLF KÜHN

GALLIMARD NRF

سیدنا من الاولین

Asie

L'accord sur un règlement en Afghanistan

Washington et Moscou poursuivront leur aide à chaque camp

(Suite de la première page.)
De son côté, M. Gorbatchev soutenait la déclaration de M. Najibullah concernant « un Afghanistan indépendant, non aligné et neutre », dont « le territoire ne sera jamais utilisé à des fins d'hostilité à l'égard de ses voisins », ce qui concerne « dans une égale mesure l'URSS, la Chine, l'Inde, le Pakistan et l'Iran ». Enfin, cette déclaration appelait au retour des réfugiés et à la formation « d'un gouvernement de coalition avec la participation de toutes les forces représentant la société afghane, y compris celles qui s'affrontent actuellement ».

Le retrait militaire soviétique devrait, ainsi que M. Gorbatchev le souhaite, s'amorcer le 15 mai et s'étaler sur neuf mois. M. Youli Vorontsov, premier vice-ministre soviétique des affaires étrangères, en charge du dossier afghan, est déjà arrivé, jeudi soir, à Genève, alors que le secrétaire général de

l'ONU, M. Perez de Cuellar, dont la présence est prévue à la cérémonie de signature de l'accord, doit séjourner à Bruxelles samedi et dimanche. Pakistans et Afghans signeront les trois premiers « instruments » de l'accord (non-ingérence et non-intervention, rapatriement volontaire des réfugiés et retrait soviétique), le quatrième (garanties internationales) devant être signé également par les Américains et les Soviétiques.

En revanche, les perspectives de règlement interne demeurent toujours faibles. L'alliance des sept principaux partis de la résistance a déjà confirmé qu'elle rejeterait un accord à l'élaboration duquel elle n'a pas participé et qu'elle continuerait la « guerre sainte » jusqu'à l'élimination du régime de Kaboul. L'amorce, souhaitée notamment par les Pakistans, d'un règlement politique — afin de faciliter le retour de quel-

que cinq millions de réfugiés — ne semble pas se dessiner. Et même si le principe de la formation d'un gouvernement provisoire était avancé, il en faudrait beaucoup plus pour réduire les antagonismes. Aucun cessez-le-feu n'est prévu et la résistance exclut tout compromis avec le régime actuel de Kaboul.

La survie du régime de M. Najibullah
Dans l'hypothèse du maintien d'un certain niveau d'aide militaire américaine à la résistance — l'hypothèse qui semble la plus réaliste — on ne donne guère de chance de survie, à moyen terme, au régime de M. Najibullah, même si ce dernier continue de recevoir une aide soviétique importante. De l'avis général, il pourrait au mieux, pendant quelque temps, conserver quelques bastions, une fois les troupes soviétiques rapatriées. Mais

même si le régime actuel de Kaboul s'effondre, la paix ne sera pas pour autant garantie en raison des divisions de la résistance. Tout cela, de toute façon, augure mal d'un retour dans la sécurité des réfugiés.

M. Gorbatchev qui, il y a quelques jours, avait dit à M. Brandt que la décision du retrait soviétique avait été prise dès 1985, semble donc s'être résolu à négocier un « intervalle décent », ainsi que l'avait fait, en 1973, M. Kissinger pour le Vietnam. Il reste, cependant, à connaître les « détails » du *modus vivendi* entre Washington et Moscou, ce qui explique sans doute outre la « prudence » de la Maison Blanche, l'absence de réaction chinoise vendredi matin, et que M. Jean-Bernard Raimond se soit contenté, jeudi à Genève, de parler d'« un pas en avant » — tout en regrettant l'absence de règlement politique.

JEAN-CLAUDE POMONTI.

CHINE : la session du Parlement

M. Yang Shangkun est élu chef de l'Etat

PÉKIN
de notre correspondant

Le Parlement chinois a ratifié, au scrutin secret, mais sans pouvoir exprimer publiquement un quelconque désaccord, la liste des plus hauts dignitaires de l'Etat — postes plus honorifiques qu'influent — qui lui était proposée vendredi 8 avril. Comme on s'y attendait, le général Yang Shangkun, âgé de quatre-vingt-un ans, a été élu à la présidence de la République populaire de Chine. Un autre vétéran de la « Longue Marche », le général Wang Zhen, quatre-vingt ans, a été élu vice-président. M. Deng Xiaoping conserve la présidence de la commission militaire centrale, organe qui fait le pont, dans la structure de l'Etat, à une commission identique au sein du Parti communiste qu'il dirige également. M. Wan Li (soixante et onze ans), un portefaix de bridge de M. Deng très proche du chef du parti, M. Zhao Ziyang, a pris la présidence de l'Assemblée nationale populaire. Le panache lama tibétain reste un des dix-neuf vice-présidents du Parlement mais n'accède pas à des fonctions d'Etat, comme il en avait été un temps question.

ministre et de son gouvernement, s'est faite sur fond de grogne estudiantine et grincements des rouages de l'ouverture. Des affiches apposées la veille à l'université de Pékin s'en prenaient notamment à M. Zhao Ziyang, le chef du Parti communiste, pour une politique que des étudiants jugent défavorable au monde universitaire. Une vingtaine d'étudiants ont bravé, vendredi, la garde militaire renforcée et les policiers en civil armés de caméras pour effectuer un « sit-in » muet, sans banderoles, pendant un moment sur la place Tiananmen. Ils ne semblent pas avoir été inquiétés.

La presse étrangère et le corps diplomatique ont été priés de quitter la salle du Palais du peuple pour le défilé du jour du scrutin alors qu'il avait été initialement prévu qu'ils y assisteraient. L'agence Chine nouvelle a annoncé les résultats sans donner le décompte des voix, mais sans non plus spécifier que l'élection s'était faite « à l'unanimité », comme il était autrefois de rigueur. La semaine s'était ouverte sur un premier échec des réformateurs face aux bureaucrates lorsque le gouvernement avait dû retirer un projet de réforme de l'administration des transports, secteur particulièrement sensible et retardataire.

Cette élection formelle, qui doit être suivie de celle du premier

F. D.

La déclaration de Tachkent

« Unanimité » soviéto-afghane

L'URSS et l'Afghanistan ont adopté une déclaration commune en huit points, le jeudi 7 avril, à Tachkent (Ouzbékistan), à l'issue des entretiens entre le numéro un soviétique, M. Mikhaïl Gorbatchev, et le président afghan, M. Najibullah. Selon ce texte, diffusé par l'agence Tass, les deux dirigeants ont été « unanimes » à déclarer :

1) L'URSS et l'Afghanistan « agissent conformément à leurs déclarations du 8 février 1988, qui ont donné une impulsion nouvelle au processus de règlement politique » du conflit et permis d'aborder « sa solution pratique ».

2) MM. Gorbatchev et Najibullah « considèrent que, grâce à l'action commune de tous ceux qui ont participé au règlement, les derniers obstacles à la signature des accords ont été levés à l'heure actuelle et se prononcent pour leur signature immédiate ». Le président Najibullah « salue le fait que l'URSS et les Etats-Unis soient prêts à garantir les accords réalisés à Genève ».

3) L'URSS et l'Afghanistan confirment que, « en cas de signature de ces accords dans les plus brefs délais, l'entente entre l'URSS et l'Afghanistan concernant un retrait des troupes soviétiques [est] sur la période fixée par ces accords, demeurera en vigueur et s'effectuera à partir du 15 mai ».

4) La politique de réconciliation nationale « permet de régler la situation autour de l'Afghanistan, d'arrêter la guerre et les

affrontements fratricides, de rétablir la paix sur tout le territoire du pays et de former un gouvernement de coalition avec la participation de toutes les forces représentant la société afghane, y compris celles qui s'affrontent actuellement ».

5) « Le statut définitif de leur pays dans ses relations avec les autres Etats sera déterminé par les Afghans eux-mêmes et par personne d'autre ». L'URSS « confirme son soutien à la déclaration du président Najibullah concernant « un Afghanistan indépendant, non-aligné et neutre », partant du principe que « le territoire afghan ne sera jamais utilisé à des fins d'hostilité à l'égard de ses voisins ». Cela concerne « dans une égale mesure l'URSS, la Chine, l'Inde, le Pakistan et l'Iran ».

6) La création de « conditions propices au retour des réfugiés afghans revêt une signification importante pour la mise en œuvre de la politique de réconciliation nationale ». L'URSS apportera au gouvernement afghan « une aide pour la création de telles conditions ».

7) L'URSS est « prête à coopérer à un haut niveau avec l'Afghanistan pour redresser l'économie » de ce pays.

8) MM. Gorbatchev et Najibullah appellent les autres Etats à contribuer au rétablissement de la paix et à la réconciliation nationale en Afghanistan et à « respecter les accords de Genève ».

L'« optimisme prudent » de la Maison Blanche s'expliquait par le souci de ménager le Congrès

WASHINGTON
correspondance

La première réaction américaine à la déclaration de Tachkent était un « optimisme prudent » attribué au président Reagan par M. Baker, chef d'état-major de la Maison Blanche. « Il est possible qu'il s'agisse d'un pas en avant qui pourrait mener au retrait des troupes soviétiques d'Afghanistan », avait dit encore M. Baker. Les officiels proches de la Maison Blanche avaient choisi de réserver leur jugement en attendant de connaître les détails du document.

La réserve officielle répondait au souci de l'administration de ne pas s'associer trop bruyamment à la satisfaction exprimée par M. Gorbatchev. La Maison Blanche doit ménager la droite républicaine mais aussi la majorité démocrate du Congrès. Les démocrates, en effet, compensent leur réserve à l'égard des « contras » du Nicaragua par leur volonté de soutenir les « combattants de la liberté » afghans. Au Sénat, le sénateur Byrd, leader de la majorité, avait fait approuver une résolution insistant non seulement sur le retrait des troupes soviétiques mais sur le retour des réfugiés et la formation d'un gouvernement non aligné à Kaboul.

En fait, le Congrès est à l'origine de l'ultime demande de Washington exigeant la fin simultanée de l'aide militaire apportée par les Deux Grands à leurs alliés respectifs. Néanmoins, les diplomates américains ont travaillé discrètement avec leurs homologues soviétiques à la

mise au point d'une formule qui permettrait de mettre fin à l'impasse de la négociation de Genève et de régler ainsi le problème le plus délicat du contentieux soviéto-américain. De toute évidence, la volonté politique de se débarrasser du problème de l'Afghanistan existe ici. Mais la Maison Blanche entend se disculper du reproche qui lui est fait de donner priorité au dialogue avec Moscou au détriment des intérêts de ses alliés.

Si la déclaration de Tachkent est conforme, ce qui semble le cas, à ce qui a été annoncé, le gouvernement américain pourra souligner que le gouvernement soviétique et son protégé Najibullah ont accepté la formule américaine de « symétrie positive », confirmant le droit des Etats-Unis de continuer à aider la résistance afghane au cas où l'Union soviétique poursuivrait ses livraisons d'armes à Kaboul. En même temps, le Pakistan s'est engagé à continuer de permettre le transit des armes américaines sur son territoire.

Finalement, on concède ici que l'accord sur le retrait des troupes sera exploité par la propagande du Kremlin et permettra aux Soviétiques d'améliorer leurs relations avec les pays islamiques et du tiers-monde, mais on se demande avec intérêt si M. Gorbatchev justifiera sa prédiction contenue dans son discours du 8 février dans lequel il disait que la solution du problème afghan « constituera une percée dans la chaîne de conflits régionaux (...).

HENRI PIERRE.

L'ancienne cible privilégiée des gardes rouges

PÉKIN
de notre correspondant

M. Yang Shangkun est une figure de taille, à plus d'un titre, dans la légende de la Chine communiste. Parmi les grands barons de l'armée populaire de libération, il est sans doute celui qui a fourni à M. Deng Xiaoping le plus ferme soutien à une politique de réformes, qui a abouti à une forte diminution du rôle des militaires dans les affaires publiques.

Mais c'est un épisode antérieur de sa carrière qui l'avait rendu célèbre : il fut l'un des premiers dirigeants de la Chine des années 60 à passer à la trappe lors du lancement de la révolution culturelle, et l'accusation alors formulée contre lui était d'une gravité singulière. Les gardes rouges, télescopés par Mao Zedong, lui reprochaient ni plus ni moins d'avoir installé des micros dans le bureau du Grand Timonier pour l'espionner. Cette réputation de « plombier » du comité central, il la devait à sa toute-puissante fonction de directeur de son bureau des affaires générales, un poste-clé qui lui donnait, depuis plus de vingt ans, la haute main sur toute la documentation secrète du parti et les dossiers personnels de tous ses dirigeants.

Né en 1907 au Sichuan, la province natale de M. Deng, M. Yang put se faire payer des études à Shanghai, où il adhéra à la Ligue de la jeunesse communiste en 1925 puis au PC. « Grille » auprès des diverses polices pour sa participation à l'agitation étudiante, il est alors envoyé à Moscou, où il se joint au groupe des activistes chinois connus sous le surnom de « vingt-huit bolcheviques », mené par Wang Ming, futur rival malheureux de Mao dans la course au pouvoir.

Il réapparait sur la scène politique par la petite porte, sans avoir été annoncé, en décembre 1973, à l'occasion des funérailles d'un ex-collègue. Son épouse, M^{me} Li Bozhao, dramaturge, accusée pendant la révolution culturelle d'avoir écrit une pièce de théâtre critique envers Mao, était réapparue en public trois mois plus tôt. Le retour du couple donnait le coup d'envoi à la démolition complète du régime, avec l'élimination progressive de tous les dirigeants du temps du Grand Timonier.

Après un passage par la province du Guangdong (dont Canton est le chef-lieu) qu'il dirigea brièvement, M. Yang est, depuis 1980, un des membres influents de la commission militaire du parti, la principale base de pouvoir qui a permis à M. Deng de mener à bien ses réformes tout en tenant l'armée en laisse.

FRANCIS DERON.

Afrique

ETHIOPIE : après la décision d'Addis-Abeba

Les organisations humanitaires se mobilisent

Invitées le mercredi 6 avril par le gouvernement éthiopien à évacuer le Tigré et l'Erythrée sous prétexte que leur sécurité ne pouvait plus être assurée, les organisations non gouvernementales (ONG) d'aide et d'assistance humanitaire ont apparemment décidé d'unir leurs efforts pour faire annuler la décision prise par Addis-Abeba.

L'action internationale contre la faim (AICF), seule ONG française présente sur les lieux, a pour sa part lancé jeudi un appel au président François Mitterrand, à M. Jacques Chirac et à M. Jacques Delors, président de la Commission des Communautés européennes, pour qu'ils interviennent auprès du colonel Mengistu afin que « l'aide humanitaire directe » puisse se poursuivre.

A Genève, nous signalons notre correspondante Isabelle Viehman, le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) a été officiellement avisé de la décision éthiopienne le 7 avril et invité à rappeler les quarante délégués qu'il a sur place. Le CICR a réagi par un communiqué, dans lequel il affirme qu'il « ne peut renoncer au mandat d'intermédiaire neutre qui lui a été confié par la communauté internationale. (...) Par conséquent, le CICR demande instamment au gouvernement éthiopien de revenir sur sa décision ».

Les Nations unies, pour leur part, demandent des éclaircissements. Le coordonnateur des opérations de secours en Ethiopie, M. Michael Priestly, s'est entretenu jeudi avec le responsable de la commission éthiopienne aux secours et à la réinstallation (RRC) pour obtenir des détails

sur le retrait et sur l'ensemble de ses implications.

La RRC a précisé à Addis-Abeba que l'ordre d'évacuation ne s'applique ni aux ONG éthiopiennes, ni aux opérations de transport aérien des Nations unies. Toutefois, les transports de vivres seront désormais limités aux vols au départ de la capitale éthiopienne et du port d'Assab et à destination des capitales provinciales de l'Erythrée. Les vols des petits avions sont suspendus, a indiqué la RRC.

De Bruxelles, la Commission européenne « a pris connaissance avec préoccupation de la décision éthiopienne et un porte-parole a précisé que « les deux tiers de l'aide alimentaire de la CEE à l'Ethiopie (140 millions de dollars pour cette année) transitent par les ONG ».

Enfin, le Front populaire de libération de l'Erythrée (FPLE), principal mouvement indépendantiste pour cette région, a vivement condamné ce qu'il appelle l'« ultimatum » d'Addis-Abeba qui, selon lui, « va aggraver les souffrances de la population affectée par la famine ».

Le FPLE a d'autre part annoncé jeudi 7 avril avoir tué plus de mille huit cents soldats gouvernementaux en marchant sur la ville de Keren, dans le nord du pays, où les autorités envoient des renforts depuis deux semaines. Cette nouvelle « victoire » n'a pas été confirmée de source indépendante, mais les troupes gouvernementales ont bel et bien essuyé plusieurs revers ces dernières semaines.

AFRIQUE DU SUD

Pretoria nie toute responsabilité dans l'attentat de Maputo

Le ministre sud-africain des affaires étrangères, M. Roelf « Pit » Botha, a affirmé, jeudi 7 avril, que l'Afrique du Sud n'avait aucune responsabilité dans l'attentat de la bombe qui a tué le président de l'ANC, M. Botha, à l'extérieur du Congrès national africain (ANC, interdit). M. Botha démentait ainsi les accusations du Mozambique selon lesquelles l'Afrique du Sud était responsable de l'attentat à la bombe qui a gravement blessé l'avocat blanc sud-africain M. Albie Sachs, qui est membre de l'ANC, le matin même, à Maputo (nos dernières éditions du 8 avril).

Dans une déclaration lue à la télévision sud-africaine, M. Botha a précisé que son gouvernement « n'acceptait aucune responsabilité dans le conflit qui ensangante le Mozambique et encore moins pour les actions violentes qui en découlent ».

M. Sachs, qui est également écrivain, est le deuxième intellectuel sud-africain exilé à Maputo à être victime d'un attentat à la bombe dans la capitale mozambicaine.

En août 1982, M^{me} Ruth First, académicienne d'Afrique du Sud, et directrice de recherches du centre des études africaines de l'université de Maputo, avait été tuée par l'explosion d'un colis piégé.

Selon des témoins, M. Sachs était en train d'ouvrir la porte de sa voiture, non loin du lieu de sa résidence, dans le quartier de Point, quand son véhicule a explosé. L'attentat, qui a eu lieu à 9 h 20 (heure locale), a entièrement détruit la voiture et endommagé toutes les fenêtres du voisinage. Grièvement blessé, M. Sachs a été conduit à l'hôpital. L'agence de presse mozambicaine AIM a, immédiatement, affirmé qu'il s'agissait d'« une tentative d'assassinat, œuvre des agents du gouvernement sud-africain ». Personnalité connue, Albie Sachs, qui est âgé d'une cinquantaine d'années, a quitté l'Afrique du Sud dans les années 60, après avoir été emprisonné. Il a publié un livre à la suite de sa détention, le *Journal de prison d'Albie Sachs*, qui a été transporté au théâtre et a connu un vif succès.

Par ailleurs, la police sud-africaine (SAP) a affirmé jeudi que l'une des quatre victimes du raid militaire effectué par Pretoria, le 28 mars à Gaborone, capitale du Botswana, était le commandant régional pour le Botswana de la branche armée de l'ANC. Un responsable de la SAP, cité par le radio d'Etat sud-africain SABC, a affirmé que l'homme tué lors du raid de Gaborone était Solomon Melefi, âgé de trente-six ans, qui aurait quitté l'Afrique du Sud en juin 1976 et suivi un entraînement militaire en Angola et en Allemagne de l'Est.

Les autorités botswanaises avaient indiqué qu'il s'agissait d'un réfugié sud-africain du nom de Charles Mokoena. En ce qui concerne les trois femmes tuées durant le raid, la SAP a affirmé que l'une d'elles aurait eu des contacts avec l'ANC, reconnaissant ainsi implicitement que ce n'était pas le cas des deux autres. Ce raid a provoqué une véritable guerre de communications entre Pretoria et Gaborone. Mercredi, la présidence de la République botswanaise a qualifié le raid sud-africain de « mesure de sang-froid de quatre personnes innocentes pendant leur sommeil ». — (AFP.)

Deux pôles

A son retour en Chine en 1931, sa carrière tourne dès lors autour de deux pôles : direction politique de l'armée et propagande. M. Yang est élu l'année suivante à la direction du tout premier « soviétique » chinois au Jiangxi, en même temps que commissaire politique en chef de la première armée rouge. Pendant la guerre contre le Japon, il

est nommé à la direction de la province du Guangdong (dont Canton est le chef-lieu) qu'il dirigea brièvement, M. Yang est, depuis 1980, un des membres influents de la commission militaire du parti, la principale base de pouvoir qui a permis à M. Deng de mener à bien ses réformes tout en tenant l'armée en laisse.

FRANCIS DERON.

ALTERNATIVES ECONOMIQUES

EN KIOSQUE

n° 56

avril

R.F.A.

La semaine

des quatre jeudis ?

Asie

Timide réexamen de l'histoire du régime

Transparence à la chinoise

(Suite de la première page.)

Une histoire de la révolution culturelle a bien été préparée. Son auteur, M. Yan Jiaqi, chercheur en sciences politiques, n'a pas perdu son emploi à la suite des polémiques qui l'ont accablée, mais l'ouvrage n'a guère été diffusé.

A l'occasion, on se querelle encore, dans les revues politiques, à coups de modèles historiques, éliminés des siècles passés. Les grands réformateurs de la fin de l'empire sont ainsi appelés à la rescousse de ceux du temps présent. Cela découle certes d'une forme de pensée, mais aussi d'une incapacité à formuler encore trop clairement certains débats sensibles.

La rétrospective photographique de quarante années d'histoire moderne ouverte en mars au Palais des beaux-arts relevait d'une démarche plus franche : mettre en cause les méthodes employées par le régime lui-même pour tricher. Un début de réponse sans doute à un phénomène que confirmait un récent sondage officiel : sur deux

cents hauts cadres du parti et du gouvernement, 65 % ne se gênaient pas pour dire que la presse du régime n'est pas crédible.

A vendre, badges de Mao, garantis d'époque...

On y voyait donc des photos que la presse officielle n'a pas publiées à l'époque où elles étaient d'actualité. Par exemple, une vue du « mur de la démocratie » de 1978, où s'affichait au temps les pamphlets des contestataires avant leur interdiction. D'autres photos, au sens inverse, par une nouvelle légende, comme celle montrant un jeune homme barbé d'une impressionnante collection de badges à l'effigie de Mao s'étalant de sa casquette aux poches de sa vareuse. L'activiste croyait poser ce héros de la révolution. La légende, aujourd'hui, dit simplement : « Un dévot ».

Le culte du Grand Timonier ne laisse du reste pas un souvenir amer à tout le monde. Des petits malins,

fidèles de la religion nouvelle du commerce privé, l'ont récupéré pour proposer au touriste étranger, à prix d'or, les badges de Mao qu'ils avaient conservés. « *Époque révolution culturelle garantie* », assure l'un, qui tient boutique près du Temple du ciel, en accrochant au revers de pardessus du client un énorme bouton rouge frappé de la silhouette jadis adulée...

La section la plus osée de l'exposition reprograph, sous les yeux incrédules d'une foule de jeunes soudain très attentifs, des vus ouvertement présentés comme des falsifications pures et simples. Entre autres, cet instantané fameux de Mao, pelle en main, en compagnie de M. Peng Zhen, alors maire de la capitale, et sa version ultérieure, caviardée, après la chute de ce dernier au début de la révolution culturelle. M. Peng avait disparu du cliché. « On est passé le maître? », demandait cruellement la légende. Et encore, des dirigeants miraculeusement rapportés sur une photo de groupe pour les mettre en valeur,

des étalages de marchandises évoquant l'abondance en période de disette...

Mais la consigne reste de ne pas secouer trop fort le bateau. On s'abstient, pour l'heure, de dénoncer trop vertement le « maquillage » célébré par lequel on avait grossièrement gommé, sur les photos des funérailles de Mao, sa veuve Jiang Qing, et ses collègues de la « bande des quatre ».

Le théâtre, autre outil prisé des historiographes, procède lui aussi par petites touches. La pièce remonte à sa place le génie militaire de Mao au profit de celui de M. Deng Xiaoping (*Le Monde* du 25 décembre 1987), qui ne résumait pas particulièrement du ton de la vérité, a été remaniée. M. Deng a-t-il trouvé ce que le trait était trop appuyé ? Karea, en tout cas, sont ceux qui auront pu comparer les deux versions, tant la troupe militaire qui la joue circule vite d'une ville à l'autre.

La mort de Lao She, drame qui a marqué d'une cicatrice ineffaçable

tous les artistes contemporains de cet écrivain populaire poussé au suicide au début de la révolution culturelle, vient seulement d'être portée à la scène. La responsabilité du régime communiste n'y est que très prudemment évoquée.

Les besoins de la propagande

Il y a, dans cette timidité, quelque chose d'assez pathétique quand on la compare avec le franc-parler des Chinois de la rue, qui ne sont pas pour autant des foudres de dissidence. Le chef en titre du parti, M. Zhao Ziyang, aurait, dit-on, récemment laissé entendre qu'il acceptait l'idée que Mao, au soir de sa mort, avait pu se contenter de se *vanter*. Demandez ce qu'il pense à quiconque n'est pas membre du parti (et encore, même là...), et il n'hésitera pas un instant à exprimer, en gestes ou en paroles, un diagnostic gilet du raisonnement la folie.

Par ailleurs, l'image de « transparence » que Pékin tente de projeter à

l'étranger ne coïncide pas toujours avec celle destinée aux Chinois. Les autorités ont fait grand bruit, au début de l'année, autour de la publication d'une biographie de M. Deng, illustrée de nombreuses photographies historiques, certaines inédites. Les représentants de la Chine à Hongkong avaient même organisé une retransmission télévisée en direct depuis Pékin afin de satisfaire le cœditeur étranger. Mais, dans les librairies de Chine, on était bien en peine d'en trouver trace, longtemps encore après la sortie du livre.

Enfin, à l'occasion, l'hagiographie la plus pesante peut encore réserver. Quand on sait que le premier ministre, M. Li Peng, qui manque grandement d'assise populaire, est le fils adoptif de Zhou Enlai, on se retient difficilement de penser, devant les articles interminables consacrés à la mémoire du « Mandarin rouge » ces derniers temps, que l'histoire est une fois encore conviée à repasser les plats pour les besoins de la propagande.

FRANCIS DERON

Le «vrai» récit de la mort de Lin Biao en 1971

PÉKIN
de notre correspondant

M. Xu Wenya, ancien ambassadeur de Chine, à Quin-Sing sur le moment de la mort de Lin Biao, jout d'urge, excellentes mémoires. Dans une série de douze articles publiés au début de l'année par la revue chinoise *Connaissance du monde*, il relate, heure par heure — minutieusement — les événements qui ont eu lieu — les affres traversées par son ambassadeur en terre ennemie, alors qu'il n'a aucune idée, des dessous de la lutte sans merci qui se joue à Pékin, lorsque éclate l'affaire Lin Biao. Les *Connaissances du monde*, avec ses 120 pages, est une lecture intéressante et instructive. Elle exprime au sujet de l'histoire, les couleurs changeantes, s'en tenant aux points faibles de la septembre 1971, près d'Ordos, à 400 kilomètres de la capitale. Faute de comparatif, dans une autre partie de la revue, on découvre l'astrophysique, les séismes, les laboratoires avec le ministère mongol des affaires étrangères pour déterminer si l'appareil appartient à l'armée chinoise, si les ruïnes cadavres trouvés à proximité sont dues à des militaires chinois — ainsi les photographies de Lin Biao, les trois cadavres trouvés, et la certitude d'avoir rapidement mené l'affaire.

Ce document tant attendu aurait été plus convaincant si l'ancien ambassadeur, aujourd'hui à la retraite, avait fourni des précisions sur ce qui permet à Pékin d'affirmer que le « cadavre numéro cinq » était bien celui du « plus proche compagnon d'armes » de Mao Zedong, alors que les ténées demeurent à l'étranger comme en Chine.

Un grand général

« Selon les vérifications intérieures » — probablement à partir des photographies prises par lui-même et ses collègues sur le site. — Il est certain, assure M. Xu, que le corps « se vivait hagard, chauve, les carreaux éclatés, sourcils et cils brisés, yeux devendus des trous noirs, nez carbonisé, dentition absente, langue noire, un mollet déchiré » était celui de Lin Biao. Le diplomate dément que le cadavre ait porté des blessures infligées antérieurement à sa mort dans la catastrophe aérienne, comme le bruit en a suscité cours.

Les Mongols se révoltent, à pratiquer l'incinération, les deux corps (ceux de l'épouse de Lin Ye Qun et de son fils, Lin Lijiao, ont été positivement identifiés par les Soviétiques) furent enterrés, sous les yeux des « diplomates chinois, à un kilomètre du site, « dans l'attente de pouvoir être rapatriés ultérieurement », relate le récit. A présent que les relations de Pékin avec Moscou sont devenues « normales », s'agit-il d'ignorer l'appel du pied pour ramener les restes de celui qui « avait dû être le fils du médecin, fut » ? L'histoire officielle le reconnaît : nouveau aujourd'hui « un grand général communiste » ?

La publication de ce récit vise en tout cas à faire taire toutes les rumeurs contredisant la version pékinoise de la mort de Lin Biao. On peut douter qu'elle y parvienne. Une certitude, cependant, en émerge: jamais la Chine populaire n'a été plus proche qu' alors de la Florence de Machiavel.

F.D.

G A L E R I E S
Lafayette

Galleries les Japons, c'est l'Exposition Evénement.

Japon Créatif.

L'artisanat le plus sophistiqué et des technologies de pointe vous sont dévoilés. En exclusivité pour les Galeries Lafayette, et pour la première fois en France, des nouveaux concepts de mode, d'objets, font leur apparition : "Japan Creative" et "Sans nom, sans marque". Artistes, stylistes sont à l'honneur : un hommage tout à fait particulier est réservé au plus parisien des créateurs, Kenzo.

Japon Culturel.

Pour découvrir une civilisation millénaire: les authentiques trésors de la ville de Kyoto, une exposition réalisée avec le concours de la ville de Kyoto. S'initier à l'art du thé, des compositions florales; s'adonner aux rites du bain, découvrir les arts culinaires, les arts martiaux... toutes les facettes d'un pays riche en traditions.

Galleries les Japans, un shopping inédit au pays du soleil levant, une exposition unique à laquelle ont participé le Grand Magasin Seibu Saison Group, Japan Airlines, et la ville de Kyoto.

Venez jouer au grand jeu "connaissance du Japon" qui vous fera peut-être gagner un coupé Nissan Silvia, des scooters Honda, des montres Seiko et de nombreux autres lots.

— 10% avec votre carte Galeries Lafayette (gratuite dès acceptation du dossier)
pendant la première semaine de l'exposition.



Avec la participation de :
SEIBU SAISON GROUP

JAPAN AIR LINES

Galleries les Japons.

Le Japon est là !

هكذا من الاصل

Amériques

PÉROU : obligé d'ajourner un voyage en Europe

Le président Garcia est de plus en plus en difficulté

ÉTATS-UNIS

Une maison de rêve pour le futur retraité Reagan

C'est dans les moments difficiles que l'on voit les vrais amis. Au moment où Ronald Reagan s'habitue doucement à l'idée de devoir rendre les rênes du pouvoir en janvier 1989 pour reprendre celles de son cheval, un carré d'une vingtaine de ses plus fervents supporters (parmi lesquels quelques virtuoses de l'immobilier) vient d'acheter une maison de rêve à l'intention du président.

Un rêve hollywoodien, bien sûr, avec piscine, pelouse, barbecue, dépendances et vue imprenable sur le quartier chic de Bel Air à Los Angeles. Un quartier bien fréquenté, puisque la future demeure des Reagan au 688 Cloud Road jouxte celle de deux autres actrices célèbres : Liz Taylor, et Zsa Zsa Gabor. Seul « usage » dans ce tableau paradisiaque, le coût du petit pied-à-terre (il n'y a que trois chambres) des futurs retraités : 2,5 millions de dollars.

Les agents immobiliers ont eu beau faire valoir, paraît-il, que c'était la moins chère du quartier, les contribuables américains ont commencé à s'inquiéter. La Maison Blanche a dû se résoudre à publier une mise au point précisant que, selon l'organisme gouvernemental chargé des problèmes d'éthique, « tout était en règle ». En effet, celui qui sera alors l'ex-locataire de la Maison Blanche s'est contenté de signer un bail de trois ans, qui a pris effet le 1^{er} mars. Ronald Reagan aura toutefois une option achat. En attendant, ce qui n'a pas été précisé, c'est le montant exact du loyer que les généreux propriétaires vont lui demander. On ne peut pas lutter contre l'avidité.

Le climat politique est devenu de plus en plus houleux ces dernières semaines au Pérou. Et cela explique la décision du président Alan Garcia d'ajourner un voyage en Europe, prévu du 10 au 14 avril, afin d'assister à un débat important au Parlement.

Désarroi, déception, perplexité : deux ans et demi après son installation triomphale au palais Pizarro de Lima, le président Alan Garcia affronte la grogne croissante des Péruviens préoccupés par l'accélération de la crise économique et par le climat persistant de violence insurrectionnelle. Jeune — il n'avait pas trente-six ans en juillet 1985 —, dynamique, intelligent, Alan Garcia avait, au début de son mandat, tous les atouts : une popularité exceptionnelle et, à sa dévotion, un parti majoritaire de tendance social-démocrate — l'APRA — plénement aux portes du pouvoir depuis soixante ans.

Il se voulait, alors, le président « de tous les Péruviens ». La droite classique était laminée. Et la gauche, divisée, était, en partie seulement, disposée à lui faciliter les choses. Les militaires, résolument hostiles pendant quatre décennies à la conquête légale du pouvoir par l'APRA, mais finalement résignés, étaient muets et plutôt confiants. Deux obstacles pourtant : la situation économique léguée par le gouvernement Belaunde était catastrophique (un taux d'inflation annuel moyen de près de 300 %) ; l'insurrection armée du Sentier lumineux, déclenchée en 1980, était en progression.

A mi-parcours de son mandat — la prochaine élection présidentielle doit avoir lieu en 1990 —, le tableau a viré au noir. Les erreurs du gouvernement, ses hésitations, une politique de « colmatage » à la petite

semaine, y sont pour beaucoup. Mais la violence interne, que l'armée et la police ne peuvent juguler, les effets négatifs d'une lourde dette extérieure mal assumée, paralyzante, et enfin la démographie galopante, qui précipite des dizaines de milliers de « nouveaux pauvres » dans les faubourgs de Lima et des capitales de départements, sans véritables infrastructures, ont aggravé la montée des périls.

Théoriquement, le Pérou d'Alan Garcia, qui lutte en avril 1988 pour sa survie, est au bord de l'explosion sociale. Trois facteurs contribuent pourtant à freiner des échecs apparemment inéluctables. D'abord, la capacité de souffrance des plus démunis (l'immense majorité), paysans des sierras farouches chassés par la violence, sous-prolétaires et chômeurs à mi-temps des villes surpeuplées ; ensuite, l'existence d'un secteur informel (près de 60 % de la population active), d'un monde de la débrouillardise et de la solidarité qui amortit les conséquences de la paupérisation et de la décomposition de la société ; enfin, le caractère andin de la violence, quotidienne mais plus sourde que celle de la Colombie par exemple. Le Sentier lumineux et l'armée péruvienne se livrent une guerre de patrouilles, avec des petits moyens, des embuscades sans suite, une guerre de choux, cruelle, sanglante, avec massacres indiscriminés et fosses communes des deux côtés.

« Du balcon au volcan »

Le terrorisme reste imprévisible et facteur de déstabilisation. Militants et dirigeants de l'APRA sont dans la ligne de mire, à commencer par le chef de l'Etat, mais les leaders de tous les partis démocratiques et des syndicats ouvriers, les industriels, le sont aussi. La stratégie du

Sentier ne débouche sur rien d'autre que le néant. Ses objectifs politiques restent flous, absurdes. Détruire, dit-il seulement. Mais il est là partout dans l'ombre. Il s'infiltre, ne cesse de gagner du terrain du nord au sud du pays. « Une tache d'huile », dit un général qui admet l'échec des forces de l'ordre tout autant incapables d'ailleurs de réduire la montée en puissance de la mafia de la drogue. Le Pérou se « colombianise ».

Jeune, dynamique, intelligent, populaire, le président péruvien avait tous les atouts. Mais trois ans après son élection, l'anarchie menace le pays.

Face à une telle situation, la faiblesse d'Alan Garcia est d'avoir voulu et de vouloir encore tout faire lui-même. « Un style de gouverner, mais très personnel », « autoritaire et suffisant », disent ses adversaires. Ses voyages à l'étranger, sa participation à de nombreux forums internationaux, sa campagne en faveur de l'intégration latino-américaine, lui ont, en deux ans et demi, donné une stature internationale.

Encore que certains dirigeants de pays importants, comme l'Argentine Alfonsín, le Brésilien Sarney et le Mexicain de La Madrid, s'irritent manifestement de voir ce « jeune homme », volontiers arrogant, prétendre donner des leçons. Alors que sa propre maison a besoin d'une sérieuse remise en ordre.

Chez lui à Lima, Alan Garcia a en effet perdu beaucoup d'appuis. L'usage du pouvoir est très forte dans un pays pauvre en proie à de multiples difficultés. Mais la cote d'Alan Garcia dans les sondages est encore relativement satisfaisante. Le

président reste populaire auprès des paysans, des habitants des bidonvilles, des marginaux, bref, de ces 75 % de Péruviens ayant accès à moins de 25 % du revenu national.

Une clientèle séduite par le populisme d'un gouvernement qui a lancé, puis, il est vrai, supprimé, des programmes de soutien assez semblables aux TUC français. Des masses que le parti gouvernemental ramène encore abstraitement pour des meetings d'appui théoriquement spontanés. Alan Garcia avait, au début, pratiqué et même abusé des harangues depuis le balcon présidentiel, le balconazo. Aujourd'hui, une revue d'opposition titre ironiquement : « Du balcon au volcan ». Image un peu forcée, mais c'est vrai que les craquements se multiplient.

Le dérapage économique s'est accéléré à l'automne 1987. La décision d'étatiser le système financier (pourrait déjà contrôler à 80 % par l'Etat) a suscité une tempête politique qui a permis à la droite, écrasée à la présidentielle de 1985, et encore battue aux municipales de 1986, de relever la tête. Cette mesure techniquement inutile, mal appropriée et dont les motivations étaient surtout politiques, a coupé Alan Garcia des industriels, du monde des affaires et des classes moyennes pénalisées. Elle a stoppé une relance déjà menacée, et a rendu indispensable la dévaluation en catastrophe de la fin de l'année. Le Pérou était lourdement endetté. Le gouvernement ne peut guère en outre, compter sur des crédits extérieurs.

Une anarchie généralisée ?

Pour défendre la monnaie, les réserves de la Banque centrale de Lima ont fondu. La récession et l'inflation galopante menacent de nouveau. La pénurie s'installe avec, corollaires obligés, la spéculation et une contrebande effrénée. Le pou-

voir d'achat est en recul grave et le dernier plan d'austérité que ne renierait pas le FMI apparaît déjà insuffisant.

Les partis de gauche, sauf exception, avaient mollement condamné le massacre en juin 1986 des délégués politiques du Sentier lumineux. Ils ont retrouvé leur voix pour dénoncer « l'échec économique du gouvernement ». La droite fait chorus, bien que le plan d'étatisation du système financier ait été sérieusement amendé. Et l'écrivain Mario Vargas Llosa, proposé au premier rang de la scène politique, fait nettement figure d'outsider pour la prochaine élection présidentielle. L'APRA lui-même est divisé et indécis. Les leaders historiques, comme Luis Alberto Sánchez, ouvertement hostiles au plan d'étatisation, s'efforcent de limiter les « prévisions » d'Alan Garcia. Plus inquiétant, de larges secteurs des jeunes artistes, et de la jeunesse universitaire en général paraissent sensibles, aujourd'hui, aux thèses du Sentier lumineux, qui n'hésite plus à descendre dans la rue à l'occasion de grèves ou de manifestations d'étudiants et qui dispose, à Lima, d'un quotidien, très lu et parfaitement légal : *el Diario*.

Rien n'est joué sans doute. Alan Garcia reste un animal politique, instinctif, ayant le goût de la provocation, aimant surprendre amis et adversaires. Il n'a pas abattu tous ses atouts et il a habilement réorganisé le haut commandement de l'armée. Il joue maintenant à fond la carte populiste, rappelle à Lima les « grognards » du parti. Comme Hugo Otero, son ancien conseiller et actuel ambassadeur à Paris, pour redresser son « image ». Lourde tâche ! Ce qui menace le Pérou ce n'est pas, comme semblent le redouter l'ancien président Belaunde et Mario Vargas Llosa, le « totalitarisme de l'APRA », c'est plutôt une anarchie généralisée.

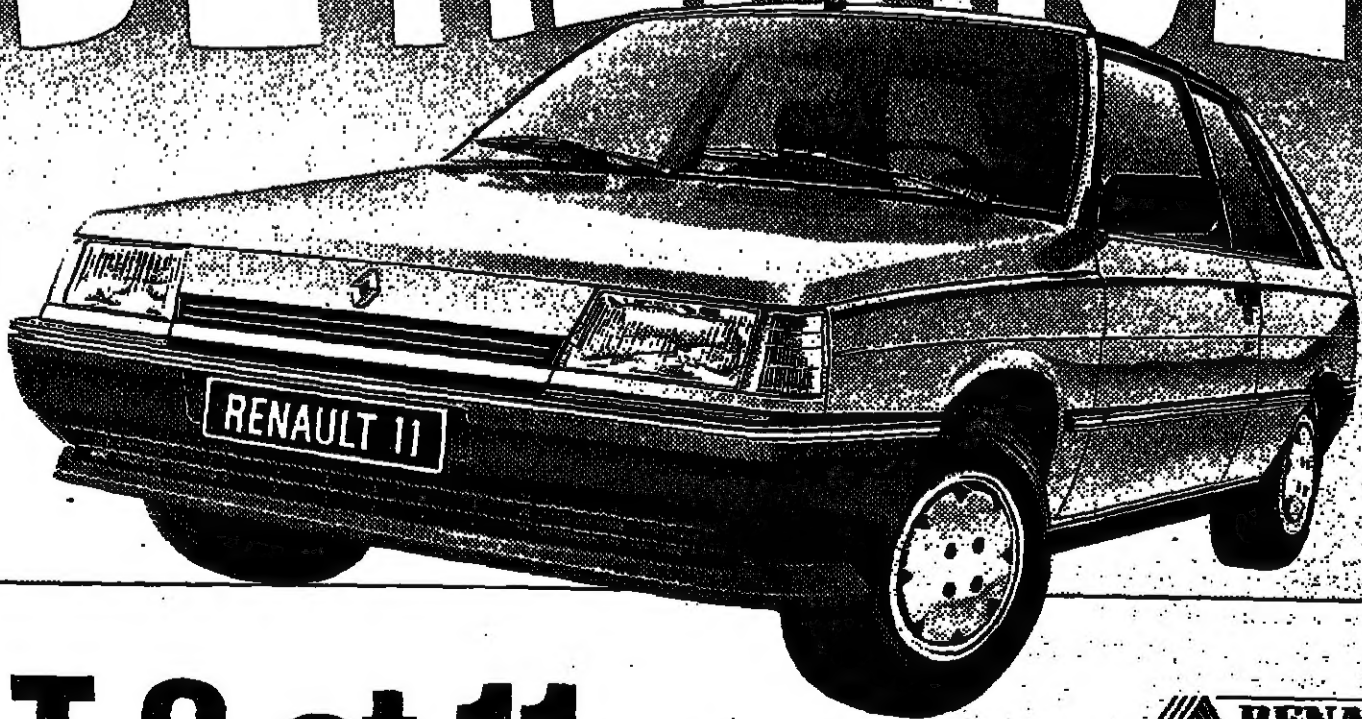
MARCEL NIEDERGAU.

ARGUS*
+
5000F

Vous possédez votre véhicule depuis plus de 6 mois, Renault vous offre en ce moment une avalanche de reprises. Pour tout achat d'une Renault 9 ou 11 neuve (V.P.) Renault reprend votre ancien véhicule 5000F au dessus de l'Argus*. Du 1^{er} au 30 avril, chez Renault c'est une avalanche de reprises. *Valeur aux conditions générales Argus.

Modèle présenté Renault 11 Spring 1.2 (3 portes). Millésime 88. Garantie anti-corrosion Renault 5 ans. Diac votre financement. **RENAULT présente elf**

UNE AVALANCHE DE REPRISES



RENAULT 9 et 11

RENAULT
DES VOITURES
A VIVRE

Amériques

HONDURAS

Quatre morts dans une violente manifestation anti-américaine

Quatre personnes ont été tuées dans une fusillade qui a éclaté, le jeudi 7 avril au soir, devant l'ambassade des États-Unis à Tegucigalpa, au cours d'une manifestation organisée en réaction à la remise du traficant de drogue Ramos Motta Ballesteros aux autorités américaines. Des témoins ont indiqué que des coups de feu avaient été tirés de l'intérieur de l'ambassade, sans doute à titre d'avertissement, et que les émeutiers avaient riposté avec des pistolets.

Les manifestants, au nombre d'environ trois mille, ont bombardé les bâtiments de l'ambassade avec des pierres et des torches enflammées. Certains sont même parvenus à pénétrer dans les bureaux du consulat. Une partie des locaux a été incendiée.

M. Motta vivait au Honduras après s'être évadé de prisons américaines et colombiennes. Arrêté le 5 avril, il a été envoyé le lendemain aux États-Unis alors qu'aucun accord d'extradition n'existait entre les deux pays, la Constitution hondurienne interdisant. Dans un communiqué, jeudi 7 avril, les parlementaires honduriens de toute tendance ont exigé que le gouvernement « demande le retour immédiat de Motta afin qu'il soit jugé au Honduras, dans le cadre de nos propres lois, des délits qui lui sont imputés ». Une radio locale a affirmé que les États-Unis avaient exercé des « pressions » sur le gouvernement pour obtenir le traficant, en menaçant de publier des preuves sur l'implication de responsables militaires du pays dans des trafics de drogue. Selon cette même radio, Washington aurait également menacé de suspendre son aide au Honduras. Ces informations ont été catégoriquement démenties par l'ambassade des États-Unis. — (AFP, Reuters)

URSS

Rencontre de cinéastes polonais et soviétiques sur les « tabous » de l'histoire

Un colloque vient de réunir à Moscou des cinéastes soviétiques et polonais qui ont évoqué ensemble, pour la première fois, les points les plus sensibles de l'histoire des relations entre leurs deux pays.

MOSCOU
de notre correspondant

Nerveux, un haut responsable des affaires culturelles polonaises, s'était déplacé de Varsovie pour suivre cette rencontre à laquelle il ne s'attendait pas. C'est que ni son thème, les « tabous de l'histoire soviéto-polonaise », ni ses participants, une trentaine de représentants des cinémas soviétiques et polonais, n'étaient habituels.

Car les « tabous », c'est le nom de code donné à tous ces chapitres jusqu'à présent tabous des relations entre deux pays membres du même bloc, officiellement amis, mais que les souvenirs et les non-dits séparent, en fait, très profondément. Sans même remonter jusqu'à l'empire tsariste et aux siècles passés, aucun Polonais n'a oublié jusqu'aujourd'hui ni comment Staline et Hitler s'étaient partagés leur pays en signant, en août 1939, le pacte Molotov-Ribbentrop ; ni les déportations de masse qui avaient suivi l'entrée des troupes soviétiques sur leur territoire ; ni le massacre, à Katyn, de plusieurs milliers d'officiers polonais par les forces de répression stalinienne. Après, il y

eut encore la passivité soviétique devant l'écrasement par les Allemands à l'été 1944 du soulèvement de Varsovie, puis les conditions d'établissement du régime socialiste mais, de cela, on ne parle toujours officiellement pas, tandis que les autres chapitres ont été ouverts, depuis quelques mois, par la volonté commune du général Jaruzelski et de M. Gorbatchev.

Le premier souhaiterait se gagner par là une légitimité nationale. Le second aimerait ainsi conforter la position du plus proche de ses alliés au sein du Pacte de Varsovie et tenter également de jeter les bases de relations nouvelles entre la Pologne et l'URSS. Une commission d'historiens a donc été mise en place, mais avancée à pas de tortue alors que, d'ailleurs, la pression monte à Varsovie dans les milieux opposés.

C'est dans son contexte que les unions des cinéastes polonais et soviétiques avaient décidé d'organiser cette semaine, à Moscou, trois journées de débat sur le « cinéma historique, des tabous à la Glasnost ». Or, sous l'effet de cette même transparence, l'Union des cinéastes est devenue en URSS, l'un des premiers bastions du renouveau et pour ce qui est de l'organisation des cinéastes polonais, le moins qu'on puisse dire est que le général Jaruzelski n'y compte pas que des partisans. Il y a, à Varsovie, essentiellement, des grincements et des hésitations mais la réunion s'est tenue « dans une atmosphère, disent les participants polonais, de totale

Europe

HONGRIE

L'afflux de réfugiés roumains provoque des tensions entre Budapest et Bucarest

VIENNE
de notre correspondant

Deux événements sont en train de raviver le vieux différend entre Budapest et Bucarest sur la minorité magyar en Transylvanie : l'afflux de milliers de réfugiés roumains de souche hongroise vers la Hongrie, et la décision du gouvernement roumain d'interdire aux minorités d'utiliser les noms hongrois pour les villes qu'elles habitent en Roumanie. Jamais les relations entre Budapest et Bucarest n'ont été aussi tendues.

Le premier ministre hongrois, M. Karoly Grosz, a lui-même révélé à la mi-mars, en recevant des représentants des Églises, qu'il avait dix mille Roumains vivant sur leur pays à cause des conditions de vie difficiles et d'une assimilation forcée pour se réfugier en Hongrie. Ce chiffre s'est considérablement accru depuis et atteint, selon des sources hongroises, treize mille personnes enregistrées. Selon des estimations non officielles, ce chiffre serait cependant beaucoup plus élevé.

« Incompréhensible et inadmissible »

Confronté au « phénomène regrettable » des réfugiés roumains, comme le dit M. Grosz, le gouvernement hongrois a débloqué, fin mars, des crédits de 300 millions de forints (environ 35 millions de francs) pour alimenter un fonds d'aide pour des « étrangers temporairement installés » en Hongrie. L'accueil de réfugiés venant d'un pays « frère » n'est pas prévu dans les règles de bonne conduite entre pays communistes.

Au début de cette semaine, une nouvelle parvenue à Budapest a « inquiété l'opinion publique hongroise » selon le quotidien du gouvernement Magyar Hirlap. En Roumanie, les journaux des minorités imprimés notamment en hongrois et en allemand n'ont désormais plus le droit d'utiliser les noms hongrois et allemands des villes — comme il

était d'usage dans le passé — mais doivent les appeler par leurs noms roumains.

« La Roumanie étant un Etat national unitaire, il est naturel d'utiliser pour les noms des localités la langue officielle de l'Etat », fait-on valoir de source autorisée roumaine.

Mais pour Magyar Hirlap, cette mesure « incompréhensible et inadmissible » constitue une « violation flagrante des droits fondamentaux des minorités ethniques ». Outre les Hongrois, vivent en Roumanie des Allemands, des Ukrainiens, des Croates et des Russes. Le même quotidien a révélé que l'ambassadeur de Hongrie à Bucarest n'avait pas été autorisé à s'adresser cette année à la minorité hongroise à la télévision le jour de l'anniversaire de la libération de la Hongrie en 1945, comme il l'avait fait dans le passé.

Les enjeux de l'aménagement du territoire

Une autre source d'inquiétude pour les Hongrois, susceptible d'accroître l'exode des membres de la minorité hongroise, est le plan d'aménagement du territoire que le gouvernement roumain est sur le point de mettre en œuvre.

Selon le quotidien du Front patriotique Magyar Nemzet, ce plan prévoit « la démolition pure et simple de localités classées comme petites » c'est-à-dire des centaines, voire des milliers de villages roumains peuplés de Hongrois, d'Allemands et d'autres minorités.

Ce projet s'inscrit parfaitement dans la politique de brassage de la population au nom des nécessités économiques poursuivie par les autorités roumaines depuis des décennies. Sous prétexte de ne pas disposer de suffisamment d'élèves hongrois, le nombre des écoles et lycées hongrois a été progressivement réduit et les universités hongroises fermées.

WALTRAUD BARYLLI.

Du bon usage de la « glasnost »

Une note de service diffusée le jeudi 7 avril, par l'agence Tass à l'attention des médias soviétiques a fourni un exemple des consignes précises que ceux-ci sont appelés à suivre pour la « couverture » d'un événement. Cette note a été l'attention des rédactions, transmises sur le fil télégraphique de l'agence officielle, concerne le premier Congrès de la société sportive des syndicats soviétiques, qui devait avoir lieu les jours suivants à Moscou. Elle précise que huit parmi les principaux journaux centraux — dont le Pravda, l'organe du PCUS, et les Izvestia, le quotidien

du gouvernement, — « ainsi que les quotidiens de journaux et sports de grand format » édités dans les Républiques fédérées « publient sur la première et la seconde journée des travaux du Congrès un compte rendu de Tass d'un volume de quatre à six pages dactylographiées incluant un résumé du rapport d'introduction ».

Les quotidiens Sovetskii Sport et Troud (organe des syndicats) « publient [...] des textes préparés par eux-mêmes, d'un volume n'excédant pas une page de journal ». Ils publient également « les

documents du Congrès et la composition des nouveaux organes dirigeants ». Les autres journaux, pour leur part, « publient un compte rendu de Tass [...] d'un volume n'excédant pas une page et demie » dactylographiée. La télévision et la radio « diffusent une information sur le déroulement des travaux du Congrès et des interviews avec ses participants ». Enfin, les interventions des délégués des Républiques et des régions « sont publiées au gré des comités locaux du parti », dans la presse régionale. — (AFP)

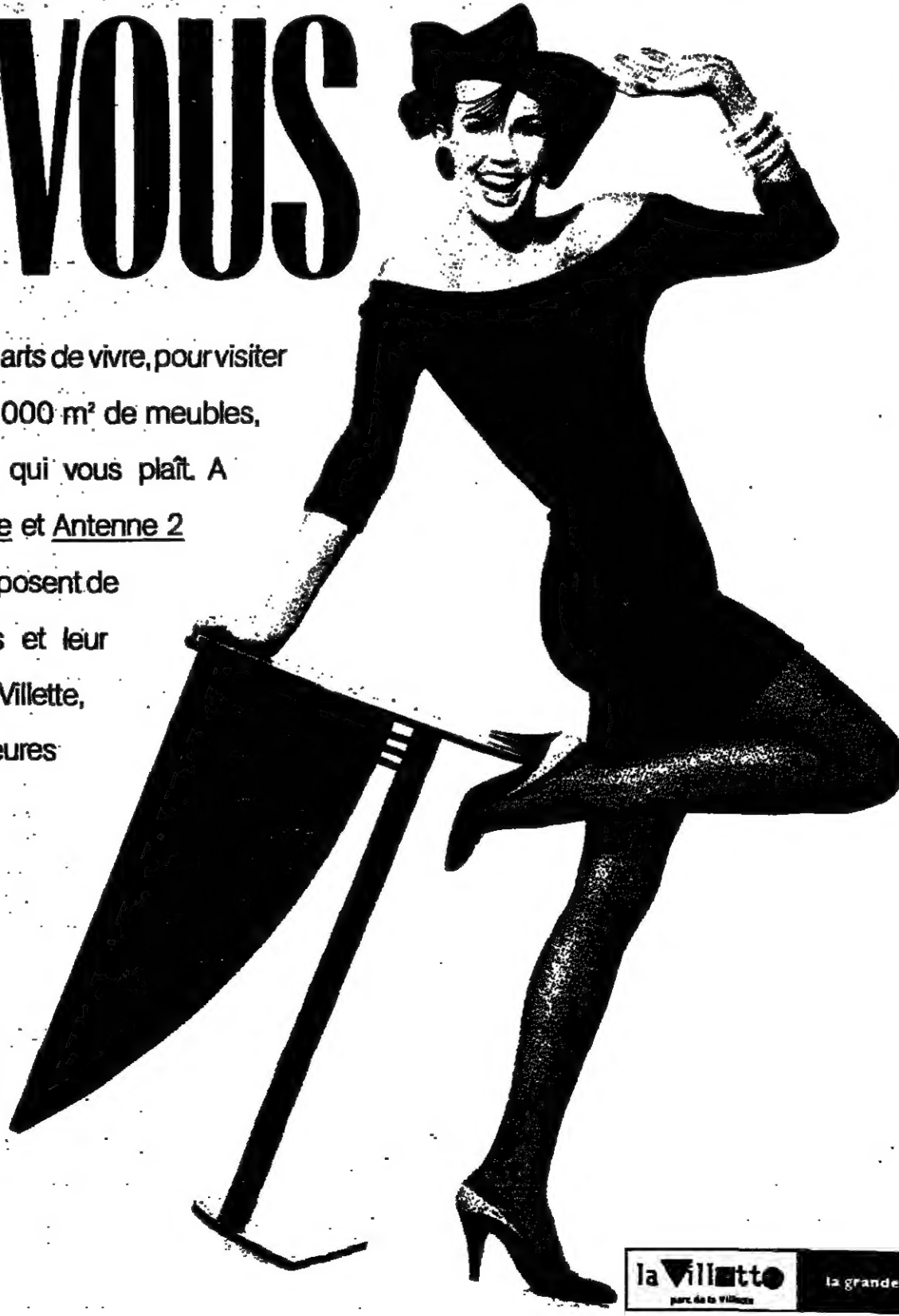
HABITEZ-VOUS

88!

Habiter 88 : un salon pour rencontrer de nouveaux arts de vivre, pour visiter cinq maisons à l'heure du futur, pour découvrir 11000 m² de meubles, d'idées, de créations, et pour acheter tout ce qui vous plaît. A l'occasion de ce Salon, la Maison de Marie-Claire et Antenne 2 dans l'émission « Fête comme chez vous », vous proposent de participer au grand jeu concours : 8 créateurs et leur maison. Salon Habiter 88, Grande Halle de La Villette, de 11 heures à 20 heures, nocturne jusqu'à 22 heures les mardi et vendredi.

DU 9 AU 17 AVRIL
GRANDE HALLE DE LA VILLETTE
M^e PORTE DE PANTIN

habiter 88
LE SALON DE LA CRÉATION DANS LA MAISON



la Villette la grande halle

هكذا من الاصل



Politique

La campagne pour l'élection présidentielle

François Mitterrand a écrit à « tous les Français ». Pas aux Françaises ? Et pourquoi pas « Bonjour chez vous ! » pendant qu'il y était ? Il est vrai que le président de la République ne connaît que des « compatriotes », mot neutre. C'est trop comode.

A propos : ceux — celles ? — qui n'ont pas reçu la Lettre du président peuvent lui demander. Il la leur adressera « personnellement », a annoncé son état-major de campagne. Du pain sur la planche...

Le chef de l'Etat, pour réparer son omission du fatidique « e » muet, pourrait invoquer le patronage de M^{me} de Sévigné. Ce serait une délicate attention qui pourrait lui rallier au moins les suffrages des tantes du petit Marcel de Proust. Ce n'est pas à négliger, même quand on dispose d'une avance dans les intentions de vote féminines, car, en face, on ne chôme pas

pour séduire la duchesse, M^{me} Verdun, et même Odette, sans oublier François.

Raymond Barre « fait confiance » à toutes, mais on devine sa préférence pour le basif mode. La cuisinière bourgeoise a encore ses fans, après tout. C'est d'un

Paris-Match nous remet ça. Le premier ministre y accorde une interview à Claude Chirac, dont le rôle n'est plus à rappeler depuis qu'elle a réconcilié son père et la jeunesse en le mêlant à la venue en France de la chanteuse Madonna, l'été dernier.

rand et Eve Barre, a déclaré, le mercredi 6 avril, qu'elle refuse de s'« ériger en conseiller politique » et que, si son mari devient président de la République, son rôle à elle sera d'être « efficace, en s'intéressant de très près aux questions sociales, et discrète, car l'épouse du chef de l'Etat ne doit aucune légitimité populaire et doit, donc, rester à sa place ».

Danielle Mitterrand a déclaré, jeudi, à Antenne 2, qu'elle se veut « une Française libre » qui « doit pouvoir dire ce qu'elle pense ». Elle pense notamment ceci : « Depuis quelques mois, a-t-elle indiqué, nous avons tous conscience, même s'il ne nous avait rien dit, qu'il ne pourrait pas faire autrement. » Il s'agit, bien sûr, de François Mitterrand et de sa candidature à un nouveau mandat présidentiel.

Le regard féminin n'est pas toujours

flatteur pour ceux qui aspirent aux suffrages de leurs concitoyens. Il y a belle lurette qu'on sait ce qu'il en est pour Jean-Marie Le Pen et l'épouse qui s'est séparée de lui. Le mensuel Globe ne se lasse pas d'entendre Pierrette Le Pen parler dans des termes qui n'excluent pas non plus une certaine vulgarité de son ex-grand homme. Elle donne quelques informations sur les relations de son ex-mari avec M. Barre. Jean-Marie, lui, commence à l'avoir mauvaise. Il a saisi la justice, aux fins, pour celle-ci, de saisir le journal.

Le juge, Gérard Puyet, vice-président du tribunal de grande instance de Paris, s'occupant en référé de la demande du président du Front national et de ses filles, a refusé, dans la nuit de jeudi à vendredi, d'y faire droit. Pierrette peut donc continuer à briser le vaisselle en public.

Récit du service politique.

L'« e » muet

autre style que celui de l'œil de velours que Jacques Chirac affiche depuis des semaines sur tous les murs. Le candidat du RPR songerait-il à arriver par les femmes ? Sans complexe, il invite les « sennes » à lui rendre témoignage de son charme. Jacques Chirac s'offre donc à tous les yeux sous ceux, auxquels les butors seuls résisteraient, de sa fille Claude.

Dans la même veine, M. Chirac confie que son émission de télévision préférée est « le journal télévisé en général, celui des « Nuls » en particulier ». On a eu chaud : il aurait pu énoncer l'inverse.

Au journal télévisé d'Antenne 2 — le plus antichiracien de tous, selon l'entourage du premier ministre — Bernadette Chirac, interrogée comme Danielle Mitter-

Déboussolés !

Nous vivons décidément une étrange campagne électorale. Une campagne à nulle autre pareille, et surtout pas à celle de 1981.

Il y a sept ans, les électeurs étaient invités à participer à un débat fondamental autour d'un maître-mot : le « changement ». La gauche prétendait « changer la société », voire « changer la vie ». La droite l'accusait de fomenter la « révolution », mais vantait le « changement dans la continuité ». Les uns vivaient dans l'espoir, les autres dans la crainte ; l'enjeu, en tout cas, passionnait.

Aujourd'hui, qui parle encore de « changement » parmi les principaux candidats à la charge suprême ? Personne, sauf le chef de file de l'extrême droite, qui a toujours donné à ce mot une signification très spéciale.

La mort-dé, en ce moment, c'est, au contraire... l'« immobilisme » ! Les parades des deux ténors de la majorité n'avaient que ce terme à la bouche, le jeudi 7 avril, pour qualifier

le projet présidentiel de leur ennemi, « révolutionnaire » d'hier.

Il faut croire que M. Mitterrand possède aussi des dons d'ensorceleur pour tenter d'expliquer comment il est parvenu, en deux semaines, à déboussoler MM. Raymond Barre et Jacques Chirac, en les prenant à contre-pied à chacune de ses interventions.

Ce jeudi soir, le spectacle était particulièrement cocasse. Au micro de RTL, le candidat de l'UDF a critiqué la Lettre à tous les Français, du président-candidat avec dans le ton... une modération confondante. Aux yeux de M. Barre, M. Mitterrand n'est plus qu'un socialiste « implicite », un banal social-démocrate, au pis un radical-socialiste, mais sûrement plus cet homme « dangereux » que dénonce M. Chirac.

Le président-candidat peut remarquer l'ancien premier ministre. En admettant honnêtement ses « convergences » avec M. Mitterrand, en

particulier sur certaines questions institutionnelles et sur l'opportunité d'inscrire dans la Constitution les moyens de régler une fois pour toutes les controverses sur le fonctionnement du système audiovisuel, M. Barre a bien aidé M. Mitterrand à élargir son audience électorale vers le centre du paysage politique. De même, en réclamant des « droits d'auteur » sur plusieurs des propositions faites par celui-ci, il n'a fait, somme toute, que valoriser davantage le contenu du projet de son adversaire.

Un Chirac des mauvais jours

Même s'il s'en défend, M. Barre a, de toute évidence, intégré dans son attitude la perspective d'un insuccès. En témoigne non seulement la bonne volonté qu'il a manifestée, au micro de RTL, quand il a donné à ses commentateurs sur la mise de M. Mitterrand une priorité sur la défense de son

propre projet, mais aussi le caractère débauché de certaines de ses déclarations à paraître samedi dans le Figaro-Magazine, auquel il confie volontiers qu'« une défaite, en politique, ce n'est pas terrifiant ».

Du coup, la prestation de M. Chirac à « L'heure de vérité » d'Antenne 2 n'est apparue que plus déprimée. Est-ce à cause de son embarras devant les questions incisées qui lui étaient posées, sur les affaires économiques et financières, par le directeur de l'Expansion, Jean Boissonnat ? Est-ce parce qu'il est désemparé par le peu d'impact, à en croire les sondages, de sa campagne contre les arrières-pensées qu'il prête au président-candidat ? Toujours est-il que par son insistance à vouloir réduire sa confrontation avec M. Mitterrand à un choc manichéen, M. Chirac (qui ne voulait pas polémiquer mais qui n'a pu pourtant y échapper) s'est offert aux téléspectateurs, par contraste avec la réaction de M. Barre, une vision archaïque de la campagne.

C'était le Jacques Chirac des mauvais jours, mêlant les approximations aux caricatures et aux incohérences. Ce fut le cas, en particulier, quand il invoqua son refus de réviser la Constitution pour justifier son opposition aux propositions de M. Mitterrand relatives à l'audiovisuel, quelques instants à peine avant de dire qu'il faudrait de toute façon modifier la Constitution pour élargir le champ du référendum... Jacques Chirac, le hussard, s'abîme au clair, mais chargeant avec tellement d'ardeur qu'il ne pouvait que s'isoler davantage, dans la bataille du premier tour, des électeurs modérés... orientés par M. Barre vers M. Mitterrand.

Le président-candidat, dont l'épouse disait jeudi sur Antenne 2 qu'il a encore le temps de s'inquiéter de la santé de ses plantations landaises de dahlias, pouvait partir à Rennes le cœur léger, vendredi soir, pour le premier meeting de sa campagne... en patrouille.

ALAIN ROLLAT.

le journal mensuel de documentation politique

après-demain

Fondé par la Ligue des droits de l'homme (non vendu dans les kiosques)

offre un dossier complet sur :

LES RETRAITÉS

Avec notamment des articles de :

P. MAUROY, G. JOHANET, J. FRANCESCHI, P. BEAU

Envoyer 35 F (timbres à 2 F ou chèque) à APRES-DEMAIN, 27, rue Jean-Dolant, 75014 Paris, en spécifiant le dossier demandé ou 180 F pour l'abonnement annuel (60 F d'économie), qui donne droit à l'envoi gratuit de ce numéro.

(Publicité)



ASSOCIATION FRANÇAISE
RAOUL FOLLEREAU
Ordre de la charité

L'Association française Raoul Follereau et Médecins du Monde s'adressent aux Candidats à la Présidence de la République



Médecins du Monde et l'Association française Raoul Follereau regroupent à elles deux plus de 600.000 donateurs.

Elles interviennent en France et dans 30 pays. Leur budget global représente 30 % du financement total de l'aide privée au Tiers Monde.

Au moment où vous vous présentez devant le suffrage de tous les français pour la magistrature suprême, nous voudrions savoir si vous partagez l'ambition qui est la nôtre : mieux aider le Tiers Monde.

Il s'agit à la fois d'une vision réaliste et d'un idéal qui nous paraissent absents des débats dans la campagne présidentielle.

On parle de l'Europe et de l'horizon 92, mais sans s'adresser au cœur des Européens. Or certaines ambitions — certains espoirs — présents dans la jeunesse des pays européens trouvent leur expression privilégiée dans la vie associative en particulier.

L'avenir de l'Europe passe par le développement du Tiers Monde. Eux et nous sommes concernés.

Pour notre part, nous souhaiterions mettre l'accent sur :

1. l'organisation des rapports entre l'aide publique et l'aide privée,
2. la fiscalité des associations,
3. la fiscalité des dons,
4. l'organisation du mécénat humanitaire.

1. Vous n'ignorez pas que les rapports entre le public et le privé ressemblent aux rapports existants entre le « pot de fer et le pot de terre » et que les structures de concertation, même lorsqu'elles existent, n'ont aucun pouvoir de décision.

A l'heure de l'Europe où la coopération publique des pays voisins s'appuie, non seulement sur l'administration mais, de plus en plus, sur des organismes privés, nous souhaiterions une évolution semblable en France.

Notre première question est celle-ci :

- Accepteriez-vous, lorsque vous serez élu, de confier aux volontaires des organismes privés, présents sur le terrain, une plus grande partie de l'aide au Tiers Monde ?

2. Nos recettes étant constituées par des dons, nous ne sommes par assujettis à la TVA. Mais nous la payons sur nos dépenses en France. De plus, tous les salaires versés à nos personnels sont soumis à la taxe sur les salaires qui s'élève jusqu'à 13,5 %.

Notre deuxième question est celle-ci :

- Accepteriez-vous, lorsque vous serez élu, de supprimer la taxe sur les salaires et d'envisager une exonération de la TVA qui frappe les associations privées d'aide au Tiers Monde pour leurs dépenses en France ?

3. L'autre aspect fiscal concerne les avantages accordés aux particuliers et aux entreprises. Si la loi, dite « loi Balladur » améliore la situation, nous sommes encore très loin de nos voisins européens.

Notre troisième question est celle-ci :

- Accepteriez-vous, lorsque vous serez élu, d'élever les seuils de déduction pour atteindre les niveaux européens ?

(Ceci, tant pour les particuliers que pour les entreprises, soit sous forme de déduction du revenu ou du bénéfice brut, soit sous forme de réduction d'impôt. A titre d'indication, il faut porter de 5 à 25 % les déductions sur les revenus des particuliers et de 3 à 5 % du chiffre d'affaires les déductions sur le bénéfice brut des entreprises. S'il s'agit d'exonération d'impôt, le plafond sera fixé à 50 % dans la limite de 20 % des revenus).

4. Enfin, notre quatrième question est celle-ci :

- Accepteriez-vous, lorsque vous serez élu, de mieux établir les règles qui définissent le label « Grande Cause », le calendrier des quêtes, l'accès à la télévision publique et de renforcer les avantages y afférents ?

Cette lettre sera publiée dans la presse française ainsi que votre réponse dès qu'elle nous sera parvenue.

Dans l'attente de votre réponse, dont nous vous remercions, Nous vous prions d'agréer, l'expression de notre haute considération.

Bernard Kouchner

André Ricipon

B. Kouchner

André Ricipon

Politique

La campagne pour l'élection présidentielle

« La France n'a pas besoin d'un chef d'Etat qui prétend ne rien faire »

déclare M. Jacques Chirac à « L'heure de vérité »

M. Chirac était, le jeudi 7 avril, l'invité de « L'heure de vérité » sur Antenne 2.

Interrogé sur la Lettre de M. Mitterrand, M. Chirac répond : « La Lettre est bien écrite. Je trouve que le projet est flou, qu'il est vague et que, au total, il est surtout porteur d'immobilisme. Il n'y a rien qui change. Qu'est-ce que ça fait, M. Mitterrand ? Il dit : ce qui a été bien fait, c'est moi qui l'ai fait, ce qui a été mal fait, c'est la faute des autres, ou des experts, qui m'ont mal conseillé, comme pour le chômage, et ce que je ferai demain, eh bien ! c'est ce que vous voudriez, on verra. »

En 1981, M. Mitterrand avait quelque chose à dire. Il nous donne le sentiment aujourd'hui, en fait, de n'avoir plus rien à dire. Et c'est un peu inquiétant. Et c'est inquiétant notamment venant de quelqu'un qui a fait une très longue carrière politique, et qui, sur toutes les grandes affaires intéressant notre pays, s'est toujours trompé. Il s'est trompé en combattant violemment les institutions avant de s'y rallier en 1981.

Il s'est trompé en combattant violemment la force de frappe. Il a indiqué que c'était dramatique, que ça isolait la France. Il s'y est rallié en 1981, mais enfin, il s'était trompé. On serait la France et on l'avait suivi sur ces deux grands

sujets ? Il s'est trompé en 1981 lorsqu'il a cru qu'on pouvait faire de la relance de la consommation, des nationalisations, alors que tous les grands pays autour de nous faisaient exactement le contraire, même les socialistes, et privatisaient. Il s'est trompé sur cette stupide affaire de l'école, cette querelle absurde de l'école.

Un président en « pantoufles »

M. Mitterrand ne s'est pas trompé depuis deux ans, pour une bonne raison, c'est qu'il n'a rien dit et qu'il n'a rien fait. Et ma conviction c'est qu'il sera battu. La politique c'est en général une bataille. Gérer un pays c'est aussi un combat face à un monde difficile. On ne gagne pas une bataille en rêvant en quelque sorte au coin du feu. On ne s'engage pas dans l'avenir en chaussant ses pantoufles.

A propos du minimum social pour les plus pauvres proposé par M. Mitterrand, M. Chirac explique : « Le problème est de savoir comment est donné ce minimum. M. Mitterrand dit : on va simplement distribuer des allocations.

Non. Ça, ce n'est pas mon projet. Je dis : l'homme a besoin de se nourrir, mais il a aussi besoin de dignité. Et cette dignité ne peut lui être donnée que par le travail. Quand un homme revient chez lui le soir, vis-à-vis de sa famille, ou vis-à-vis de lui-même, il ne peut pas revenir simplement en disant : j'ai été toucher mon allocation au guichet. Il faut qu'il dise : je l'ai gagnée.

Ce qu'il faut, par conséquent, c'est assurer, non pas assurer un revenu minimum, mais une activité minimum garantie. Cette activité peut être modeste. Elle peut être une activité de formation. Elle peut être une activité de réinsertion. Mais il faut qu'on aide les gens à faire l'effort nécessaire pour qu'ils aient à nouveau la dignité, en échange de quoi on leur donne le minimum. C'est une grande différence entre la conception de M. Mitterrand, qui est la conception de l'assistance, et ma conception, qui est celle de la dignité de l'homme.

Il ajoute : « La réponse financière de 1985 pour le premier fois depuis 1982, un budget sans déficit, et notamment bien sûr sans déficits fiscaux, l'idée générale étant de relancer la construction de l'Europe.

et en faire en réalité un impôt supplémentaire sur tous les patrimoines moyens. Il y a une autre raison : l'Europe, cela veut dire la libre circulation de capitaux. Or l'impôt sur le capital en France est sensiblement plus élevé aujourd'hui que dans la moyenne des pays européens, 40 % de plus, et il est près du double de celui que paient les Allemands. Si nous augmentons encore l'impôt sur le capital en France, eh bien ! tout naturellement, le capital se déplacera de la France vers l'Allemagne et les autres pays ».

La proposition de M. Mitterrand lui paraît donc « démagogique et absurde ». L'adhésion de M. Mitterrand à l'Europe est purement spéculative et intellectuelle, dit-il, car « il n'en tire pas la moindre conclusion sur le plan de sa politique ».

« Mauvaise foi et ignorance »

Concernant l'adhésion de l'Espagne au Marché commun, M. Chirac affirme : « Je n'ai jamais dit qu'on négocierait ça

J'ai dit qu'on verrait un certain nombre de modalités strictement agricoles, ce qu'on a fait. »

A propos de la cohésion sociale, il déclare : « Je ferais remarquer à M. Mitterrand que depuis que mon gouvernement a été formé, le nombre de jours de grève, qui sont une expression de la cohésion sociale, a baissé : plus de 1 500 000 entre 1981 et 1985, un peu moins de 1 million en 1986. » Il ajoute : « Nous devons affronter un défi important. Non pas de faire une sorte de déclin tranquille. Nous avons besoin de nous rassembler dans l'effort. »

Interrogé sur ses propos concernant le racisme, M. Chirac précise : « J'ai dit à Marseille que je comprendrais parfaitement le « ras-le-bol » qui a saisi un certain nombre de Français lorsqu'ils ont vu une politique de 1981 à 1985 qui s'est caractérisée par le développement du chômage et de la nouvelle pauvreté, par le développement de la nouvelle migration officielle et clandestine, et par le développement de l'insécurité, c'est-à-dire de la délinquance, de la criminalité et du terrorisme. »

A propos du mouvement étudiant de décembre 1986, il recon-

naît : « Je regrette certaines erreurs de mon gouvernement, qui sont d'ailleurs mes erreurs, en réalité. J'ai eu tort de mettre dans un texte de loi un certain nombre de mesures, qui, par ailleurs, étaient pu tout naturellement être mises en œuvre, sans avoir besoin de texte de loi. »

Répondant aux reproches de M. Mitterrand sur sa politique de recherche, il a expliqué : « M. Mitterrand a parlé avec une mauvaise foi pudique, ou plus exactement une ignorance des faits, comme d'habitude, car s'il avait pris tout simplement les chiffres budgétaires, il se serait aperçu qu'en deux ans le rythme de la croissance de la recherche a été supérieur à celui des cinq années précédentes. Il s'est fondé pour cela sur un ajustement que nous avons fait dans le premier texte financier collectif de mon gouvernement, en raison de l'importance de la trésorerie d'un certain nombre d'organismes. Ensuite, nous avons redéployé tout cela et augmenté très sensiblement notre budget de la recherche : 10 % en 1988. »

Confiance

M. CHIRAC ne pouvait demeurer en retrait par rapport aux critiques adressées tout au long de la journée du jeudi 7 avril par tous les membres de la majorité au contenu de la Lettre à tous les Français. Il ne pouvait pas être moins sévère que M. Barre n'avait été dans un entretien à RTL en fin d'après-midi, alors que l'essentiel des reproches du président-candidat visait de façon tout à fait directe et explicite et sur un ton pugnace le premier ministre-candidat.

M. Chirac ne pouvait cependant pas utiliser à l'égard de son adversaire politique des formules aussi percutantes, imagées et polémiques que celles choisies le matin même par son porte-parole, M. Alain Juppé, ni relire les cinquante-neuf pages du Livre noir de l'Etat-PG tout juste diffusé par le RPR pour retourner aux socialistes - chiffres et fonctions à l'appui - la démonstration de la « méprise » du parti du président sur l'Etat pendant cinq ans.

En conséquence, pour la dernière « Heure de vérité » de la campagne électorale, M. Chirac a choisi à la fois de réfuter les imputations de M. Mitterrand et de développer son propre programme. Tout au long de l'émission, chaque dénonciation avait pour contrepoint la démonstration inverse. Il est vrai que M. Mitterrand s'est volontairement offert à cette réplique. Par sa Lettre et surtout par les condamnations qu'elle prononçait, il se retranchait à lui-même la protection référentielle qui s'imposait - malgré tout - envers un président de la République en exercice. Désormais, il devient - volens nolens - un candidat parmi d'autres. Mais aussi, et de par la détermination du titre en jeu, le candidat-cible par excellence, érigé même son premier ministre en « challenger » privilégié.

Match nul

Sur le mode calme, apaisé et réfléchi auquel il a habitude ses auditeurs depuis le début de sa campagne et devant un public rassemblant les « grands témoins » de ses meetings provinciaux, M. Chirac a donc lancé quelques formules destinées à toucher en profondeur au-delà de l'effet immédiat. Ainsi non seulement le projet de M. Mitterrand est « flou, vague et porteur d'immobilisme », ce que d'autres ont également dit, mais il émane de « quelqu'un qui a fait une

très longue carrière politique et qui sur les grandes questions s'est toujours trompé ». Un homme dont on peut craindre les « combines », puisqu'il a été « très longtemps ministre sous la IV^e République ». Ou encore : « On ne gagne pas en rêvant au coin du feu et on ne s'engage pas en chaussant des pantoufles. » On a aussi entendu parler d'une proposition « démagogique et absurde » à propos de la restauration de l'impôt sur la fortune ou d'un « argumentaire de bande dessinée » pour le reste.

Si M. Chirac a souligné le rôle personnel qu'il a pris dans la conduite de la politique étrangère et de défense depuis 1986, c'est qu'il n'a pas voulu laisser s'accroître l'idée que M. Mitterrand aurait essoré un monopole dans ces domaines. Mais, sur ces points, sa polémique a été volontairement limitée. Tout au plus a-t-il admis qu'il n'avait pas de divergences avec le chef de l'Etat, puisque ce dernier, selon lui, « a converti l'écrit » aux idées de de Gaulle. Une réponse « aimable », en somme, à l'hommage rendu par M. Mitterrand aux « ouvriers de la dernière heure ». Match nul !

En revanche, M. Chirac a convenu qu'il avait commis des « erreurs », qu'il regrette, avec la loi Devaquet, il admet volontiers que les circonstances ont changé depuis 1978 lorsqu'il redoutait que la France ne devienne la « vassale » des « marchands » dans l'Europe. Il a aussi montré tout à tour optimisme et documenté pour parler de l'emploi, de la fiscalité, de l'investissement, convaincu et ému pour évoquer la « dignité » à rendre aux marginaux, indigné pour accuser les socialistes de « mettre la main sur tout », un peu condescendant pour assurer M. Barre de son « amitié », et surtout empli de confiance mais sans tricherie pour affirmer que le candidat socialiste serait battu.

Par sa résolution, sa combativité, son dynamisme, M. Chirac a tenté d'illustrer son nouveau comportement public (« sévère » et « volontaire »). Il s'est efforcé de séduire largement l'électorat de la majorité en refusant les clichés d'œil occulaires à l'autre camp. Enfin, avant même le premier tour, il s'est placé en position de dialogue ou plutôt de duel avec le président sortant.

ANDRÉ PASSERON.

Marché unique et TVA

En déclarant que pour lui « la TVA n'était pas la priorité des priorités », M. Jacques Chirac a pour la première fois clairement annoncé sa conception du marché unique européen à l'horizon 1993. Le marché unique prévoit - depuis qu'a été signé l'accord de Luxembourg de décembre 1985 - un espace sans frontières, et notamment bien sûr sans frontières fiscales, l'idée générale étant de relancer la construction de l'Europe.

L'une des difficultés qui s'opposent au projet est son coût pour l'Etat français qui devra réduire les taux de la TVA plus élevés en moyenne qu'à l'étranger. Il en coûterait grosso modo une centaine de milliards de francs si nous devions nous aligner sur les taux les plus bas (en RFA le taux normal est à 14 % et à 12 % en Espagne et au Luxembourg contre 18,6 % en France qui de surcroît a deux taux majorés à 33 % et à 28 %).

Le coût serait d'une soixantaine de milliards de francs - ce qui est beaucoup - si les pays à taux bas faisaient une partie du chemin en remontant leur fiscalité alors que la France abaisserait les siens, le point de rencontre se faisant aux alentours de 15 % pour le taux normal et de 6 % à 7 % pour le taux réduit.

Cet effort de baisse n'est pas impossible à réaliser si l'objectif du marché unique passe bien d'abord par l'abolition des frontières fiscales. Encore qu'il faille bien voir que contrairement à ce qui se passe avec l'impôt sur les sociétés et l'impôt sur le revenu dont le rendement peut augmenter alors même que les taux diminuent (effet d'élasticité), une réduction de la TVA priverait définitivement l'Etat de ressources importantes.

Mais M. Chirac a, jeudi soir, confirmé de la façon la plus nette ce qu'il avait déjà dit M. Balladur, le rapport Boiteux et le CNPF (Conseil national du patronat français) : l'harmonisation des taux de TVA est, à terme, nécessaire, mais d'autres réformes passent bien avant. Le premier

ministre a cité les « rémanences » (la TVA n'est pas déductible sur tous les biens, notamment le gas-oil), la réduction du déficit budgétaire, la baisse de l'impôt sur les sociétés, la baisse de l'impôt sur le revenu, l'harmonisation de la fiscalité sur l'épargne, « essentiellement à ses yeux ».

« La TVA n'arrive qu'en cinquième position », a précisé M. Chirac, qui, sur ce point, s'oppose totalement aux vues de M. Barre. L'actuel premier ministre n'a probablement pas tort, ne serait-ce que pour une bonne raison : la RFA n'a pas du tout prévu de relever ses taux de TVA au cours des prochaines années pour tendre vers les nôtres.

L'effort, apparemment, devrait venir surtout de la France. Notre pays abandonnerait d'importantes recettes fiscales sans que l'effet en soit évident pour stimuler les échanges, la croissance, l'investissement. Seule la consommation des ménages y trouverait son compte. Mais est-ce cela qu'il faut viser en priorité ou l'investissement ? A. V.

Commerce extérieur et investissement

L'année 1987 a été une année noire pour notre commerce extérieur car, pour la première fois depuis 1969, le solde des produits manufacturés a été déficitaire (- 7,9 milliards de francs). Pour M. Chirac, cela tient au fait que nous importons beaucoup, notamment des biens d'équipement professionnel qui témoignent de la reprise de nos investissements. Cette affirmation est vraie en partie mais elle est difficile à évaluer correctement du fait que le matériel militaire fait partie du poste équipement professionnel.

On retiendra tout de même que les biens d'équipement civil sont en déficit de 2 milliards de francs en 1987 contre un excédent de 9 milliards en 1986. Toutefois, il a déjà été souligné que la situation s'est surtout aggravée dans les biens intermédiaires et dans les biens de consommation. L'INSEE note que, en moyenne annuelle, les pertes de parts de marché intérieur et étranger se sont poursuivies en 1986 comme en 1987 et que notre déficit manufacturier a continué de s'alourdir vis-à-vis de la communauté européenne. On essaie cependant à un redressement au second semestre de 1987.

Quant aux investissements

productifs, ils ont augmenté de 4 % en volume tant en 1987 qu'en 1986. Cela suffit-il à nous placer en tête des pays de l'OCDE, comme l'affirme M. Chirac ? La réponse n'est pas évidente. Selon les perspectives économiques, les investissements seraient augmentés en moyenne, pour les 24 pays qui composent l'organisation, de 5,5 % en 1986 et 5 % en 1987.

M. Jacques Chirac a la mémoire courte. Lorsqu'il se pose en champion de la recherche scientifique, il fait preuve d'une capacité d'oubli peu commune. Son gouvernement n'a-t-il pas, en effet, dès son arrivée au pouvoir, fait porter à la recherche, tous ministères confondus, plus de la moitié (54 %) des annulations d'autorisations de programmes décidées par les services du budget ? Une partie de ses amis n'a-t-elle pas tenté, contre l'avis de M. Alain Devaquet, de démanteler tout à la fois le CNRS, l'INSERM, l'INRA, l'ANVAR et quelques autres ?

Reconnaissons-lui cependant d'avoir finalement préservé l'unité de ces organismes, mais abstenons-nous de le suivre

lorsqu'il prétend avoir rigoureusement soutenu la recherche dans son élan. Certes, il a beau jeu de prétendre que les crédits de la recherche pour 1988 (89 milliards de francs) sont en augmentation de 8,5 % à 10 % selon que l'on raisonne en dépenses de capital, en engagements ou en crédits de paiement. Mais ce budget-là, qui intègre entre autres choses 33 milliards de francs provenant du ministère de la défense, ne peut se comparer au chiffre que les gouvernements socialistes successifs présentaient dans le fameux budget civil de recherche et de développement (BCRD).

Dès lors que l'on raisonne en ces termes, il apparaît que le pro-

gression de la recherche n'a pas dépassé 2,3 % - elle était encore de 6,3 % en francs constants en 1986 - ce qui, compte tenu du taux d'inflation, se traduit au mieux par un budget en stagnation, voire en légère régression. Les exemples ne manquent pas, tel le CNRS dont les crédits n'ont augmenté que de 1 %. Reconnaissons toutefois à M. Chirac d'avoir débouqué, après quelques discussions, cent cinquante postes de chercheurs et d'avoir relancé les mesures en faveur de la recherche industrielle - toujours aussi faible depuis des lustres - avec notamment une augmentation des crédits de l'ANVAR et du Fonds de recherche un moment menacés.

J.-F. A.

Lexique

d'une politique étrangère qui lui soit propre. L'Europe peut servir à camoufler l'effacement d'une France qui n'aurait plus sur le plan mondial ni autorité, ni idée, ni message, ni visage (...). Favorables à l'organisation européenne, oui, nous le sommes pleinement. Nous voulons, autant que d'autres, que se fasse l'Europe. Mais une Europe européenne, où la France conduise son destin de grande nation. Nous disons non à une France vassale dans un empire de marchands, non à une France qui démissionne aujourd'hui pour s'effacer demain (...). Comme toujours quand il s'agit de l'abaissement de la France, le parti de l'étranger est à l'œuvre avec sa voix patibulaire et rassurante (...). Mais comme toujours quand il s'agit de l'honneur de la France, partout des hommes vont se lever pour combattre les partisans du

renoncement et les auxiliaires de la décadence (...).

● **Elargissement du Marché commun** : dans la nuit du jeudi 28 au vendredi 29 mars 1985, le conseil des ministres européens parvient à un accord de principe sur l'adhésion de l'Espagne et du Portugal à la Communauté économique européenne. La signature du traité d'adhésion a lieu le mercredi 12 juin suivant. Mais le jeudi 7 mars, en visitant le Salon de l'Agriculture à Paris, M. Jacques Chirac avait déclaré : « Dans l'hypothèse où le conseil des ministres de la Communauté arriverait à un accord sur l'élargissement pour le 1^{er} janvier, ce qui est l'objectif de M. Mitterrand, et dans l'hypothèse où il y aurait alternance, la nouvelle majorité serait fondée à renégocier cet accord », car l'élargissement « n'est pas supportable pour l'agriculture française en raison de ses consé-

quences techniques, commerciales et financières ». Aussi, le vendredi 22 novembre 1985, lorsque l'Assemblée nationale française vote le projet de loi autorisant le gouvernement à ratifier ce traité d'adhésion, les députés RPR et UDF s'abstiennent.

● **Racisme** : le jeudi 10 mars 1988, M. Jacques Chirac fait campagne à Marseille. Les rapports avec les immigrés tiennent une large place dans ses propos. Répression de l'immigration clandestine et intégration des immigrés en situation régulière « doivent permettre de régler en cinq ans les problèmes de l'immigration », assure-t-il, et de venir à bout de ces réactions racistes ou xénophobes, auxquelles « l'évolution que nous avons connue depuis quelques années a conduit un certain nombre de nos concitoyens ». Et M. Chirac ajoute : « Si je ne peux pas l'admettre, je peux le comprendre. »

BARRE : un petit tour... Dans

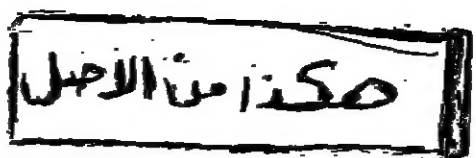
Politis

LE NOUVEL HEBDO DU JEUDI

AU SOMMAIRE DU N° 12

- Afghanistan : la paix déchire la Résistance.
- Une nouvelle inédite de Breyten Breytenbach.

هكذا من الاصل



Politique

La campagne pour l'élection présidentielle

Jacques Chirac, le « dauphin »

Où est-il, cette fois ? Quelle vérité l'habite ? Jacques Chirac, on l'a assez répété, est difficile à suivre. L'ambivalence, jusqu'ici, lui a si souvent servi de doctrine. Le sens du vent, de certitude provisoire. Aucun homme politique français, c'est connu, ne met autant en péril les convictions de l'observateur. Prudence, donc.

Et, bien sûr, comme pour rendre plus essoufflant cet éternel jeu de piste, un Chirac nouveau, encore un, est arrivé, servi par la campagne présidentielle. Le plus modéré des Chirac. Le plus sympathique. Relatif, relativiste à souhait, presque résigné à la confusion des choses.

Et d'abord à la sienne. Mûri, sans doute, enfin fragilisé par l'air du temps, peut-être tout simplement par la vie, dirions-nous, si on nous avait habitués à voir de l'humain en cet homme-là.

« Ardent » et « courageux », c'est évident, comme le proclament sans souci de nuance ses affiches ; bronzé, comme il se doit, pour ressembler à ses portraits muraux.

M. Jacques Chirac est taillé, il n'y peut rien, en profil de lame de couteau, le sourire carnassier et l'œil séduisant, mais, curieusement plus grave, douloureux malgré lui, trahissant dans son infatigable croisade pour sa destinée présidentielle.

Mirage encore ? Mensonge, à force de n'être que sincérité d'un jour ? Chirac toc, derrière des tics inventés par ses conseillers en communication ? Et si, cette fois, l'acteur politique au muscle cardiaque hypertrouffé et aux croyances simultanées se trouvait enfin en voie d'apaisement ? Une alchimie non programmée donne l'impression de ralentir le rythme des volte-face, d'enrayer les débordements du candidat chiraquien. Comme souvent avec lui, la tentative de diagnostic tient du pari perdu d'avance.

Parions, pourtant. En commençant par quelques signes extérieurs : après avoir investi une énergie importante et sommes rondelietes sur son « image » de présidentielle, voilà qu'il semble un peu mal à l'aise dans cette peau médiatique trop parfaite.

L'organisation du RPR tourne pourtant comme un moteur bien lubrifié. Jacques Chirac ne fait campagne, chaque jour, qu'après 17 heures, mettant un soin scrupuleux à oublier qu'il gouverne la France dans la journée. Plus d'essards et des avions privés. Une comptabilité électorale tenue, paraît-il, à jour pour déjouer les critiques socialistes.

Tout a été pensé pour que le candidat chiraquien apparaisse plus décontracté. Deux heures de sieste ou de détente quotidiennes. Un parcours du combattant à tuer ses

rivaux, mais tout de même allégé. Surtout, au désarmement des militants, au style de meeting à mi-chemin de la veillée au coin du feu et de l'interview en public.

Sous chacun des chapiteaux de l'état-major de la rue du Général-Foy, ce n'est plus une tribune qu'on dresse, mais un plateau TV, futuriste et un peu froid. Le premier ministre répond assis, posément, aux questions de quelques « grands témoins ». Une jolie fille, une jolie femme, pour la mise en appétit du candidat, et cent demandes d'intérêt général, cent interrogations quotidiennes. Jacques Chirac parle longuement, avec simplicité et un souci appuyé de pédagogie de tout ce qui lui tient à cœur.

Lui-même a voulu cette manière feutrée, courtoise, un peu trop ronde pour ce long corps forcé à l'immobilité. « Vous savez », explique-t-il, j'ai été, par ma faute, victime de la télévision. Je faisais beaucoup de meetings, avant. Et dans une salle de militants, il se passe toujours quelque chose d'intense, comme pour un comédien. Cela m'a souvent fait dérailler. Il m'arrivait de pousser des coups de gueule pour faire un effet de salle. Le premier ministre en convient, les caméras surplombent alors ce qu'il appelle son « moment musolinien ». « Cela a fait ma réputation ».

Plus de risque, cette fois, de voir le candidat chiraquien pêcher par caporalisme verbal ou gestuel. C'est le plus chic type des chics types qui s'avance chaque soir, aux mesures d'Europe, une musique d'opéra disco un peu boucousille, vers des électeurs qu'il ne cherche plus, surtout plus, à doper par l'invective ou l'invitation musclée au combat. Jacques Chirac s'est mis, par ruse ou par conviction, allez savoir, à ressembler à sa philosophie de cette campagne 1988. Pragmatique, pondérée, à peu près lavée de toute outrance.

« Tout le monde se fout de mon projet »

D'où vient alors sa gêne ? Il l'exprime à la manière d'une plainte, inhabituelle chez ce « gagnant » volontiers triomphant. « Tout le monde se fout de mon projet. Les journalistes comme le public. » Tout le monde se fout de tout, veut-il dire. En fait, du fond, pour ne rien dire, à gros traits rapides, que la forme.

Jacques Chirac le sait et paraît s'en inquiéter. Cette présidentielle se joue à la symbolique et il redoute de se faire enfermer dans le piège de sa grosse machine médiatique. Bardé de conseillers en communication, son « image » rive pour plu-

sieurs mois, le premier ministre semble regretter, soudain, l'absence de débats d'idées. Comme s'il éprouvait, trop tard, le besoin de s'ouvrir, de s'attarder, à l'heure où il s'est lui-même sommé de « rassembler » sur quelques sensations-forces. Sur un cliché modérateur. « Nous vivons une époque réductrice », confie-t-il. La télévision est contraignante, cette campagne aussi. C'est ainsi, il faut nous y faire.

Le candidat de Matignon en veut — encore — à la télé de ne privilégier que « les petites phrases assassines ». A la presse, son envie d'une plus franche bagarre Mitterrand-Chirac. Aux socialistes de détecter, en France, un « Etat-RPR ». Et François Mitterrand d'avoir retenu si longtemps ses propres propositions, le frustrant, lui, de toute véritable confrontation intellectuelle. Bref, la campagne à l'envers. Chirac contraint par son propre choix médiatique à se placer sur le terrain du candidat-président.

Paradoxe. Un de plus. Mais qui, cette fois, paraît dérouter Jacques Chirac lui-même. Il aimerait donner vie à son « image ». Les chiffres assomment ses auditeurs, il le reconnaît, son impressionnisme maltraité des dossiers l'assure vite. Que faire ? Jouer la sincérité, bien sûr. Le survol sentimentale. La conviction. Mais c'est la chasse gardée de son rival de l'Elysée.

Et puis, comment imposer un style, en cette matière, lorsqu'on n'a pas, ou moins que d'autres, l'habitude de la confiance ? Moins qu'un autre, le tempérament littéraire ? Jacques Chirac s'efforce pourtant à cet art difficile, et nouveau pour lui, de ce qu'un de ses conseillers appelle l'« apaisement dialectique ».

Depuis plusieurs semaines, il domine l'impression de découvrir avec une certaine jubilation les charmes enivrants d'une pensée radicale-corréenne, offerte avec un chœur retenu.

Il livre en public ce qu'il ne confie, hier, qu'à son privé. Son obsession des hôpitaux. Son incompréhension de la souffrance, du chômage. A Caen, à Metz, aux Antilles, entre deux appels des mérites de son gouvernement, il évoque longuement les « exclus du bord de la route ». Certes, il ne se repent pas de n'avoir pas su réduire les inégalités. Il n'en fait pas non plus, en définitive, trop le reproche aux socialistes.

Il déplore, et son auditoire avec lui, à peu près à la manière de Raymond Barre et de François Mitterrand. Le souhaitable meilleure chance à cette France-là. Sans, pour une fois, se gorgier de promesses électorales. A ces moments-là, il est juste. En fait, avec sa psychologie compliquée. Il n'est plus de droite. Il ne paraît plus chercher l'adhésion des modérés en prenant soin de ne pas se couper des ultras.

Il est plus simplement un peu lui-même, attaché à sa partition personnelle du « gaullio-socialisme », que cette campagne-ci semble exiger, dans un pays — ses proches en sont persuadés — qui ne supporte plus les asperités conflictuelles.

Chirac s'écroule ? A défaut de pouvoir débattre de son « projet » et soumis, comme Raymond Barre ou François Mitterrand, au phantasme consensuel de la société civile, le premier ministre admet, non sans trouble, qu'il lui faut désormais parler de lui s'il veut marquer sa différence.

« Pendant très longtemps, reconnaît-il, j'ai été incapable d'aborder des sujets qui ne touchaient trop personnellement. J'ai dû évoluer. » Un peu, sans plus, précise-t-il. Montrer trop son évolution accablait l'idée d'une réputation de « sauteur », de « hussard bleu ». Et renverrait le candidat de 1988 à celui de 1981.

Ces dernières semaines, Jacques Chirac, de meeting en courses à travers champs, a tendance à gémir les références trop explicites à son parti. A l'en croire, cela fait cinq ans qu'il n'a pas mis les pieds au siège du RPR, rue de Lille. « Ils ont transformé mon bureau en salle de réunion. » Il ne saurait même pas trouver le chemin de son quartier général, rue du Général-Foy. Le soupçon lancé contre l'« Etat-RPR » est partout dans l'air, dans la campagne électorale du premier ministre.

Jacques Chirac n'a que peu changé. Il préfère croire qu'on le connaît mal. Qu'on le connaît mieux désormais. La faute, si l'on peut dire, en est à l'époque. A cette société en pleine évolution, qui a connu la crise, rejeté un système, en 1981, pour en essayer un autre, avant de tenter l'expérience de la cohabitation, en 1986. « Tout cela donne aux Français un certain

recul. Le pays est plus calme ; il fait preuve d'une plus grande maturité, de plus de sérénité. D'où le caractère moins agité de cette campagne présidentielle. »

Mais, lui l'agité — justement ? Vis-à-vis cette campagne-ci comme la précédente ? Ses amis le disent plus décontracté, « plus en phase » avec un pays en retour de ses guerres idéologiques. Lui-même affirme éprouver plus de plaisir à l'actuelle époque. Le temps, pour lui aussi, a fait son usage. « J'ai pris de la bouteille », lâche-t-il, laconique. « J'ai aussi appris, comme Laurent Fabius, qu'il ne fallait pas être premier ministre trop jeune. J'étais sans doute trop jeune en 1974. Avec cette seconde expérience à Matignon, surtout au temps de la cohabitation, on s'aperçoit que les choses ne sont ni blanches ni noires. Aujourd'hui, je jette sur la société un regard plus indulgent, plus compréhensif. »

Depuis plusieurs semaines, les proches du candidat chiraquien observent leur poulain à la dérobée, pour tenter de répondre à une autre question. Aurait-il pu apprendre quelque chose du chef de l'Etat ? Visiblement, l'interrogation l'agace. Il lève un sourcil, incrédule. Il n'a pas l'air de bien comprendre. L'hypothèse intrigue ses collaborateurs. Lui-même se défend de toute forme d'apprentissage, même inconscient. La cohabitation n'aurait été qu'un mal nécessaire, sans surprise. Ses relations avec le chef de l'Etat seraient restées « courtoises et très superficielles », sans plus.

Plus dense, plus cohérent

L'entourage de Jacques Chirac est, cependant, souvent d'un autre avis. De Charles Pasqua à Denis Baudouin, ceux qui connaissent bien le premier ministre affirment que celui-ci a modéré son tempérament, deux ans durant, simplement pour ne pas donner prise au président de la République. « Il répétait souvent : si je ne fais pas gaffe, il ne me ratera pas », confie un conseiller de Matignon.

Cette maîtrise imposée est sensible dans la campagne présidentielle du candidat chiraquien. Pour ses électeurs convaincus, le premier ministre sort auréolé d'un duel au cours duquel il n'a pas démerité. Pour les autres, il est devenu, de fait, le second d'une paire gagnante. Les meetings, les visites d'usines ou d'écoles portent aussi cette marque-là.

Toujours selon ses proches, le face-à-face vigileant de Jacques Chirac avec l'hôte de l'Elysée l'aurait contraint à corriger progressivement la base de sa personnalité. L'oscillation. Depuis l'« affaire Devaquet », estime l'un de ses amis, le candidat chiraquien « a pratiquement toujours tranché assez vite ».

Le premier ministre conserve, lui, de cette période le souvenir « d'un moment de crise absurde, irrationnel, passionnel » et « d'un drame traumatique », la mort de Malik Oussekine. Apparemment, sa toute nouvelle sérénité ne doit rien, toutefois, à cette tourmente. Encore une fois, s'il l'hérite moins, c'est simplement que l'âge aide, les circonstances changent... Sur ce point encore, l'avis de son entourage diffère. Les crises en série de l'automne et de l'hiver 1986-1987, après l'avoir affaibli, l'ont endurci.

« Il est plus dense depuis qu'il est à Matignon », dit l'un. « Plus cohérent avec lui-même », renchérit l'autre. Tous, ou presque, cependant, donnent pour déterminante l'expérience globale de la cohabitation. Cela se sentait, ces semaines-ci, à un autre signe : Jacques Chirac bénéficiait, dans une part moindre que François Mitterrand, d'un second phantasme, l'envie inconsciente, dans l'opinion, d'un couple, le même, pour la France.

La campagne du premier ministre porte aussi cette trace-là. La cohabitation habite, que celui-ci le veuille ou non, sa cheville solitaire. Lui-même éprouve parfois, au détour d'un discours, la sécheresse mitterrandienne. Lui-même scrute l'époque et ses contemporains avec une poétique, une recherche de souffle épique qu'on ne lui connaissait pas.

Aussi plane-t-il sur ce printemps chiraquien, au-delà de la tactique électorale, comme un fort parfum de confusion. « Il fait malgré lui une campagne de loup », note un membre de l'entourage du premier ministre. Comme si on trouvait Jacques Chirac en net progrès, mais encore un peu vert. Comme s'il pouvait sortir grandi, calmé, recadré de cette épreuve, en prévision d'un prochain rendez-vous.

PHILIPPE BOGGIO.

M. Raymond Barre en Auvergne

A la mode Giscard...

CLERMONT-FERRAND de notre envoyé spécial

Tout s'est très bien passé ! Du moins tout s'est passé comme M. Giscard d'Estaing l'avait minutieusement prévu. Le 7 mars, c'était Jacques Chirac « le candidat de mon camp » qui avait eu l'honneur et l'avantage d'être accueilli en « giscardie ». Ce 7 avril, c'était au tour du « candidat de ma famille », Raymond Barre. Distinction supérieure au demeurant. Thurière zélée de l'union, ayant annoncé d'entrée qu'il regarderait cette campagne du haut de son Puy-de-Dôme et moins disposé que jamais à parier un sou sur les chances de l'un ou de l'autre, l'ancien président s'est fait une obligation, ou plutôt un malin plaisir, de réceptionner selon les mêmes rites ses deux anciens premiers ministres candidats.

Pas plus de petits plats pour l'un que pour l'autre. Chacun fut reçu à la même enseigne du président du conseil régional d'Auvergne. L'affaire avait été convenue après moult coups de file et messages à l'état-major de M. Barre. Au point qu'exaspéré par un tel luxe de précautions, celui-ci finit par lâcher devant ses proches que, décidément, « tout cela était encore plus compliqué que pour aller voir le pape... »

Prêt, nonobstant, à aller jusqu'au bout de ce chemin de Damas, à se faire pardonner son refus de s'embarquer pour Clermont lors de la campagne législative de 1986, M. Barre s'en vint tout droit de Lyon pour se présenter ce jeudi 7 avril en fin d'après-midi, à l'heure dite, aux portes de l'hôtel du conseil régional d'Auvergne. Annoncé par l'étage M. Giscard d'Estaing attendait son hôte en son bureau. « Comment allez-vous monsieur le premier ministre ? » Et vous, monsieur le président ? Les photographes ayant opéré, le huis clos dura quarante minutes, autant que pour M. Jacques Chirac à la minute près. Aucune déclaration. On rapportait comme on était venu.

Une demi-heure plus tard, Giscard retrouvait M. Raymond Barre dans un restaurant de Chamalières, le même que pour M. Jacques Chirac. Avec cette fois un troisième larron convié spécialement par l'ancien président : M. François Léotard. Après une longue période de glaciation, les deux hommes s'étaient revus à Paris le 30 mars. On ne sait pas comment la glace fut rompue au cours de ce dîner auvergnat mais

un proche de M. Léotard convenait volontiers que l'ambiance devait être quelque peu « surréaliste ». M. Barre s'aventura-t-il à demander à M. Giscard d'Estaing pourquoi il était aujourd'hui aussi résolument opposé à la dissolution de l'Assemblée ? M. Léotard réussit-il à obtenir les déclarations nécessaires sur ce que l'ancien président entendait faire au mois de mai ? La logique voudrait que tous trois aient profité de ce rare moment commun pour se pencher avec intérêt sur le sort de la fantasmagorie UDF.

Ce fut en tout cas l'objet essentiel des propos de François Léotard, lors de la réunion publique du soir à Clermont-Ferrand. Après avoir salué au Valéry Giscard d'Estaing et Raymond Barre « le couple le plus efficace que le pays ait eu à la tête de la France sous la V^e République », François Léotard se lança dans une supraindente défense et illustration de l'UDF, pourtant récemment encore assailli « à une mascarade » ! « L'UDF, lança-t-il, est nécessaire à notre pays à l'heure où la France a besoin d'être forte et équilibrée et que nous sommes à la fois entre deux siècles et deux mesures ».

Mais le patron du PR a surtout tenu à mettre en garde ses amis contre les débordements entrepris par le « tigre de papier » François Mitterrand. « Nous avons besoin, lui a-t-il dit, de beaucoup d'insouciance pour ne pas tomber dans ce piège. Pour adresser une fin de non-recevoir aux séductions électorales de M. Mitterrand. Ou bien on accepte le challenge. Ou bien on en fait le siège. Il n'est pas possible d'être ailleurs que dans l'opposition ». Valéry Giscard d'Estaing demeura impassible.

Comme il l'avait fait quelques heures plus tôt sur RTL, Raymond Barre se leva à la tribune à une lecture commentée de « l'épître » aux Français de M. Mitterrand pour en relever « l'immobilité effrénée, le socialisme masqué et l'impressionnisme consensuel ». Pour M. François Mitterrand, selon lui, « l'essai est qu'il reste là où il est. A partir de là tout ira bien dans la mesure des forces et de la mesure des moyens ». Que faire ? S'interrogea M. Barre. Avant qu'il n'énonce la réponse, un spectateur l'aurait déjà interrompu : « Le fouzou dehors ! » Sourires de l'orateur : « On peut commentez par ça, j'aurais, sous le nez, souhaité qu'on ne fit plus ça ! Enfin ! L'actualité exige de dire que ce spectacle engagé ne s'appelle point Giscard ».

DANIEL CARTON.

M. Mitterrand mêle conservatisme et socialisme estime l'ancien premier ministre

M. Raymond Barre était, le jeudi 7 avril, l'invité de l'« Edition spéciale » de RTL. Interrogé sur le contenu de la Lettre à tous les Français de M. François Mitterrand, M. Barre a déclaré : « Je me suis demandé si l'on ne pourrait pas dire que c'est la Lettre de l'apôtre François aux Gaulois ou si, de temps à autre, on ne pourrait pas évoquer l'Alphonse de Lamartine. Il y a beaucoup de méditation. Il y a des passages où la méditation porte sur un certain nombre de nos problèmes, de nos phénomènes de société. »

« Sur l'ensemble, je dirais que ce projet, pour la France m'a inspiré trois observations. En premier lieu, on y voit apparaître ce que j'appellerais le conservatisme des droits acquis et des situations acquises. En deuxième lieu, on y remarque un socialisme implicite. Je préfère ces mots à ceux de socialisme contextuel, que je pourrais aussi utiliser. Mais c'est plutôt un socialisme implicite. La troisième observation que je fais est que ce texte est constamment imprécis. »

Le mandat présidentiel pourrait-il être ramené à cinq ans comme l'a suggéré M. Mitterrand ?

« Cette suggestion (...) qui est faite de venir au quinquennat est en réalité une sorte de tentative pour des parlementaires (...) ou des responsables politiques qui voudraient modifier la Constitution », explique M. Barre. « Si je suis contre la réduction du mandat présidentiel, c'est comme on le dit, un conservateur, même en matière constitutionnelle, c'est pour deux raisons bien précises. Si vous réduisez le mandat à cinq ans et si vous faites coïncider l'élection présidentielle et l'élection de l'Assemblée nationale, vous faites fatalement du président de la

République l'incarnation d'un parti et vous enlèvez au président de la République ce rôle d'arbitre et de garant qui est celui que prévoit la Constitution et que le général de Gaulle souhaitait donner au président de la République en France. »

« La deuxième raison — et c'est ce qui m'inquiète le plus — c'est que ceux qui veulent un moyen d'éviter la cohabitation ne verraient leurs désirs réalisés que s'il n'y avait plus d'élections au cours du mandat de cinq ans, en particulier si le droit de dissolution disparaissait. Je crains qu'avec le quinquennat nous n'alloions vers un système dans lequel l'élection présidentielle soit liée à l'élection de l'Assemblée nationale. Ce serait une politisation extrême, dans le sens de l'influence des partis, de l'élection du président de la République, et ce serait par ailleurs une menace très grave sur le droit de dissolution, le président ne l'utilisant plus et le droit de dissolution tombant en désuétude. Ou bien, l'évolution s'acheverait normalement vers le système présidentiel, on supprimerait le droit de dissolution, et il y a d'un côté le président et de l'autre côté l'Assemblée. »

Outre l'extension du champ d'application des référendums, M. Barre est d'autre part favorable à l'idée de référendums d'initiative populaire.

« Partisan de l'indépendance de la communication », l'ancien premier ministre ne verrait « aucun inconvénient à ce que, comme le Conseil constitutionnel, il y ait un haut conseil de la communication, dont la compétence et la composition soient fixées par le plan constitutionnel », proposition qui figure aussi dans la Lettre à tous les Français de M. Mitterrand.

Politique

Les réactions à la publication de la « Lettre à tous les Français » de M. Mitterrand

En Nouvelle-Calédonie

Les deux camps mécontents

NOUMÉA
de notre correspondant

A vouloir méfier tout le monde, M. Mitterrand n'a contenté personne en levant le voile sur sa nouvelle conception du dossier calédonien. Ni le RPR, ni le FLNKS n'ont trouvé, dans le chapitre de sa Lettre à tous les Français consacré à la Nouvelle-Calédonie, de quoi leur inquiéter.

La prudence des propos présidentiels n'a même pas convaincu le député RPR, M. Jacques Lafleur,

pour lequel le chef de l'Etat « est en train de se transformer en agneau pour séduire un certain nombre de centristes dont il a besoin. Quand il dit qu'il ne veut pas de l'indépendance de la Nouvelle-Calédonie, je note que c'est un changement profond », a toutefois admis le chef de file anti-indépendantiste dans une interview accordée, le jeudi 7 avril, à la radio de son parti, Radio-Rythme bleu, mais pour ajouter aussitôt : « Il ne m'étonnerait pas qu'il change d'avis encore une fois ».

Et M. Lafleur de se livrer à une attaque en règle de la politique socialiste menée sur le territoire : « Les ministres Ennemont, Nucci et Pélissier ont voulu conduire la Nouvelle-Calédonie à l'indépendance, ils ont voulu donner le pouvoir à une minorité raciste », et, au total, « M. Mitterrand et ses lieutenants ont amené la violence et la guerre civile ».

Amertume
de M. Tjibaou

De son côté, M. Jean-Marie Tjibaou, le président du FLNKS, n'a pas caché son amertume en relevant que M. Mitterrand refuse l'idée d'indépendance. Il y voit même « un encouragement pour la droite locale ». « Les discours de la gauche et de la droite se recroisent pour dire que le statu quo est la meilleure garantie », a-t-il écrit jeudi à la presse. « Dans les deux cas, a-t-il ajouté, il s'agit du même discours colonial », à la différence que « M. Mitterrand dit qu'il faut tenir compte des injustices et les régler », utilisant une nouvelle fois la formule de « situation à la palestinienne » pour caractériser le climat

régnant en Nouvelle-Calédonie. M. Tjibaou se semble guère se faire d'illusions sur des soutiens extérieurs : « Ce n'est que dans sa détermination que le peuple canaque trouvera les voies et les moyens pour sortir de la situation coloniale ».

F. B.
M. Pons prend acte
de l'évolution
de M. Mitterrand

M. Bernard Pons, ministre des DOM-TOM, a estimé, jeudi 7 avril, que « François Mitterrand reconnaît qu'il s'est trompé sur la Nouvelle-Calédonie, en refusant dans sa Lettre toute idée d'indépendance de ce territoire, alors même que, de 1981 à mars 1986, celle-ci a constitué son objectif avoué ». « Je prends acte de cette évolution de la pensée du candidat socialiste », a déclaré M. Pons, mais je regrette que M. Mitterrand ait cru bon de l'accompagner d'affirmations partielles, erronées ou tendancieuses sur la situation calédonienne.

« Si M. Mitterrand reconnaît enfin que l'indépendance qu'il prônait il y a peu de temps encore constituerait une impasse dangereuse pour la Nouvelle-Calédonie, il continue d'ignorer la complexité de la société pluri-ethnique calédonienne », a ajouté le ministre, en affirmant que « le devoir d'un responsable politique n'est pas de susciter la division [de cette société], mais, au contraire, de renforcer [sa] cohésion et [sa] solidarité ».

Dans les milieux politiques

Parmi les candidats

« M. Pierre Juquin : politique de l'autruche. — Le projet de M. Mitterrand relève de « la politique de l'autruche », a estimé M. Juquin, qui, à Nice, a précisé : « Il est indispensable de se prononcer clairement sur la lutte contre le chômage, sur le désarmement et l'arrêt par la France de la force de frappe, sur l'indépendance des Canaques en Nouvelle-Calédonie, sur le droit de vote des immigrés. [...] Si l'on ne donne pas le droit de vote aux immigrés pour les municipales de 1989, on prendra la responsabilité de livrer, particulièrement dans le sud de la France, un certain nombre de municipalités, peut-être même à Marseille, au Front national de Le Pen ».

« M^{me} Arlette Lagabrie : bibliophilie racée. — M. Mitterrand de 1983 a même écrit des promesses à faire aux travailleurs. Il leur sert la bibliothèque rose de ses prétendus bons sentiments. [Je souhaite qu'il y ait] un troisième tour social [et non pas] la paix sociale promise par M. Mitterrand qui n'est qu'un argument électoral à l'adresse d'une petite fraction de la droite dont il a besoin pour le second tour ».

« M. Jean-Marie Le Pen : désinvolture. — Le président se dispense avec une assez grande désinvolture de rendre compte aux Français des décisions qu'il a prises [...] et de les informer sur des points obscurs de sa gestion », a déclaré M. Le Pen, invité du journal de 20 h sur TF 1, qui a ajouté : « Quelqu'un a dit que c'était l'Alphonse de Lamartine. Je crois que c'est l'Alphonse Doulet, le politicien en moins. C'est à mi-chemin entre les Lettres de mon moulin et

les Contes de lundi [...] Toute la partie de son programme qui se rapporte à l'élargissement du référendum sur les questions de société et au référendum d'initiative populaire, ce sont des propositions de société que j'ai faites depuis déjà longtemps et que j'ai développées pendant toute l'année que j'ai consacré, moi, à la campagne ».

A gauche

« M. Lionel Jospin, premier secrétaire du PS : M. Mitterrand a marqué les grands enjeux de la prochaine élection et offert ainsi l'occasion d'un indispensable débat. Les socialistes se reconnaissent dans l'esprit général de ce texte où ils retrouvent un grand nombre de leurs propositions. Les objectifs visés « marquent le fossé qui sépare les conservateurs qui ont toujours une vision courte du temps et trop de privilèges à sauvegarder, de tous ceux qui, avec M. François Mitterrand, font le choix du progrès et du mouvement ».

« M. Henri Fiszbin, député app. PS, président de Rencontres communistes : Au moment où se dessine un mouvement profond pour la réélection de François Mitterrand dans le monde du travail et parmi les électeurs communistes — dont attestent entre autres tous les sondages et la décision du PC réunifié — il me paraît particulièrement heureux que ce texte accorde une place privilégiée au combat contre les inégalités sociales ».

« M. François Duthu, président du MRG : Ce message résume les nécessaires caractéristiques de l'état de 8 mai : fidélité à ses convictions, lucidité devant les contraintes, engagement au service du pays tout entier ».

A l'UDF

« M. Alain Madelin (PR), ministre de l'Industrie : Après avoir proposé en 1981 « des solutions social-marxistes des années 1945 [qui] n'ont pas marché [...] », M. Mitterrand nous propose des solutions sociales-démocrates [qui] ont été proposées par les socialistes en Europe dans les années 60 [...] ». En 1981, M. Mitterrand proposait de gagner plus en travaillant moins. Aujourd'hui, il propose de dépenser plus avec moins d'impôts. Cela reste des illusions ».

« M. André Rossmot, président du Parti radical, ministre délégué chargé des relations avec le Parlement : Il n'y a pas de signal clair, son approche nébuleuse masque les vrais problèmes, c'est toujours le vide sur le plan des propositions [...] L'intérêt de M. Mitterrand est d'être passe-muraille et de gouverner tout le bilan de son septennat [...] Le président-candidat tend un piège à la majorité en essayant de recréer son électorat pour dépasser les 50 % nécessaires à sa réélection, il fait une OPA sur l'électorat de Raymond Barre ».

« M. Jacques Barrot, secrétaire général du CDS : M. Mitterrand vient d'inventer le programme minimum non garanti. Sans projet précis et mobilisateur, il affaiblit et affaiblit la République ».

et au RPR

« M. Edouard Balladur (RPR), ministre d'Etat, ministre de l'Economie et des Finances : Je ne trouve que quatre mots pour définir ce projet : immobilisme, flow, mémoire sélective et contradiction ».

La réunion du comité central du PCF

M. Leroy : « L'élection présidentielle est la plus antidémocratique »

Réuni à huis clos au siège du parti à Paris, le comité central du PCF a tenu le jeudi 7 avril sa dernière session avant le premier tour de l'élection présidentielle. Les trois textes présentés : rapport introductif de M. Roland Leroy, appel aux communistes et appel aux Républicains ont été adoptés à l'unanimité. Après la présentation du rapport du directeur de l'Humanité, sept membres seulement du « parlement communiste », en dehors du secrétaire général et du candidat, A. Lajoinie, MM. Georges Marchais et André Lajoinie, sont intervenus dans la discussion.

M. Leroy, qui a l'habitude de faire des interventions brillantes, a livré à ses camarades un texte plutôt torse et ne sortant pas de l'ordinaire. Son rapport souligne que « l'élection présidentielle est la plus antidémocratique » et continue : « la primauté du rassemblement populaire » dans la stratégie du PCF. Il se félicite de l'absence de « trêve dans les luttes » et du « déploiement sans précédent d'un style nouveau d'activité des communistes ».

Selon ce texte, M. Lajoinie est tout à la fois un « candidat de proposition et de rassemblement », en opposition à M. François Mitterrand qui, comme le PS, a « un accord fondamental avec la droite » sur la « politique d'immigration [...] de surcroît [...] les perspectives de marché unique européen ». M. Leroy considère que la Lettre à tous les Français écrite par le président-candidat « constitue en réalité une plate-forme d'alliance avec la droite, armée de quelques fleurs de rhétorique ».

Le rapport s'élève contre le « piège grossier [qui] est tendu » aux électeurs et qui « consiste à appeler à voter Mitterrand dès le premier tour afin de faire barrage au danger Chirac ». Affirmant que les communistes sont « les adversaires sans merci de Chirac », le dirigeant du PCF ajoute : « Nous ne sommes pas tentés de chercher à droite des gens plus convenables. Pour nous, celle qui préconise Chirac [...] il n'était pas

un premier ministre « raisonnable ».

Selon M. Leroy, « cette élection est une caricature de consultation » car « tous les ingrédients du plébiscite sont réunis ». Après avoir rendu hommage à la campagne de M. Lajoinie, le rapporteur dénonce « le côté dérisoire et à court-terme de la récente attaque renouvelée de Marcel Rigout contre son parti ». A l'appui, il salue « comme un événement de grande portée la prise de position quasi unanime de la commission exécutive de la CGT qui, en toute indépendance, pleine, libre, responsable, souligne les convergences profondes existant entre elle et le PCF et son candidat ».

Le texte invite les communistes à un regain de mobilisation bien que, selon M. Leroy, elle a déjà atteint un niveau supérieur à celui de toutes les précédentes campagnes électorales. Au cours de la discussion qui a suivi, M. Anicet Le Pors a engagé la direction du parti à présenter la politique du PCF « dans toute sa plénitude ». « Les grands principes n'ont pas de prix », a dit l'ancien ministre, mais leur méconnaissance a un coût. « Franchement, une occupation de terrain à gauche qui, selon lui, est laissée libre par M. Mitterrand, M. Le Pen a suggéré, ce qui a de bonnes chances d'être accepté sans difficulté, que « au soir du premier tour, nous disions clairement que nous sommes hostiles à l'élection du président de la République au suffrage universel ». Cette proposition reprend « le discours de Chalosse », le terme est utilisé Place du Colonel-Fabien — prononcé par M. Lajoinie, fin mars, selon lequel le score du candidat communiste ne reflète pas l'audience « réelle » du PCF.

Présentant le texte qui sera adressé aux Républicains (après la décision du Parti communiste de la Réunion de soutenir M. Mitterrand dès le premier tour), M. Maxime Gremetz a eu, selon un participant, des « mots très durs » contre ce parti frère. Le responsable de « la politique extérieure » a souligné que le PCF n'avait pas tenu de congrès « depuis sept ans », que son comité central « est devenu un groupuscule » et que « la famille Vergès est un clan ». (1). Dans cet appel, le PCF recommande aux électeurs de la Réunion de se prononcer en faveur de M. Lajoinie le 24 avril. Enfin, le comité central a chargé le bureau politique et le secrétariat d'arrêter les mesures nécessaires pour assurer la présence de son candidat dans la campagne électorale à la Réunion.

OLIVIER BIFFAUD.

(1) M. Paul Vergès, frère de l'avocat Jacques Vergès, est secrétaire général du PCF.

JOURNAL D'UN AMATEUR, par Philippe Boucher

C'est plus une campagne électorale, c'est une cure de sommeil. Même M. Jacques Chirac s'essaye au rôle de composition pour lui, de la tranquillité. Comme on ne peut pas composer d'œuvre, on ne peut pas composer d'œuvre. Economie, affaires étrangères, politique sociale... même dans le domaine des libertés, il faudrait une loupe pour distinguer les propositions de celui-ci des projets de celui-là.

M. Barre (De profundis) et M. Chirac (Aléluia) s'en sont fait une règle de conduite pour faire croire à leur alliance. M. Mitterrand (Veni Creator) tire son drap de sa poche gauche pour le fourrer dans sa poche droite et faire oublier quel pamphlétaire il fut du temps de son « Bloc-notes » de l'Unité. Quel maître de chien que celui de rassembler !

La différenciation des politiques possibles relève de la microchirurgie. Il s'agit moins, pour l'heure, d'offrir aux Français les éléments d'un choix que de les inviter à explorer le champ confus des variantes.

Au chapitre des affaires étrangères, chacun condamne l'Afrique du Sud et la ségrégation raciale ; chacun veut concilier le droit à l'existence de l'Etat d'Israël et les droits légitimes du peuple palestinien ; chacun croit en l'Europe comme en la Terre promise.

La « bombinette » du général de Gaulle est maintenant révisée par tout le monde. La conquête spatiale n'a que des partisans. Les négociations sur le désarmement, dans la cuisine privée des deux super-grands, font l'objet d'un espoir prudent (attentif, méfiant) de la part de tous.

Au titre de l'économie, chacun veut qu'elle soit « compétitive » et donc un mesure de lutte contre la dynamique (variante : l'offensive) japonaise (a) ; chacun vitupère le déficit américain et se lamente de l'endettement du tiers-monde. Chacun dit son souci de sauvegarder (variantes : sauver, préserver) la Sécurité sociale et le régime des retraites. Et si l'on s'enquerra sur les chiffres, c'est en termes de prévision, dont on sait ce qu'il faut penser.

M. Mitterrand, assurément, se distingue du lot en annonçant le rétablissement de l'impôt sur les grandes fortunes, dont les deux autres ne veulent pas entendre parler ; mais il rentre dans le rang pour annoncer qu'il n'est pas question de nationaliser de nouveau et que les privatisations peuvent dormir tranquilles.

MM. Mitterrand, Chirac et Barre, qui ont en commun d'avoir chacun deux enfants, adjurent à l'unisson les Français d'en pondre un troisième. Pour y inciter, le trio propose un salaire, une allocation, une dotation — que sais-je ? — qui fera de la femme au foyer l'équivalent de la femme de ménage domestique.

Les jeunes ne sont, bien sûr, pas laissés de côté (sauf s'il s'agit de les embaucher), et la sollicitude dont témoignent leurs aînés fait chaud au cœur. Pour eux, mais aussi pour la France (merci Jeanne d'Arc, merci de Gaulle, merci Mammie Noël), l'éducation redevient ce que disait déjà Georges Pompidou : « la priorité des priorités ».

Il faut croire qu'elle se fait attendre, depuis quinze ans, « la priorité des priorités », pour que, dans un département de la grande banlieue parisienne, on déclare admis au concours d'entrée à l'école normale d'institu-

teurs les candidats qui ont obtenu la moyenne microbactérielle de 5 sur 20.

Evidemment, ils ont une fâcheuse tendance à croire que Louis XIV a succédé à Napoléon. On ne va tout de même pas se tourmenter pour si peu. Du moment qu'ils ne confondent pas Prince et Michael Jackson, et ne pensent pas que c'est ce dernier qui fait bonne figure dans la course à la Maison Blanche, il n'y a pas de quoi se tourmenter pour si peu. Pour rasséréner les pessimistes, il suffira d'inscrire « la Lyce papillon » dans les morceaux choisis du baccalauréat.

Il suffira aussi de choisir, pour l'instruction de nos chers petits, des institutrices plutôt que des instituteurs. Pour elles, en effet, à ce fameux concours d'entrée — le même, ou ! — il fallait obtenir 13 sur 20 de moyenne pour être déclarée admise. Ah ! les femmes, tout de même ! C'est qu'elles nous boudaient la laine sur le dos si l'on n'y prenait garde.

Sommeil

Ah oui, les femmes, tiens ! M. Barre leur fait confiance, comme dit sa publicité : M. Mitterrand ne les déteste pas, comme disent les écoliers, et M. Chirac ne va sûrement pas tarder à dire ou faire quelque chose d'aussi profond, d'aussi original, d'aussi convaincant que ses deux compères.

Même sur les sujets dits « de société », qui sont traditionnellement les plus épidémiques, les candidats s'éloignent le moins qu'il leur est possible de la ligne médiane. Sur ces deux titres de chapitre dont M. Le Pen fait ses choux gras et qui sont, d'une part, l'immigration et, d'autre part, la délinquance, les divergences ne sont pas saillantes. Ici, un chouie en plus, là une pincée en moins, passez muscade. La campagne est une machine à abréger.

M. Chirac a remballé ce qu'il croyait être une bonne idée pour séduire le Front national en renvoyant aux calendes sa réforme du code de la nationalité. Comme il serait bien avisé de le faire pour sa folle idée de référendum d'initiative populaire sur les sujets « de société ». Et M. Mitterrand qui lui emboîte le pas en se prévalant de l'antériorité ! Qu'ils regardent donc, l'un et l'autre, comme a bonne mine l'immigration, maintenant, avec les résultats de son référendum sur l'énergie nucléaire. M. Mitterrand préconise, lui, le droit de vote des immigrés, mais s'est dispensé d'annoncer le dépôt d'un projet de loi en ce sens pour le 9 mai au matin.

M. Barre continue de se dire favorable à la peine de mort, mais ne méconnaît pas que la France est désormais liée, à ce propos, par un traité. Qui pourrait croire qu'il ouvrirait une crise internationale et nuirait à la réputation de son pays en dénonçant ce traité au jour encore lointain où cela deviendrait possible ?

Pour le reste, faut-il s'y attarder et enfoncer le clou ? Tout le monde veut la sécurité,

la libération des otages et le respect des droits de l'homme : de quoi se plaindre ?

Il n'y a guère que sur le terrain des institutions où M. Mitterrand se distingue, « grammaticalement », des autres en souhaitant un allègement de l'imperium présidentiel. M. Barre est d'un avis tout contraire et M. Chirac aura celui que suggère son dernier commentaire.

Qui peut affirmer pourtant que, le pouvoir resté entre ses mains, le poids des habitudes et des révérences jouant sa partie, M. Mitterrand pourrait se dérober aux pressions dont il serait l'objet pour restaurer cet imperium ?

D'ailleurs, le scrutin présidentiel relève du procès d'intention et de la présomption d'innocence. Qui sera le plus apte à réaliser ce que ne préconisent pas moins les deux autres ? Que cachent des programmes uniformément généreux et volontaristes ? Comment doit-on évaluer les inévitables restrictions mentales qu'entraînent les plus vigoureux des engagements ? Par exemple, celle de M. Chirac sur le sort du SMIC ou la privatisation de la protection sociale s'il était élu ? Qui dira le mieux « zut » à l'infatigable prétention de Mme Thatcher ? (Où, c'est Jacques Chirac, mais l'ennui c'est qu'il ne se contente pas de dire « zut »). Qui démentira le sincère du simulé dans la main tendue de M. Gorbatchev ?

Ce n'est plus un scrutin, c'est un pari. Qu'ils sont donc loin les scrutins de 1981, où la gauche affrontait la droite : de 1965, où « le pouvoir personnel », selon l'expression de l'époque, subissait son premier véritable assaut !

Aujourd'hui, la gauche est raisonnable, la droite se veut fréquentable et le centre se cherche pour être le phare des deux autres. Quel ennui ! La politique tomberait-elle en quenouille parce qu'elle n'a plus rien à dire, et rien à dire parce qu'elle ne sait que faire ?

Post-scriptum divers sur fond de français quotidien.

1. — D'un Fernand quelque chose parlant à FR 3 des mécomptes et du sursaut de M. Barre : « Son recul dans les sondages l'a finalement stigmatisé. » L'achat d'une gramophone pourrait peut-être stimuler cet analyse subtil.

2. — D'un commentateur sportif à TF 1 à propos de la chute d'un concurrent des Vingt-Quatre Heures motocyclistes du Mans : Il a éprouvé « une grosse peur rétroactive ». Espérons que ce commentateur en est rétrospectivement désolé.

3. — De directeur de l'Institut supérieur (c'est bien le moins) de communication et de publicité expédiant une lettre et une chausure à des agences de publicité pour qu'elles engagent ses étudiants : « La synergie entre le paquet, l'objet et la proposition leur permettra de toucher le décideur de l'agence. » Surtout s'il est sensible à la simplicité d'expression de ses collaborateurs.

4. — D'une « flamme » apposée sur les enveloppes de la Comédie-Française : « Le droit d'auteur est un droit de l'homme. » Ne plus dire, dorénavant, comme jadis, « tout est politique », mais « tout est droit de l'homme ». Exemple : « Si M. Chirac n'est pas élu le 8 mai, c'est une atteinte aux droits de cet homme-là. »

JOURNÉES DE LA
HAUTE FIDÉLITÉ
9-12 AVRIL 1988
SOPHIE
BRUNO LARIVIÈRE, 21 QUAI DE LA RÉPUBLIQUE
75001 PARIS
TEL : 47 53 05 63

حزب من اليمين



Politique

Le projet présidentiel

« Lettre à tous »

ÉDUCATION

« Mettre le paquet »

S'il est un « sujet majeur » sur lequel sont réunies les conditions d'un « consensus national », c'est bien l'éducation et la formation. M. Mitterrand s'en réjouit et rêve d'une « France unie » dans l'un des domaines qui a le plus divisé le pays au cours du septennat. Il entretient ainsi discrètement les conflits de 1984 sur l'école privée et de 1986 sur l'université. Silence absolu sur la « querelle scolaire » : le candidat socialiste se contente de rendre un hommage appuyé à l'école publique qui peut accueillir des élèves de seize nationalités différentes, comme il l'a constaté lui-même à Belleville. Mieux vaut aussi sur l'université, même si M. Mitterrand réaffirme sa solidarité avec le mouvement de l'automne 1986, car « il n'était pas juste [...] de dresser un nouvel obstacle après le bac devant les lycéens désireux d'entrer à l'université ».

Mais si la volonté de faire de l'éducation une priorité nationale est partagée par tous les candidats, M. Mitterrand place la barre financière particulièrement haut en écrivant que « l'Etat doit [...] placer au premier rang de ses impératifs budgétaires celui de l'éducation nationale, quitte à comprimer ses autres dépenses, quelle qu'en soit l'importance », allusion à des coupes possibles dans le budget de la défense nationale. Il fixe à 16 milliards d'ici à 1992 « l'augmentation minimale des crédits ». Ce chiffre correspond au « plan » élaboré pour le PS par Laurent Fabius, qui prévoit une rallonge de 4 milliards par an, soit 12 milliards pour les années 1989, 1990 et 1991, auxquels s'ajouteraient 3 milliards de francs correspondant à un collectif budgétaire pour 1988. En réalité, le coût annoncé par le PS était bien supérieur si l'on tient compte du caractère cumulatif de ces aug-

mentations (4 milliards en 1988, 8 en 1990, 12 en 1991).

Le second engagement précis de M. Mitterrand concerne la création du « crédit-formation », idée de M. Rocard, qui permettrait aux jeunes ayant quitté les études avant dix-huit ans de les reprendre, pour acquiescer une qualification professionnelle. Sur la formation permanente, il insiste sans rien promettre, se contentant d'un hommage appuyé à la loi de 1971, l'une des plus « grandes lois du dernier demi-siècle », due à son ancien ministre Jacques Delors. Le candidat socialiste ne retient pas l'objectif — contesté — des « 80 % d'une classe d'âge au niveau du bac en l'an 2000 », lancé par M. Jean-Pierre Chevènement, et reste muet sur les futurs cursus, sur les flux souhaitables d'élèves et d'étudiants, et sur la pédagogie — « je n'ai pas à [en] décider », se contentant de souhaiter l'abolition de la hiérarchie entre l'enseignement général et l'enseignement professionnel, entre science pure et science appliquée.

M. Mitterrand prend même le risque de faire sourire des enseignants en magnifiant l'amour des enfants pour l'école et leur soif d'apprendre : il trahit une connaissance quelque peu dépassée du système scolaire en évoquant les CEG (collèges d'enseignement général) qui ont disparu depuis la réforme Haby de 1975. Mais la page de 1981, elle, est bien tournée. Finis les promesses aux enseignants — la nécessité de renouveler leur fonction est expédiée en deux lignes — et le lyrisme pédagogique. La Mitterrand de 1988 préfère s'engager à « mettre le paquet » financier sur l'éducation, en attendant les débats sur l'art et la manière de bien utiliser cette manne.

PHILIPPE BERNARD.

RECHERCHE

« L'enfant chéri »

« Si la France veut réussir, la recherche doit devenir l'enfant chéri de la République. La formule m'a fait sourire. Mais elle m'a plu par sa simplicité. » Le candidat élu surpris de la part du candidat Mitterrand qui, dès son arrivée à l'Élysée en 1981, fit de la recherche une priorité de son gouvernement, continuant en cela l'effort engagé par le gouvernement Barre dans la dernière année du septennat de M. Valéry Giscard d'Estaing. De fait, la communauté scientifique a trouvé dans les gouvernements successifs de M. Mitterrand et Fabius — même si les ambitions objectives de M. Jean-Pierre Chevènement n'ont pas été atteintes — l'oxygène nécessaire pour éviter cette « mort par asphyxie » que M. Laurent Schwartz redoutait après les vaches maigres des années 70.

Hélas, il fallait bientôt déchanter. « Dès l'arrivée au pouvoir de la nouvelle majorité, des coupes sombres ont été opérées dans les crédits affectés à la recherche civile, les abaissant de 4 %... Quant aux crédits du CNRS, qui a échappé de justesse au démantèlement, ils ont diminué de 3 % entre 1986 et 1988. » Force est de reconnaître que le gouvernement de M. Chirac n'y est pas allé de main morte en appliquant en avril 1988 la « politique de la calculatrice » qui consistait pour Alain Juppé à imputer 54 % des annulations d'autorisations de programme, tous ministères confondus, au budget de la recherche.

C'est pourquoi M. Mitterrand estime que « le devoir du prochain gouvernement sera de corriger cette tendance » et de faire en sorte que « soient davantage aidés et encouragés » les instituts, les laboratoires, les centres d'essais, et que « les grands établissements comme le CNRS, l'INSERM, l'INRA prennent rang parmi les principaux acteurs du

renouveau français ». Des intentions donc, des indications de tendances, mais pas d'engagement précis. Le candidat Mitterrand s'est gardé de chiffrer l'effort de recherche que la France doit accomplir dans les années à venir.

Reculez ? Sans doute pas. Les socialistes ont inscrit dans leur programme l'objectif de faire passer en cinq ans, comme M. Barre, la dépense nationale de recherche et développement à 3 % du PIB. L'engagement est, M. Rocard faisait savoir que le budget de la recherche avait pris depuis trois ans un retard d'environ 5 milliards de francs. A charge donc pour le gouvernement de M. Mitterrand, s'il est élu, de traduire dans les chiffres et dans les faits les objectifs du futur président. A charge pour lui d'éviter les à-coups budgétaires, de remédier au vieillissement des chercheurs ou de régler les problèmes de fonctionnement des laboratoires. A charge enfin pour ses membres de résoudre le problème éternel de la recherche industrielle et des « entreprises françaises » qui « ne réservent qu'une modeste place à la recherche et aux chercheurs ».

Comment ? Le candidat à la présidence ne le dit pas. Pas un mot des mesures, fiscales ou non, qui pourraient être prises ou développées comme le fut en son temps, par exemple, le crédit d'impôt-recherche mis en place par les socialistes au début du septennat et retenu par M. Barre. Pas un mot non plus des crédits nécessaires dont M. Chirac estime qu'elles devraient augmenter de 25 milliards de francs au cours des sept prochaines années. De fait, le discours ne s'adresse pas tant aux acteurs de la recherche et de l'industrie qu'à l'ensemble des électeurs, qu'il faut convaincre du bien-fondé d'une recherche active et en bonne santé.

J.-F. AUGEREAU.

Nous terminons aujourd'hui la publication du texte de M. François Mitterrand entamée dans le Monde du 8 avril (les intertitres sont de l'auteur).

L'économie

« Contrairement aux thèses que répandent des polémiques sectaires, la majorité de 1981 a laissé la France de 1986 en meilleur état qu'elle ne l'avait trouvée. Une exception majeure, le chômage dont la dégradation a été constante, ou presque, avant, pendant et après la gestion socialiste. Je ne ferai le procès de personne. Plutôt que de se perdre, de part et d'autre, dans les anathèmes, on ferait mieux d'analyser pourquoi, à partir de 1974, il s'est installé dans notre société, pourquoi il s'est aggravé et pourquoi il s'aggrave encore.

La santé de notre économie repose largement sur la santé des entreprises. Or les pays où la technologie est la plus avancée et qui possèdent une base industrielle forte sont ceux qui comptent le moins de chômeurs ; là où l'on ne craint pas l'évolution des habitudes et des techniques, la prospérité revient plus vite qu'ailleurs. C'est vrai du Japon, des États-Unis, de l'Allemagne. Le lent d'une société à épouser le mouvement incessant des idées et des faits, à diffuser les progrès de la science dans la vie quotidienne, et donc le temps qu'il faut pour adapter la production à la demande nouvelle, temps dramatiquement perdu pour les entreprises et pour les citoyens, voilà ce qu'on appelle la crise. Prise aux mirages de la croissance de l'après-guerre et alourdie par des structures et des modes de penser d'une autre époque, la société française s'est réveillée trop tard. Sortie de sa torpeur, elle bouge ou veut bouger. Se pose alors cette question : que faire ? La réponse vient aussitôt : former les hommes, privilégier la recherche et, grâce à ces deux apports, moderniser l'appareil industriel. Du moins, pour commencer.

Toutes les familles politiques françaises font de l'éducation et de la formation leur priorité. Cette unité de vue me remplit d'espoir. Elle m'inspire comme le grand, au-delà des différences doctrinales, d'un consensus national sur un sujet majeur. Le Collège de France que j'avais consulté et qui m'avait remis en 1985 un remarquable rapport intitulé *Propositions pour l'enseignement de l'avenir*, avait insisté sur l'importance qu'il y aurait à abolir les hiérarchies traditionnelles entre la science pure et la science appliquée, l'enseignement général et l'enseignement professionnel, les travaux de l'esprit et les travaux manuels. La conquête de l'avenir ne peut qu'être le fruit d'un élan national, toutes forces confondues.

Je n'ai pas à décider du nombre de jeunes diplômés qu'il faudrait à la France en l'an 2000, ni du degré et du déroulement de leurs études, même si je pense qu'il n'est pas juste, à la fin de 1986, de dresser un nouvel obstacle, après le bac, devant les lycéens désireux d'entrer à l'université. Mais je sais que l'Etat doit payer d'exemple et placer au premier rang de ses impératifs budgétaires celui de l'éducation nationale, quitte à comprimer ses autres dépenses quelle qu'en soit l'importance. Les estimations sérieuses fixent à 15 milliards, d'ici à 1992, l'augmentation minimale des crédits nécessaires à la modernité des équipements, à la révolution de la fonction enseignante, à la qualité des équipements.

J'ai également retenu, parmi les suggestions intéressantes, la création d'un crédit-formation offert aux jeunes qui auraient besoin d'une ou deux années de formation supplémentaire pour acquiescer une qualification professionnelle, faute d'avoir disposé de seize ou dix-sept ans du temps d'école suffisant. D'autant plus que la demande de ces jeunes est forte. Visant il y a quelques semaines la école publique de Belleville, comme je m'en souviens de la qualité du langage et des connaissances d'une classe de cinquième qui comptait trente-quatre élèves, tous enfants d'immigrés et de seize nationalités différentes, deux instituteurs auxquels était due cette sorte de miracle se bornèrent à dire : « Ils ont soif d'apprendre. » J'en parlai à l'un de mes amis, professeur dans un CEG de province, en observant que ces fils et filles d'immigrés, en France depuis peu, avaient sans doute, plus que d'autres, la volonté de prouver ce qu'ils valaient, d'entrer par la grande porte dans la société des adultes. « C'est le même phénomène chez moi avec des élèves très enracinés dans le terroir local, me répondit-il. Vous ne pouvez imaginer à quel point ils aiment l'école. Ils savent que tout passe par là. Ils ont envie de réussir. Je comprends cela comme une révolution de nos mentalités. »

Encore la formation ne s'arrête-t-elle pas à la jeunesse. Elle est l'affaire de toute la vie, pendant l'activité professionnelle, pour s'adapter aux changements technologiques ou aux changements de métier, après l'activité professionnelle pour qui veut continuer d'être utile. La loi sur l'éducation permanente de 1971 que l'on doit à Jacques Delors compte parmi les plus grandes lois du dernier demi-siècle. La puissance d'un pays dépendra moins, demain, de ressources naturelles et de richesses financières que de matière grise.

L'entendais, lors d'une conversation amicale, quelqu'un dire : « Si la France veut réussir, la recherche doit devenir l'enfant chéri de la République. » La formule m'a fait sourire. Mais elle m'a plu par sa simplicité. La recherche est la marque même de l'esprit de l'homme, curieux de connaître, pour les maîtres, les secrets de la nature. Sans elle, pas de progrès intellectuel, spirituel, esthétique, matériel. C'est elle qui a provoqué l'extraordinaire bond en avant de la productivité agricole. Elle explique la place d'un pays dans le palmarès international de la production industrielle. Ne craignons pas, ne craignons pas, la recherche qui ne trouve rien. De la masse des investigations sort la découverte, la recherche qui trouve.

Prenant la parole devant la commission « science et technologie » de la conférence des lauréats du prix Nobel qui s'est tenue à Paris cet hiver, le professeur Dussan, lui-même prix Nobel de médecine, et plusieurs de ses collègues avaient exposé à leurs auditeurs, dont j'étais, les progrès stupéfiants de la recherche fondamentale en génétique. Il devenait possible, selon eux, de décoder par l'examen des deux filaments levés à l'intérieur de chaque cellule de notre organisme les carences du corps humain et d'y

« L'Etat doit placer au premier rang de ses impératifs budgétaires celui de l'éducation nationale, quitte à comprimer ses autres dépenses. »

apporter remède. Certes, nos savants ne sont encore à l'interrogation sur la signification des caractères (il en ont plus de trois milliards) que compte chacun des filaments. Mais ils en savent de jour en jour davantage, au point que des laboratoires japonais ont déjà conçu des méthodes pour faciliter le diagnostic, ce qui leur ouvrira bientôt un marché gigantesque. Rien ne devrait être plus important à l'homme que sa longévité. Eh bien, non ! Mener à bien cette recherche coûterait moins cher que le voyage sur la Lune. Mais aucun de nos pays d'Europe n'y consacre une part sérieuse de son budget.

Cet exemple que je pourrais étendre à d'autres disciplines telles que la biologie, la physique des solides, l'optique fondamentale et tant d'autres, fera comprendre pourquoi je souhaite que soient davantage aidés, encouragés, les instituteurs, les laboratoires, les centres d'essais, que les grands établissements comme le CNRS (Centre national de la recherche scientifique), l'INSERM (Institut national de la santé et de la recherche médicale) et l'INRA (Institut national de la recherche agronomique) prennent rang parmi les principaux acteurs du renouveau français. Au lieu de cela, dès l'arrivée au pouvoir de la nouvelle majorité, des coupes sombres ont été opérées dans les crédits affectés à la recherche civile, les abaissant de 4 %. Quant aux crédits du CNRS, qui a échappé de justesse au démantèlement, ils ont diminué de 3 % entre 1986 et 1988. Le devoir du prochain gouvernement sera de corriger cette tendance, d'autant plus que les entreprises françaises ne réservent qu'une modeste place à la recherche et aux chercheurs. Cinquième pays industriel du monde, la France n'arrive qu'au septième rang pour le nombre de ses chercheurs par rapport à sa population active. Mauvais signe.

Souvenons-nous qu'humble ou célèbre, académique ou marginal, le chercheur est comme la pointe de diamant d'une société avide d'accéder aux formes supérieures du savoir et, par là, du progrès.

Il est temps, en effet, de prendre la mesure de l'enjeu. Considérons l'économie mondiale : on n'y voit que des affaires qui ne supportent pas la lumière du jour, invitation aux razzias officielles sur le patrimoine national. On pense aux choix des « noyaux durs ».

Appliquons ces principes à notre propre économie. La meilleure préparation conduit à disposer d'un plus grand nombre d'hommes et de femmes hautement qualifiés (la formation) et d'un armement industriel et scientifique supérieur à celui d'un autre pays. L'économie a besoin de savants. Les mouvements les plus rapides s'obtiennent par une créativité incessante. L'invention, l'innovation provoquent la surprise et donnent l'avantage (technologies de pointe).

L'offensive sur le terrain adverse signifie que, pour survivre, on ne peut rester chez soi, que la conquête des marchés extérieurs protège le marché intérieur (exporter, s'implanter à l'étranger). De bons alliés, on n'en trouve pas beaucoup. N'oublions pas que la guerre est totale et qu'elle est générale.

Mais il est des intérêts communs, des ententes obligées, une marche de l'histoire. Des liens multiples nous unissent déjà à nos proches voisins. Renforçons-les (construire l'Europe). Enfin, la volonté de vaincre. On la puise dans la certitude que rien n'est négligé, ni la formation, ni la recherche, ni l'innovation, ni l'occupation du terrain, ni les réserves, ni les renforts. Et surtout dans la cohésion du corps de bataille, je veux dire, abandonnant la parapsychique, dans la cohésion sociale au sein de l'entreprise (le dialogue et le partage).

J'espère que la compréhension ne vous passera pas forcée. Je l'ai faite par ce que, nous, Français, devons savoir ce qui nous attend si nous n'y prenons garde. On ne gague que par l'effort. Le ralliement ne pardonne pas. Il y va du sort du pays.

Mais ce que je viens d'écrire ouvre une autre discussion : que sont, que doivent être, dans ce combat les rôles respectifs de l'Etat et de l'entreprise ? S'opposent-ils ? Se conjuguent-ils ? Leur dualité mit-

elle au socle commun ? L'option que j'ai fait se fonde sur l'expérience. Le public et le privé ne peuvent être dissociés, car l'économie française est mixte par nature. L'accès à la compétitivité internationale serait le plus souvent interdit aux entreprises sans la promotion des technologies avancées que l'on doit à l'Etat. Elles bénéficieraient de la formation que l'éducation nationale dispense aux jeunes, formations qu'elles adaptent, perfectionnent chez elles ou par des stages extérieurs, pour une meilleure qualification de leur personnel. C'est le passage du témoin. A chaque stade de la production, la coopération entre universitaires et industriels se révèle toujours salutaire.

Les retombées de la recherche, en effet, servent indifféremment aux entreprises publiques ou privées. Songez que les sociétés automobiles de construction d'avions comme Boeing, modèle du grand capital fier de l'Etat, reçoivent 73 % de crédits d'Etat pour leurs études et recherches. Aux Etats-Unis ! Dans le sanctuaire de l'économie libérale ! La plupart des géants de l'industrie américaine sont dans ce cas. Il en va de même en Europe. Au Japon. Et en France. 37 % de la dépense de recherche des Etats membres de l'OCDE, c'est-à-dire des plus puissants pays industriels de la planète, sont destinés aux entreprises privées. Une forte part de la recherche des sociétés françaises Matra, Dassault, Thomson, CGE est financée sur fonds publics. Sans le plan Dreyfus de 1981, notre industrie textile aurait sombré. Cette contribution de l'Etat à l'industrie privée ne me scandalise pas. Au contraire. Mais j'estime que l'emploi de ces milliards payés par les contribuables mérite d'être suivi de plus près par l'Etat.

Vous connaissez la querelle du « tout Etat » et du « moins d'Etat ». Eloignons-nous des excès de langage habituels à ces sortes de controverses. Il y eut des périodes où il fallait lutter contre le « tout Etat », envahissant, ennemi des différences, ignorant l'âme des choses et des gens. Il est aussi des périodes — où nous sommes — où il convient de se méfier du « moins d'Etat » qui glisse vite au « pas d'Etat du tout », alibi des affaires qui ne supportent pas la lumière du jour, invitation aux razzias officielles sur le patrimoine national. On pense aux choix des « noyaux durs ».

Ne croyez pas que ce soient les socialistes qui aient inventé l'Étatisme. Il existait bien avant eux. De l'ancienne monarchie à la fin de la III^e République, l'Etat, puissant et rassembleur, apparaissait comme l'instrument privilégié de l'unité

française. L'école publique a fait le reste, qui a répandu l'usage de notre langue alors que jusqu'aux années 1880 les deux tiers de nos compatriotes ne la parlaient pas. Ajoutons que la classe dirigeante issue de la première révolution industrielle, celle du dix-neuvième siècle, a fait de l'Etat sa chose en la plaçant à son service, tandis que la haute administration rangeait la France et les Français dans ses tiroirs. On réglait de Paris les affaires de Landerneau. On se contentait, on se contentait à l'instar même des sphères. C'est le dirigisme qui a inventé le contrôle des prix, le contrôle des changes, le contrôle du crédit, le régime des circulaires, les échafaudages de procédures, l'anonymat des hiérarchies, les cloisonnements à l'infinité. Je ne condamne pas l'affirmation souveraine de l'Etat, en tous temps, en tous lieux, loin de là. L'aurais-je semé-t-il, agi de même pour former l'armature qui, de Philippe-Auguste à Colbert, des jacobins à Bonaparte et Gambetta, Clemenceau et de Gaulle, a permis à la plus vieille nation d'Europe de s'édifier pais de durer et de réinventer elle-même, jusqu'à nous, les vertus du passé et les promesses de l'avenir. Mais les sciences, les lettres et les modes ont bougé. Ne sommes-nous pas devenus des sèches. Riches de notre unité, soyez riches de nos différences. N'oublions rien chez nous de ce qui vit, de ce qui crée. Le danger pour la France n'est plus où il était. Diffuser la responsabilité directe partout où l'on vit, partout où l'on travaille, donne à la liberté son véritable contenu. De là, la décentralisation, œuvre méconnue des débuts de mon septennat. En l'imposant, le gouvernement de Pierre Mauroy a mis à mal le « tout Etat ». Le « moins d'Etat », se porte mieux. Mais, attention ! la démocratie a grand besoin de vigilance.

Vous trouverez peut-être contradictoire la double démarche qui nous a conduits en 1981 à élargir le champ du secteur public par des nationalisations, tandis que, par la décentralisation, nous avons multiplié les contre-pouvoirs destinés à tenir tête à la même puissance publique. Je vous demande plutôt d'y voir, une cohérence. Elle procède à la fois de l'idée qu'il était anormal de transférer à la Nation des entreprises qui ne vivaient que de l'Etat ou qui ne produisaient que des biens nécessaires à la Nation, et de l'idée qu'étendre le pouvoir de l'Etat devait être compensé par de nouvelles institutions. Aussi n'avons-nous pas seulement fait passer le pouvoir politique entre l'Etat et les collectivités locales, mais encore tenté d'offrir aux entreprises des partenaires à leur niveau, capables de décider avec elles, d'organiser entre elles une stratégie économique. Quoi qu'il en soit, les nationalisations ont économiquement et financièrement réussi. Elles ont sauvé celles des grandes entreprises que leurs propriétaires privés avaient malgastées à blanc, faute de projet, certains s'appropriant à vendre à des multinationales étrangères. Leur valeur marchande a doublé, triplé en cinq ans, ce qu'a amplement démontré leur prix de vente à l'heure des privatisations.

Elles ont servi à remodeler le secteur en crise et ont constitué un fer de lance qui nous manquait. Je continue de regretter qu'un n'ait pas créé à l'époque, à partir de capitaux publics, un secteur puissant de la machine-outil, dont l'absence aujourd'hui est cruellement ressentie par notre économie. Mais, puisque les Français, par leur vote de 1986, ont préféré une autre direction, laissons s'apaiser les bouleversements que le va-et-vient nationalisations-privatisations ne prolongerait pas sans dommages. Ammonçant ma candidature à la télévision, j'ai dit qu'il fallait arrêter le ballet. Je ne conseillerais pas, en effet, au futur gouvernement, s'il en était tenu, d'ouvrir le dossier. Le délai qui nous sépare du grand marché européen est trop court pour que soit pris le risque de bouleverser à nouveau le paysage économique. D'autres échéances, d'une autre gravité, requièrent la mobilisation des énergies françaises. Il est temps que la Bourse redevienne le lieu où l'épargne s'investit pour créer et bâtir, et que cesse de triompher une économie de spéculation à courte vue.

Une question d'Albert Du Roy à Michel Rocard, lors d'une récente émission télévisée d'Antenne 2, a bien cadré le débat : « Où se trouve l'influence, demandait Du Roy, que l'Etat social-démocrate veut exercer sur le monde de l'entreprise, de l'industrie, de la finance pour mener sa politique, sa stratégie industrielle ? » A quoi Michel Rocard répondait : « Dans la fiscalité, dans le crédit, dans les négociations des accords internationaux, dans la participation financière aux grandes entreprises, dans les grandes affaires de long terme, qui, sans fonds publics, ne se font pas : l'espace, la nucléaire civile éventuellement, l'aviation lourde, Airbus, l'exploration des

ALTERNATIVES ECONOMIQUES

n° 56

avril

LE BILAN DES ANNEES CHIRAC

16 F

EN KIOSQUE

les Français »

cale à l'investissement sous forme, par exemple, de crédit d'impôt, à moins que ne soient préférées des réductions d'impôt sur les sociétés lorsque les bénéficiaires sont réinvestisseurs. L'investissement fiscale dans les entreprises nouvelles dans les premières années suivant leur création, que l'actuel gouvernement a supprimée, me paraît devoir être rétablie. La taxe professionnelle, que j'avais appelée l'« impôt stupide », lorsqu'elle a été adoptée en 1976, mériterait d'être encore remaniée. Mais, au cours de mon septennat, l'Etat a pris en compte plus de 25 % de la dette que l'entreprise, ce qui est déjà beaucoup.

La cohésion

Ainsi, la modernisation fiscale que nous impose l'Europe se fera-t-elle dans la justice. Elle devra résoudre aux prochains dirigeants une tâche plus facile, car il leur faudra taper dans la vie des dépenses et imposer leurs priorités. Le déficit budgétaire dont ils hériteront, est mal prochain, les y obligera plus encore. Mais, l'histoire ne trompe pas. Puisse des exemples de 1981 à 1983 dissuader la réalité : ce sont 25 milliards tirés des privatisations qui ont réduit de façon artificielle le déficit budgétaire. Mais ce qui est vendu est vendu et l'opération n'est pas renouvelable, sauf cession supplémentaire du patrimoine. Quel qu'il soit, quoi qu'il adviene, le futur ministre des finances devra combler le trou. Ce n'est pas en vendant sa maison, ses meubles et son chien pour aller en vacances qu'on peut un moment arrondir son rond. L'Etat est la même enseigne. Espérons que la croissance et prévoyance. L'ensemble des mesures préconisées ici devrait y contribuer, puis il faudra qu'on cesse tout à fait d'ouvrir le coup de coupe qui réduira d'un ordre économique, et monétaire restauré. Mais, créés des richesses et l'emploi nous la responsabilité des entreprises; c'est pourquoi on n'insistera jamais

réduit de façon artificielle le déficit budgétaire. Mais ce qui est vendu est vendu et l'opération n'est pas renouvelable, sauf occasion supplémentaire du patrimoine. Quel qu'il fût, quoi qu'il advienne, le futur ministre des finances devra combler le trou. Ce n'est pas en vendant sa maison, ses meubles et son chien pour aller en villégiature qu'on peut faire grand argent. On peut seulement enseigner. Espérons que la croissance y pourvoira. L'ensemble des mesures préconisées ici devrait y contribuer, puis le grand marché de demain, sans oublier le coup de pouce qui résultera d'un ordre économique et monétaire restauré.

Mais, créer des richesses et l'emploi n'est pas la responsabilité des entreprises; c'est pourquoi on n'insistera jamais

● **« On n'insistera jamais d'un contrat de prises et l'Etat pourra s'en passer... »**

« On n'insistera jamais d'un contrat de stabilité prises et l'Etat pour une durée déterminée. Les entreprises ont besoin de savoir où elles vont, de quels atouts elles disposent, à quoi elles peuvent s'adonner. La stabilité relève aussi des intérêts de l'Etat. »

Mais j'en reviens à la croissance, cette augmentation du revenu de la nation dont votre niveau de vie dépend. Sans croissance, il n'y a pas de réponse au chômage, même si elle n'est pas, à elle seule, la réponse.

Cela sonne donc, comme disent les économistes, les facteurs de croissance, ou plus simplement exprimé, quels sont donc les moyens d'en sortir aujourd'hui ? Dans les pages qui précèdent, j'en ai retenu quatre : l'investissement économique, qu'il soit matériel (les machines) ou immatériel (la recherche), les échanges commerciaux, la force de travail humaine, l'innovation.

l'investissement, c'est-à-dire, à la fois traitement social du chômage (mieux vaut la formation que le chômage) et traitement économique (l'éducation prépare l'avenir); l'investissement européen, car l'Europe — je vous l'ai dit — apporte la perspective d'une croissance plus forte et d'une amélioration de l'emploi. Enfin l'investissement social qui donne leur juste place aux travailleurs dans l'entreprise et dans la nation. C'est de cette politique sociale que nous allons maintenant parler.

un instrument de liberté et la sous-
traire, pour cela, à la loi de l'argent.
Chacun devrait obtenir en fonction de
ses ressources et recevoir en fonction
de ses besoins le principal de sa vie.
Certes, mais des obstacles en plus de
quarante ans, a tracé une direction
qui dure encore. La France a pu de
la sorte éviter la déviation d'un
Sécurité sociale à deux vitesses
l'une pour les riches, l'autre pour les
pauvres, et s'honorer d'un système
de santé sans égal ni près ni loins.
Mais la crise est là. Les recettes
diminuent, les dépenses augmentent.
Le chômage, l'allongement de
la vie, le progrès médical conjugués
à certains déficits ont bénéficiés et
ont coûté. A quel point, alors, il
interroge. Et s'ouvre à l'avenir
l'élection présidentielle aidera à
trancher. La santé, qu'on me par-

donne de l'écriture, n'est pas donnée à tout le monde. La maladie et l'accident surgissent à l'heure imprévisible. Peuvent-ils être traités par la loi du marché? Le malade recevra-t-il des soins proportionnés à sa prime d'assurance, laquelle dépend de son revenu? Médecine pour les riches.

médecine pour les pauvres ?

C'est en fait la première fois que la Sécurité sociale connaît des difficultés. Le gouvernement de Pierre Mauroy, à peine formé, a effectué des coupes dans les dépenses, mais les régimes sociaux tandis que le pouvoir d'achat des allocations familiales et de minimum vieillesse accusait un retard considérable. Deux ans plus tard, les comptes étaient redressés : 11 milliards d'excédents en 1982, 10 milliards de déficit en 1983, 13 milliards en 1985. A l'arrivée de la nouvelle majorité, la Sécurité sociale possédait de 20 à 30 milliards en trésorerie. C'était le fruit d'une sage gestion. Or, malgré toutes les prévisions de dépenses, à partir de 1986, il y avait un déficit, qui augmentait, qui s'annonçait pour 1988. Je sais qu'il n'est pas commode d'équilibrer les comptes de la Sécurité sociale. Mais que veulent les dirigeants politiques ? Les assurances privées sont à l'affût. Elles

rocent autour de la proie. Un signe, et elles s'en saisissent. Une psychose de faillite s'est répandue. Peut-être espérait-on, en dénonçant à tous les vents le fameux « trou de la Sécu », que l'opinion finirait par admettre le

recours massif aux formules individuelles d'assurances privées ou de prévoyance. De même, il n'était bruit que du boûti du régime de la retraite, de l'impossibilité où l'on serait bientôt de payer. Affolement prématuré. Les retraites auront probablement besoin de ressources nouvelles dans les prochaines années, mais elles ne sont pas à bout de souffle. Peut-être espérait-on précipiter

L'explication du déficit enregistré à la fin 86 par la branche maladie se trouve, je crois, dans deux défauts majeurs de la gestion. L'erreur initiale du nouveau gouvernement a été de laisser filer en 1986 les dépenses de santé, pour les freiner ensuite de façon aveugle. Certaines mesures injustes pénalisaient les grands malades et les personnes âgées, et sur lesquelles j'attends que l'on revienne. Les autres étaient justes. Des économies restent possibles, par exemple par l'évaluation des techniques médicales, par les soins à domicile, par la formation du corps médical à l'économie de la santé et par la prévention à laquelle les médecins généralistes devraient être largement encouragés. On ne peut évidemment apprécier l'état réel des comptes. Le rapport des « sages » et celui du Conseil économique et social y aideront. Mais puisque l'élection présidentielle vous donne l'occasion de choisir, au-delà des personnes en présence, un type de société, voulez-vous que vous prononciez la fin de la logique oppressive de la cure, de proche en proche, la couverture sociale assurée par les régimes obligatoires se réduise, tandis qu'une part de plus en plus grande des prestations ne sera accessible

qu'aux plus-aisés ? Ou bien voudrions-nous maintenir sans ambiguïté ce fortunisme acquis qu'est la Sécurité sociale ?

Vous connaissez mon choix : quoi de plus nécessaire que la solidarité des Français face à la maladie et à la vieillesse, telle qu'elle est assurée, suivant le principe de répartition, par notre régime général et nos régimes de retraite complémentaires ? Mais, si l'on veut que les individus les plus démunis laissent des millions de gens sur le bord de la route, rejetant les plus exposés et les plus démunis vers l'assistance pure et simple, tandis que le système d'assurance individuelle sélectionnerait les « bons risques » et laisserait à la collectivité la charge des « mauvais ».

Les salariés, cadres et non-cadres, sont, comme moi, attachés à ce régime de répartition. L'un dit : « chacun pour soi ». L'autre dit : « Un pour tous et tous pour un ».

Je respecte l'individualisme, mais, en pareil domaine, je préfère la solidarité. De votre décision résultera ou non la sauvegarde de la Sécurité sociale.

(Lire la suite page 14.)

Encourager ou pas

ministre des finances a poursuivi sur le même registre, généralisant la mesure en abaissant l'impôt, que les bénéfices soient réinvestis ou qu'ils soient distribués.

Cette nouvelle façon d'encourager l'investissement n'est pas proprement française : les Britanniques, les Américains ont eux aussi abandonné les aides spécifiques (crédit d'impôt, exonération de droits de succession, privilège d'action globale), c'est-à-dire la baccin générale des charges. Partout — ou presque — le raisonnement est le même : on favorise un tel type d'investissement plutôt que tel autre, on ne laisse pas le choix. L'allocation optimale des ressources chère aux économistes est « tordue ». Le risque est alors grand que les défenses ne soient les constructions d'immeubles de bureaux plutôt que la recherche, comme cela semble bien avoir été le cas en France. Les défenses fiscales créées fin 1979 par M. Carter. L'amortissement accéléré a produit les mêmes

En France, le débat n'est pas clos, malgré l'avis défavorable à l'aide fiscale rendu en septembre dernier par le Conseil des impôts. N'est pas clos, car M. Barre s'est déclaré résolument partisan

de faire effectivement passer d'une telle action, le système proposé par lui étant plus large (des options sont prévues) et plus étendu dans le temps que les systèmes proposés à la fin des années 70 et au début des années 80. M. Mitterrand partage d'une certaine façon le point de vue du député de Lyon en proposant un crédit d'impôt ou une réduction de l'impôt sur les bénéfices réinvestis.

Comment savoir quelle méthode est la plus efficace ? On peut tout de même faire remarquer qu'il est très difficile, en 1980, de déterminer précisément ce qu'est un « investissement ». De nombreuses dépenses (recherche, implantation à l'étranger, informatique, formation...) se répartissent au fil des années aussi importantes pour la puissance de l'entreprise et son développement que les dépenses traditionnelles d'équipement. Quant à dévaloriser les bénéfices distribués, il est dangereux qu'un tel système puisse résister au temps : peut-on en effet dissocier durablement l'entreprise de ses fournisseurs de capitaux ?

Al. V.

ATION

s le code

Le président de la République fait une suggestion inattendue : organiser, dans chaque mairie, une cérémonie pour accueillir les nouveaux Français. Rien à voir avec le « serment » que souhaitent certains, mais c'est tout de même une manière — à l'américaine — de célébrer en

public, et de façon soignée, l'acquisition de la nationalité française. Cela ne nécessiterait aucun changement de la législation. Il faudrait cependant que les maires acceptant d'en prendre l'initiative... et que les naturalisés eux-mêmes aient envie de l'afficher ainsi.

Le droit de vote pour les étrangers aux élections locales figurait parmi les cent une propositions du candidat socialiste an

1981. Il a été mis entre parenthèses pendant le septennat. M. Mitterrand ne l'inscrit plus à son programme de 1988 parce que, dit-il, les Français y sont en majorité opposés. C'est un argument qu'il a déjà fait valoir à plusieurs reprises.

SOS Racisme n'a donc pas été entendu. Ce mouvement, qui soutient implicitement le candidat socialiste, réclamait le droit de vote local pour les étrangers et un « droit du sol » presque intégral pour les enfants nés en France. Seule consolation pour Daniel Cohn-Bendit, le ton général du président-candidat, qui a dit : « Les étrangers ont le droit de voter », n'est pas

« *Je ne concède pas l'égarement raciste* ». M. Mitterrand « *comprend mal le regain de racisme* » qu'il constate en France et ne « *l'excuse pas* ». Une petite pierre, en passant, dans le jardin de M. Chirac...

ROBERT SOLÉ

Al. V.

IMMIGRATION

Respectons le code

Le président de la République fait une suggestion inattendue : organiser, dans chaque mairie, une cérémonie pour accueillir les nouveaux Français. Rien à voir avec le « serment » que souhaitent certains, mais c'est tout de même une manière — à l'américaine — de célébrer en

public, et de façon soignée, l'acquisition de la nationalité française. Cela ne nécessiterait aucun changement de la législation. Il faudrait cependant que les maires acceptant d'en prendre l'initiative... et que les naturalisés eux-mêmes aient envie de l'afficher ainsi.

Le droit de vote pour les étrangers aux élections locales figurait parmi les cent une propositions du candidat socialiste an

1981. Il a été mis entre parenthèses pendant le septennat. M. Mitterrand ne l'inscrit plus à son programme de 1988 parce que, dit-il, les Français y sont en majorité opposés. C'est un argument qu'il a déjà fait valoir à plusieurs reprises.

SOS Racisme n'a donc pas été entendu. Ce mouvement, qui soutient implicitement le candidat socialiste, réclamait le droit de vote local pour les étrangers et un « droit du sol » presque intégral pour les enfants nés en France. Seule consolation pour Daniel Cohn-Bendit, le ton général du président-candidat, qui a dit : « Les étrangers ont le droit de voter », n'est pas

« *Je ne concède pas l'égarement raciste* ». M. Mitterrand « *comprend mal le regain de racisme* » qu'il constate en France et ne « *l'excuse pas* ». Une petite pierre, en passant, dans le jardin de M. Chirac...

ROBERT SOLÉ

ROBERT SOLÉ.

(Lire la suite page 14.)



Politique

Le projet présidentiel de M. François Mitterrand

« Lettre à tous les Français »

(Suite de la page 13.)

Les lois Auroux, la politique contractuelle et la Sécurité sociale constituent, avec le SMIC (salaires minimum interprofessionnel de croissance) et le droit de grève, un bloc d'acquis sociaux que j'entends défendre et préserver mais sur lequel se concentrent des attaques frontales ou insidieuses, comme si le besoin de revanche contre le progrès social remontait du fond des luttes de l'autre siècle.

Dans le même moment, grandit dans notre société, bien au-delà des frontières qui, traditionnellement, la traversent, un mouvement puissant de pensée et d'action dont le mot d'ordre est simple, comme le sont les lois qui gouvernent la vie : le refus de l'exclusion. L'époque qui s'achève a été très occupée par la conquête des libertés et l'époque qui commence aura encore beaucoup à faire sur ce plan. Partout la violence tente d'arracher à l'homme sa liberté d'être lui-même. Le refus de l'exclusion arrive à propos pour nous rappeler que la liberté, l'égalité et la fraternité ne sont qu'un seul et même combat. Nombreuses et variées sont les formes de l'exclusion : exclusion par la misère, par le chômage, exclusion par la solitude, exclusion par l'échec scolaire, exclusion par l'éloignement, le handicap, la maladie (SIDA), exclusion par les origines, exclusion des minorités, et la liste est loin d'être close.

Chacune d'elles mérite examen et je vous en saisisrai l'occasion dans cette campagne. Mais dans le cadre étroit de cette lettre, je limiterai mes réflexions à trois d'entre elles en commençant par l'exclusion de la misère.

Qui sont ces nouveaux pauvres ? Celles et ceux que notre société abandonne sous les coups du chômage. Combien sont-ils ? On ne sait pas. De six cent mille à deux millions selon les estimations. Deux millions de nouveaux pauvres, deux millions de nouveaux exclus, deux millions de nouveaux laissés-pour-compte. Mais dans les estimations, deux millions de nouveaux pauvres, deux millions de nouveaux exclus, deux millions de nouveaux laissés-pour-compte. Mais dans les estimations, deux millions de nouveaux pauvres, deux millions de nouveaux exclus, deux millions de nouveaux laissés-pour-compte.

Je connais cette théorie. Depuis sept ans que je le rencontre, M. Tjibou ne varie pas. C'est un homme que je respecte, avec lequel les mots vont plus loin que les mots. Mais je ne crois pas que l'antériorité historique des Canaques sur cette terre suffise à fonder le droit. Histoire contre Histoire : les Calédoniens d'origine européenne ont aussi, par leur labeur, modelé ce sol, se sont nourris de sa substance, y ont enfoncé leurs racines. Les deux communautés face à face ont eu une chance d'imposer durablement leur loi, sans l'autre et contre l'autre, sinon par la violence et la violence elle-même attendra ses limites. L'indépendance, pourquoi pas ? La population est-elle homogène que la Nouvelle-Calédonie en serait là.

Médecins du monde dans le cinquième arrondissement de Paris. La petite foule qui s'y pressait attendait avec cette infinie patience des laissés-pour-compte, que les médecins, infirmières, assistantes sociales, étudiants, tous volontaires et bénévoles, fissent écarter la file des urgences, avec cette infinie patience de ceux qui savent qu'on n'arrive jamais au bout du malheur des hommes et que pourtant tout acte sauve. On parlait à voix basse, en cercle. Une jeune fille, des larmes sur les joues, regardait le plafond, sans parler. Tous portaient le vêtement des pauvres. Quelqu'un me dit : « Ils n'ont rien, absolument rien, ils ne peuvent rien, ils ne sont rien. » Par le jeu, en effet, des fils de droits, des papiers qu'on retire ou qu'on ne donne plus, la trace se perd d'une existence. « Ils ne sont rien. » Ces mots ne sont pas sortis de ma tête. « L'amendement Coluche » entendait parler au plus pressé. Mais un responsable politique en mesure de peser sur le sort de chacun a le devoir de refuser l'exclusion. Je demandais donc au prochain gouvernement qu'un revenu minimum soit attribué aux victimes de la nouvelle pauvreté. Peu importe le nom qui lui sera donné, revenu minimum d'insertion ou revenu minimum garanti. L'important est qu'un moyen de vivre ou plutôt de survivre soit garanti à ceux qui n'ont rien, qui ne peuvent rien, qui ne sont rien. C'est la condition de leur réinsertion sociale. Comment financer ? En grande partie par la redistribution de l'impôt sur les grandes fortunes. Les Français comprendront que celui qui a beaucoup aide celui qui n'a plus rien.

Mais tandis que j'écris ces lignes, on pose sur ma table un message de M. Tjibou. C'est un appel au secours en même temps qu'un rappel des principes qui l'inspirent. Il combat pour l'indépendance de la Nouvelle-Calédonie, et pour lui, la Nouvelle-Calédonie, c'est avant tout le peuple canaque. Je résume un peu vite, peut-être, sa pensée. M. Tjibou et son parti ne demandent pas l'exclusion des Français d'origine et des autres ethnies. Ils veulent simplement, si je puis dire, en décider eux-mêmes, car ils sont, à eux seuls, le suffrage universel.

Je connais cette théorie. Depuis sept ans que je le rencontre, M. Tjibou ne varie pas. C'est un homme que je respecte, avec lequel les mots vont plus loin que les mots. Mais je ne crois pas que l'antériorité historique des Canaques sur cette terre suffise à fonder le droit. Histoire contre Histoire : les Calédoniens d'origine européenne ont aussi, par leur labeur, modelé ce sol, se sont nourris de sa substance, y ont enfoncé leurs racines. Les deux communautés face à face ont eu une chance d'imposer durablement leur loi, sans l'autre et contre l'autre, sinon par la violence et la violence elle-même attendra ses limites. L'indépendance, pourquoi pas ? La population est-elle homogène que la Nouvelle-Calédonie en serait là.

comme ses voisins. Mais l'indépendance dans cet état de rupture, entre deux populations d'importance comparable, signifie guerre civile, la seule guerre inépuisable, et donc l'écrasement d'un des deux camps. On devine lequel. Le droit bafoué des Canaques ne sera relevé, restauré que par la paix intérieure et le respect de cette paix et de ces droits ne peut être que la République française. Il n'est pas d'autre arbitre. Je n'énonce pas là un principe, je constate un fait et ce fait commande le salut de tous.

Les Calédoniens d'origine européenne, eux, ne bâtissent pas de théorie. Ils ont le pouvoir. Les plus forts le gardent. Sans nuances. Les Canaques avaient des terres, on les leur a prises. Des ministres de la République, avant et après 1981, avaient cherché à leur rendre justice par une réforme foncière. Ces ministres sont partis. La réforme aussi. Les Canaques ont une culture. Les ministres français, avant et après 1981, avaient voulu la protéger et

l'année fussent reçus comme pour une fête, de façon solennelle et joyeuse, par le maire et dans sa mairie, là où ils résident. On respirerait mieux en France.

Quand on aborde calmement la controverse sur le code de la nationalité, on s'aperçoit que ni la situation des « beurs » ni celle des « naturalisés » ne justifient le procès fait aux immigrés qu'ils n'ont jamais été ou bien qu'ils ne sont plus. Or la masse des immigrés de toute origine qui vivent et travaillent chez nous, sans prétendre à la nationalité française parce qu'ils sont fidèles à la leur, ne relèvent pas davantage et par définition de ce fameux code qui nous a valu tant de querelles et dont l'actuel gouvernement aurait pu faire l'économie pour le plus grand bien du pays. Que l'immigré venu clandestinement en France soit refoulé hors de nos frontières à quelque chose de douloureux, mais le droit est le même pour tous et doit être appliqué, mais appliqué humanement. Quant à l'immigré en situa-

tion régulière, pourvu d'une carte de séjour et d'un contrat de travail, il est normal qu'il soit traité, sous tous les aspects de sa vie professionnelle et personnelle, salaire, conditions de travail, protection sociale, école pour les enfants, etc., comme le sont les travailleurs français. La Grande-Bretagne, la Hollande, les pays scandinaves sont même allés jusqu'à reconnaître à leurs immigrés un droit de regard — par le vote — sur des décisions politiques locales ou nationales. Même si je suis que vous êtes, dans votre grande majorité, hostiles à une mesure de ce genre, je déplore personnellement que l'état de nos mœurs ne nous la permette pas.

Quoi qu'il en soit, je vous conjure d'éloigner de nous l'égarement raciste. Les immigrés représentent 7 % de notre population. Pas plus qu'en 1930. Je n'ignore pas l'extrême sensibilité à ce problème de ceux de nos compatriotes qui habitent dans les quartiers et les villes à forte immigration. Mais ce type de conflit se règlera si la sagesse est là plutôt que la violence. Vous voyez que nous en revenons toujours à la même conclusion.

J'ai choisi ces trois exemples d'exclusion parce qu'ils sont comme des courants de profondeurs qui affleurent derrière la surface de l'océan, derrière onde de choc d'un séisme lointain. L'actualité est ainsi faite, qui attire et fixe notre attention sur des événements que l'on croit éphémères ou très des circonstances alors qu'ils viennent du fond de notre société. Ce qui nous apparaît, ce que nous voyons d'eux, n'est que l'écho ou le reflet d'une réalité qui nous échappait jusque-là. Il est de mode aujourd'hui de gonfler les différences idéologiques et politiques et de se réfugier dans un conformisme facile chaque fois qu'un problème de conscience se pose. « Dans cette campagne présidentielle, vous dites tous la même chose », soupirent devant moi un notable de ma province, dont le regard n'arrivait pas à celer le contentement.

La question est rituelle, lors de nos grandes émissions de radio et de télévision : « Pensez-vous que droite et gauche sont des notions qui signifient encore quelque chose ? » J'ai toujours envie de répondre à la fois oui et non. Non, s'il s'agit d'une affaire ou l'intérêt national commande que tous se portent du même côté de la table, on s'entend. Mais oui, si l'analyse et de prévoir le devenir d'un groupe humain, à l'intérieur duquel les intérêts contradictoires, les façons de penser et de sentir se composent et se recomposent dans des rapports de force où l'enjeu véritable est le pouvoir de décider. Mais non — oui et non — ferait normalement et l'on malaccuserait qu'il courent, à l'effet répétitif, que l'on suppose convaincant, d'une « pub » au milieu d'un film ! Or, si se trouve que s'il est un terrain où, pour moi, les choses sont une clarté, c'est bien celui de l'injustice et des inégalités sociales, qui tant d'aggravent selon l'endroit de notre paysage politique où s'arrête, pour un temps, le suffrage universel. Et elles s'aggravent. Certaines de ces inégalités sont si anciennes, si incrustées dans nos mœurs, qu'on les remarque à peine quand on n'en souffre pas soi-même.

En première ligne, l'inégalité entre les femmes et les hommes dans la vie sociale, professionnelle, familiale. Ce sont les femmes qui figu-

rent en masse parmi les chômeurs non indemnisés et qui perçoivent les allocations les plus faibles en raison de leurs bas salaires. La durée du chômage s'allonge pour elles plus que pour les autres. Les emplois à durée déterminée, à temps partiel et précaires leur sont en priorité proposés. Absentes des postes de décision et d'encadrement, elles sont confinées dans des tâches d'exécution : les trois quarts des smicards sont des femmes. A qualification égale, les femmes gagnent 15 % de moins que les hommes. Elles cumulent les inégalités professionnelles. Et à cela s'ajoutent des conditions de vie particulièrement difficiles à leur double activité au-dehors et à la maison. Il reste beaucoup à faire, pour qu'entre dans les faits l'égalité prévue par la loi Roudy de 1983.

Mais j'abrége. Je ne révé pas, mes chers compatriotes, d'une société idéale. Je cherche à éliminer les inégalités qui sont à portée de la main, dont nous pouvons, dès maintenant, nous rendre maîtres. L'autorisation de licenciement a été supprimée. Qu'est-ce qui nous empêche d'appliquer chez nous les pratiques plus justes qui ont cours en Allemagne fédérale et en Suède, et de confier à la négociation paritaire entre partenaires sociaux le soin d'en débattre ?

Les impôts et les cotisations sociales touchent plus durement les vingt-trois millions de foyers modestes et moyens que les cent trente mille foyers les plus riches ? Quelques dispositions raisonnables ramèneraient à cette situation. La libération des loyers a placé des familles, surtout dans certaines grandes villes, dans une situation intenable ? Un nouvel équilibre est possible. La suppression de la gratuité d'une partie des soins aux assurés sociaux en longue maladie complique la vie de nombreux Français ? Une majorité d'entre nous tourne vers la justice sociale corrigera ce qui doit l'être. Le pouvoir d'achat des salariés stagne tandis que le pouvoir d'achat des plus favorisés s'élève ? C'est la tradition d'une volonté politique, que seul, mes chers compatriotes, votre vote peut changer.

J'écris cette lettre à tous les Français et je leur tiens le même langage. Politique extérieure, paix, désarmement, Europe, politique économique, politique sociale, c'est l'affaire de tout le monde. Aussi me suis-je gardé de traiter à part nos compatriotes d'outre-mer comme on le fait trop souvent. Mais à ce point de mes réflexions sur les inégalités, comment ne penser-je pas aux populations de ceux de nos départements lointains qui attendent encore l'égalité sociale ? Je compte me rendre bientôt parmi elles et étudier sur place, avec leurs responsables élus, le rythme à venir des étapes qui y conduiront. L'irréelle situation que la leur quand on voit nos départements d'outre-mer intégrés au Marché commun ! Ce peut être pour eux un atout supplémentaire. C'est aussi un vrai risque qu'il incombe au gouvernement d'assumer en préparant et en négociant le statut de ces régions au voie de développement avec pour chacune d'elles des caractéristiques particulières.

D'un voyage aux Antilles, j'ai rapporté le sentiment que la loi de régionalisation, votée en 1983, qui a reconnu le droit à la différence culturelle et le pouvoir de décision des départements d'outre-mer, apparaît depuis l'émancipation coloniale, comme la première libération. En commençant cette lettre j'écrivais que je vous parlerais, comme autour de la table, on s'entend. Mais le mot n'est pas tombé par hasard sous ma plume. Je suis né, j'ai vécu ma jeunesse au sein d'une famille nombreuse. Les leçons que j'en ai reçues restent mes plus sûres références. Nous habitons une petite ville, loin des fureurs du monde, mais elles sont venues jusqu'à nous. Le temps a passé. Les valeurs apprises sans qu'on me les eût enseignées autrement que par une certaine façon de penser et de vivre, je ne m'en suis pas séparé. Tout le monde n'a pas cette chance. C'est peut-être à la mesure que je dois cette certitude : la France sera forte de ses familles et s'épanouira dans ses enfants. Les générations nombreuses sont les générations créatrices. Aussi ai-je encouragé, pendant ce septennat, ceux qui, au gouvernement et ailleurs, ont compris qu'aimer la famille n'était pas rétrograde, que c'était au contraire regarder devant soi. Or, nous sommes pauvres d'enfants dans une Europe plus pauvre encore. On expliquait naguère cette crise de la natalité par la crainte confuse, viscé-

rale, des lendemains, qui s'était emparée de notre société. Et l'on entendait partout répéter : « qu'offrir à nos enfants ? Le chômage et la bombe atomique ? La mort de l'espoir tue la vie. » Je crois pourtant que les temps changent. Est-ce l'approche de ce troisième millénaire qui ouvre à l'homme les grands chemins de l'avenir ? Une immense curiosité, un énorme appétit de voir et de connaître, un besoin d'échange et d'amour aiguillonnent notre jeunesse.

On s'en doute, je ne parlerai pas en son nom ! La jeunesse n'adhère pas au culte de la jeunesse. Les adultes doivent s'en convaincre. Mais la preuve est là. J'ai voulu que fussent multipliés, semblables aux puits de vie érouvés par Joseph Delteil, les espaces de culture : mille bibliothèques nouvelles, mille lieux de répétition pour les musiciens, deux cents salles nouvelles de théâtre et de musique, six cents de cinéma, cent vingt musées créés ou rénovés, des dizaines de centres d'art, deux Zenith pour le rock et la musique populaire, le cirque à Châlons-sur-Marne, la danse à Marseille et à Nanterre, la photographie à Arles, la bande dessinée à Angoulême, le design industriel à Paris. De la plus modeste église de village à la cathédrale de Strasbourg et à la cour Carrée de Louvre, trois mille chantiers ont entrepris de restaurer le patrimoine. J'ai personnellement ramené au musée d'Orsay, à la Cité de la Ville et engagé des projets qui s'inscrivent déjà dans notre paysage. Grand Louvre, Opéra-Bastille, Arche de la Défense, Institut du monde arabe, Théâtre de l'Europe, Grande Halle. Tout est en cours en fin de compte. Jack Lang avait raison. Nous avons bûché les espaces mais la jeunesse les a remplis et c'est elle qui invente ses rythmes, ses couleurs, ses désirs, ses exigences et ses rêves, elle qui rassemble ses forces partout en France et en Europe, à l'entrée de l'été, le 21 juin, pour la célébration d'un anniversaire, la fête de la musique.

Mais elle se rend aussi à d'autres rendez-vous : celui de la nature et celui de la science. « Enrichir l'équilibre écologique, c'est un crime contre l'avenir », telle était la première conclusion de l'assemblée des prix Nobel, qui rappelaient une évidence : la terre est grande mais bornée.

Que Jacques-Yves Cousteau symbolise aujourd'hui, avant tout autre, comme le montrent les sondages, la belle aventure humaine : découvrir, révéler, sauver des mondes hier encore inconnus, le fond des mers, l'intime relation du fleuve et de la terre, forces irrépressibles et pourtant si fragiles, on se sent envahi par bonheurs d'espoir. En vingt ans, non seulement le monde mais l'idée qu'on en a ont inversé leur cours.

La jeunesse entre en religion, je veux dire qu'elle va là où elle croit trouver quelque chose de plus. Se dépasser, c'est vrai du sport, c'est vrai de la recherche, c'est vrai de tout échange où, pour vivre mieux, il faut vivre autrement.

Il me semble que cette disposition d'esprit explique le dédain des privilèges, l'horreur des exclusions, le rejet du racisme, qui mobilisent tant de jeunes gens. Dans tous les coins de la planète où l'on bafoué les droits de l'homme, ils sont là. Mais ils n'y sont pas seuls. La chaîne des générations autour des grandes causes n'est pas prête de se rompre. Mes chers compatriotes, la vraie responsabilité politique oblige à prendre en compte les problèmes de société tels qu'ils se posent et se transforment. Elle oblige aussi à rappeler à tous que rien n'est jamais donné, qu'une vie se construit à chaque instant, que l'effort est la loi.

« Aller à l'école et comprendre le réel », enseignait Jean-Jaures aux lycéens d'Albi, Jaurès dont je m'inspire. Vous reconnaîtrez dans ces mots, j'espère, l'ambition du projet qui m'engage auprès de vous pour les années à venir. Mais quel homme, quel groupe d'hommes y suffirait ? La France une, elle, je pourrais.

Croyez, mes chers compatriotes, à mes fidèles sentiments.

FRANÇOIS MITTERRAND.

NOUVELLE-CALÉDONIE

La déchirure

La place que le président-candidat accorde, dans ses réflexions, à la situation en Nouvelle-Calédonie et surtout le ton avec lequel il en parle confirment l'attachement que M. Mitterrand porte à ce lanié dossier. Ses mots sonnent juste quand il parle de ce territoire meurtri, qu'il « avance dans la nuit » et se « cogne aux murs ». Candidat du « refus de l'exclusion », il a pris la mesure du désarroi de la plupart des Canaques, marginalisés par la politique conduite par une majorité locale farouchement conservatrice. C'est en défenseur des droits de l'homme qu'il exprime ouvertement son estime pour M. Tjibou, « cet homme avec lequel les mots vont plus loin que les mots », cet homme désespéré qui lui a adressé « un appel au secours » et porta au cœur la déchirure de sa communauté. Il en parle comme d'un frère alors qu'en tant que chef du mouvement indépendantiste M. Tjibou est considéré à Nouméa comme un abominable extrémiste.

Et si le plaidoyer de M. Mitterrand en faveur des Canaques résonne ainsi comme un cri du cœur, c'est tout simplement parce que, en effet, la casse-tête calédonienne relève plus de la lutte contre les inégalités sociales que de la défense de la patrie aux antipodes. Sur ce point, la position du président-candidat ne diffère pas de celle maintes fois exprimée par le président de la République. Le « salut de tous » appelle — qui pourrait en dou-

ter ? — l'arbitrage ferme de l'Etat.

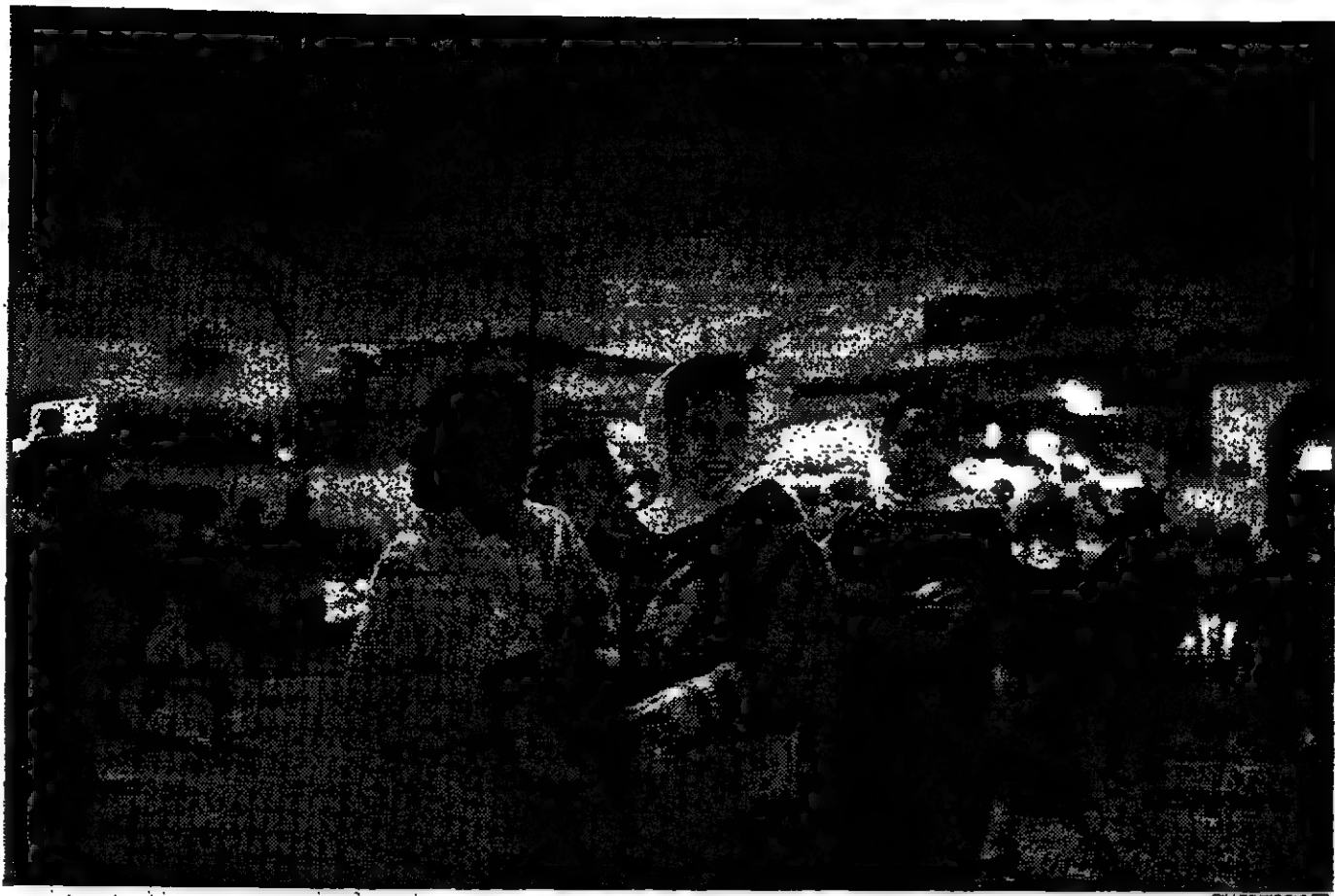
En revanche, M. Mitterrand accorde désormais une priorité quasi exclusive à cet aspect du dossier. Alors qu'auparavant son soutien aux revendications des Canaques allait jusqu'à épouser leurs options politiques en faveur de l'indépendance, le chef de l'Etat tire aujourd'hui la leçon du référendum du 13 septembre dernier. L'indépendance de la Nouvelle-Calédonie — fût-elle « en association avec la France », comme le retiendrait encore le programme du PS — ne figure plus à son ordre du jour. En tout cas, cette perspective ne constitue plus une nécessité prioritaire. Pour la bonne raison — c'est vrai — qu'en l'état actuel de la « rupture » entre les deux principales communautés, l'accession du territoire à l'indépendance ne requerrait d'entraîner une « guerre civile » dont la conséquence serait sans doute « l'écrasement » des plus faibles, c'est-à-dire des Canaques. Telle est la conclusion logique d'une analyse souvent exposée : la légitimité originelle de la cause canaque ne saurait effacer la légitimité historique de la communauté calédonienne.

Si le ministre des DOM-TOM, M. Bernard Pons, a raison de voir « une évolution » dans la démarche de M. Mitterrand, il a tort d'en déduire que celui-ci s'est trompé.

A. R.

Le Monde SANS VISA

Entre un Hollywood naissant dans l'Atlas
et les casbahs du Glaoui,
le Sud marocain cherche à échapper
à un destin uniquement touristique.



Oublier Marrakech à Ouarzazate

par Jean-Pierre
Péroncel-Hugoz

OUBLIER Marrakech... Et d'abord la nuit, cette vieille route dont les couchés de rouge sur des chairs pas très fraîches ne font plus guère illusion que pour quelques convois de retraités nantais ou bruxellois. Naguère c'était la trouille aura mais hautement politique, avec quelque panache même, du pacha négro-berbère, El Glaoui. L'aman - le pardon islamique et royal - à tout effacé. L'un des fils du vieux chef trop ami de la France sert quelque part dans la haute administration chrétienne. Un photographe de Bab-Agnaou s'est enhardi jusqu'à faire figurer dans sa vitrine Hassan II et le Glaoui, portraits chacun en habit de bonhomme de neige : le *Hocconneux bourgeois* du Maroc.

Reste aujourd'hui le côté trouble sans l'aura : petits trafics et grands profits ; hachich et bakchich ; spéculations immobilières menaçant même les idylliques oliveraies miraculeusement épargnées *extra-muros* ; prostitution masculine étalée au grand soleil. « *Faute cachée est à demi pardonnée* », dit fort justement l'adage oriental, ennemi du scandale, mais Marrakech l'a oublié. Un incident éphémère lui rafraîchit parfois les esprits, avant qu'elle ne retombe dans la facilité.

Récemment, un couple d'homosexuels parisiens, installé dans un hôtel du centre avec leurs mères, ramena un gamin dans ses filets argentés. On n'est plus au temps d'André Gide ou d'Oscar Wilde (encore que les pages marocaines incluses par Roland Barthes dans *Incidents* témoignent en la matière, à notre époque, d'une indulgence encore digne de l'ère gideenne). L'écolier vénal et impécunieux était pisté par son père, ses oncles et son frère aîné. Il s'ensuivit par clair de lune un pugilat avec course-poursuite sur le toit-terrasse et immersion dans un lavoir d'eau savonneuse qui a fait passer le goût du Sud pour quelque temps à une « famille » française.

Les jours suivants, dans une feuille d'opposition locale, un titre : « Quand les écoliers de

Marrakech séduisent. » Un confrère du cru s'est-il laissé à conter le fait divers pour embêter le gouvernement ? (1) Finalement non, car, à moins de vouloir à tout prix lire entre les lignes, l'article indique seulement qu'une fois encore nos jeunes élèves ont séduit par leur talent artistique intrinsèque : danse, chant, poésie et autres expressions toutes aussi belles les unes que les autres. Le gouvernement lui-même n'en revenait pas, etc. »

Une autre Agatha Christie

Pour changer d'air, il y a deux solutions. La première : s'enfermer pour étudier au fond d'une maison anonyme de la médina. C'est suivre la voie de M^{me} Denise Masson. Venue là comme infirmière, il y a cinquante ans, elle y a appris l'arabe classique, jusqu'à fouiller les racines sémantiques oubliées d'une des langues les plus riches du monde ; produisant, après d'interminables années de travail à la loupe, la seule traduction - pardon, « interprétation », puisque le Coran, parole divine descendue du Ciel en arabe, est canoniquement intraduisible, - jamais analysée par l'islam orthodoxe du Livre sacré des musulmans. (C'est la version de La Pléiade, encore que le volume jouissant de l'imprimatur islamique du Caire et de Beyrouth soit une édition bilingue éditée dans ces deux villes par Dar el Kitab el Loubani.)

Soit aujourd'hui d'Agatha Christie, la « vieille demoiselle de Marrakech » a délaissé la haute mystique des religions abrahamiques ; elle a légué sa vaste demeure marrakchite à l'Etat français (comme son père avait laissé sa célèbre collection d'impressionnistes au Musée de Lille), et, l'intellect libre, elle pense enfin à elle, écrivant avec malicieuse gourmandise son autobiographie.

Il n'est pas donné à tout le monde d'en faire autant. Plus facile est de rouler ou plutôt de grimper vers les djebels neigeux auxquels Marrakech s'adosse. Les cols aux noms berbères inentendables se succèdent. Retenez au moins qu'il ne faut pas pléonasmer en disant : « le col de Tizi-

Machin » puisque « tizi » et « col », c'est pareil. Dans un hameau mouillé, qui a la chance ou la malchance, c'est selon, d'être traversé par la route, vous constatez encore l'irrespect humain de ces touristes européens qui ne méritent pas le beau nom de voyageurs, et qui pénètrent, sans demander la permission, dans une maison d'où proviennent musique et bruits de fête. Que ne diraient pas ces mêmes intrus si des étrangers venaient les déniches, les photographier chez eux, là-bas dans leur intérieur, en France ?

A Ouarzazate enfin, après trois heures de route, on se calme un peu. Prémonitoirement le nom de la ville, en berbère, exprime que : « *Là on n'entend pas de bruit* ». La nature, plus sévère et plus grandiose, impressionne. Palmiers sur fond de neige. La ville, dont un certain colonel Chardon, Lyauty local, traça le site *ex nihilo* dans les années 30, est neuve, utilitaire, propre, modérément affairée. Un chef-d'œuvre de chef-lieu de province, celle du Dra, en pleine expansion démographique, économique, urbanistique : hier cinq mille habitants, demain cent mille. Le gouvernement tout entier en compte déjà un demi-million.

Ouf, on est sorti du dépliant touristique ! Le pays ordinaire, le pays tout court reprend ses droits. Pas de monument écrasant à visiter obligatoirement. Pas de palais royal, avec ses quinze tours coiffées de tuiles vertes à photographier religieusement de loin, sur toutes les coutures, comme à Marrakech. Pas de « circuits », de caïèches ou de danseuses patentes et flâpètes. Et en tout cas, s'ils sont là, on peut leur échapper.

Il y a quand même, sur un tell, tout en haut de la rue principale, le casbah du Glaoui, gigantesque château de cèdre et de boue, aimé des cigognes et lentement fondu par les pluies : « *Défendu ! Vous pourriez recevoir un plafond sur la tête* ». Par les meurtrières, le soir, on voit pourtant des halos de bougies. « *Vous savez c'est plein de raccons, quelque ancien domestique, quelque très vieille concubine qu'on a dû laisser là* ».

A 30 kilomètres de là, les pluies torrentielles récentes ont entamé encore un peu plus le ksar en terre

brune d'Alt-Ben-Haddou, ensemble fortifié de demeures patriarcales ou populaires, presque toutes désertées aujourd'hui et qu'on ne peut gagner qu'en traversant, à dos de mulet, un oued grondant. La joie règne parmi les naturels du coin car, en décembre 1987, de doctes experts à lunettes et cartables, « *venus de Paris* », ont décidé d'inscrire Alt-Ben-Haddou sur la prestigieuse liste - garantie par l'UNESCO - du patrimoine universel, où le ksar inconnu figure désormais à côté des célèbres villes antiques de Fès et Marrakech.

Les braves gens du cru se sont imaginé que ce « *tableau d'honneur* », comme ils disent, allait attirer immédiatement crédits de restauration, publicité et riches visiteurs étrangers. Ceux-ci viennent déjà, mais comment expliquer à ces villageois, si fiers de cette distinction pour leur vieux fort en pisé, que l'UNESCO, en pleine crise financière, serait bien en peine actuellement de financer le moindre colmatage de ce Carcassonne en train de s'effriter sans bruit au fin fond de l'Atlas ?

Le dernier James Bond

Le lendemain, c'est une des fêtes du roi. Tout le monde est dehors, y compris pour l'occasion dames et demoiselles honnêtes. Leurs kaftans rose électricité ou vert acide font mal aux yeux. Des estrades s'élèvent, emmaillottées du rouge chérifien, et dansent que tu danses, chante que tu chantes ! C'est officiel et familial. Le match de foot est réservé aux messieurs. Un commerçant, indifférent au remue-ménage, profite du jour férié pour aménager son magasin, sous les nouvelles arcades : il hisse un panneau peint de frais : « *Rencontre de la passion et de la beauté* ». Il vendra des gâteaux et des bonbons sous la photo enrubannée d'Hassan II et de ses deux fils, Sidi-Mohamed et Moulay-Rachid. Plus ostentatoire et plus riche, l'Association des producteurs de bananes présente dans la presse francophone locale à Sa Majesté Alaouite et à la Famille Royale « *ses vœux respectueux et son indéfectible attachement à*

l'Auguste Trône », etc. Avec des majuscules partout ! Moins emphatique, la langue arabe n'a que des minuscules.

La vraie nouveauté de Ouarzazate, d'aucuns disent son avenir, c'est « *l'Hollywood de l'Atlas* ». Oh ! là là ! n'en jetez plus ! Surtout à l'heure où le cinéma bat de l'aile. « *Pourtant, monsieur, nous y croyons ! Nous avons déjà eu Jean Yanne, Philippe de Broca, un film d'espions anglais, le dernier James Bond, et puis ça embroie avec des téléfilms italiens. Sophia Loren tournera ici, nous lui préparons une loge tout confort, avec l'eau chaude et tout, venez voir !* »

Aux portes de la ville, la haute plaine est exactement rose, la montagne blanc étincelant et le ciel bleu écarlate. Un long crâneau rouge est le seul apport humain. Pour une fois, ce n'est pas une casbah impériale fondée sous les Romains, arabisée sous les Idrisides, restaurée par les Mérinides à moins que ce ne soit par les Alaouites. Non, c'est un studio tout neuf, Atlas Corporation.

Espaces cinématographiques de Ouarzazate

Derrière le rempart fantaisie, à part les cabines d'habillage et les bureaux des régisseurs, il n'y a rien, puisqu'on vient tourner ici à cause de la pureté absolue de l'air de ce plateau infini, à 1200 mètres d'altitude, du soleil sans voile, des cols modérés. Les équipes cinématographiques trouvent là une géante cuisine roulante servant simultanément quatre ou cinq catégories de menus : marocain, français, italien et même anglais, et du coup faisant l'admiration des populations locales, silencieux réservoir à figurants bibliques, coloniaux, afghans voire hindous. Il y a également des véhicules en tout genre, des barbelés, des madriers, des groupes électrogènes, des machines et tout le saint-frusquin pour des sièges, des cavalcades, des « cascades ».

(Lire la suite page 16.)

(1) Le magazine casablancais indépendant *Kalima*, qui voulait publier un reportage sur la prostitution des garçons au Maroc vient d'être suspendu sine die.

CLUB SANGHO SKANES

(Près de Monastir)
Au bord d'une plage de sable blanc
Une semaine à partir de

3.150 F

Tout compris Paris/Paris

TUNISIE CONTACT

SEJOURS - WEEK-ENDS - VOYAGES SUR MESURE

42 96 02 25

documentation
gratuite

**TUNISIE
CONTACT**

30, rue de Richelieu
75001 PARIS
Lc 7661

هكذا من الاصل

ESCALES

Été studieux

Les temps sont durs pour le faméant. Depuis déjà un certain temps, vacances actives, circuits culturels, séjours à thèmes, stages en tout genre, compliquent singulièrement la vie de ceux qui persistent à vouloir « bronzer idiots ». Et le virus continue ses ravages. Après l'obsession de la forme, voilà venu, pour tous, le temps des vacances studieuses. Non plus seulement visiter un pays, notamment ses principaux sites, musées ou monuments, mais en saisir l'esprit, en comprendre le fonctionnement. Le voyage devient « dossier », véritable enquête que l'on instruit par des rencontres avec des personnalités locales, du pouvoir, du monde des affaires, de l'administration, de l'université ou de la presse.

C'est ainsi que la Fondation pour la démocratie (106, rue de l'Université, 75007 Paris, tél. : 47-53-04-04) propose des voyages destinés à faire comprendre le fonctionnement de l'ONU et du FMI (du 25 juin au 3 juillet à New-York et Washington, 9 000 F), du régime soviétique (du 16 au 31 juillet, à Moscou, Leningrad, Riga, Tbilissi et Samarkand, 13 700 F), des institutions américaines à l'occasion des élections et de la Convention républicaine (du 13 au 21 août, à Washington, La Nouvelle-Orléans et à New-York, 11 900 F), la situation en Afrique australe (du 14 au 31 août, 18 000 F) et en Chine (du 23 septembre au 3 octobre, 14 500 F).



CLAUDE BARROCH/TOURISME COLOGNE

Cologne, Coblenz, Trèves, c'est s'initier à l'Allemagne gothique et romantique, à celle des universités (Münster et Göttingen), des cathédrales (Cologne, Trèves, Osnabrück). De Paris à Paris, onze jours en autocar climatisé et en pension complète : 7 950 F (supplément 690 F pour chambre seule). Le Tourisme français, 96, rue de la Victoire, 75009 Paris. Tél. : 42-80-87-30.

Cars au Nord

Autant le voyage en autocar rebute par son manque de discrétion quand il s'agit de partir à la découverte d'autres civilisations, autant il semble adapté à la fréquentation des pays du Nord comme celui de nos voisins germaniques. Voir, ou entrevoir, en onze jours, Mayence, Marburg, Cassel, Göttingen, Hanovre, Hambourg, Brême, Münster,

Le Vercors avant l'été

On ne pense pas assez, pour préparer ses vacances, aux maisons des provinces de France établies à Paris, qui toutes disposent d'un éventail de forfaits intéressants. Ainsi, la maison Alpes-Dauphiné (2, place André-Malraux, 75001 Paris, tél. : 42-96-08-43/56) propose un week-end d'orientation en Vercors. On y apprendra à établir un itinéraire, à lire une carte, à manier la boussole et à faire le point. Du 10 au 12 juin prochain, le week-end en pension complète, logement en chambre d'hôtes de 2 à 5 personnes, avec un accompagnateur, coûtera 630 F. Réduction de 30 % sur la liaison en TGV Paris-Grenoble.

Pour ceux que les montagnes rebutent, un week-end de descente en mountain-bike est prévu dans le Vercors toujours, du 6 au 8 mai. Mêmes conditions que précédemment : 730 F, bicyclette fournie. Réservations pour l'une ou l'autre formule à la maison Alpes-Dauphiné à Paris et à la Maison de la randonnée (7, rue Voltaire, 38000 Grenoble, tél. : 76-51-76-00).

Pour les golfeurs, week-end de luxe dans le seul hôtel 4 étoiles des Alpes et Châteaux de France offre d'un golf privé de 9 trous. De mai à septembre, 3 500 F par personne en pension complète. Renseignements : Le Château, 38110 Faverges-de-la-Tour, tél. : 74-97-42-52.

Sportifs et randonneurs

C'était bien le moins que l'on puisse faire pour eux, pour tous ces randonneurs qui randonnent et dont on a pu chiffrer les troupes, en France, à près de neuf millions : leur consacrer un Salon. Du 14 au 19 avril, « la semaine la plus tonique » de ce début de printemps » verra défiler à l'Espace Champéret, rue Jean-Camille, à Paris, dans le 17^e arrondissement, tout ce que le randonneur et les loisirs sportifs peuvent faire de mieux dans l'ordre du paysage, du raid ou de l'équipement. Canot-kayak, tourisme équestre, cyclotourisme, etc., toutes les disciplines seront représentées avec des propositions pour les pratiquer. Ce quatrième Salon de la randonnée et des loisirs sportifs sera ouvert tous les jours de 10 h à 20 h (jusqu'à 22 h le vendredi 15 et le samedi 16 avril. Entrée : 32 F).



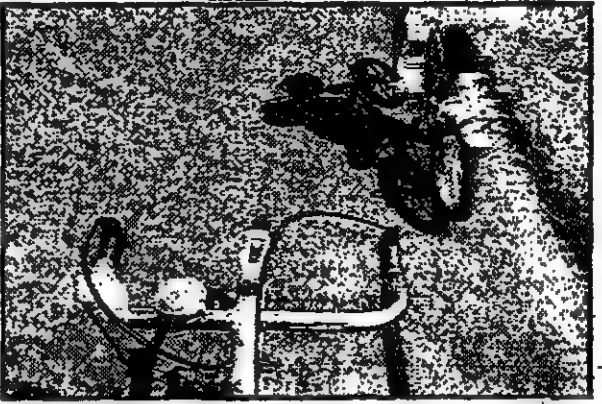
BERNARD FLORES

A dos d'Atlas

La guide est chieuse, c'est dire qu'il appartient à l'une des tribus berbères du Haut-Atlas ; la mule est d'extrême localité, donc « vaillante et robuste » : les paysages

sont exclusivement grandioses. Hauteurs désertiques, gorges et vallées profondes, reliefs tourmentés et vastes horizons, villages dans les lauriers roses et forêts de cyprès, le tout situé entre 1 500 mètres et 3 000 mètres d'altitude, sans promiscuité et sans chemins d'usines.

D'imminence à Dénat (du 2 au 16 juillet) ou de Dénat à Tounsi (du 16 au 30 juillet) la découverte du Haut-Atlas marocain, d'où on est, sur 800 kilomètres, 6 750 F pour deux semaines ou 9 500 F pour les vingt-huit jours de la traversée complète, ce prix comprenant le vol Paris-Marrakech et... le confort tel que l'entendent les nomades. L'aventure au présent, 3, place Lachembaud, 75012 Paris. Tél. : 43-07-52-96 (le soir) ou 16-37-82-98-47.



MAURICIE

Oublier Marrakech à Ouarzazate

(Suite de la page 15.)

Le seul ennui, c'est que les utilisateurs n'emportent pas leurs « déchets », souvent volumineux et non biodégradables. Derrière les faux murs s'accumulent une armada de camions accidentés par James Bond, un avion cassé en deux « pour les besoins d'une scène nilotique » (sic), les monstres en plastique d'un film d'horreur. Le tout mélangé, comme les tiras des œuvres et les bons mots des actrices, dans la tête des petits techniciens. « Nous ce qu'on aimerait voir, c'est Omar Chérif dans les Mille et Une Nuits, avec Isabelle Adjani, des gens de chez nous qui ont réussi chez vous. »

Chérif est égypto-libanais, Adjani algéro-française. Ouarzazate même a surtout dépêché dans l'Hexagone des mineurs pour le Nord. Depuis les dernières années du Protectorat français sur le Maroc (1912-1956), ils ont été près de cent mille, ces rudes Berbères de l'Atlas, ne parlant alors ni arabe ni français, à venir extraire notre charbon. Aujourd'hui, les houillères ferment les uns après les autres, laissant sur le carreau, c'est le cas de le dire, deux mille à trois mille

mineurs marocains. Ils avaient généralement des contrats à durée limitée (le Monde du 23 mars), permettant de leur dire « Merci et adieu ! », le moment venu. Eh bien ! ça s'est passé beaucoup plus humainement, presque comme si on voulait écrire un scénario « édifiant » à tourner non plus dans les espaces d'Atlas Corporation mais à Lille-Roubaix-Tourcoing puis dans les petites maisons neuves à cours fermées, composant le damier urbain de Ouarzazate.

Là, les anciens mineurs sont revenus avec femme — parfois une vraie chitille roubaissienne ou tourquennoise — et enfants ; ils y ouvrent des commerces ou achètent un taxi avec le pécule de retour donné par les Français, remettant (ou mettant) la progéniture à l'arabe, modifiant l'environnement social et mental avec des aspirations syndicales et politiques, jusque-là à peine ébauchées dans le bled marocain.

Il y a quelque chose de faisandé à Marrakech. Il y a quelque chose de sain, de réconfortant, de prometteur à Ouarzazate.

J.-P. PÉRONCEL-HUGOZ.

Carnet de route

● Comment y aller ? Air France a ouvert une ligne Paris-Ouarzazate, aller, retour le samedi.

● Que lire ? Tout voyageur au Maroc a plus ou moins lu Tahar Ben Jelloun, et en tout cas le plus « marocain », le plus personnel de ses livres, l'Écrivain public (Seuil) ; beaucoup ont apprécié aussi les divers exercices tangérois du vieil écrivain américain installé depuis des lustres sur le trottoir, Paul Bowles. Mais ce sont là sentiers déjà assez battus ; il faut aller plus loin pour entendre encore un peu l'épaveuse marocaine. Au nord, un autre guide de qualité est Thierry de Beaucourt avec sa Chute de Tanger (Gallimard). On peut y ajouter le récent album de Maurice Aram, originaire de couleurs comme une fantasia : le Maroc de Desroix (Ed. du Jaguar).

Les politiques préféreront le mordant Rencontres avec le Maroc de Claude Ariam (La Découverte), les socio-économistes les Paysans sans terre au Maroc du regretté Paul Pascon et de Mohamed Ennaji (Ed. Toukbal, Casablanca) et les libralistes orientalistes en Europe, un petit livre-clé pour avoir ne serait-ce qu'une idée du grand drame rural de la société chérifienne : la faim de

terres. Une vision plus générale et littéraire, au meilleur sens du terme, du peuple marocain est donnée, avec une retranscription crue, par Abdelhak Serhane dans ses Enfants des rues droites (Seuil) et par Mohamed Choucri avec son Pain nu (Maspero).

Le roi Hassan II doit pouvoir aussi placer son mot, il le fait directement dans le Delfi (Albin Michel) tandis que les éditions Fayolle retracent un règne commencé en 1961 et dont les ombres et lumières se prêtent à merveille à la bande dessinée. On peut aussi retourner à la plus classique Histoire du Maroc (Hatier et Librairie nationale de Casablanca) ou se plonger dans l'encyclopédique Commandeur des croyants, de John Waterbury (PUF). Quant à moi, si je n'avais droit qu'à trois volumes, j'emporterais Fils de la cuisine, de Mme Guinaudeau (Goussier éditions), où la grandeur d'une civilisation monté du fond des pignons ; l'introuvable, et pour cause, Maroc disparu, d'un des lointains prédécesseurs britanniques, Walter Harris (traduction de Paul Odnot, Pion) et le terriblement lucide Incidents de Roland Barthes (Seuil).

J.-P. P.-H.

LA CROIX DU SUD
5, rue d'Amboise, 75002 PARIS
Tél. : (1) 42-61-82-70 - Licença A 681

DECOUVREZ LA NOUVELLE-ZELANDE

VOYAGE UNIQUE
12 novembre au 13 décembre 1988
Tout compris en demi-pension
33 500 F

(Publicité)
Inoubliable week-end !
au **WALDORF ASTORIA DE NEW-YORK**
avec **CONCORDE**

Départ le 9 juin sur Boeing 747 Air France. Retour le 12 juin en Concorde, à partir de 14 900 F. Aircom : 93, rue de Monceau, 75008 Paris. Tél. : 45-22-86-46. Télex 643-780 F. Lic. 175001.

Grand Concours "Découvrez l'Europe de 1992"

Le Monde le GUIDE du ROUTARD AIR FRANCE

9^e QUESTION
QUELLE ville fut construite au XVI^e siècle par un prince, puis pratiquement abandonnée pendant quatre cents ans ?
L'INDICE DU « MONDE »
La ville est en Italie. On la surnomme « la petite Athènes ».

10^e QUESTION
AIR FRANCE propose ses tarifs « jeunes » aller simple en Europe. Sur combien de liaisons, au départ de Paris et de la province, ces tarifs étaient-ils disponibles en février 1988 ?
L'INDICE DU « MONDE »
Ces liaisons sont plus nombreuses que les sièges en classe affaires sur les Airbus A 300 B2 desservant la liaison Paris-Londres.



GAGNEZ 40 BILLETS AIR FRANCE
sur 20 destinations européennes et des Guides du routard

LE CANADA. 0,19F LE KILOMÈTRE/AIR, SERVICES COMPRIS

WARDAIR offre à ses passagers le confort et le sérieux d'une compagnie internationale : la fameuse classe Wardair. Nappe blanche, porcelaine, apéritif, vin et digestif à volonté. Les trois vols par semaine de Wardair vous emmèneront au pays de l'émotion à partir de **2.100 F** soit 0,19F le kilomètre/air, services compris. Si l'envie vous prend de voyager en classe affaires dans une cabine séparée, il ne vous en coûtera que 3.100 F.

* Base Paris/Montréal aller-retour 11.060 km (tarif au 01/02/88).

Avec Wardair, découvrez Toronto, Montréal, Québec, découvrez le Canada, le pays de l'émotion. Pour vos réservations, contactez votre agence de voyages ou le 42.61.54.24.



WARDAIR HOLIDAYS

LA TABLE

Pains d'art et d'essai

DANS le Pain d'autrefois, Claude Thouvernot rapporte qu'un curé de campagne, se nourrissant de pain bis, se procurait par contre du pain blanc pour donner à ses pauvres. C'était en 1895. N'ayant, un jour, pu avoir de ce pain blanc, il offrit un morceau de son pain bis personnel à un mendiant se disant ouvrier sans travail :

« Gardez votre pain, monsieur ! On est déjà assez malheureux d'avoir à mendier son pain pour ne pas être traité comme une bête. C'est du pain à chien que vous me donnez là ! »

L'anecdote est significative. Le pain normal, le pain-aliment du Français (autrefois plus souvent cuit à la maison qu'acheté chez le boulanger), était naturellement du pain bis. J'allais écrire aussi : plus hygiéniquement !

Mais voilà ! Si, jusqu'au milieu du dix-neuvième siècle, le pain blanc, fabriqué « en ville », était nourriture des nantis, parce qu'ils avaient les moyens de s'offrir d'autres aliments plus riches, parce qu'ils croyaient que le pain blanc convenait mieux à leur estomac délicat, par snobisme aussi, un peu, il était bien normal que, jalousie aidant, ce pain blanc soit à son tour revendiqué par les moins fortunés. Et, riches ou pauvres, personne ne se rendait compte qu'ils troquaient ainsi un véritable aliment (et l'on pourrait presque dire un aliment-médicament) contre une simple amulette, un symbole de réussite sociale, un accompagnement élégant des plats !

De ce fait, le pain n'était plus l'aliment axial de la tradition mais un « plus », comme on dit aujourd'hui.

L'expression « gagner son pain à la sueur de son front » était plus de mise. On pouvait dire « gagner son bien-être ». Et la consommation de pain, des 450 grammes quotidiens (en 1880) passait à 200 grammes en 1960, à 170 grammes aujourd'hui.

Aussi bien son prix modeste par rapport aux autres produits alimentaires, n'incite point les minotiers à faire bonne farine et les boulangers à faire bon pain. De surcroît, la néfaste-food multiple les comble-appoints.

On sourit de l'image américaine qui veut le Français moyen coiffé d'un béret, basque et brandissant une baguette. C'est vérité que dire : bien dorée, craquante, la baguette reste pour la mi-



nette presque un dessert, une pâtisserie bon marché. Le pain-nourriture, lui, n'a pas à être croustillant. Il doit se mâcher lentement, avec sagesse, avec respect : il est la vie !

D'autant que la baguette (ne parlons pas de la ficelle qui n'existe presque plus), aujourd'hui, est une sorte d'espèce de chose usinière, moulée, insipide quelques heures puis vite mûrissante à un faire des mûres. Et nous nous alors de retrouver dans les poubelles (et pas seulement celles des beaux quartiers) des morceaux de pain presque entiers jetés au rebut !

On ne respecte que ce qui est respectable : le pain ne l'est plus guère.

J'ai lu quelque part que M. Gérard Delessart, président de la Chambre syndicale de la boulangerie de la région parisienne, gémit qu'il faut « sauver la baguette ». Il s'agit (sans doute avec raison) l'évolution des méthodes de panification, les sels réducteurs à l'extrême conduisant à des farines de moindre qualité. Il s'agit aussi (à tort) le consommateur de s'être tourné vers les pains spéciaux, l'ancienne et au feu de bois, « ce qui met en péril, la Boulangerie traditionnelle » (sic). Comme si, justement, la tradition n'était pas la cuisine au feu de bois du pain au levain !

Bien plutôt M. Delessart devrait accuser ses mandants qui, par facilité, ont peu à peu fait remplacer leurs fours anciens par des fours électriques.

Certes, depuis que le pain Poilâne, et quelques autres après lui,

couronner celles où il devient un véritable régal gourmand !

Il y a quelques années j'avais, dans ces colonnes, écrit que le plus mauvais pain fait « maison », est, au restaurant, meilleur que le meilleur pain du boulanger voisin. C'était image un peu vive et, aujourd'hui, ce n'est plus tout à fait vrai. Les restaurateurs qui se fournissent chez l'un des frères Poilâne, chez Poujauran (20, rue Jean-Nicolas, 7^e), chez Falaizeau (76, rue de Grenelle) et qui fournissent Fangeron) et quelques autres sont à féliciter.

Mais la (courte) liste de ceux qui font leur pain reste un exemple. On me permettra en conclusion d'esquisser ici le hit-parade des pains « maison » de la restauration parisienne :

Les Célébrités (hôtel Nikko, 61, quai de Grenelle. Tél. : 45-75-62-62) : pain blanc, pain de campagne, pain aux raisins, pain aux noix, etc.

Joël Robuchon (32, rue de Longchamp. Tél. : 47-27-12-27).

Gérard Besson (5, rue du Coq-Héron. Tél. : 42-33-14-74).

Hubert (25, rue de Richelieu. Tél. : 42-96-08-47).

La Corbeille (154, rue Montmartre. Tél. : 42-61-30-87).

Arpège (84, rue de Varenne. Tél. : 45-51-20-02).

Alain Senderens (Lucas Carton), 9, place de la Madeleine. Tél. : 42-62-22-90).

Alain Raye (49, rue du Colisée. Tél. : 42-25-66-76).

Aux vieux métiers de France (13, bd Auguste-Blanqui. Tél. : 45-88-90-03).

Beauvilliers (52, rue Lamarck. Tél. : 42-54-54-42).

Tante Made (11, rue Dupin. Tél. : 42-22-64-56).

Chez Fernand (17, rue de la Fontaine-au-Roi. Tél. : 43-57-46-25).

Didier Bondu (7, rue Léopold-Robert. Tél. : 43-20-76-55).

Ma Cuisine (18, rue Bayen. Tél. : 45-72-02-19).

Chez Toutoune (5, rue de Pontoise. Tél. : 43-26-56-81).

Gilles Epie (le Miraville, 25, quai de la Tournelle. Tél. : 46-34-07-78).

COURTINE.

P.-S. — Et voilà que l'on nous dit que, dans le métro parisien, on va installer des distributeurs de baguettes. On n'ose y croire ! Mais si ce n'est pas un canular, qu'en pensez-vous ?

SEMAINE GOURMANDE

La Petite Auberge

On oublie peut-être un peu cette petite maison « sympas », la bonne tête du cuisinier-patron Léo Harbonnier (qui a gardé de son passage chez Camille Renaut le goût de la peinture : il y en a sur les murs et à la carte, avec le bonhomme Jacques Villon, les coups de Victor Segalen, le carré d'agneau Emile Comper). Régalez-vous de sa poignée d'herminette aux noisettes à la crème, du mignon de bœuf aux olives, de l'andouillette en pot-au-feu, et surtout du délice de Maryvonne (le sourire de la maison !) qui est foie de canard chaud à la purée d'échalotes. Bons desserts, belle carte des vins et, aux déjeuners, un menu « Affaires » à 175 F (par exemple, œufs brouillés aux champignons des bois, carré d'agneau, fro-

mage, soufflé au citron). A la carte comptez 300/350 F.

• LA PETITE AUBERGE
38, rue Laugier (17^e).
Tél. : 47-83-85-61.
Fermé dimanche et lundi.
Salon 16 couverts.
DC-CC.
Chiens acceptés.

Au Pouibot Gourmet

La encore ! S'agit d'une bien gentille petite maison où le chef-patron, Jean-Paul Langevin, cuisine avec sagesse et honnêteté. Les rillettes de tourteaux et éperlées au parfum d'aneth (35 F) sont exquises et l'étuvée d'escargots à la crème d'ail sur un artichaut frais roborative (38 F), le foie gras de canard est évidem-

ment maison (78 F), le saumon frais poilé aux petits mousserons (80 F), une parfaite andouillette et son gratin dauphinois (52 F), l'iglette de canette rôtie au jus est accompagnée d'une galette de navets (80 F) et la tartinade de chocolat amer fournie aux maderlaines, sauce café, une merveille (30 F). Comptez 250/300 F maximum en vous laissant séduire par le châteauneuf-du-pape de M. de Valouit.

AU POUIBOT GOURMET

39, rue Laugier (17^e).
Tél. : 46-06-88-00.
Fermé dimanche soir.
CC.

Restaurant Vidal à Saint-Julien Chaptueil

Si je vous dis, en août fête des copains ? Ça y est, vous y êtes, nous sommes ici au pays natal de Jules Romains ! M. Jean-Pierre Vidal y pratique les carnes-menus avec délectation, mais on y peut s'y perdre : deux plats dans un menu pour 120 F, et trois pour 150 F ; puis, dans un autre menu deux plats pour 150 F, et trois pour 200 F ; puis un menu dégustation-confiance à 250 F. Ouf ! L'important est de trouver là-dedans d'excellents mets comme le saumon sauvage croustillant à la peau avec sa sauce aux agrumes, le mignon de lapin moutarde au feuillet d'ail confit, l'émincé de bœuf crème de giroles, le ris de veau pané au jus de truffes, etc.

• RESTAURANT VIDAL
place du Marché
43260 Saint-Julien-Chaptueil.
Tél. : 71-08-70-50.

Aux quatre coins de France

Vins et alcools

En direct du producteur
LUSSAC SAINT-ÉMILION
CHATEAU DE LA GRENIÈRE
J.-Paul DUBREUIL, 33570 LUSSAC
Tél. 57-74-44-56. OFFRE SPÉCIALE
Coles essai 12 bout. (4-83+4-84+4-85).
Médailles OR-ARGENT 436 F TTC
franco. Mill. 86 en cubi. TARIFS GRAT.

LES CAVES DE BIRAGUE
14, rue de Birague, 4. Tél. 48-27-90-50.
A deux pas de la place des Vosges, dans
de sup. caves du XVII^e s. : sélection de
vins fins en prov. directe des propriétés.
Mercredi à dimanche inclus jusqu'à 20 h 30.

GASTRONOMIE

Rive gauche

Le Sybarte
Société Gernot-Des-Frères
Métiers du XVI^e siècle
CUISINE TRADITIONNELLE
PLATS CANAILES
42-23-21-56

Le Mayafan
COUSCOUS GRILLADES
TAGINES MECHOU
7, rue Cornille, 8^e (Th. Odéon)
Salles de 25 à 60 couverts
t.l.j. - 43-26-03-65

Fermeture le jeudi 14 Avril 1988
pour rénovation
Reouverture en décembre
LA COUPOLE
102, boulevard du Montparnasse
75014 Paris
Hors de temps, hors de mode
Le Coucou revient à la Capitale

VACANCES-VOYAGES

HÔTELS

Campagne

Auvergne
Vacances ! Dites-le !
AU FAMILY HOTEL **
Ascenseur, Piscine, Tennis, Parc 1 ha. Parc
An. Lacs-Dordogne, 15800 VIC-SUR-CEZRE
Tél. 71-47-50-40.

Côte d'Azur

08160 CAP-D'ANTHÈS
MOTEL ROI SOLEIL
153, bd de la mer, A 500 m de la mer.
STUDIOS 8 ch. Parc piscine, 2 pers.
1100 F la sem. 1715 F 2 sem. 3000 F
4 sem. l.c. (seul juin, juil., août, sept.).
Tél. 93-61-88-30.

NICE
HOTEL LA MALMAISON
Majesté East Western *****
Hôtel de charme près mer,
calme, grand confort.
TV COULEUR PAR SATELLITE
48, boulevard Victor-Hugo, 06000 NICE
Tél. 93-67-62-56 - Télax 470-410.

HOTEL VICTORIA ***
33, boulevard Victor-Hugo, 06000 NICE
Tél. 93-85-35-60
Plein centre-ville. Calme.
Petit parking, grand jardin,
cuisine, 7 couverts,
Tél. direct, minibus.

Montagne

HAUTE-SAVOIE
VACANCES TONQUES
HÔTELS 3 étoiles
2400 F les 7 jours en pension complète,
toutes activités incluses : piscine, tennis,
randonnées pédestres, équitation, posé-
club, mini-golf.
Club junior de 4 à 10 ans.
Remise de la carte d'identité par fil :
TONUS HOTEL - 74260 LES GETS
Tél. 50-75-75-39/50-75-72-79/50-75-74-85.

05490 SAINT-VÉRAN
(Hautes-Alpes, Queyras)
Pare rip. Site classé. Stat. village. Piste.
fond. Parc dom. d'arbres, 2040 m.
LE VILLARD, tél. 92-45-82-08
Chamb. studio + cuisinette-grill.
Depuis 450 F pers./semaine.
BEAUREGARD, tél. 92-45-82-62
Pensions de 1617 F à 1848 F sem.
Demi-pens. de 1267 F à 1617 F.

Savoie

74290 TALLORDES
LES PRÉS DU LAC ****
Hôtel neuf ouvert. Dans un parc magnifi-
que au bord du lac d'Annecy. Hôte
agréable pour se reposer tout au long de
l'année. Plage privée, tennis, voile, plan-
che à voile, golf et équitation à 2 km ;
pêche. Chamb. et pet. déjeuners seuls ;
restaurants à proximité.
Tél. 50-60-76-11 - Télax 309-288

Sud-Ouest

24560 VILLEFRANCHE-DU-PÉRIGORD
AUBERGE LA CLÉ DES CHAMPS
***NN. Piscine. Piscine. Clients
pédestres. Équitation 2 km. Toutes
chamb. w.c. + bain.
Demi-pens. et pension 180 F à 255 F.
Tél. (16) 53-29-95-84.

Italie

VENISE
HOTEL LA FENICE
ET DES ARTISTES ***
(près du Théâtre la Fenice)
5 minutes à pied de la place St-Marc.
Atmosphère intime, tout confort.
Prix modérés.
Réservation : 41-52-32-33 VENISE.
Télax : 411150 FENICE 1.
Directeur : Dante Apollonio.

Suisse

LAC MAJEUR
LOCARNO
GRAND HOTEL
Complètement rénové. Nouvelle piscine.
Tennis. Au sein d'un grand parc au centre
de la cité. Cuisine soignée. Dr. A. Cost
62. 19-41/93/330282 - Télax 646143
Vis Scaples, CH 6600 LOCARNO.

TOURISME

UNE SEMAINE EN HOUSE BOAT
SUR LA CHARENTE
Prix spéciaux hors saison.
Doc. gratuite sur demande
SARL SAINTONGE RIVIÈRES
Tél. (16) 46-32-08-16.

VACANCES HAUTE-PROVENCE
Demandez la liste gratuite des locations
mobiliers 1988 à
OFFICE DE TOURISME
DE SISTERON (04021), R.P. 42
Tél. 93-61-12-83

Pour tous ceux qui cultivent l'art de vivre
dans la nature
« CHEMINS D'HISTOIRE »
des séjours et des voyages
où s'associent
randonnée pédestre (douce) et
démarche culturelle
(Haute-Provence, Toscane, Cappadoce)
Brochure sur demande à :

RENARD VAGABOND
Vacances « hors-traces »
30, galerie des Bédouins, 38100 GRENOSLE
Tél. : 76-40-18-80 et 76-08-14-82.
Agrément Tourisme n° 238007 ANCEFSF.

INDEX DES RESTAURANTS PAR QUARTIER

ALLIANCE PORTES D'ORLANS
45-39-74-91
À LA BONNE TABLE *
42, r. F. PARKING. Spéc. POISSONS.

BASTILLE
L'ENCLOS DE NINON, 14 les Jours :
42-72-22-51. 19, bd Beaumarchais, 4.
Spécialités SUD-OUEST.

ROMA - VILLIERS
EL PICADOR, 80, bd des Batignolles.
43-47-28-82. **PAELLA, ZARZUELA,**
BACALAO, GAMBAS. F/fini, marié.
Plats à emporter.

CHAMPS-ÉLYSÉES
RELAIS BELLMAN, 37, r. Franc-3^e.
47-23-54-42. Jusq. 22 h 30. Cadre élég.
F. samedi, dimanche.

142, av. des Champs-Élysées, 43-58-20-41
COPENHAGUE, 1^e étage. F. août.
FLORA DANICA, et son jardin r.d.c.
SAUMON, RENNE, CANARD SALE.

GODELINS
45-47-88-51 - F. dim.
ENTOTTO 143, r. L.-M.-Nordmann, 13^e
Spécialités éthyopiennes.

JARDIN DES PLANTES
LE HONGROIS DE PARIS
LE PAPRIKA, 43, r. Polveaux, 9.
43-31-45-86. Orch. trigue de Budapest, le soir.

LES HALLES
CAVEAU F-VILLON, 64, r. Arbre-Sec,
42-36-10-92. Ses caves du XV^e. F. sam.
et lundi. P.M.R. 170/200 F.

MAIRIE DU XVIII^e
LE PICHET, 174, rue Ordeux,
46-27-85-28. Prod. Sud-Ouest. Grill.
poisson. F. jeu. soir et dim.

PALAIS ROYAL
LA CLÉ DU PÉRIGORD, 38, r. Croix-Pré-
Champs, 40-20-06-46. F. dim. Spéc. Sud-Ouest.
Pois. fin, env. 230 FC.

LE RESTROT D'YH
36, pl. Marché-St-Hippolyte, 42-60-03-00
Carte Poiss. Bas. fruits mer. Giviers.

PARMENTIER
LE FLEURY, 139, av. Parmentier, 10.
F. merc. 42-38-36-97.
Choix de poissons et sa carte.

SAINT-AUGUSTIN
LE SARLADAIS, 2, r. de Vienne, 8.
45-22-23-62. Cassoulet 90 F. Coeffit 90 F.

SAINT-GERMAIN-DES-PRÉS
LA FOUX, 2, rue Clément (6^e). F.
dim. 43-25-77-66. Alex aux fourneaux.

O BRASIL RESTAURANT
Spéc. brésiliennes. Tél. 43-54-98-56.
10, rue Guénégaud, 75006 PARIS.

حکومت الاموال

JEUX

échecs

N° 1275

AVOIR UN PLAN

[Journal International de L'Échec, 1988]

Blancs : NUNN
Noirs : TIMMAN

Partie française.
Variante Sicilienne.

1. e4 e5 2. Cf3 Cc6 3. Cc3 Cf6 4. d4 Cxd4 5. Cxd4 Cc6 6. Cc3 Cf6 7. f4 Cg4 8. Cc3 Cf6 9. d4 Cxd4 10. Cxd4 Cc6 11. f4 Cg4 12. Cc3 Cf6 13. d4 Cxd4 14. Cxd4 Cc6 15. f4 Cg4 16. Cc3 Cf6 17. d4 Cxd4 18. Cxd4 Cc6 19. f4 Cg4 20. Cc3 Cf6 21. d4 Cxd4 22. Cxd4 Cc6 23. f4 Cg4 24. Cc3 Cf6 25. d4 Cxd4 26. Cxd4 Cc6 27. f4 Cg4 28. Cc3 Cf6 29. d4 Cxd4 30. Cxd4 Cc6 31. f4 Cg4 32. Cc3 Cf6 33. d4 Cxd4 34. Cxd4 Cc6 35. f4 Cg4 36. Cc3 Cf6 37. d4 Cxd4 38. Cxd4 Cc6 39. f4 Cg4 40. Cc3 Cf6 41. d4 Cxd4 42. Cxd4 Cc6 43. f4 Cg4 44. Cc3 Cf6 45. d4 Cxd4 46. Cxd4 Cc6 47. f4 Cg4 48. Cc3 Cf6 49. d4 Cxd4 50. Cxd4 Cc6 51. f4 Cg4 52. Cc3 Cf6 53. d4 Cxd4 54. Cxd4 Cc6 55. f4 Cg4 56. Cc3 Cf6 57. d4 Cxd4 58. Cxd4 Cc6 59. f4 Cg4 60. Cc3 Cf6 61. d4 Cxd4 62. Cxd4 Cc6 63. f4 Cg4 64. Cc3 Cf6 65. d4 Cxd4 66. Cxd4 Cc6 67. f4 Cg4 68. Cc3 Cf6 69. d4 Cxd4 70. Cxd4 Cc6 71. f4 Cg4 72. Cc3 Cf6 73. d4 Cxd4 74. Cxd4 Cc6 75. f4 Cg4 76. Cc3 Cf6 77. d4 Cxd4 78. Cxd4 Cc6 79. f4 Cg4 80. Cc3 Cf6 81. d4 Cxd4 82. Cxd4 Cc6 83. f4 Cg4 84. Cc3 Cf6 85. d4 Cxd4 86. Cxd4 Cc6 87. f4 Cg4 88. Cc3 Cf6 89. d4 Cxd4 90. Cxd4 Cc6 91. f4 Cg4 92. Cc3 Cf6 93. d4 Cxd4 94. Cxd4 Cc6 95. f4 Cg4 96. Cc3 Cf6 97. d4 Cxd4 98. Cxd4 Cc6 99. f4 Cg4 100. Cc3 Cf6 101. d4 Cxd4 102. Cxd4 Cc6 103. f4 Cg4 104. Cc3 Cf6 105. d4 Cxd4 106. Cxd4 Cc6 107. f4 Cg4 108. Cc3 Cf6 109. d4 Cxd4 110. Cxd4 Cc6 111. f4 Cg4 112. Cc3 Cf6 113. d4 Cxd4 114. Cxd4 Cc6 115. f4 Cg4 116. Cc3 Cf6 117. d4 Cxd4 118. Cxd4 Cc6 119. f4 Cg4 120. Cc3 Cf6 121. d4 Cxd4 122. Cxd4 Cc6 123. f4 Cg4 124. Cc3 Cf6 125. d4 Cxd4 126. Cxd4 Cc6 127. f4 Cg4 128. Cc3 Cf6 129. d4 Cxd4 130. Cxd4 Cc6 131. f4 Cg4 132. Cc3 Cf6 133. d4 Cxd4 134. Cxd4 Cc6 135. f4 Cg4 136. Cc3 Cf6 137. d4 Cxd4 138. Cxd4 Cc6 139. f4 Cg4 140. Cc3 Cf6 141. d4 Cxd4 142. Cxd4 Cc6 143. f4 Cg4 144. Cc3 Cf6 145. d4 Cxd4 146. Cxd4 Cc6 147. f4 Cg4 148. Cc3 Cf6 149. d4 Cxd4 150. Cxd4 Cc6 151. f4 Cg4 152. Cc3 Cf6 153. d4 Cxd4 154. Cxd4 Cc6 155. f4 Cg4 156. Cc3 Cf6 157. d4 Cxd4 158. Cxd4 Cc6 159. f4 Cg4 160. Cc3 Cf6 161. d4 Cxd4 162. Cxd4 Cc6 163. f4 Cg4 164. Cc3 Cf6 165. d4 Cxd4 166. Cxd4 Cc6 167. f4 Cg4 168. Cc3 Cf6 169. d4 Cxd4 170. Cxd4 Cc6 171. f4 Cg4 172. Cc3 Cf6 173. d4 Cxd4 174. Cxd4 Cc6 175. f4 Cg4 176. Cc3 Cf6 177. d4 Cxd4 178. Cxd4 Cc6 179. f4 Cg4 180. Cc3 Cf6 181. d4 Cxd4 182. Cxd4 Cc6 183. f4 Cg4 184. Cc3 Cf6 185. d4 Cxd4 186. Cxd4 Cc6 187. f4 Cg4 188. Cc3 Cf6 189. d4 Cxd4 190. Cxd4 Cc6 191. f4 Cg4 192. Cc3 Cf6 193. d4 Cxd4 194. Cxd4 Cc6 195. f4 Cg4 196. Cc3 Cf6 197. d4 Cxd4 198. Cxd4 Cc6 199. f4 Cg4 200. Cc3 Cf6 201. d4 Cxd4 202. Cxd4 Cc6 203. f4 Cg4 204. Cc3 Cf6 205. d4 Cxd4 206. Cxd4 Cc6 207. f4 Cg4 208. Cc3 Cf6 209. d4 Cxd4 210. Cxd4 Cc6 211. f4 Cg4 212. Cc3 Cf6 213. d4 Cxd4 214. Cxd4 Cc6 215. f4 Cg4 216. Cc3 Cf6 217. d4 Cxd4 218. Cxd4 Cc6 219. f4 Cg4 220. Cc3 Cf6 221. d4 Cxd4 222. Cxd4 Cc6 223. f4 Cg4 224. Cc3 Cf6 225. d4 Cxd4 226. Cxd4 Cc6 227. f4 Cg4 228. Cc3 Cf6 229. d4 Cxd4 230. Cxd4 Cc6 231. f4 Cg4 232. Cc3 Cf6 233. d4 Cxd4 234. Cxd4 Cc6 235. f4 Cg4 236. Cc3 Cf6 237. d4 Cxd4 238. Cxd4 Cc6 239. f4 Cg4 240. Cc3 Cf6 241. d4 Cxd4 242. Cxd4 Cc6 243. f4 Cg4 244. Cc3 Cf6 245. d4 Cxd4 246. Cxd4 Cc6 247. f4 Cg4 248. Cc3 Cf6 249. d4 Cxd4 250. Cxd4 Cc6 251. f4 Cg4 252. Cc3 Cf6 253. d4 Cxd4 254. Cxd4 Cc6 255. f4 Cg4 256. Cc3 Cf6 257. d4 Cxd4 258. Cxd4 Cc6 259. f4 Cg4 260. Cc3 Cf6 261. d4 Cxd4 262. Cxd4 Cc6 263. f4 Cg4 264. Cc3 Cf6 265. d4 Cxd4 266. Cxd4 Cc6 267. f4 Cg4 268. Cc3 Cf6 269. d4 Cxd4 270. Cxd4 Cc6 271. f4 Cg4 272. Cc3 Cf6 273. d4 Cxd4 274. Cxd4 Cc6 275. f4 Cg4 276. Cc3 Cf6 277. d4 Cxd4 278. Cxd4 Cc6 279. f4 Cg4 280. Cc3 Cf6 281. d4 Cxd4 282. Cxd4 Cc6 283. f4 Cg4 284. Cc3 Cf6 285. d4 Cxd4 286. Cxd4 Cc6 287. f4 Cg4 288. Cc3 Cf6 289. d4 Cxd4 290. Cxd4 Cc6 291. f4 Cg4 292. Cc3 Cf6 293. d4 Cxd4 294. Cxd4 Cc6 295. f4 Cg4 296. Cc3 Cf6 297. d4 Cxd4 298. Cxd4 Cc6 299. f4 Cg4 300. Cc3 Cf6 301. d4 Cxd4 302. Cxd4 Cc6 303. f4 Cg4 304. Cc3 Cf6 305. d4 Cxd4 306. Cxd4 Cc6 307. f4 Cg4 308. Cc3 Cf6 309. d4 Cxd4 310. Cxd4 Cc6 311. f4 Cg4 312. Cc3 Cf6 313. d4 Cxd4 314. Cxd4 Cc6 315. f4 Cg4 316. Cc3 Cf6 317. d4 Cxd4 318. Cxd4 Cc6 319. f4 Cg4 320. Cc3 Cf6 321. d4 Cxd4 322. Cxd4 Cc6 323. f4 Cg4 324. Cc3 Cf6 325. d4 Cxd4 326. Cxd4 Cc6 327. f4 Cg4 328. Cc3 Cf6 329. d4 Cxd4 330. Cxd4 Cc6 331. f4 Cg4 332. Cc3 Cf6 333. d4 Cxd4 334. Cxd4 Cc6 335. f4 Cg4 336. Cc3 Cf6 337. d4 Cxd4 338. Cxd4 Cc6 339. f4 Cg4 340. Cc3 Cf6 341. d4 Cxd4 342. Cxd4 Cc6 343. f4 Cg4 344. Cc3 Cf6 345. d4 Cxd4 346. Cxd4 Cc6 347. f4 Cg4 348. Cc3 Cf6 349. d4 Cxd4 350. Cxd4 Cc6 351. f4 Cg4 352. Cc3 Cf6 353. d4 Cxd4 354. Cxd4 Cc6 355. f4 Cg4 356. Cc3 Cf6 357. d4 Cxd4 358. Cxd4 Cc6 359. f4 Cg4 360. Cc3 Cf6 361. d4 Cxd4 362. Cxd4 Cc6 363. f4 Cg4 364. Cc3 Cf6 365. d4 Cxd4 366. Cxd4 Cc6 367. f4 Cg4 368. Cc3 Cf6 369. d4 Cxd4 370. Cxd4 Cc6 371. f4 Cg4 372. Cc3 Cf6 373. d4 Cxd4 374. Cxd4 Cc6 375. f4 Cg4 376. Cc3 Cf6 377. d4 Cxd4 378. Cxd4 Cc6 379. f4 Cg4 380. Cc3 Cf6 381. d4 Cxd4 382. Cxd4 Cc6 383. f4 Cg4 384. Cc3 Cf6 385. d4 Cxd4 386. Cxd4 Cc6 387. f4 Cg4 388. Cc3 Cf6 389. d4 Cxd4 390. Cxd4 Cc6 391. f4 Cg4 392. Cc3 Cf6 393. d4 Cxd4 394. Cxd4 Cc6 395. f4 Cg4 396. Cc3 Cf6 397. d4 Cxd4 398. Cxd4 Cc6 399. f4 Cg4 400. Cc3 Cf6 401. d4 Cxd4 402. Cxd4 Cc6 403. f4 Cg4 404. Cc3 Cf6 405. d4 Cxd4 406. Cxd4 Cc6 407. f4 Cg4 408. Cc3 Cf6 409. d4 Cxd4 410. Cxd4 Cc6 411. f4 Cg4 412. Cc3 Cf6 413. d4 Cxd4 414. Cxd4 Cc6 415. f4 Cg4 416. Cc3 Cf6 417. d4 Cxd4 418. Cxd4 Cc6 419. f4 Cg4 420. Cc3 Cf6 421. d4 Cxd4 422. Cxd4 Cc6 423. f4 Cg4 424. Cc3 Cf6 425. d4 Cxd4 426. Cxd4 Cc6 427. f4 Cg4 428. Cc3 Cf6 429. d4 Cxd4 430. Cxd4 Cc6 431. f4 Cg4 432. Cc3 Cf6 433. d4 Cxd4 434. Cxd4 Cc6 435. f4 Cg4 436. Cc3 Cf6 437. d4 Cxd4 438. Cxd4 Cc6 439. f4 Cg4 440. Cc3 Cf6 441. d4 Cxd4 442. Cxd4 Cc6 443. f4 Cg4 444. Cc3 Cf6 445. d4 Cxd4 446. Cxd4 Cc6 447. f4 Cg4 448. Cc3 Cf6 449. d4 Cxd4 450. Cxd4 Cc6 451. f4 Cg4 452. Cc3 Cf6 453. d4 Cxd4 454. Cxd4 Cc6 455. f4 Cg4 456. Cc3 Cf6 457. d4 Cxd4 458. Cxd4 Cc6 459. f4 Cg4 460. Cc3 Cf6 461. d4 Cxd4 462. Cxd4 Cc6 463. f4 Cg4 464. Cc3 Cf6 465. d4 Cxd4 466. Cxd4 Cc6 467. f4 Cg4 468. Cc3 Cf6 469. d4 Cxd4 470. Cxd4 Cc6 471. f4 Cg4 472. Cc3 Cf6 473. d4 Cxd4 474. Cxd4 Cc6 475. f4 Cg4 476. Cc3 Cf6 477. d4 Cxd4 478. Cxd4 Cc6 479. f4 Cg4 480. Cc3 Cf6 481. d4 Cxd4 482. Cxd4 Cc6 483. f4 Cg4 484. Cc3 Cf6 485. d4 Cxd4 486. Cxd4 Cc6 487. f4 Cg4 488. Cc3 Cf6 489. d4 Cxd4 490. Cxd4 Cc6 491. f4 Cg4 492. Cc3 Cf6 493. d4 Cxd4 494. Cxd4 Cc6 495. f4 Cg4 496. Cc3 Cf6 497. d4 Cxd4 498. Cxd4 Cc6 499. f4 Cg4 500. Cc3 Cf6 501. d4 Cxd4 502. Cxd4 Cc6 503. f4 Cg4 504. Cc3 Cf6 505. d4 Cxd4 506. Cxd4 Cc6 507. f4 Cg4 508. Cc3 Cf6 509. d4 Cxd4 510. Cxd4 Cc6 511. f4 Cg4 512. Cc3 Cf6 513. d4 Cxd4 514. Cxd4 Cc6 515. f4 Cg4 516. Cc3 Cf6 517. d4 Cxd4 518. Cxd4 Cc6 519. f4 Cg4 520. Cc3 Cf6 521. d4 Cxd4 522. Cxd4 Cc6 523. f4 Cg4 524. Cc3 Cf6 525. d4 Cxd4 526. Cxd4 Cc6 527. f4 Cg4 528. Cc3 Cf6 529. d4 Cxd4 530. Cxd4 Cc6 531. f4 Cg4 532. Cc3 Cf6 533. d4 Cxd4 534. Cxd4 Cc6 535. f4 Cg4 536. Cc3 Cf6 537. d4 Cxd4 538. Cxd4 Cc6 539. f4 Cg4 540. Cc3 Cf6 541. d4 Cxd4 542. Cxd4 Cc6 543. f4 Cg4 544. Cc3 Cf6 545. d4 Cxd4 546. Cxd4 Cc6 547. f4 Cg4 548. Cc3 Cf6 549. d4 Cxd4 550. Cxd4 Cc6 551. f4 Cg4 552. Cc3 Cf6 553. d4 Cxd4 554. Cxd4 Cc6 555. f4 Cg4 556. Cc3 Cf6 557. d4 Cxd4 558. Cxd4 Cc6 559. f4 Cg4 560. Cc3 Cf6 561. d4 Cxd4 562. Cxd4 Cc6 563. f4 Cg4 564. Cc3 Cf6 565. d4 Cxd4 566. Cxd4 Cc6 567. f4 Cg4 568. Cc3 Cf6 569. d4 Cxd4 570. Cxd4 Cc6 571. f4 Cg4 572. Cc3 Cf6 573. d4 Cxd4 574. Cxd4 Cc6 575. f4 Cg4 576. Cc3 Cf6 577. d4 Cxd4 578. Cxd4 Cc6 579. f4 Cg4 580. Cc3 Cf6 581. d4 Cxd4 582. Cxd4 Cc6 583. f4 Cg4 584. Cc3 Cf6 585. d4 Cxd4 586. Cxd4 Cc6 587. f4 Cg4 588. Cc3 Cf6 589. d4 Cxd4 590. Cxd4 Cc6 591. f4 Cg4 592. Cc3 Cf6 593. d4 Cxd4 594. Cxd4 Cc6 595. f4 Cg4 596. Cc3 Cf6 597. d4 Cxd4 598. Cxd4 Cc6 599. f4 Cg4 600. Cc3 Cf6 601. d4 Cxd4 602. Cxd4 Cc6 603. f4 Cg4 604. Cc3 Cf6 605. d4 Cxd4 606. Cxd4 Cc6 607. f4 Cg4 608. Cc3 Cf6 609. d4 Cxd4 610. Cxd4 Cc6 611. f4 Cg4 612. Cc3 Cf6 613. d4 Cxd4 614. Cxd4 Cc6 615. f4 Cg4 616. Cc3 Cf6 617. d4 Cxd4 618. Cxd4 Cc6 619. f4 Cg4 620. Cc3 Cf6 621. d4 Cxd4 622. Cxd4 Cc6 623. f4 Cg4 624. Cc3 Cf6 625. d4 Cxd4 626. Cxd4 Cc6 627. f4 Cg4 628. Cc3 Cf6 629. d4 Cxd4 630. Cxd4 Cc6 631. f4 Cg4 632. Cc3 Cf6 633. d4 Cxd4 634. Cxd4 Cc6 635. f4 Cg4 636. Cc3 Cf6 637. d4 Cxd4 638. Cxd4 Cc6 639. f4 Cg4 640. Cc3 Cf6 641. d4 Cxd4 642. Cxd4 Cc6 643. f4 Cg4 644. Cc3 Cf6 645. d4 Cxd4 646. Cxd4 Cc6 647. f4 Cg4 648. Cc3 Cf6 649. d4 Cxd4 650. Cxd4 Cc6 651. f4 Cg4 652. Cc3 Cf6 653. d4 Cxd4 654. Cxd4 Cc6 655. f4 Cg4 656. Cc3 Cf6 657. d4 Cxd4 658. Cxd4 Cc6 659. f4 Cg4 660. Cc3 Cf6 661. d4 Cxd4 662. Cxd4 Cc6 663. f4 Cg4 664. Cc3 Cf6 665. d4 Cxd4 666. Cxd4 Cc6 667. f4 Cg4 668. Cc3 Cf6 669. d4 Cxd4 670. Cxd4 Cc6 671. f4 Cg4 672. Cc3 Cf6 673. d4 Cxd4 674. Cxd4 Cc6 675. f4 Cg4 676. Cc3 Cf6 677. d4 Cxd4 678. Cxd4 Cc6 679. f4 Cg4 680. Cc3 Cf6 681. d4 Cxd4 682. Cxd4 Cc6 683. f4 Cg4 684. Cc3 Cf6 685. d4 Cxd4 686. Cxd4 Cc6 687. f4 Cg4 688. Cc3 Cf6 689. d4 Cxd4 690. Cxd4 Cc6 691. f4 Cg4 692. Cc3 Cf6 693. d4 Cxd4 694. Cxd4 Cc6 695. f4 Cg4 696. Cc3 Cf6 697. d4 Cxd4 698. Cxd4 Cc6 699. f4 Cg4 700. Cc3 Cf6 701. d4 Cxd4 702. Cxd4 Cc6 703. f4 Cg4 704. Cc3 Cf6 705. d4 Cxd4 706. Cxd4 Cc6 707. f4 Cg4 708. Cc3 Cf6 709. d4 Cxd4 710. Cxd4 Cc6 711. f4 Cg4 712. Cc3 Cf6 713. d4 Cxd4 714. Cxd4 Cc6 715. f4 Cg4 716. Cc3 Cf6 717. d4 Cxd4 718. Cxd4 Cc6 719. f4 Cg4 720. Cc3 Cf6 721. d4 Cxd4 722. Cxd4 Cc6 723. f4 Cg4 724. Cc3 Cf6 725. d4 Cxd4 726. Cxd4 Cc6 727. f4 Cg4 728. Cc3 Cf6 729. d4 Cxd4 730. Cxd4 Cc6 731. f4 Cg4 732. Cc3 Cf6 733. d4 Cxd4 734. Cxd4 Cc6 735. f4 Cg4 736. Cc3 Cf6 737. d4 Cxd4 738. Cxd4 Cc6 739. f4 Cg4 740. Cc3 Cf6 741. d4 Cxd4 742. Cxd4 Cc6 743. f4 Cg4 744. Cc3 Cf6 745. d4 Cxd4 746. Cxd4 Cc6 747. f4 Cg4 748. Cc3 Cf6 749. d4 Cxd4 750. Cxd4 Cc6 751. f4 Cg4 752. Cc3 Cf6 753. d4 Cxd4 754. Cxd4 Cc6 755. f4 Cg4 756. Cc3 Cf6 757. d4 Cxd4 758. Cxd4 Cc6 759. f4 Cg4 760. Cc3 Cf6 761. d4 Cxd4 762. Cxd4 Cc6 763. f4 Cg4 764. Cc3 Cf6 765. d4 Cxd4 766. Cxd4 Cc6 767. f4 Cg4 768. Cc3 Cf6 769. d4 Cxd4 770. Cxd4 Cc6 771. f4 Cg4 772. Cc3 Cf6 773. d4 Cxd4 774. Cxd4 Cc6 775. f4 Cg4 776. Cc3 Cf6 777. d4 Cxd4 778. Cxd4 Cc6 779. f4 Cg4 780. Cc3 Cf6 781. d4 Cxd4 782. Cxd4 Cc6 783. f4 Cg4 784. Cc3 Cf6 785. d4 Cxd4 786. Cxd4 Cc6 787. f4 Cg4 788. Cc3 Cf6 789. d4 Cxd4 790. Cxd4 Cc6 791. f4 Cg4 792. Cc3 Cf6 793. d4 Cxd4 794. Cxd4 Cc6 795. f4 Cg4 796. Cc3 Cf6 797. d4 Cxd4 798. Cxd4 Cc6 799. f4 Cg4 800. Cc3 Cf6 801. d4 Cxd4 802. Cxd4 Cc6 803. f4 Cg4 804. Cc3 Cf6 805. d4 Cxd4 806. Cxd4 Cc6 807. f4 Cg4 808. Cc3 Cf6 809. d4 Cxd4 810. Cxd4 Cc6 811. f4 Cg4 812. Cc3 Cf6 813. d4 Cxd4 814. Cxd4 Cc6 815. f4 Cg4 816. Cc3 Cf6 817. d4 Cxd4 818. Cxd4 Cc6 819. f4 Cg4 820. Cc3 Cf6 821. d4 Cxd4 822. Cxd4 Cc6 823. f4 Cg4 824. Cc3 Cf6 825. d4 Cxd4 826. Cxd4 Cc6 827. f4 Cg4 828. Cc3 Cf6 829. d4 Cxd4 830. Cxd4 Cc6 831. f4 Cg4 832. Cc3 Cf6 833. d4 Cxd4 834. Cxd4 Cc6 835. f4 Cg4 836. Cc3 Cf6 837. d4 Cxd4 838. Cxd4 Cc6 839. f4 Cg4 840. Cc3 Cf6 841. d4 Cxd4 842. Cxd4 Cc6 843. f4 Cg4 844. Cc3 Cf6 845. d4 Cxd4 846. Cxd4 Cc6 847. f4 Cg4 848. Cc3 Cf6 849. d4 Cxd4 850. Cxd4 Cc6 851. f4 Cg4 852. Cc3 Cf6 853. d4 Cxd4 854. Cxd4 Cc6 855. f4 Cg4 856. Cc3 Cf6 857. d4 Cxd4 858. Cxd4 Cc6 859. f4 Cg4 860. Cc3 Cf6 861. d4 Cxd4 862. Cxd4 Cc6 863. f4 Cg4 864. Cc3 Cf6 865. d4 Cxd4 866. Cxd4 Cc6 867. f4 Cg4 868. Cc3 Cf6 869. d4 Cxd4 870. Cxd4 Cc6 871. f4 Cg4 872. Cc3 Cf6 873. d4 Cxd4 874. Cxd4 Cc6 875. f4 Cg4 876. Cc3 Cf6 877. d4 Cxd4 878. Cxd4 Cc6 879. f4 Cg4 880. Cc3 Cf6 881. d4 Cxd4 882. Cxd4 Cc6 883. f4 Cg4 884. Cc3 Cf6 885. d4 Cxd4 886. Cxd4 Cc6 887. f4 Cg4 888. Cc3 Cf6 889. d4 Cxd4 890. Cxd4 Cc6 891. f4 Cg4 892. Cc3 Cf6 893. d4 Cxd4 894. Cxd4 Cc6 895. f4 Cg4 896. Cc3 Cf6 897. d4 Cxd4 898. Cxd4 Cc6 899. f4 Cg4 900. Cc3 Cf6 901. d4 Cxd4 902. Cxd4 Cc6 903. f4 Cg4 904. Cc3 Cf6 905. d4 Cxd4 906. Cxd4 Cc6 907. f4 Cg4 908. Cc3 Cf6 909. d4 Cxd4 910. Cxd4 Cc6 911. f4 Cg4 912. Cc3 Cf6 913. d4 Cxd4 914. Cxd4 Cc6 915. f4 Cg4 916. Cc3 Cf6 917. d4 Cxd4 918. Cxd4 Cc6 919. f4 Cg4 920. Cc3 Cf6 921. d4 Cxd4 922. Cxd4 Cc6 923. f4 Cg4 924. Cc3 Cf6 925. d4 Cxd4 926. Cxd4 Cc6 927. f4 Cg4 928. Cc3 Cf6 929. d4 Cxd4 930. Cxd4 Cc6 931. f4 Cg4 932. Cc3 Cf6 933. d4 Cxd4 934. Cxd4 Cc6 935. f4 Cg4 936. Cc3 Cf6 937. d4 Cxd4 938. Cxd4 Cc6 939. f4 Cg4 940. Cc3 Cf6 941. d4 Cxd4 942. Cxd4 Cc6 943. f4 Cg4 944. Cc3 Cf6 945. d4 Cxd4 946. Cxd4 Cc6 947. f4 Cg4 948. Cc3 Cf6 949. d4 Cxd4 950. Cxd4 Cc6 951. f4 Cg4 952. Cc3 Cf6 953. d4 Cxd4 954. Cxd4 Cc6 955. f4 Cg4 956. Cc3 Cf6 957. d4 Cxd4 958. Cxd4 Cc6 959. f4 Cg4 960. Cc3 Cf6 961. d4 Cxd4 962. Cxd4 Cc6 963. f4 Cg4 964. Cc3 Cf6 965. d4 Cxd4 966. Cxd4 Cc6 967. f4 Cg4 968. Cc3 Cf6 969. d4 Cxd4 970. Cxd4 Cc6 971. f4 Cg4 972. Cc3 Cf6 973. d4 Cxd4 974. Cxd4 Cc6 975. f4 Cg4 976. Cc3 Cf6 977. d4 Cxd4 978. Cxd4 Cc6 979. f4 Cg4 980. Cc3 Cf6 981. d4 Cxd4 982. Cxd4 Cc6 983. f4 Cg4 984. Cc3 Cf6 985. d4 Cxd4 986. Cxd4 Cc6 987. f4 Cg4 988. Cc3 Cf6 989. d4 Cxd4 990. Cxd4 Cc6 991. f4 Cg4 992. Cc3 Cf6 993. d4 Cxd4 994. Cxd4 Cc6 995. f4 Cg4 996. Cc3 Cf6 997. d4 Cxd4 998. Cxd4 Cc6 999. f4 Cg4 1000. Cc3 Cf6

NOTES
a) 4... Cc4 est encore joué de temps en temps : 5. Cxh4, dxc4; 6. Fc4, ab; 7. a4, b5; 8. d5 (ou 8. Cc3), Fb7; 9. dxc4, dxc4; 10. Rxd1, fxc6; 11. Fxc6, Cc6; 12. Fc3, Cxh4 avec avantage aux Noirs (Imanishvili-Malashuk, Ruzsa, 1987).

b) Dans les années 1900, on poursuivait par 6. dxc5, Cc6; 7. Cf3, Fxc5; 8. Fd3.
c) On 7. Dg4; 7. Cc4-2; 7. Cf3.
d) Délaissant la variante de sacrifice à la mode 7... Dd6; 8. Cc4, Da5+; 9. c3, cxd4; 10. b4, Cxb4; 11. gxb4+; 12. Fd2, Fxd2+; 13. Cxd2, b6; 14. Fd3 ou 14. b4 ou 14. Dd3 avec le plus souvent un léger avantage aux Blancs.
e) Sur 8... Dd6 les Blancs ont le choix entre 9. Fc2; 9. a3 et 9. Dd2.
f) 11. g4 est intéressant (Hodgson-Barnev, Sochi, 1987). 11. Fc2 est courant; par exemple, 11... Cxd4; 12. Fxd4, b5; 13. Ff3, Fxd4; 14. Dxd4, Fb7; 15. Rb1, Tg8; 16. b4, Dc7; 17. h5, Dc4; 18. h6 avec un jeu facile pour les Blancs (Tzschovitsky-Korsunov, URSS, 1984). Ou encore 11. b4.
g) 11... Cxd4 était attendu mais Timman préfère conserver pour le moment son C-d.
h) 13. b4 ou 13. g4 permettaient de passer la case e2 au Cg3.
i) Après avoir éliminé le F sur case noire, Timman force l'affaiblissement du roque ennemi.

j) La manœuvre Fc2-Fd3 n'est pas claire; d'un côté, elle va assister au côté des Blancs à un net flottement sur le plan stratégique.
k) Quant aux Noirs, ils n'hésitent pas à échanger les D, gagnant ainsi un temps pour l'avance du pion a, pour mettre à exécution leur plan : le doublement des T sur la colonne a.
l) Le dispositif est en place.
m) Et non 26. Cd3, Cc4 et les Noirs gagnent tout de suite.
n) Dernière touche avant la combinaison sur b3.
o) Menace 28... Fg6.
p) Tout est maintenant prêt pour engager les hostilités.
q) Si 32. Rb2, Ta8-a2 mat.
r) Ainsi s'explique le déplacement du Fp4 au vingt-sixième coup.
s) Forcé pour ne pas perdre la qualité.
t) Et non 35... g3 à cause de 36. Td4 suivi de Cd3.
u) Les Noirs ont un pion de plus, résultat de la combinaison sur la case b3, et de bonnes chances de gain dans cette fin de partie.
v) Si 46. Rxc3, b2; si 46. Cg2, Rg7; 47. Cc3, Fd5; 48. Cd1, Rg6; 49. Cc3, Rf5, etc.

w) Dernière tentative. Si 50. Cd2, Fd2 et les deux pions blancs tombent.
x) Si 52. f7, b1=D; 53. f8=D, Dc1+; 54. Rb4, Dd2+; 55. Ra4, Dd3+; 56. Da5, Dd5 mat.
y) Si 53. h6, Fd3.
z) Si 55. h6, Fg8; 56. f7, Fh7+ suivi de 57... Rg7 et les Noirs gagnent. Une belle partie du vainqueur du tournoi de Linares.

CLAUDE LEMORE
ÉTUDE N° 1275
E. DOBRESCU
(1984)

BLANCS (7) : Rh1, Ta6, Ca5, Fg5 et h5, Fd3, g3.
NOIRS (5) : Rg8, Tg8 et h8, Fc4, Ff3.
Les Blancs jouent et gagnent.

bridge

N° 1273

ÉTOUFFEMENT EXCEPTIONNEL

Les enchères auraient pu être les suivantes (O. don. Per. vuln.).

Ouest	Nord	Est	Sud
Passé	1 ♣	Passé	2 ♠
Passé	3 ♣	Passé	4 ♠
Passé	Passé	Passé	Passé

Quest ayant entamé le Dame de Carreau et joué Carreau, Est a pris du

Roi et a continué Carreau coupé par le 5 de Pique du mort. Comment Momi-giano, en Sud, a-t-il gagné QUATRE PIQUES contre toute défense ?

Réponses :
Pour ne donner que l'

A ces prix-là, je vais encore en mettre partout dans la salle de bains.

48F
TAFELBERG Étagère de salle de bain. 100% bois. Divers coloris. 55 x 90 cm.

170F
TUFFBERG Tapis de bain. 100% coton. Divers coloris. 55 x 90 cm.

230F
TALLA Banc. Pin massif non traité. 119 x 36 cm.

30F
NASEN Set de 5 accessoires pour salle de bain. PVC blanc.

30F
NASEN Armoire de toilette. Avec miroir. PVC blanc.

30F
RADHE Applique de salle de bain. Fixations plastique. Globe en verre. Blanc. Diam. 14 cm.

30F
RADHE Porte-savon. Plastique noir.

30F
RADHE Porte-gobelet. Plastique noir. Gobelet inclus.

49F
SERVIETTE EPONGE. 100% coton. Rayé bleu/blanc.

49F
TIDAN Jeu de 2 poubelles à pédale. Blanc ou noir.

49F
PAR Patère. Pin massif teinté brun clair et verni. Long. 40 cm.

49F
TALLA Caillebotis. Pin massif non traité. 60 x 60 cm.

49F
FRÅCK Miroir articulé. Métal chromé. 1 face normale, 1 face grossissante.

Il est temps d'aborder un vrai, beau et grave problème existentiel: pourquoi dans certaines salles de bains entend-on des chuchotements et pas dans d'autres? IKEA vous remercie de poser la question qui, à cet égard, n'est pas dénuée d'objets ni dans le catalogue ni dans votre magasin IKEA.

Parce que des objets, des accessoires et des meubles pour la salle de bains, chez IKEA, il y en a en veux-tu en voilà. Dans toutes les dimensions pour toutes les dimensions de salle de bains. Dans des couleurs toutes plus belles les unes que les autres et qui donnent envie de chanter à tue-tête même

quand on chante très, très faux. Sans oublier le linge de toilette tellement doux à la peau et tonique à l'œil qu'il vous met de bonne humeur rien qu'en s'enveloppant dedans.

Autre sujet de bonne humeur, les prix. Ça, on ne peut pas dire qu'ils vous mettent à sec quand vous vous mouillez. Des prix comme ça, ça vous rabiboche avec les prix. Plus petits, y a pas. Ou alors ce n'est pas IKEA. Ni la qualité IKEA, ni les couleurs IKEA, ni le côté malin, bien conçu et pratique IKEA.

Tenez, c'est bien simple, on est sûr que si vous venez faire un tour, comme ça, mine de rien, juste

pour voir éventuellement un porte-savon, vous restez deux heures (pas de problème, le parking est gratuit), vous réfléchissez dix minutes en grignotant une spécialité suédoise (le restaurant n'est pas cher du tout) et vous mettez dans le coffre de votre voiture de quoi en mettre partout dans votre salle de bain. Le tout sans avoir dépensé la moitié de la moitié de ce que vous comptiez dépenser.

Offre valable jusqu'au 17 Avril 83 dans la limite des stocks disponibles.



Ils sont fous ces Suédois

MINITEL 3615 IKEA
IKEA PARIS NORD II: ZAC PARIS NORD II - AUTOROUTE DU NORD SORTIE 21 PARIS NORD II TEL. (1) 48.61.20.25 - LUN A VEN: 11-20 H - NOCTURNE LE MER. JUSQU'A 22 H - SAM. ET DIM.: 10-20 H
IKEA EVRY LISSES: ZI LE CLOS-AUX-POIS AUTOROUTE DU SUD SORTIE EVRY LISSES MÉNÉCY TEL. (1) 64.97.71.20 - LUN A VEN: 11-20 H - NOCTURNE LE JEU JUSQU'A 22 H - SAM. ET DIM.: 10-20 H - PARADIS D'ENFANTS
IKEA LYON: ZAC DU CHAMP DU PONT - 69800 SPRIEST TEL. 78.26.49.49 - RESTAURANT PARADIS D'ENFANTS - IKEA VITROLLES: EN 113 QUARTIER DU GRIFFON - VITROLLES TEL. 42.29.96.16 - RESTAURANT PARADIS D'ENFANTS

هكذا من الاجل

Société

Aux Pays-Bas

Un ingénieur au chômage avoue l'enlèvement et l'assassinat de l'industriel Gerrit Jan Heijn

AMSTERDAM
de notre correspondant

Deux aspects ont particulièrement choqué le public néerlandais lors du dénouement tragique, le jeudi 7 avril, de l'enlèvement de l'industriel Gerrit Jan Heijn (*le Monde* du 8 avril). Tout d'abord, le fait que cet homme de cinquante-sept ans, « l'épicier le plus important des Pays-Bas », selon un slogan publicitaire, ait été abattu le jour même de son enlèvement, le 9 septembre 1987.

Second aspect : le cerveau présumé du rapt ne répondait pas du tout à l'archétype du criminel inventé, membre du milieu néerlandais. En fait, celui-ci était un homme de quarante-cinq ans, ingénieur diplômé, qui avait fondé plusieurs petites sociétés commerciales, il est vrai sans grand succès. Ces dernières années, il avait vécu grâce à une allocation chômage avec son épouse, artiste-peintre, durant ses loisirs, et leurs trois enfants.

Tous les membres de la famille ont été arrêtés mercredi. Mais la police a laissé entendre que l'épouse et les enfants ont pu être étrangers à l'enlèvement. Ainsi, l'épouse, inquiète, avait téléphoné à la police le jour même de l'enlèvement de M. Heijn, affirmant que son mari semblait lui aussi avoir disparu. Le lendemain, elle rappela la police pour l'informer du retour de son époux.

Le cerveau et acteur principal présumé, identifié selon les coutumes judiciaires néerlandaises seulement par le prénom et la première lettre de son nom de famille, Ferdie E..., a reconnu avoir enlevé M. Heijn, près de la ville de celui-ci aux environs de la ville de Haarlem.

Après l'avoir conduit en voiture vers une forêt aux abords de la ville de Arnhem, l'ingénieur obligé sa

victime à enregistrer deux messages sur des cassettes, le tua ensuite d'une balle dans la tête et l'enterra à l'endroit où il avait déjà préparé une tombe. Près du même endroit devait avoir lieu, le 27 novembre, le remis d'une rançon d'une valeur de quelque 24 millions de francs français.

Ferdie E... et la famille de M. Heijn entretenaient des contacts par le biais de petites annonces, en code, dans plusieurs quotidiens néerlandais, tout comme en 1984, les ravisseurs de M. Freddy Heineken, le magnat de la bière. Ferdie E... semble avoir suivi l'exemple de ces truands, dont le chef, condamné à douze ans de prison, a raconté, par le menu, son exploit dans un livre devenu un best-seller aux Pays-Bas.

Pendant les négociations, le ravisseur de M. Heijn avait laissé croire à la famille que sa victime était encore en vie. Les messages enregistrés, les lunettes et une partie du petit doigt sectionné de M. Heijn après l'assassinat étaient destinés à berner la famille.

Il y a un mois environ, la vigilance d'un employé de banque devait mettre la police sur la trace de Ferdie E..., qui avait commis l'imprudence de faire des courses dans un supermarché près de son domicile, avec des billets de banque de 250 florins provenant de la rançon, et dont les numéros avaient, naturellement, été relevés.

Le ravisseur devait commettre la même erreur à plusieurs reprises, ce qui permit finalement à la police d'établir son identité et de l'arrêter. A quelques billets de 250 florins près, la totalité de la rançon, constituée en grande partie en diamants, se trouvait toujours dans la cave de la coquette maison de l'ingénieur au chômage dans le village de Landmeeren, dans la banlieue verte d'Amsterdam.

RENÉ TER STEEGE.

Mis en cause à propos de ses liens avec l'Afrique du Sud

Un collaborateur de M. Pasqua va porter plainte contre plusieurs journaux

Comme il l'avait déjà laissé entendre (*le Monde* du 8 avril), M. Jean Taousson, chargé de mission au cabinet de M. Pasqua, a décidé de porter plainte contre les journaux qui, ces derniers jours, l'ont mis en cause à propos de ses liens avec l'Afrique du Sud.

Évoquant les accusations portées contre le collaborateur de M. Pasqua à propos de l'assassinat de Dulcie September, représentante en France de l'African National Congress (ANC), un communiqué du ministère de l'Intérieur, diffusé le jeudi 7 avril en fin de journée, indique que « certains journaux » ont accusé le conseiller de M. Pas-

qua « d'être intervenu auprès des services concernés du ministère afin d'obtenir l'autorisation de séjour de M. September » soit supprimée. « Selon les mêmes sources, ajoute le communiqué, M. Taousson aurait été à l'origine du recrutement de mercenaires pour le compte des services spéciaux sud-africains. »

Ces informations sont qualifiées d'« allégations diffamatoires ». Le communiqué conclut que M. Taousson « a chargé son conseil de poursuivre en justice les auteurs et les responsables de ces articles ».

Après la mort d'un enfant à Castellet (Vaucluse)

Le parquet d'Avignon ordonne l'ouverture d'une information judiciaire

Le parquet d'Avignon a ordonné l'ouverture d'une information judiciaire pour tenter de déterminer les causes de la mort de Raphaël Hurtig, cet enfant de trois ans qui avait disparu le dimanche 3 avril et dont le corps a été découvert mercredi soir dans un bois, à proximité du village de Castellet (Vaucluse).

Une autopsie pratiquée jeudi après-midi à Montpellier (Hérault) sur le cadavre de l'enfant avait conclu, selon des renseignements officiels, à une mort par épuisement. Les résultats de cet examen médico-légal, qui ont été transmis au juge d'instruction Jean-Pierre Masia, chargé de l'information judiciaire ouverte par le parquet d'Avignon, ne feraient état d'aucune trace de coups, blessures ou traumatisme.

Les gendarmes de la brigade de recherches de Nîmes, chargés par le juge d'instruction de l'enquête policière, observent un mutisme absolu sur la conduite de leurs investigations. Ils se disent simplement « intrigués » par un constat : le sentier où le corps de l'enfant a été découvert avec l'aide d'une radiostéthésiste avait, déjà, été exploré au début des recherches sans que les chiens spécialisés utilisés, à ce moment-là, détectent aucune piste.

Par ailleurs, le fait que l'enfant n'ait été victime d'aucune égratignure et que ses vêtements soient restés propres, sans trace de boue alors qu'il pleuvait le jour de sa disparition et que le lieu où il a été retrouvé était d'un accès extrêmement difficile, ne permet d'exclure aucune hypothèse.

URBANISME

Dans le 15^e arrondissement de Paris

Un quartier au bord de l'asphyxie

Les habitants du quartier de la porte de Versailles à Paris (15^e) sont furieux. Qu'on rénove le vieil hôpital de Vaugirard, passe encore. Difficile de s'y opposer. Mais que l'on construise des logements, c'est plus qu'ils ne peuvent supporter. Pour comprendre leur colère, il faut circuler au cœur de cet îlot bordé par la petite ceinture, au bout de la rue de Vaugirard.

Circuler, c'est vite dit. Dans ces rues étroites, très linéaires — allée s'appellent Vaugelles, Lacretelle, etc. — l'effet d'accumulation menace à tout instant. Un médecin cardiologue écrit : « Il m'est arrivé de mettre plus d'une heure pour me rendre auprès d'un malade atteint d'un infarctus du myocarde. » Un autre médecin confirme : « Les visites d'urgence sont pratiquement impossibles. » Une autre enfin : « Je suis contrainte de me rendre à pied aux appels d'urgence. Plusieurs fois, le transfert d'un malade à l'hôpital a été retardé par le fait qu'une ambulance se trouvait dans l'impossibilité d'avancer. »

Les derniers ateliers et les maisons particulières aux grilles rouillées ont un air faussement calme. La proximité du Parc des expositions se charge de l'agiter. Au moment des grands Salons, qui attirent jusqu'à 200 000 visiteurs par jour, les automobilistes rôdent inlassablement, en quête d'un carré de trottoir pour stationner. Il manque, dans le quartier, reconnaît un rapport établi par la mairie de Paris en 1983, environ

6 000 places de stationnement en semaine. Le week-end, le déficit atteint 13 200 places ! La situation, lit-on, est alors intolérable, les piétons et les véhicules en transit se frayant un passage avec beaucoup de difficultés. » Tout pis si l'on se traite de raciste, dit M. André Moritz, président de l'Office et lui-même d'origine tzi-

gane, mais lorsque je constate que, dans certaines tours, on a laissé s'entasser jusqu'à 55 % d'immigrés, je dis non. » M. Moritz a donc fait adopter par son conseil d'administration un nouveau règlement intérieur qui fixe à 10 % maximum le taux d'occupation d'un immeuble par les immigrés. « C'est seulement si nous ne pouvons pas ce pourcentage que les étrangers arriveront à avoir un véritable échange enrichissant pour eux », explique-t-il. Dans le même temps, il a été décidé que l'attribution d'un appartement social sera désormais subordonnée à la justification

de l'absence de liens avec l'Afrique du Sud. Les terrains non bâtis sont rares dans Paris. Le parc sert à la formation des futurs professeurs d'éducation physique ; il abrite aussi le vieil hôpital de Vaugirard, ses dépendances, et un couvent du dix-septième siècle. En 1987, l'Assistance publique (AP) achète le terrain à l'éducation nationale, avec le projet de rénover l'hôpital. Pour alléger la facture, l'AP a revendu une partie à un promoteur immobilier. La COGEDIM construira ici un immeuble de huit à neuf étages. Avant même la délivrance du permis de construire, le 1^{er} mars, les premiers occupants ont été commercialisés.

Un espace vert réduit, mais trois cents deux logements neufs, et trois cents quatre-vingts places de parking, plus mille mètres carrés d'activités et de bureaux, trois cent vingt lits nouveaux à l'hôpital rénové.

Le bilan de l'opération paraît positif. Il faut y voir de près.

Les appartements construits sont proposés au prix de

A l'occasion de sa « Journée mondiale »

L'OMS décerne quarante médailles pour la lutte anti-tabac

La première « Journée mondiale sans tabac », organisée le jeudi 7 avril par l'Organisation mondiale de la santé (OMS) à l'occasion de son quarantième anniversaire (*le Monde* du 7 avril), n'a pas empêché — on s'en doute ! — des centaines de milliers de personnes de fumer. Mais cette campagne, relayée par les médias et appuyée par de nombreux gouvernements, a eu un certain écho.

« L'utilisation du tabac équivaut à un lent suicide », a souligné dans une déclaration le directeur général de l'OMS, M. Halfon Mahler. Il a encouragé tous les fumeurs à prolon-

ger ces vingt-quatre heures sans tabac « d'une semaine, d'un mois, d'une année ».

L'OMS a rendu publique la liste de quarante personnalités et organisations ayant remporté une médaille pour avoir contribué à promouvoir l'idée d'une société sans tabac. Parmi elles figurent l'ex-président Jimmy Carter, le président cubain Fidel Castro, qui ne fume plus en public depuis 1981, le dessinateur Morris, dont le célèbre Lucky Luke ne porte plus de cigarette à la bouche, le *Readers' Digest*, qui a toujours refusé la publicité pour le tabac, ainsi que la compagnie aérienne soviétique Aeroflot et la compagnie américaine Northwest Airlines.

Paris joue avec le feu

Maryse, chauffeur de taxi, allume une cigarette dès qu'elle se trouve dans un embouteillage. Journée sans tabac ou pas. « Ce m'échappe d'appuyer sur le klaxon, explique-t-elle. Aujourd'hui, je n'ai pas résisté à l'envie de fumer comme d'habitude. » Antidote à l'ennui et à l'impatience, le tabac s'est consommé le jeudi 7 avril à Paris avec la même frénésie que les autres jours, dans les salles d'attente, les halls de gare ou les queues des cinémas.

Les animateurs de radio, chargés de diffuser la bonne parole tout au long de la journée, n'ont pas relâché la cadence infernale des cigarettes. « Mais ça ne fait rien puisque le public ne nous voit pas », avoue une animatrice. On n'a pas mieux respecté qu'ailleurs les consignes de cette journée à NRJ, radio dont la religion bannit pourtant l'usage du tabac. « NRJ prône la vie saine, le sport et l'hygiène », explique Max Guazzini, son directeur général, tout bronzé, dans une tenue de jogging. La station a donc offert 100 000 F d'espace publicitaire au Comité français d'éducation pour la santé. « Nous avons essayé de moins fumer

aujourd'hui mais c'était dur », déclare Max Guazzini en absorbant une énorme pilule antitabac. Dans les studios, la plupart des disc-jockeys ont déjà consommé leur premier paquet. « Quand le spot annonce que le tabac c'est plus ça va, j'ajoute une envie insaisissable d'en griller une », confie l'un d'eux, joignant le geste à la parole.

La plupart des fumeurs approuvent l'idée de la Journée. Le centre médical Emile-Augier, dans le seizième arrondissement, qui, comme tous les centres antitabac de France, propose une journée « portes ouvertes », a reçu vingt-cinq visiteurs de fumeurs curieux de connaître les méthodes de thérapie. Pourtant, les habitudes n'ont guère été modifiées. Aux Champs-Élysées, le débit de tabac du Brugnot Publicis a resté le même chiffre d'affaires que d'ordinaire. Les fumeurs n'ignorent cependant rien des dangers qui les guettent : « Quand on me montre des photos de tumeurs je frémis sur l'instant mais je me remets à fumer dix minutes après », déclare Philippe, un jeune colleur établi, cigarette à la

main, au café Cocteau, dans le quartier des Halles.

Alors, faut-il interdire le tabac dans certains lieux ? Gérard Faesch refuse depuis trois ans aux fumeurs l'entrée de son restaurant Aux Deux Canards, rue du Faubourg-Poissonnière. Cette initiative lui a valu au départ la diminution de moitié de ses recettes. Il pense toutefois que « rien ne vaut l'exemple : lorsque tout le monde s'abstient, plus personne n'est tenté d'allumer une cigarette ».

Les non-fumeurs, hélas, par cette journée, voudraient réserver des zones sans tabac sur les lieux de travail : « Impossible », répondent plusieurs chefs d'entreprises. « Quant à interdire totalement le tabac, ça serait porter atteinte aux libertés individuelles. »

L'exemple des États-Unis fait souvent trembler : « C'est parce que le tabac procure un certain plaisir que ce pays, en plein retour de puritanisme, le considère avec tant de violence », estime Annie, attachée de presse. Je ne voudrais pas que la France prenne le même chemin. »

RAFAËLE RIVAIS.

Une décision de l'office municipal

Pas plus de 10 % d'étrangers dans les HLM de La Seyne

Jusqu'à nouvel ordre, les gitans et les Maghrébins n'auront plus le droit aux HLM de La Seyne (Var), nous signalent nos correspondants à Nice et à Toulon. Ainsi en ont décidé à une écrasante majorité les quinze membres du conseil d'administration de cet office municipal qui gère cinq mille logements. Motif de la mesure discriminatoire : la proportion des étrangers parmi les locataires, et notamment les Maghrébins (six cents familles) a atteint un tel seuil qu'elle engendre de graves difficultés de gestion et des frictions avec les autres habitants. « Tout pis si l'on se traite de raciste, dit M. André Moritz, président de l'Office et lui-même d'origine tzi-

gane, mais lorsque je constate que, dans certaines tours, on a laissé s'entasser jusqu'à 55 % d'immigrés, je dis non. » M. Moritz a donc fait adopter par son conseil d'administration un nouveau règlement intérieur qui fixe à 10 % maximum le taux d'occupation d'un immeuble par les immigrés. « C'est seulement si nous ne pouvons pas ce pourcentage que les étrangers arriveront à avoir un véritable échange enrichissant pour eux », explique-t-il. Dans le même temps, il a été décidé que l'attribution d'un appartement social sera désormais subordonnée à la justification

de l'absence de liens avec l'Afrique du Sud. Les terrains non bâtis sont rares dans Paris. Le parc sert à la formation des futurs professeurs d'éducation physique ; il abrite aussi le vieil hôpital de Vaugirard, ses dépendances, et un couvent du dix-septième siècle. En 1987, l'Assistance publique (AP) achète le terrain à l'éducation nationale, avec le projet de rénover l'hôpital. Pour alléger la facture, l'AP a revendu une partie à un promoteur immobilier. La COGEDIM construira ici un immeuble de huit à neuf étages. Avant même la délivrance du permis de construire, le 1^{er} mars, les premiers occupants ont été commercialisés.

Un espace vert réduit, mais trois cents deux logements neufs, et trois cents quatre-vingts places de parking, plus mille mètres carrés d'activités et de bureaux, trois cent vingt lits nouveaux à l'hôpital rénové.

Le bilan de l'opération paraît positif. Il faut y voir de près.

Les appartements construits sont proposés au prix de

Incidents racistes dans le train Valenciennes-Lille

Quatre personnes dont deux militaires, fusiliers-commandos de l'air de Saint-Cyr-l'École, ont été placées au garde à vue, le jeudi 7 avril à Lille. La nuit précédente, dans le train Valenciennes-Lille, ils auraient violemment pris à partie plusieurs voyageurs. Deux étudiants, dont l'un est d'origine maghrébine, un jeune Sénégalais et un employé de la SNCF auraient, notamment, été l'objet de menaces, de réflexions douteuses et d'injures racistes. Un témoin a alors tiré le signal d'alarme, entraînant l'arrêt du train, qui s'est immobilisé à la hauteur d'Orchies (Nord). Les contrôleurs sont parvenus à isoler les agresseurs qui ont été interpellés en gare de Lille. Les quatre jeunes gens, Bernard Brouzet, dix-huit ans, Renaud Brunot, vingt ans, tous deux militaires, ainsi que Laurent Caudoux, dix-huit ans, ont été incrimés jeudi soir de « vol de fait avec préméditation et d'actes publics à caractère raciste ». Ils ont été remis en liberté, mesure assortie d'un placement sous contrôle judiciaire pour les frères Caudoux.

Quatre attentats contre des banques à Marseille

A quelques minutes d'intervalle, le jeudi 7 avril, vers 21 heures, quatre charges de faible puissance ont explosé à Marseille autour de la place de Strasbourg, près de l'avenue Camille-Pellétan (3^e arrondissement). Les engins visant quatre établissements bancaires — Société générale, Crédit mutuel, Caisse d'épargne et BNP — n'ont causé que des dégâts légers. Il n'y a pas eu de victime. Une cinquième charge également déposée devant une agence bancaire n'a pas fait explosion.

REPÈRES

Défense

Des PC volants pour la force nucléaire

Le ministre de la défense, M. André Giraud, s'est fait présenter, le jeudi 7 avril, en vol et au sol, sur la base de Brétigny-sur-Orge (Essonne), les programmes ASTARTE et RAMSES de quatre avions Transall équipés de matériels américains, qui servent de relais permanent de communications entre les autorités gouvernementales et les forces nucléaires (*le Monde* des 2 et 16 février). Ce système de transmission des ordres d'engagement de la force nucléaire est, désormais, opérationnel et il vise à suppléer les défaillances éventuelles des centres de commandement et de communications au sol, en cas de crise ou en période de conflit.

Environnement

Une drôle d'odeur dans la capitale...

Paris s'est éveillée, le jeudi 7 avril, enveloppée d'une odeur asséchée, où dominait le soufre. Les missions se sont attardées jusqu'à la mi-journée sans que les spécialistes en déclinent l'origine. Teneur anormale de dioxyde de soufre, à cause d'un refroidissement trop bas et de l'absence de vent : c'est le diagnostic du ministère de l'environnement. Cependant, jeudi soir, le laboratoire d'analyse de la ville de Paris n'avait pas encore identifié avec précision l'odeur irrespirable. Les météorologues ont tenté de reconstituer la trajectoire des vents, même légère. Ils sont remontés jusqu'à la Belgique. Météo entre Bruxelles et Paris : les nuages ont eu largement le temps de prendre nouvelles balades.

Un phoque criblé de plombs au Touquet

Les responsables du parc naturel du Méquetun (Somme), ont été surpris, le jeudi 7 avril, par la mort d'un phoque du Groenland d'une centaine de kilos qui était échoué sur la plage du Touquet. Voilà qui est déjà exceptionnel. Mais, encore plus étonnant, l'animal, qui est classé dans les espèces protégées, était criblé de plombs. Il avait été pêché pour gibier, soit par un pêcheur qui n'avait pas apprécié ce concert de ménéages de poissons, soit par un chasseur en mal de gibier. Bien que ces jours-ci le gibier soit en danger, le phoque a été transporté par avion spécial dans une clinique pour mammifères marins des Pays-Bas. Après extraction des plombs, il sera relâché en mer du Nord.

Espace

Une perche de secours pour la navette

La navette spatiale américaine Discovery, qui doit être lancée le 4 août prochain, sera équipée d'une perche télescopique d'environ 3 mètres pour permettre l'évacuation rapide des astronautes. En cas d'urgence, et seulement si la navette est en vol horizontal dans l'atmosphère, les astronautes devraient s'écarter de l'engin et glisserient alors avec leur parachute et leur équipement de survie le long de cette perche, ce qui leur éviterait d'être touchés pendant leur évacuation par la queue de l'appareil. Ce système très rustique a été préféré aux petites fusées individuelles qui devaient éjecter les membres de l'équipage loin de la navette au cas où celle-ci devrait s'écarter de sa trajectoire ou être mise en orbite.

Médecine

Épidémie de méningite au Tchad

Les autorités tchadiennes ont lancé, le mercredi 6 avril, un appel à la communauté internationale pour l'acheminement d'urgence de médicaments et de personnel afin d'aider le gouvernement à enrayer une épidémie de méningite méningo-spinale qui sévit à N'Djamena depuis plus de deux mois. Le ministre des affaires étrangères, M. Boura Lissou, a qualifié la situation de « précaire » et indiqué que deux cent trente décès avaient déjà été recensés sur deux mille six cent quarante malades soignés à l'hôpital de N'Djamena.

Une vaste campagne de vaccinations avait été lancée il y a un mois et demi, mais seulement deux cent cinquante mille habitants qui compte la capitale du Tchad ont pu être vaccinés. Depuis cette semaine, une équipe de médecins militaires française, de la bio-force, est à pied d'œuvre à N'Djamena, avec six cent trente mille doses de vaccin. — (Rou-ter.)

Culture

THÉÂTRE

Le Monde • Samedi 9 avril 1988 21

« Mort de Judas » et « le Point de vue de Ponce Pilate » de Paul Claudel

La brebis rue dans les brancards

Sophie Loucacevski porte sur la scène au Théâtre Paris-Villette « Mort de Judas » et « le Point de vue de Ponce Pilate » de Paul Claudel. Deux fantasmes clairvoyants et passionnés.

« Il est infiniment plus facile de ne pas croire que de croire. Le monde sensible nous entoure et nous presse de tous côtés. Il est simple de ne rien voir du tout par-delà », écrit Paul Claudel dans un beau texte qu'il appelle la *folle foi* de son enfance, et il reconnaît aussi ce qu'a « d'assez effrayant, pour l'intelligence et pour l'imagination, la pensée d'être désormais limitée dans leurs états et de se trouver enserées dans le cadre imposé par la foi, la morale et la charité à l'égard du prochain ».

En attendant, Paul Claudel, l'un des écrivains français dont l'intelligence et l'imagination ont été les plus fortes, « croyait ». Et même, à partir de 1925, quand il a eu le sentiment, avec la *Souffrance de sainte Thérèse*, d'un « devoir accompli », il a cessé de donner des œuvres poétiques ou dramatiques majeures pour se plus écrire, jour après jour, que des « commentaires » de l'Ancien et du Nouveau Testament. Des milliers de pages de commentaires.

Mais la fidèle brebis Claudel avait un fétu sacré. Dans les églises où il entrait, priait, comme devant tel ou tel verget, des Écritures, il lui arrivait de ruer dans les brancards. Rues colériques, et parfois drôles, pour modifier.

« Si nous allons à l'église, dit-il, on n'est jamais sûr d'échapper aux cantiques, dévotions de chapelles, chuchotements dévots, sans parler du service des confessionnaux qui fait plus mal ressembler les lieux saints à une antichambre de dentiste. Et enfin, il n'est pas facile d'associer la présence de Dieu avec ce décor à la fois trépidant et rutilant qui nous donne l'impression d'une vieille demoiselle en costume de cirque ».

S'il reste prior à la maison, Claudel, ouvrant le Livre de Jérémie ou l'Évangile de saint Luc, peut aussi bien piquer sa crise. Toutefois deux textes très curieux qui datent

de 1933 : *Mort de Judas* et *le Point de vue de Ponce Pilate*.

Les années précédentes, Claudel a été ambassadeur de France à Tokyo, puis à Washington. Sa distance de regard, son franc-parler aussi, se sont affirmées. Mais il semble bien que ces deux personnages de Judas et de Pilate aient frappé Claudel très tôt, dès son enfance. Il a toujours eu, pour ces deux-là, quelque chose comme un penchant. En 1933, il ose l'écrire.

Non seulement il esquisse une sorte de pseudo-réhabilitation de ses deux protégés, mais, par leur entremise, il « raquine » quelques passages des Évangiles, paraboles ou miracles, qui restent déconcertants.

L'indulgence pour Judas tient à ce que Claudel voit en lui le garçon sérieux, responsable, qui, durant les trois années de remue-ménage de Jésus et de sa suite, s'est collé la corvée d'assurer l'intendance. « Nous étions toujours au moins treize à table, sans parler de l'improvisé. Le soir, tous de même, quand on avait fini de considérer les lys des champs, on était heureux de trouver la soupe prête ».

« Evidemment, c'est plus distingué de ne pas toucher à l'argent, il faut tout de même qu'il y ait quelque chose qui s'en occupe. On ne peut pas vivre éternellement en se remplissant les poches des épis qui vous tombent sous la main », continue le Judas de Claudel. Et nous retrouvons là les regards que Claudel, depuis qu'il était un enfant, manifestait à l'argent. « L'argent, l'écu, le thaler, le dollar, c'était le salaire immédiat d'une journée, d'un effort loyal... le témoignage du travail et la garantie de la liberté. L'argent dans la Bible est le symbole de la parole de Dieu ».

Judas, par la plume de Claudel, nous dit avoir suivi Jésus « sans hésiter », « avoir mordu à l'hémicor » lorsqu'il a entendu « toutes ces histoires de domaines mystérieux, on ne sait où, qui rapportent cent pour un ». Il a été frappé aussi par cette parabole des talents, forcément, car un homme se fait accuser d'avoir laissé moisir son argent sans le placer à la banque, sans obtenir un intérêt.

Et Claudel, tant qu'il a Judas sous la main, en profite pour « accrocher » les miracles, « qui ne prouvent rien », et la parabole de l'ouvrier qui obtient pour une heure

de travail autant de salaire que ses camarades pour dix heures, et cette façon de « maudire son figuier parce qu'il ne produit pas des abricots au mois de mars ». Ainsi de suite.

Tout différent est le propos de Pilate. Les miracles, les paraboles, ne le concernent en rien. Si Claudel lui donne la parole, c'est juste pour qu'il se lave de sa mauvaise réputation, style « Crucifié sous Ponce Pilate », pour qu'il remette les choses au point.

Pilate, nous rappelle Claudel, est un fonctionnaire de Rome, un fonctionnaire colonial. Il est là pour éviter le désordre. Or, c'est la grande Pâque juive, « Jérusalem bondée de pèlerins, une atmosphère d'excitation et de fanatisme, et en même temps des gens en vacances libérés du regard de la gendarmerie, sans compter l'écume qui entraîne toujours avec elles ces manifestations populaires ».

De belles méditations

Or, grâce à la poigne souple, invincible de Pilate, tout se passe bien. Plutôt, tout se passait bien si un autonome nommé Jésus n'avait choisi cette fête pour ficher le désordre au Temple, renverser les étables, tenir des discours de pure provocation.

Ce qui, d'ailleurs, ne regarde pas vraiment Pilate. « Tout cela s'est passé entre vous », lui fait dire (imprudemment) Claudel, « c'est leur affaire... Il n'y a pas à me demander de comprendre quel que ce soit à ces égorgements de synagogues ».

Mais c'est le drame : le sanhédrin, le tribunal formé de membres de la noblesse sacerdotale juive, prononce contre Jésus une sentence de mort. Et, selon la loi, il appartient alors à un détachement de soldats romains d'exécuter le condamné.

Cela rappelle la procédure de l'Inquisition, plus tard : l'inquisiteur dominicain prononce la condamnation à mort, mais l'Église remet ensuite le condamné aux autorités civiles, qui font procéder à l'exécution.

Pilate, d'ailleurs, qui n'y est pas obligé, essaie de sauver la tête de Jésus. Mais il n'y parvient pas. Et Claudel a toujours été frappé par un détail de ce que raconte Jean, celui qui s'étend le plus sur les tentatives

de sauvetage de Pilate. A une question de Pilate, Jésus a répondu : « Je ne suis venu dans le monde que pour rendre témoignage à la vérité ». Pilate lui dit alors : « Qu'est-ce que la vérité ? », et, sans attendre la réponse, il quitte la pièce, pour aller rejoindre les juifs, qui sont rassemblés dehors (il n'est pas question pour eux d'entrer chez Pilate, l'ennemi, l'occupant).

C'est cela, ce fait d'avoir quitté Jésus, laissant la question sans réponse, peut-être d'avoir brisé la espérance, pour ne pas entendre la réponse, c'est cela, dans l'esprit de Claudel, ce qui condamne Pilate. « Je n'ai pas eu le temps d'attendre la réponse », dit le Pilate de Claudel. « J'ai le sentiment aujourd'hui que j'aurais dû le faire ».

Dans une lettre écrite de Chine en 1907, Claudel écrivait : « Rien de plus perfide et de plus dangereux que l'interrogateur, le Pilate qui demande : Qu'est-ce que la vérité ? à celui qui est cette vérité même ».

Au Théâtre Paris-Villette, Sophie Loucacevski a eu l'idée excellente de porter *Mort de Judas* et *le Point de vue de Ponce Pilate* sur la scène. Il n'y a pas de mise en scène inutile. Dans un cadre juste, sobre, tout le théâtre de la chose repose sur l'art des deux acteurs, éclairés comme il faut. Philippe Fretun, Judas, exprime, avec un art très maîtrisé, sensible, une rancune, une déception, mais aussi un amour, envers ce Jésus qui avait su ce qu'il faisait en le choisissant, lui Judas, comme intendant. Sophie Loucacevski a placé Fretun-Judas au bout d'une corde : il est pendu, il se balance, et il parle néanmoins. C'est exactement ce que Claudel a disposé. Cela permet de réduire à son juste poids l'humour, la gaieté, du texte. Ce qui est bien. Mais cela rend la vision et l'écoute tout de même douloureux.

François Berliand nous donne un Pilate très proche, à la fois créateur et inquiet. Il est innocent, mais comment ne serait-il pas coupable ? Il marche sur des œufs. Il est assis entre deux chaises : la bonne et la mauvaise fol, alors il a la bougoette. Finalement, à les voir jouer comme ça, par deux acteurs habillés, ces deux « fantasmes » de Claudel sont deux très belles méditations, clairvoyantes et passionnées.

MICHEL COGNINOT.
* Théâtre Paris-Villette, 21 heures.

La deuxième Nuit des Molières 1988

La revanche du privé



Le meilleur spectacle comique

La deuxième Nuit des Molières aura lieu à Paris au Théâtre du Châtelet, le lundi 2 mai, et sera retransmise en direct par Antenne 2. Soixante-huit artistes, œuvres ou spectacles concourent pour quinze distinctions.

La comédienne Edwige Fenech présidera le 2 mai prochain, au Théâtre du Châtelet, à Paris, la deuxième Nuit des Molières, organisée, comme celle des Césars, par M. Georges Cravenne et retransmise en direct par Antenne 2 à partir de 20 h 40. A cette occasion, deux hommages seront rendus aux dramaturges Jean Anouilh et André Roussin par Fabrice Luchini, Bernard Blier et François Périer, et la Comédie-Française, en souvenir de Jean Le Poulain, interprétera *l'Impromptu de Versailles*.

Quinze Molières seront attribués cette année, aboutissement d'un long processus pour les deux mille cinq cents professionnels qui ont pris part au vote. Ils ont eu, dans un premier temps, à choisir, à l'aide de la liste des quatre cents spectacles créés ou repris en France depuis l'été 1987, les soixante-huit nominations pour les Molières 1988, puis, dans un second temps, à ne retenir que leur quinze préférés, qui seront connus le 2 mai.

La liste des soixante-huit nominations laisse prévoir — à l'inverse de ce qui s'était passé l'an dernier — que le théâtre privé parisien pourrait obtenir le plus grand nombre de récompenses. Sur cent soixante-cinq spectacles créés sur les scènes privées, vingt ont été distingués et nommés quarante et une fois. Quatre spectacles se détachent du lot : *la Double Inconstance*, de Molière, créé à l'Atelier dans une mise en scène de Bernard Murat, avec Daniel Auteuil ; *le Secret*, de Henry Bernstein, créé au Théâtre Montpar-

nasse dans une mise en scène d'André Voutsinas, avec Anny Duperey ; *la Métamorphose*, d'après Kafka, créé au Théâtre du Gymnase dans une mise en scène de Steven Berkoff, avec Roman Polanski ; *Je ne suis pas Rappaport*, de Herb Gardner, créé au Théâtre de l'Œuvre, dans une mise en scène de Georges Wilson, avec Jacques Dufré.

Vingt spectacles créés sur des scènes publiques parmi les deux cent trente-six soumis au vote ont été nommés, mais seulement vingt-sept fois. *Le Soulier de satin*, de Paul Claudel, créé au Festival d'Avignon et repris à Chaillot, dans une mise en scène d'Antoine Vitez, vient en tête, suivi de *Mort d'un commis voyageur*, d'Arthur Miller, créé à Orléans puis repris à l'Odéon dans une mise en scène de Marcel Bluwal, avec François Périer, et du *Conte d'hiver*, créé au Théâtre des Amateurs à Nanterre, dans une mise en scène de Luc Bondy, avec Michel Piccoli.

Comme toujours dans ce genre d'exercice, le vote des professionnels du théâtre laisse pour compte de remarquables spectacles et artistes. Comment ne pas regretter l'absence dans ce palmarès de pièces comme *Dans la solitude des champs de coton*, de Bernard-Marie Koltès, *Capitaine Bada*, de Jean Vautier, *l'Hypothèse*, de Robert Pinget, ou *Platonov*, de Tchekhov ; celle d'acteurs comme Michel Piccoli (*le Conte d'hiver*), David Warshaw (*l'Hypothèse*) ou François Périer (*Mort d'un commis voyageur*) ; et encore celle d'actrices comme Michelle Marquis (*il faut passer par les nuages*), Ludmila Mikael (*le Soulier de satin*) ou Catherine Hiegel (*Une visite inopportune*) ? Le choix était certes plus que difficile. Les professionnels semblent avoir préféré à l'imagination la facilité de pousser encore quelques grosses machines. C'est tout mieux pour elles.

OLIVIER SCHMITT.

« Je ne suis pas Rappaport », de Herb Gardner

Les filous magnifiques

Sur un banc de Central Park, Georges Wilson et Jacques Dufré fument des pétards et jouent les Zorro des temps modernes pour ne pas crever de vieillesse.

« A notre âge, faut inventer ou crever. » Pour une fois, Nat parle vrai, car si on peut se fier à son grand-père humaniste — un vieux juif, un vieux Noir aux prises avec la société de consommation — et des dialogues en or. A condition, bien sûr, de trouver des comédiens vieux renards qui sachent les leçons de roublardise et de tendresse.

Georges Wilson et Jacques Dufré, en canards absolus du troisième âge, sont inoubliables. Sur ce canevas de vieux marginaux, mi-clochards, chacun brode avec sa couleur. Nonchalances un peu blues, mais aux aguets, pour Jacques Dufré. Jean Crasseux, et chapeau blanc impeccable : passe le moment de surprise, il nous fait totalement oublier qu'il est Jacques Dufré, déguisé en Noir. Et pour Georges Wilson, maestro d'orchestre rompu aux harangues, générosité de don Quichotte à la boutonnière. Leur jeu est léger, poétique, fait de mille petites choses — une certaine façon de croiser les jambes, de poser la main sur la couture du pantalon. En leur compagnie, on pardonne à la pièce de Herb Gardner ses complaisances parfois bavardes sur la société américaine qui n'est plus ce qu'elle était. Les autres comédiens — la petite anglaise shootée, le cowboy dealer, le propriétaire bien portant — campent des silhouettes très bande dessinée, les rôles sont écrits comme ça.

ODILE QUIROT.

* Théâtre de l'Œuvre, 20 h 30.

Dominique Borg à Aubervilliers

L'image d'Alice

Dominique Borg monte à Aubervilliers De l'autre côté d'Alice, une adaptation théâtrale des lettres de Lewis Carroll aux petites filles. C'est sa première mise en scène.

Dominique Borg a un physique de poupée blonde, une peau transparente, les pommettes larges et les yeux clairs qui lui viennent d'ancêtres slaves, d'une aïeule. Une femme. Les pères sont absents de son existence passée dans la douce chaleur délavée par un grand-mère et une mère — Anne Beranger. Dominique Borg met en scène à Aubervilliers Roland Bertin dans les lettres de Lewis Carroll aux petites filles : *De l'autre côté d'Alice*. Sa première mise en scène, mais elle a toujours vécu dans une atmosphère théâtrale, a partagé la vie et le travail de Denis Llorca, et a concrètement pratiqué elle-même : comédienne et surtout créatrice de costumes mieux que soupenteux, baroques, époustouflants. Des costumes qui posent un personnage, expriment une forme d'amour, une vision poétique. Elle avait depuis longtemps envie d'aller plus loin, d'utiliser son expérience et de la pousser. Elle s'est lancée dans l'aventure avec toute la force de son habituelle exaltation. Dominique Borg est une passionnée.

D'abord elle envisage de travailler sur Oscar Wilde, ou Edgar Poe. « En tout cas sur le trouble, l'insupportable, l'ambiguïté », dit-elle. Elle assiste au spectacle de Patrice Chéreau *la Dispute*, tombe en arrêt devant Roland Bertin : « Je me suis dit, c'est fou de voir à notre époque un comédien de cette dimension et qui donne sur scène cet inexplicable que je ressens. Je lui ai parlé et il m'a dit une chose merveilleuse, qu'il ne faisait entièrement confiance ».

A ce moment, Dominique Borg découvre la correspondance de Lewis Carroll. Mais le travail l'entraîne ailleurs. Quand Alfredo Arias est nommé au Théâtre de la Commune d'Aubervilliers, elle lui fait part de son projet. Il hésite, se laisse convaincre. L'adaptation — également de Dominique Borg — met l'accent sur la solitude d'un homme « qui consciemment ou non frôle l'interdit, maîtrise ses désirs, finit par atteindre la sérénité, mais à quel prix ? Il avait vingt-quatre ans quand il a rencontré Alice, elle en avait huit. Il a été un grand mathématicien, et en photo un pionnier. Il a photographié Alice, d'autres fillettes. Il les « prenait par objectif interposé », a écrit Brasas... Il les a aimées et c'est une image morte qu'il en a gardée. Il les a figées, il a figé l'enfance. Il les a empêchées de grandir. A partir du moment où elles devenaient pubères, elles ne l'intéressaient plus. Elle représentait le danger. La femme.

« J'explique son attitude de cette manière, et c'est ça que j'aimerais traduire sur scène. Oui, cette manière de frôler le désir impossible, un danger mortel, et puis de le réaliser autrement, de l'exprimer autrement. A un moment, les parents d'Alice l'ont séparée de lui. Il ne l'a jamais touchée, mais il écrit sur le corps des petites filles avec des mots merveilleux. Il bégayait, sauf quand il parlait aux enfants. Je suis allée en Angleterre. J'ai entendu toutes sortes d'avis contradictoires à son sujet. J'ai rencontré des lords et des acteurs. Je me suis imprégnée de la bizarrerie britannique, de cet humour sans lequel on ne comprend rien à Lewis Carroll. Mes deux mères ont été Hitchcock pour l'enquête sur l'homme Lewis Carroll, et Coteau pour la magie préservée. C'est peut-être sur moi que j'ai enquêté... »

Propos recueillis par COLETTE GODARD.

* Théâtre de la Commune, Aubervilliers, du 12 avril au 15 mai.

Principales nominations

● Meilleur comédien
Daniel Auteuil, dans *la Double Inconstance* ; Michel Bouquet, dans *le Malade imaginaire* ; Patrick Chesnais, dans *Jonas* ; Jacques Dufré, dans *Je ne suis pas Rappaport* ; Roman Polanski, dans *la Métamorphose*.

● Meilleure comédienne
Maria Casarès, dans *Hécube* ; Anny Duperey, dans *le Secret* ; Macha Méril, dans *l'Eloignement* ; Jeanne Moreau, dans *le Récit de la servante Zéline* ; Delphine Seyrig, dans *Un jardin en désordre*.

● Meilleur metteur en scène
Robert Hossein, pour *l'Affaire du courrier de Lyon* ; Bernard Murat, pour *l'Eloignement* ; Laurent Terzieff, pour *Ce que voit Fox* ; Antoine Vitez, pour *le Soulier de satin* ; Georges Wilson, pour *Je ne suis pas Rappaport*.

Meilleur spectacle musical
L'Homme de la Mancha, de Dale Wasserman ; *les Petits Pas*, de Jérôme Deschamps ; *le Pont des soupis*, de Jacques Offenbach.

● Meilleur spectacle de l'année (théâtre privé)
Ce que voit Fox, de James Saunders ; *la Double Inconstance*, de Molière ; *l'Eloignement*, de Lolah Bellon ; *Je ne suis pas Rappaport*, de Herb Gardner ; *la Métamorphose*, d'après Kafka.

● Meilleur spectacle de l'année (théâtre public)
Le Conte d'hiver, de Shakespeare ; *Don Juan*, de Molière ; *Mort d'un commis voyageur*, d'Arthur Miller ; *le Songe d'une nuit d'été*, de Shakespeare ; *le Soulier de satin*, de Paul Claudel.

حکذا من الاجل

هكذا من الاجل

Radio-télévision

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément du samedi sauf dimanche-jour. Signification des symboles : P Signifié dans « Le Monde radio-télévision » ; F Film à voir ; O On peut voir ; N Ne pas manquer ; M Chef d'œuvre ou classique.

Vendredi 8 avril

TF1

20.40 Variétés : Dalida, la gloire et les larmes. Emission présentée par Jean-Luc Lahaye. Avec Frédéric Mitterrand, Gina Lollobrigida, Anouk Aimée, Alain Delon, Omar Sharif, Gilbert Bécaud, 22.50 *Alibi* : Deaux face à l'histoire. Le secret de la Grande Pyramide. 23.50 *Journal* et le *Magasin*. 0.30 *Les cavaliers*. Conférence au sommet. 0.50 *Voyages intérieurs*. La psychanalyse coté divan (2^e partie).

A2

20.35 *Feuilleton* : La valise en carton. De Michel Wynn et Françoise Verry, avec Irène Papis, Maurice Barrier, Sophie Rodriguez, Sali (1^{er} épisode). 21.30 *Apostrophes*. Magazine littéraire de Bernard Pivot. Sur le thème « Les livres du mois », sont invités : Richard Bohringer (*C'est bien, une ville la nuit*), William Boyd (*Les Nouvelles Confessions*), Amin Maalouf (*Souvenances*), Pierre Molinier (*Jeune d'Arc, le pouvoir et l'innocence*), Hubert Montiel (*La Pucelle*). 22.50 *Journal*. 23.10 *Club-club* : Chérie, le me suis rajeuni. Film américain de Howard Hawks (1952). Avec Cary Grant, Ginger Rogers, Charles Coburn, Marilyn Monroe (v.o.). Un chimiste cherche à mettre au point un déodorant. Une jeune femme a des expériences à l'échelle de sa cage, mélange le contenu des fioles et l'éléphant passe dans le distributeur d'eau. Le chimiste et son entourage vont rajeunir et même retourner en enfance. Extraordinaire comédie dans laquelle Howard Hawks raille le mode de vie américain et montre à quel abaissement peut descendre l'homme civilisé cédant aux chimères de la science.

FR3

20.30 *Série* : Marioula, détective privé. Coup de crayon d'après Raymond Chandler. 21.30 *Magasin*. 22.50 *Journal*. De Georges Pernoud. La route des coc-

tiers. 22.15 *Journal*. 22.35 *Documentaire* : Les grands jours du siècle. Budapest, 23 octobre 1956 : le communisme des chars. 23.30 *Musicales*. Les quatre-vingts ans de Herbert von Karajan. 0.30 *Modes d'emploi 3* (rediff.).

CANAL PLUS

20.30 *Football*. Paris-Saint-Germain-Racing, en direct du Parc des Princes. 22.40 *Flash d'informations*. 22.45 *Série* : La loi dans la mafia. 23.40 *Cinéma* : La loi et Film franco-italien de Jules Dassin (1953). Avec Gina Lollobrigida, Marcello Mastroianni, Yves Montand, Pierre Brasseur. 1.25 *Cinéma* : Dune. Film américain de David Lynch (1984). Avec Francesca Annis, Brad Dourif, Jose Ferrer. 3.40 *Cinéma* : Le Docteur et les Assassins. Film américain de Freddie Francis (1985). Avec Timothy Dalton, Jonathan Pryce, Twiggy. 5.00 *Téléfilm* : *Blasphème*.

LA 5

DEMAIN SAMEDI
entre 12 h et 12 h 30
COMMENT TRAITER
La chute des Cheveux
Sur le cas du magazine à l'heure
un magazine sur l'homme, l'actualité, les sciences, les sports, les arts et la culture.

20.30 *Téléfilm* : *Mesures* à Las Vegas. De Noël Coward, avec Nicolas Surin, Christine Allen, Pat Corley, Ben Murphy. 22.10 *Série* : *Mission impossible* (rediff.). 23.00 *Magasin* : *Reine de nuit*. De Thierry Ardisson. 0.30 *Série* : *Thriller*. Double meurtre. 1.40 *Série* : *Kojak* (rediff.). 2.30 *Arts de rue*. Trois imposteurs posthumes D. 946, de Schubert, par Christian Ivaldi, piano.

M6

20.30 *Série* : *Le Sésat*. 21.20 *Feuilleton* : *La chanson de la Forêt-Noire*. 22.10 *Série* : *Adams Family*. 22.40 *Six minutes d'informations*. 22.50 *Série* : *Les mystères de l'histoire*. 23.40 *Cinéma* : *Le Docteur et les Assassins*. 0.30 *Modes d'emploi 3* (rediff.). 1.10 *Bohème*. Actualité de la musique rock. De 2.10 à 9.00, Musique : *Bohème* des clips.

FRANCE-CULTURE

20.30 *Radio-archives*. Stéphane Pissin. 21.30 *Musique* : *Black and Blue*. La mémoire de Charles Delannay. 22.40 *Nuit musicale*. Histoire d'Europe centrale : Hongrie et film de parous par la Voynich. 0.05 De piano et orchestre. 0.50 *Musique* : Coda. Les petits labels n'ont pas peur des gros.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 *Concert* (donné le 24 mars 1988 à Baden-Baden) : *Prélude à l'après-midi d'un faune*, de Debussy ; *Concerto pour piano et orchestre n° 1* en si bémol mineur, op. 23, de Tchaïkovski ; *Harold en Italie*, symphonie pour alto principal et orchestre, op. 16, de Berlioz, par l'Orchestre symphonique du Städtische Musik dir. par Luthar-König, sol. : Misha Dichter, Ulrich Koch. 22.20 *Premières loges*. Suzanne Cabron-Vicini, soprano. Extraits de la *Bohème*, de Puccini. 23.00 *Journal*. 0.30 *Série* : *Thriller*. Double meurtre. 1.40 *Série* : *Kojak* (rediff.). 2.30 *Arts de rue*. Trois imposteurs posthumes D. 946, de Schubert, par Christian Ivaldi, piano.

Samedi 9 avril

TF1

13.15 *Magasin* : *Reportage*. De Michel Cotta et Jean-Claude Paris. Parcours sur Singapour. 13.45 *U*. Une série à voir. Les téléspectateurs choisissent un téléfilm à la carte. 13.50 *Série* : *Matt Houston*. A corps perdu. 15.45 *Théâtre* : *Vicennes*. 16.00 *La Une* et à voir (suite). 18.05 *Trente millions d'amis*. De Jean-Pierre Hulin. Sommaire : *Bernard Fresson III*. Mabrouk, chien d'une vie ; *Gros plan* : la légende ; Les bénévoles de Cressan. 18.35 *Série* : *Agence tous risques*. La dernière séance. 19.25 *Série* : *Marc et Sophie*. 20.00 *Journal* et météo. 20.35 *Télé* : *Le drame de Loto*. 20.45 *Variétés* : *Sébastien*, c'est toi. Emission présentée par Patrick Sébastien. Hommage à Louis de Funès. Avec Mireille Mathieu, Amanda Lear, Jean Lapointe, François Feldman, Simon et les Modanais, Darry Cowl, Sophie Darel, Linda de Suza, Les Rita Mitsouko, Francis Lalanne, Félix Gray. 22.20 *Feuilleton* : *Le chasseur*, se cachent pour mourir (4^e épisode). 23.40 *Journal* et météo. 23.55 *Série* : *Les incorruptibles*.

A2

13.15 *Magasin* : *L'actualité anglaise*. De Bernard Rapp. 14.00 *Série* : *Les mystères de l'Ouest*. La nuit du cobra dor. 15.00 *Samedi-passion*. Jeu : *l'échelle*, tenu ; *Coupe Davis* (France-Australie à Clermont-Ferrand). 17.55 *Série* : *Ma sorcière bien-aimée*. Les nouveaux pouvoirs de Jean-Pierre (1^{re} partie). 18.25 *Magasin* : *Entre chien et loup*. D'Alain Bougrain-Dubourg. Sommaire : *L'animal sur* : Aristocats ; *Sur le terrain* : *Trafic* ; *Animalier* : *Mémoire de chien* ; *Salon aux oiseaux* ; *De coq à l'âne* ; *Bestiaire* sans frontière ; en compagnie du champion : *Le toutou de la semaine*. 19.05 *UNC*. 19.10 *Actualités régionales*. 19.35 *Jeux* : *Bêtes à malice*. Présentés par Fabrice. 20.00 *Journal*. 20.30 *Météo*. 20.35 *Variétés* : *Champs-Élysées*. Emission présentée par Michel Drucker. Avec : Enrico Macias, Noam, Charles Aznavour, Roméo Power et Albano. Jean-Jacques Goldmann. Yann Rebuff. Gergette Lemaire. Charlie makes the cook. Peter Gabriel. Tina Turner. Les Ballets tringans. Daniel Billaud. 22.15 *Série* : *Sam et Sally*. *Isabella*. 23.15 *Journal*. 23.30 *Magasin* : *Les enfants du rock*. Best of... George Michael. Une interview du chanteur et de nombreux clips.

FR3

14.00 *Espace 3* : Des centres et des entreprises. 15.00 *Espace 3* : Entre-

prises. 15.30 *Espace 3* : *Parcs*. 15.45 *Espace 3* : *Homies*. 16.00 *Concert*. 16.15 *Espace 3* : *Entreprises*. 16.30 *Espace 3* : *Voyage autour de la table*. 16.45 *Espace 3* : *Magasin*. 17.00 *Flash*. 17.05 *Flash*. 17.10 *Flash*. 17.15 *Flash*. 17.20 *Flash*. 17.25 *Flash*. 17.30 *Flash*. 17.35 *Flash*. 17.40 *Flash*. 17.45 *Flash*. 17.50 *Flash*. 17.55 *Flash*. 18.00 *Flash*. 18.05 *Flash*. 18.10 *Flash*. 18.15 *Flash*. 18.20 *Flash*. 18.25 *Flash*. 18.30 *Flash*. 18.35 *Flash*. 18.40 *Flash*. 18.45 *Flash*. 18.50 *Flash*. 18.55 *Flash*. 19.00 *Flash*. 19.05 *Flash*. 19.10 *Flash*. 19.15 *Flash*. 19.20 *Flash*. 19.25 *Flash*. 19.30 *Flash*. 19.35 *Flash*. 19.40 *Flash*. 19.45 *Flash*. 19.50 *Flash*. 19.55 *Flash*. 20.00 *Flash*. 20.05 *Flash*. 20.10 *Flash*. 20.15 *Flash*. 20.20 *Flash*. 20.25 *Flash*. 20.30 *Flash*. 20.35 *Flash*. 20.40 *Flash*. 20.45 *Flash*. 20.50 *Flash*. 20.55 *Flash*. 21.00 *Flash*. 21.05 *Flash*. 21.10 *Flash*. 21.15 *Flash*. 21.20 *Flash*. 21.25 *Flash*. 21.30 *Flash*. 21.35 *Flash*. 21.40 *Flash*. 21.45 *Flash*. 21.50 *Flash*. 21.55 *Flash*. 22.00 *Flash*. 22.05 *Flash*. 22.10 *Flash*. 22.15 *Flash*. 22.20 *Flash*. 22.25 *Flash*. 22.30 *Flash*. 22.35 *Flash*. 22.40 *Flash*. 22.45 *Flash*. 22.50 *Flash*. 22.55 *Flash*. 23.00 *Flash*. 23.05 *Flash*. 23.10 *Flash*. 23.15 *Flash*. 23.20 *Flash*. 23.25 *Flash*. 23.30 *Flash*. 23.35 *Flash*. 23.40 *Flash*. 23.45 *Flash*. 23.50 *Flash*. 23.55 *Flash*. 24.00 *Flash*. 24.05 *Flash*. 24.10 *Flash*. 24.15 *Flash*. 24.20 *Flash*. 24.25 *Flash*. 24.30 *Flash*. 24.35 *Flash*. 24.40 *Flash*. 24.45 *Flash*. 24.50 *Flash*. 24.55 *Flash*. 25.00 *Flash*. 25.05 *Flash*. 25.10 *Flash*. 25.15 *Flash*. 25.20 *Flash*. 25.25 *Flash*. 25.30 *Flash*. 25.35 *Flash*. 25.40 *Flash*. 25.45 *Flash*. 25.50 *Flash*. 25.55 *Flash*. 26.00 *Flash*. 26.05 *Flash*. 26.10 *Flash*. 26.15 *Flash*. 26.20 *Flash*. 26.25 *Flash*. 26.30 *Flash*. 26.35 *Flash*. 26.40 *Flash*. 26.45 *Flash*. 26.50 *Flash*. 26.55 *Flash*. 27.00 *Flash*. 27.05 *Flash*. 27.10 *Flash*. 27.15 *Flash*. 27.20 *Flash*. 27.25 *Flash*. 27.30 *Flash*. 27.35 *Flash*. 27.40 *Flash*. 27.45 *Flash*. 27.50 *Flash*. 27.55 *Flash*. 28.00 *Flash*. 28.05 *Flash*. 28.10 *Flash*. 28.15 *Flash*. 28.20 *Flash*. 28.25 *Flash*. 28.30 *Flash*. 28.35 *Flash*. 28.40 *Flash*. 28.45 *Flash*. 28.50 *Flash*. 28.55 *Flash*. 29.00 *Flash*. 29.05 *Flash*. 29.10 *Flash*. 29.15 *Flash*. 29.20 *Flash*. 29.25 *Flash*. 29.30 *Flash*. 29.35 *Flash*. 29.40 *Flash*. 29.45 *Flash*. 29.50 *Flash*. 29.55 *Flash*. 30.00 *Flash*. 30.05 *Flash*. 30.10 *Flash*. 30.15 *Flash*. 30.20 *Flash*. 30.25 *Flash*. 30.30 *Flash*. 30.35 *Flash*. 30.40 *Flash*. 30.45 *Flash*. 30.50 *Flash*. 30.55 *Flash*. 31.00 *Flash*. 31.05 *Flash*. 31.10 *Flash*. 31.15 *Flash*. 31.20 *Flash*. 31.25 *Flash*. 31.30 *Flash*. 31.35 *Flash*. 31.40 *Flash*. 31.45 *Flash*. 31.50 *Flash*. 31.55 *Flash*. 32.00 *Flash*. 32.05 *Flash*. 32.10 *Flash*. 32.15 *Flash*. 32.20 *Flash*. 32.25 *Flash*. 32.30 *Flash*. 32.35 *Flash*. 32.40 *Flash*. 32.45 *Flash*. 32.50 *Flash*. 32.55 *Flash*. 33.00 *Flash*. 33.05 *Flash*. 33.10 *Flash*. 33.15 *Flash*. 33.20 *Flash*. 33.25 *Flash*. 33.30 *Flash*. 33.35 *Flash*. 33.40 *Flash*. 33.45 *Flash*. 33.50 *Flash*. 33.55 *Flash*. 34.00 *Flash*. 34.05 *Flash*. 34.10 *Flash*. 34.15 *Flash*. 34.20 *Flash*. 34.25 *Flash*. 34.30 *Flash*. 34.35 *Flash*. 34.40 *Flash*. 34.45 *Flash*. 34.50 *Flash*. 34.55 *Flash*. 35.00 *Flash*. 35.05 *Flash*. 35.10 *Flash*. 35.15 *Flash*. 35.20 *Flash*. 35.25 *Flash*. 35.30 *Flash*. 35.35 *Flash*. 35.40 *Flash*. 35.45 *Flash*. 35.50 *Flash*. 35.55 *Flash*. 36.00 *Flash*. 36.05 *Flash*. 36.10 *Flash*. 36.15 *Flash*. 36.20 *Flash*. 36.25 *Flash*. 36.30 *Flash*. 36.35 *Flash*. 36.40 *Flash*. 36.45 *Flash*. 36.50 *Flash*. 36.55 *Flash*. 37.00 *Flash*. 37.05 *Flash*. 37.10 *Flash*. 37.15 *Flash*. 37.20 *Flash*. 37.25 *Flash*. 37.30 *Flash*. 37.35 *Flash*. 37.40 *Flash*. 37.45 *Flash*. 37.50 *Flash*. 37.55 *Flash*. 38.00 *Flash*. 38.05 *Flash*. 38.10 *Flash*. 38.15 *Flash*. 38.20 *Flash*. 38.25 *Flash*. 38.30 *Flash*. 38.35 *Flash*. 38.40 *Flash*. 38.45 *Flash*. 38.50 *Flash*. 38.55 *Flash*. 39.00 *Flash*. 39.05 *Flash*. 39.10 *Flash*. 39.15 *Flash*. 39.20 *Flash*. 39.25 *Flash*. 39.30 *Flash*. 39.35 *Flash*. 39.40 *Flash*. 39.45 *Flash*. 39.50 *Flash*. 39.55 *Flash*. 40.00 *Flash*. 40.05 *Flash*. 40.10 *Flash*. 40.15 *Flash*. 40.20 *Flash*. 40.25 *Flash*. 40.30 *Flash*. 40.35 *Flash*. 40.40 *Flash*. 40.45 *Flash*. 40.50 *Flash*. 40.55 *Flash*. 41.00 *Flash*. 41.05 *Flash*. 41.10 *Flash*. 41.15 *Flash*. 41.20 *Flash*. 41.25 *Flash*. 41.30 *Flash*. 41.35 *Flash*. 41.40 *Flash*. 41.45 *Flash*. 41.50 *Flash*. 41.55 *Flash*. 42.00 *Flash*. 42.05 *Flash*. 42.10 *Flash*. 42.15 *Flash*. 42.20 *Flash*. 42.25 *Flash*. 42.30 *Flash*. 42.35 *Flash*. 42.40 *Flash*. 42.45 *Flash*. 42.50 *Flash*. 42.55 *Flash*. 43.00 *Flash*. 43.05 *Flash*. 43.10 *Flash*. 43.15 *Flash*. 43.20 *Flash*. 43.25 *Flash*. 43.30 *Flash*. 43.35 *Flash*. 43.40 *Flash*. 43.45 *Flash*. 43.50 *Flash*. 43.55 *Flash*. 44.00 *Flash*. 44.05 *Flash*. 44.10 *Flash*. 44.15 *Flash*. 44.20 *Flash*. 44.25 *Flash*. 44.30 *Flash*. 44.35 *Flash*. 44.40 *Flash*. 44.45 *Flash*. 44.50 *Flash*. 44.55 *Flash*. 45.00 *Flash*. 45.05 *Flash*. 45.10 *Flash*. 45.15 *Flash*. 45.20 *Flash*. 45.25 *Flash*. 45.30 *Flash*. 45.35 *Flash*. 45.40 *Flash*. 45.45 *Flash*. 45.50 *Flash*. 45.55 *Flash*. 46.00 *Flash*. 46.05 *Flash*. 46.10 *Flash*. 46.15 *Flash*. 46.20 *Flash*. 46.25 *Flash*. 46.30 *Flash*. 46.35 *Flash*. 46.40 *Flash*. 46.45 *Flash*. 46.50 *Flash*. 46.55 *Flash*. 47.00 *Flash*. 47.05 *Flash*. 47.10 *Flash*. 47.15 *Flash*. 47.20 *Flash*. 47.25 *Flash*. 47.30 *Flash*. 47.35 *Flash*. 47.40 *Flash*. 47.45 *Flash*. 47.50 *Flash*. 47.55 *Flash*. 48.00 *Flash*. 48.05 *Flash*. 48.10 *Flash*. 48.15 *Flash*. 48.20 *Flash*. 48.25 *Flash*. 48.30 *Flash*. 48.35 *Flash*. 48.40 *Flash*. 48.45 *Flash*. 48.50 *Flash*. 48.55 *Flash*. 49.00 *Flash*. 49.05 *Flash*. 49.10 *Flash*. 49.15 *Flash*. 49.20 *Flash*. 49.25 *Flash*. 49.30 *Flash*. 49.35 *Flash*. 49.40 *Flash*. 49.45 *Flash*. 49.50 *Flash*. 49.55 *Flash*. 50.00 *Flash*. 50.05 *Flash*. 50.10 *Flash*. 50.15 *Flash*. 50.20 *Flash*. 50.25 *Flash*. 50.30 *Flash*. 50.35 *Flash*. 50.40 *Flash*. 50.45 *Flash*. 50.50 *Flash*. 50.55 *Flash*. 51.00 *Flash*. 51.05 *Flash*. 51.10 *Flash*. 51.15 *Flash*. 51.20 *Flash*. 51.25 *Flash*. 51.30 *Flash*. 51.35 *Flash*. 51.40 *Flash*. 51.45 *Flash*. 51.50 *Flash*. 51.55 *Flash*. 52.00 *Flash*. 52.05 *Flash*. 52.10 *Flash*. 52.15 *Flash*. 52.20 *Flash*. 52.25 *Flash*. 52.30 *Flash*. 52.35 *Flash*. 52.40 *Flash*. 52.45 *Flash*. 52.50 *Flash*. 52.55 *Flash*. 53.00 *Flash*. 53.05 *Flash*. 53.10 *Flash*. 53.15 *Flash*. 53.20 *Flash*. 53.25 *Flash*. 53.30 *Flash*. 53.35 *Flash*. 53.40 *Flash*. 53.45 *Flash*. 53.50 *Flash*. 53.55 *Flash*. 54.00 *Flash*. 54.05 *Flash*. 54.10 *Flash*. 54.15 *Flash*. 54.20 *Flash*. 54.25 *Flash*. 54.30 *Flash*. 54.35 *Flash*. 54.40 *Flash*. 54.45 *Flash*. 54.50 *Flash*. 54.55 *Flash*. 55.00 *Flash*. 55.05 *Flash*. 55.10 *Flash*. 55.15 *Flash*. 55.20 *Flash*. 55.25 *Flash*. 55.30 *Flash*. 55.35 *Flash*. 55.40 *Flash*. 55.45 *Flash*. 55.50 *Flash*. 55.55 *Flash*. 56.00 *Flash*. 56.05 *Flash*. 56.10 *Flash*. 56.15 *Flash*. 56.20 *Flash*. 56.25 *Flash*. 56.30 *Flash*. 56.35 *Flash*. 56.40 *Flash*. 56.45 *Flash*. 56.50 *Flash*. 56.55 *Flash*. 57.00 *Flash*. 57.05 *Flash*. 57.10 *Flash*. 57.15 *Flash*. 57.20 *Flash*. 57.25 *Flash*. 57.30 *Flash*. 57.35 *Flash*. 57.40 *Flash*. 57.45 *Flash*. 57.50 *Flash*. 57.55 *Flash*. 58.00 *Flash*. 58.05 *Flash*. 58.10 *Flash*. 58.15 *Flash*. 58.20 *Flash*. 58.25 *Flash*. 58.30 *Flash*. 58.35 *Flash*. 58.40 *Flash*. 58.45 *Flash*. 58.50 *Flash*. 58.55 *Flash*. 59.00 *Flash*. 59.05 *Flash*. 59.10 *Flash*. 59.15 *Flash*. 59.20 *Flash*. 59.25 *Flash*. 59.30 *Flash*. 59.35 *Flash*. 59.40 *Flash*. 59.45 *Flash*. 59.50 *Flash*. 59.55 *Flash*. 60.00 *Flash*. 60.05 *Flash*. 60.10 *Flash*. 60.15 *Flash*. 60.20 *Flash*. 60.25 *Flash*. 60.30 *Flash*. 60.35 *Flash*. 60.40 *Flash*. 60.45 *Flash*. 60.50 *Flash*. 60.55 *Flash*. 61.00 *Flash*. 61.05 *Flash*. 61.10 *Flash*. 61.15 *Flash*. 61.20 *Flash*. 61.25 *Flash*. 61.30 *Flash*. 61.35 *Flash*. 61.40 *Flash*. 61.45 *Flash*. 61.50 *Flash*. 61.55 *Flash*. 62.00 *Flash*. 62.05 *Flash*. 62.10 *Flash*. 62.15 *Flash*. 62.20 *Flash*. 62.25 *Flash*. 62.30 *Flash*. 62.35 *Flash*. 62.40 *Flash*. 62.45 *Flash*. 62.50 *Flash*. 62.55 *Flash*. 63.00 *Flash*. 63.05 *Flash*. 63.10 *Flash*. 63.15 *Flash*. 63.20 *Flash*. 63.25 *Flash*. 63.30 *Flash*. 63.35 *Flash*. 63.40 *Flash*. 63.45 *Flash*. 63.50 *Flash*. 63.55 *Flash*. 64.00 *Flash*. 64.05 *Flash*. 64.10 *Flash*. 64.15 *Flash*. 64.20 *Flash*. 64.25 *Flash*. 64.30 *Flash*. 64.35 *Flash*. 64.40 *Flash*. 64.45 *Flash*. 64.50 *Flash*. 64.55 *Flash*. 65.00 *Flash*. 65.05 *Flash*. 65.10 *Flash*. 65.15 *Flash*. 65.20 *Flash*. 65.25 *Flash*. 65.30 *Flash*. 65.35 *Flash*. 65.40 *Flash*. 65.45 *Flash*. 65.50 *Flash*. 65.55 *Flash*. 66.00 *Flash*. 66.05 *Flash*. 66.10 *Flash*. 66.15 *Flash*. 66.20 *Flash*. 66.25 *Flash*. 66.30 *Flash*. 66.35 *Flash*. 66.40 *Flash*. 66.45 *Flash*. 66.50 *Flash*. 66.55 *Flash*. 67.00 *Flash*. 67.05 *Flash*. 67.10 *Flash*. 67.15 *Flash*. 67.20 *Flash*. 67.25 *Flash*. 67.30 *Flash*. 67.35 *Flash*. 67.40 *Flash*. 67.45 *Flash*. 67.50 *Flash*. 67.55 *Flash*. 68.00 *Flash*. 68.05 *Flash*. 68.10 *Flash*. 68.15 *Flash*. 68.20 *Flash*. 68.25 *Flash*. 68.30 *Flash*. 68.35 *Flash*. 68.40 *Flash*. 68.45 *Flash*. 68.50 *Flash*. 68.55 *Flash*. 69.00 *Flash*. 69.05 *Flash*

SOMMAIRE

■ Le groupe libéral du Parlement européen, réuni en journées d'études à Barcelone, s'est inquiété des avantages dont pourraient bénéficier les entreprises des pays tiers dans le marché unique européen (lire ci-dessous).

■ Le différend entre les deux compagnies pétrolières américaines Texaco et Pennzoil est réglé. Texaco devra verser à ses créanciers 8 milliards de dollars (lire page 28).

■ Duménil-Leblé étend ses activités à l'étranger à travers Euro-

mobilière, la seconde banque d'affaires italienne (lire page 29).
■ Les interventions des banques centrales et la faiblesse du dollar ont coûté quelque 7 milliards de deutschemarks à la Bundesbank et ont alourdi le déficit budgétaire allemand (lire ci-contre).

Le marché unique de 1992 et les pays tiers

Le libre-échangeisme de Bruxelles critiqué par les libéraux européens

BARCELONE
de notre envoyé spécial

Les entreprises des pays tiers pourront-elles en 1993 bénéficier, au même titre que les entreprises communautaires, des avantages du marché unique européen ? A qui profitera le grand marché ? Ne sera-t-il pas réalisé pour les autres — c'est-à-dire pour les Américains, les Japonais, les Suisses, etc. — plutôt que pour nous-mêmes, au point de constituer pour nos entreprises autant une menace qu'une promesse ?

Tel était le thème des journées d'études du groupe libéral du Parlement européen qui se sont tenues du 5 au 7 avril à Barcelone. La majorité des députés a trouvé trop libéral l'approche présentée par M. Willy De Clerq, le commissaire chargé des relations extérieures, et a souhaité plus de prudence à l'égard des pays tiers.

Pour M. De Clerq, le maintien de régimes nationaux différents à l'importation est incompatible avec l'objectif d'intégration complète des économies nationales au sein du marché unique. Il convient, a-t-il expliqué, que l'accès des pays tiers au marché de la Communauté s'opère dans les mêmes conditions, quel que soit l'Etat membre. Cela suppose l'élimination progressive des restrictions quantitatives à l'importation actuellement mises en œuvre par certains Etats membres, en particulier celle qui est appliquée au secteur japonais.

Cinq Etats membres protègent ainsi leur marché de l'automobile : la France, le Royaume-Uni, l'Italie, l'Espagne et le Portugal. M. De Clerq a admis qu'il n'est pas concevable de passer du jour au lendemain d'un régime de protection à la liberté totale. Selon lui, la Communauté devra donc négocier avec le Japon « un arrangement plurilatéral transitoire » prévoyant une certaine stabilisation de la part de marchés détenus par les Japonais dans la Communauté à son niveau actuel (10%), ainsi qu'une augmentation de la part de nos constructeurs sur le marché japonais (celle-ci devrait passer de 2,7% aujourd'hui à 5% au moins).

Obtenir la réciprocité

M. De Clerq réclame dans le même esprit l'élimination des restrictions quantitatives appliquées aux pays de l'Est. Il admet que la normalisation à l'échelle européenne sera très profitable aux pays tiers (un seul contrôle suffit aux produits d'un pays tiers pour être admis et pour pouvoir circuler à travers l'ensemble de la Communauté), de même que l'ouverture des marchés publics, ou encore l'instauration d'un marché commun des services. La Communauté, a-t-il souligné, devra engager des négociations avec les pays tiers afin d'obtenir dans ces différents domaines la réciprocité. Celle-ci devra être établie particulièrement avec les pays de l'AELE (Association européenne de libre-échange) qui sont les principaux partenaires commerciaux de la CEE.

« 1992, c'est un projet pour la Communauté, c'est un engagement que prennent les Etats membres entre eux, et qui ne préjuge pas de ce qui sera fait vis-à-vis des pays tiers », a répliqué Mme. Siniöva-Vell, la présidente du groupe libéral européen. « Ce n'est pas demain la veille qu'on obtiendra une vraie

réciprocité pour une plus grande ouverture du Marché commun », a-t-elle ajouté. C'est vrai, croit-elle, non seulement pour les Japonais mais aussi pour les pays de l'AELE, qui exercent actuellement une « pression très considérable sur la CEE ». « La Suisse et la Suède veulent le beurre et l'argent du beurre ».

La présidente du groupe libéral constate qu'« il n'y a pas de parallélisme parfait entre protection pour la Communauté et ses entreprises, même si les pays tiers s'engagent à respecter les directives européennes ». En effet, du côté communautaire, la Cour de justice européenne veille scrupuleusement à ce que les règles assurant le libre-échange soient appliquées par les Etats membres ; mais il n'y aura aucune sanction si des pays tiers s'en écartent. « On devra faire preuve d'une grande prudence si l'on veut préserver la compétitivité de nos entreprises et éviter de leur part, en raison de ce qui sera fait à l'égard des pays tiers, un réflexe de rejet pour 1992 », a conclu M^{me} Vell.

Procéder par étapes

M^{me} Christine Scriver, s'est également interrogée sur la possibilité de « faire les deux choses à la fois » : réaliser le marché intérieur et ouvrir les frontières de l'Europe vers l'extérieur. « Ne serait-il pas plus habile de procéder par étapes, de réaliser d'abord le marché intérieur et ensuite de l'ouvrir aux pays tiers ? » Même réflexion chez M. Jean-Thomas Nordmann, qui s'interroge sur la « conciliation et la compatibilité » de la mise en place du marché intérieur et d'un désarmement vers l'extérieur.

ENERGIE

A la veille de la réunion du comité des prix de l'OPEP

Raffermisssement des cours du brut

A la veille de la réunion du comité de surveillance des prix de l'OPEP, qui se tiendra à partir du samedi 9 avril à Vienne (1), les cours du brut se sont brusquement raffermissés le jeudi 7 avril, effaçant d'un coup la petite — érosion observée le long de la semaine. A New-York, le West Texas Intermediate, qualité de référence, a gagné 25 cents à 17,06 dollars le baril pour une livraison en mai. La hausse serait due à des achats « techniques » d'opérateurs américains.

Cela étant, l'on observe avec intérêt sur les marchés les démarches des membres de l'OPEP auprès des pays producteurs ne faisant pas partie de l'organisation (les « NOPEP ») pour obtenir leur collaboration. M. Hisham Naser, ministre saoudien du pétrole, s'est ainsi rendu à Mexico, le 7 avril, pour y rencontrer le président, M. de la Madrid, et son homologue, M. de la Communauté, commun à été rendu public, affirmant que la stabilité du marché pétrolier et l'amélioration des cours du brut « ne pourront être obtenus que grâce à la coopération de tous les pays producteurs, membres ou non de l'OPEP ». Les deux pays ont décidé de former un groupe technique de consultation bilatérale sur le sujet.

Cette visite fait suite à une réunion en mars dernier de sept pays NOPEP. Rien n'avait été décidé (le Monde du 10 mars), mais l'on avait évoqué l'idée d'une réduction de 5% des productions pour partager les efforts de l'OPEP et apaiser l'inflation mondiale de baril par jour sur la demande. Excès qui a eu pour effet d'effriter les cours, qui ont perdu 3 à 4 dollars depuis le début 1988 pour s'établir à environ 15 dollars le baril (qualité OPEP).

Ces tractations entre les producteurs, même si les pays occidentaux (Norvège, Grande-Bretagne, etc.) y semblent pas associés, ont un effet bénéfique sur les cours, et la grande glissade de 1986 (le brut était tombé à moins de 10 dollars), a jusqu'ici été évitée.

■ M. Naser président de l'ARABCO. — Le roi Fayçal d'Arabie saoudite a nommé M. Hisham Naser président de l'ARABCO, la puissante société pétrolière saoudienne.

Dans ces conditions de non-crise, on attend peu de résultats de la réunion de Vienne. Les experts ne devraient pas appeler à une conférence extraordinaire de l'organisation avant la réunion ordinaire prévue pour le 8 juin. Ils devraient simplement démontrer, grâce à un audit demandé à une firme néerlandaise, que l'OPEP a respecté ses quotas. En conséquence, le comité des prix ne demanderait pas une nouvelle réduction de ces quotas. Toutefois, un nouveau système, plus proche du marché, pourrait être proposé avec des fixations trimestrielles, voire mensuelles, des quotas. En revanche, un nouvel appel à augmenter les quotas ne semble pas imminent, étant donné la multiplication actuelle des restrictions.

E. L. B.

(1) Le comité de surveillance comprend l'Arabie saoudite, le Nigeria, le Venezuela, l'Algérie et l'Indonésie.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

G.F.C.

GROUPEMENT POUR LE FINANCEMENT DE LA CONSTRUCTION
Le conseil d'administration du Groupement pour le financement de la construction, réuni le 23 mars 1988, sous la présidence de M. Roger Papaz, a arrêté les comptes de l'exercice 1987.

Le taux d'occupation des immeubles est toujours voisin de 100 %, qu'il s'agisse des locaux à usage d'habitation ou des locaux à usage commercial. La société a poursuivi, au cours de l'exercice, sa politique d'arbitrage et de réajustement de son patrimoine en vue d'assurer une proportion de bureaux et de locaux commerciaux de 25 %. En 1987, deux nouveaux immeubles, situés au Parc, ont été achetés et étaient loués à 90 % à la fin de l'exercice. Un immeuble de 3 500 m² a été mis en œuvre à Vincennes et sera achevé à la fin de 1988. La société a également décidé de réaliser un immeuble de bureaux à Issy-les-Moulineaux, dans la ZAC des Deux-Frères, ce qui représentera un investissement d'environ 80 millions de francs.

Les recettes courantes ont progressé de 4,8 %, s'établissant à 133 330 000 F. Les autres ressources, concernant les produits financiers, les produits exceptionnels et les plus-values brutes sur ventes, totalisent 20,1 millions de francs contre 19,7 millions de francs en 1986.

Compte tenu de la reprise des provisions antérieures et des provisions pour charges locatives, en nette diminution (43 millions de francs contre 48,6 millions de francs), l'ensemble des produits s'est élevé à 204,2 millions de francs.

Après déduction des comptes d'amortissements et de provisions, et compte tenu des charges d'exploitation de l'exercice, le bénéfice net s'est établi, après impôt sur les plus-values, à 93,86 millions de francs, contre 74 millions de francs de plus-values nettes à long terme.

Le bénéfice hors plus-values ressort ainsi à 86,45 millions de francs, en augmentation de 5,3 %.

Ce bénéfice permet au conseil d'administration de proposer à l'assemblée générale un dividende de 20,50 F par action contre 19,50 F pour l'exercice précédent, en progression de 5,1 %.

Comme pour l'exercice 1986, il sera proposé aux actionnaires une option pour le paiement de ce dividende en actions qui porteront jouissance au 1^{er} janvier 1988.

BILLET

Bundesbank

Le coût de la solidarité

Quelques jours avant le lancement des premières grandes réunions internationales du printemps, à Washington, la Bundesbank a confirmé, chiffres à l'appui, le montant de l'effort consenti au nom de la coordination des politiques monétaires. On savait de longue date l'institut d'émission préoccupé par les retombées inflationnistes des interventions de soutien du dollar, rendues nécessaires par le scepticisme des marchés financiers.

On en mesure mieux, aujourd'hui, les conséquences budgétaires. Avec l'effort consenti des banques centrales, ramenés à 338 millions de deutschemarks en 1987, contre 7,795 milliards un an plus tôt, disparaît pratiquement une contribution de poids au budget. Le gouvernement fédéral tablait dans sa loi de finances 1987 sur un apport de 6 milliards de la « Buba ». Il aura été ramené à un minuscule 240 millions.

La spéculation à la baisse sur le dollar avait contraint, l'an dernier, les banques centrales du Groupe des sept principales puissances industrielles à s'exécuter. Pour prouver la crédibilité des engagements pris dans les accords du Louvre de février 1987 et visant à stabiliser la devise américaine, chacun, et notamment la Bundesbank, avait été amené à acheter du billet vert.

Or, comme l'avait indiqué il y a quelques mois M. Karl-Otto Poehl, le président de l'institut d'émission, chaque baisse d'un pfennig du dollar déprécie d'environ 500 millions de deutschemarks l'évaluation, en devise allemande, des réserves monétaires.

Accentué au lendemain du krach boursier d'octobre dernier, l'affaiblissement de la devise américaine laissa la Bundesbank confrontée, au 31 décembre, date de clôture du bilan, à un dollar à 1,5815 mark, soit 14,6 pfennigs de moins qu'en 31 décembre 1986.

Quelque 7 milliards de marks d'actifs étaient partis en fumée. Depuis lors, et après les lourdes interventions qui ont suivi la réaffirmation des accords du Louvre, en décembre 1987, le billet vert s'est raffermi. Il s'échangeait, le vendredi 8 avril, à 1,67 mark. Si le Groupe des sept parvient lors de sa réunion à Washington, le 13 avril, à donner du poids à la réaffirmation de ses engagements, la « Buba » peut espérer éviter cette année les déboires de l'an passé.

La nervosité des marchés et les incertitudes qui continuent de peser sur la conjoncture internationale excluent tout optimisme intempestif. Mais un fait demeure. Les manipulations monétaires de 1987 ont contribué à l'aggravation du déficit budgétaire fédéral allemand qui pourrait cette année passer le cap des 40 milliards de marks (70 milliards si l'on tient compte des Länder et des collectivités locales). Bonn pourra en tirer argument, s'il le faut, pour exclure toute politique de relâche budgétaire au cas où ses partenaires voudraient à la lui redonner. Même si cet argument n'est toujours pas trouvé convaincant en Europe ou aux Etats-Unis, compte tenu d'une croissance modeste et jugée inférieure au potentiel économique de la RFA.

F. CROUGNEAU.

Pour enrayer la spéculation sur la livre

La Banque d'Angleterre donne le signal d'une baisse des taux d'intérêt

La Banque d'Angleterre a donné, le vendredi 8 avril, le signal d'une baisse des taux d'intérêt pour freiner la spéculation à la hausse sur la livre sterling. En ramenant, en fin de matinée, à 8 % son taux d'intervention, soit une réduction d'un demi-point, l'institut d'émission a surpris les marchés, à vrai dire déstabilisés ces derniers temps par les déclarations ambiguës du Premier ministre et du Chancelier de l'Echiquier. La Midland Bank a été la première à emboîter le pas à la Banque d'Angleterre et à ramener son taux de base de 8,5 % à 8 %.

La décision des autorités monétaires britanniques, si elle a pris les opérateurs à contre-pied,

constituait la seule issue possible. Face à l'appréhension persistante du sterling, la Réserve fédérale, le jeudi 7 avril, la Bundesbank étaient intervenues avec l'institut d'émission de Londres pour tenter de casser la spéculation. En vain, la livre cotant jusqu'à 3,1440 marks en fin de journée à New York. Le cap des 3,15 DM était de toute évidence testé par les marchés. Tout en continuant de donner officiellement la priorité à la lutte contre l'inflation, la Banque d'Angleterre a estimé le jeu trop dangereux et, en baissant les taux, a permis à la devise britannique de revenir, en début d'après-midi, le vendredi 8 avril, à 3,13 marks.

TRANSPORTS

Grève des pilotes et mécaniciens du 11 au 13 avril

La direction d'Air Inter annonce être en mesure d'assurer « la grande majorité des vols »

La grève des pilotes et mécaniciens d'Air Inter, annoncée pour les 11, 12 et 13 avril, sus-

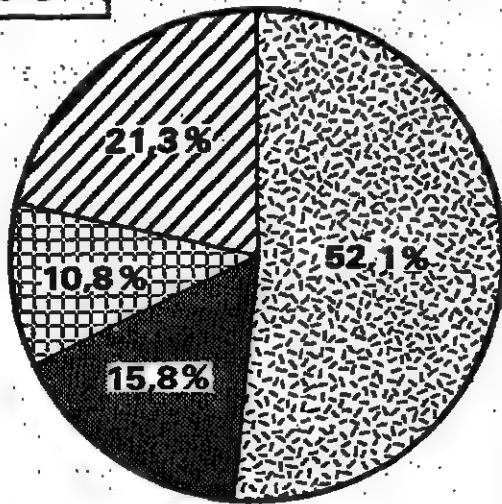
cite des réactions hostiles de la Fédération nationale des associations d'usagers des transports (qui « s'élève énergiquement » contre « ce procédé inadmissible ») et de M. Paul Marchelli, président de la CGC (qui s'étonne « que des hommes compétents et responsables s'engagent dans une action (...) qui prend les usagers, de plus en plus exaspérés, en otage pour un combat qui n'a plus de sens »).

De son côté, la direction d'Air Inter annonce que si ce préavis de grève n'était pas levé, elle « serait néanmoins en mesure d'assurer la grande majorité des vols prévus, dont près de la moitié assurée par du personnel navigant non gréviste ». Les passagers qui ont réservé pourront se renseigner dès vendredi matin 8 avril auprès de leur centre de réservation.

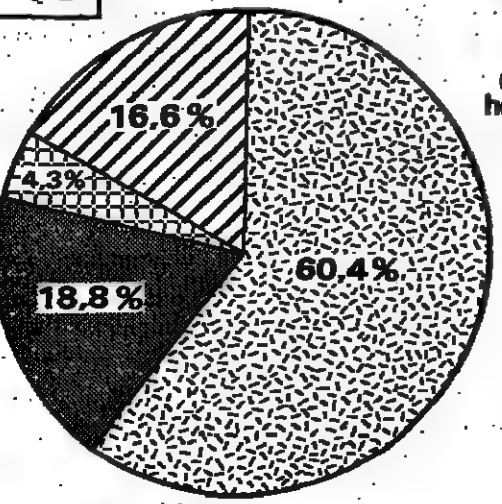
Par ailleurs, seize vols supplémentaires sont mis en place dimanche soir 10 avril (fin des vacances scolaires) au départ de treize villes de province pour Paris (Strasbourg, Marseille, Nice, Bordeaux, Montpellier, Pau, Brest, Mulhouse, Nantes, Lyon, Toulon, Bastia et Toulouse).

* Renseignements : pour Paris, par téléphone au 45-39-25-25 ; pour la province, au centre régional ou par Minitel au 36.14 code AIRINTER (appel gratuit).

1981



1987



* pays de l'Est et PVD non pétroliers

La France, qui avait développé avec succès ses exportations vers les pays en développement dans les années 70, a dû les réorienter dans les années 80 après la chute des revenus de ces pays, notamment des producteurs de pétrole. Le graphique montre qu'un premier redressement a été effectué. La CEE gagne plus de 8 points et les autres pays de l'OCDE 3 points dans la ventilation de nos exportations.

هكذا من الاصل

حکومتی اہل

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

société
nationale
elf aquitaine

Le conseil d'administration de la SNEA, lors de sa réunion du 6 avril, a arrêté, pour l'exercice 1987, les comptes consolidés du groupe Elf Aquitaine et les comptes sociaux de la maison mère.

COMPTES CONSOLIDÉS 1987

Principales données du compte de résultat

En milliards de francs	1987	1986
Chiffre d'affaires	127,4	119,7
Marge brute d'exploitation (après déduction des charges)	15,8	14,5
Marge nette consolidée (part de groupe)	4,1	4,3
Résultat net par action, en francs (celui cité sur le bulletin d'action au 31 décembre)	41	43
Transferts nets consolidés	15,9	16,1

Principaux éléments du bilan consolidé (avant affectation)

En milliards de francs	1987	1986
ACTIF		
Values immobilisées	98,1	97,7
Fonds de roulement	22,3	21,3
PASSIF		
Capital social, souscrit et versé	112,9	109,9
Capital souscrit et non versé	38,6	47,8
Capital souscrit et non versé (part de groupe)	4,1	4,3
Autres fonds propres	5,3	5,3
Capitaux propres	161,9	165,3
Dettes à long et moyen terme	14,3	15,1
Dettes courtes à long terme	17,5	16,3
Capitaux passifs	112,9	109,9

COMMENTAIRES SUR LES COMPTES CONSOLIDÉS

L'évolution du chiffre d'affaires en 1987 reflète l'augmentation du prix des hydrocarbures et des produits pétroliers, exprimés en francs, ainsi que le niveau soutenu de l'activité dans le secteur de la chimie.

La marge brute d'auto-financement, après exploration passée en charge (15 milliards de francs) et le résultat net consolidé (4 149 millions de francs) sont conformes aux prévisions établies au mois de janvier et traduisent des évolutions contrastées des différents secteurs du groupe.

- Exploration - Production -

Les productions d'hydrocarbures ont représenté 32,2 millions de TEP, la production de pétrole brut étant en hausse de 0,7 million de TEP et celle du gaz naturel en repli de 1,2 million de TEP ; les résultats de ce secteur ont bénéficié de la hausse du prix du brut, malgré la forte incertitude des valorisations du gaz naturel due aux effets retard des formules d'indexation de prix.

- Raffinage - Distribution -

Ce secteur a enregistré une forte détérioration de ses résultats par suite de la baisse des marges du raffinage. L'excédent de produits pétroliers sur le marché et la disparition des contrats à marge garantie, expliquent cette situation.

- Chimie et hygiène-santé -

L'effort de rationalisation de la chimie, entamé il y a plusieurs années, a commencé à porter ses fruits dans un climat conjoncturel par ailleurs favorable ; en ce qui concerne l'hygiène-santé, le développement de SANOFI s'est poursuivi de façon très satisfaisante.

Trois éléments non récurrents interviennent en outre sur le résultat net consolidé : reprise de 1,5 milliard de francs sur les impôts différés au titre de la baisse des taux de prélèvement appliqués en France et dans certains pays étrangers, plus-value de 0,5 milliard de francs en part Groupe sur la cession par SANOFI de sa participation dans WYETH-BYLA et enfin amortissement exceptionnel de 1 milliard de

francs concernant certains actifs chimiques américains (soufre et potasse notamment).

Le bilan consolidé, avant affectation du résultat, fait apparaître un renforcement de la situation financière du Groupe en 1987, marqué par une progression de la situation nette de 2,8 milliards de francs et une diminution de l'endettement à moyen et long terme de 0,6 milliard de francs.

COMPTES SNEA-MAISON MÈRE

Le bénéfice net de la société mère SNEA s'élève à 2 468 millions de francs, contre 3 040 millions de francs en 1986.

Ce bénéfice provient pour l'essentiel, comme les années précédentes, des remontées en provenance des filiales de la SNEA, sous forme de dividendes ou d'intérêts. Les produits financiers issus de la SNEA (P), qui est avec le gisement de Lacq la filiale prépondérante, ont été réduits de moitié à la suite de la baisse des prix du gaz en France et de la diminution des productions.

L'amélioration de la situation de la chimie en France a permis de procéder à des reprises de provisions importantes compensant les dotations rendues nécessaires par la situation d'ELF FRANCE.

Le conseil d'administration, qui s'est réuni le 6 avril, a décidé de proposer à l'assemblée générale ordinaire du 25 mai 1988 de fixer le dividende à 15 francs par titre de 10 francs de nominal, soit, avec l'impôt fiscal, une rémunération globale de 22,50 francs par action. Le montant ainsi distribué de 1 502 millions de francs représenterait 36,2 % du bénéfice net consolidé et 60,9 % du résultat net dégage au niveau de la Société mère.

Ce dividende sera mis en paiement le vendredi 8 juillet 1988.

Économie

AFFAIRES

Le règlement du conflit entre les pétroliers Texaco et Pennzoil 6 milliards de dollars en quelques minutes...

NEW-YORK
de notre correspondant

Un virement bancaire de 3 milliards de dollars a été effectué le jeudi 7 avril, via le système fédéral de compensation. Donateur d'ordre : Texaco Inc. Bénéficiaire : Pennzoil Co. En dix minutes, un cancheur juridique-financier, commencé en 1984, a pris fin en même temps que la faillite administrative, où Texaco s'était réfugié il y a exactement un an.

A White-Plains (New-York), au siège de Texaco, on poussait un soupir de soulagement. A Houston (Texas), à la direction de Pennzoil, on sautait le champagne. « Nous avons gagné, la justice a prévalu », a déclaré, jubilant, le président de la firme pétrolière texane, M. Hugh Liedtke, qui a aussitôt utilisé la somme reçue pour rembourser plusieurs prêts à court terme. Son avis n'est pas partagé dans « le Nord civilisé », comme l'on dit volontiers à White-Plains, où la décision de la justice texane d'accorder 11 milliards de dollars de compensation à Pennzoil en novembre 1985 — la plus grande somme jamais allouée à un plaignant aux États-Unis — a la suite d'une somme OFA sur Getty Oil perdue par Pennzoil, est toujours considérée comme l'exemple même de la roderesse des « gens du Sud ».

Après moult procédures et rebondissements — souvent plus surprenants que ceux imaginés par les auteurs de la série télévisée « Dallas » — le président de Pennzoil, personnage redoutable, plus vrai encore que J. R. Ewing, a accepté un règlement à l'amiable, dont l'avantage principal est de lui apporter six fois plus que son bénéfice de la meilleure année du boom pétrolier. Néanmoins, tout n'est pas réglé pour autant, car une série d'actions en justice intentées par des actionnaires minoritaires et des spéculateurs de tout poil, dont le redoutable « raider » Carl Icahn, propriétaire de 15 % du capital, prolongent les affaires de Texaco bien au-delà de la présente décennie. Cependant, « le temps est venu de retourner à nos affaires », a constaté, grand seigneur, M. Liedtke.

Si Pennzoil n'a été que très peu perturbée par cette bataille, tel n'est pas le cas de Texaco, qui en sort terriblement affaibli, c'est le moins que l'on puisse dire. Aux 3 milliards de dollars payés à Pennzoil s'ajoutent en effet 2,6 milliards, transférés le même jour au profit de divers autres créanciers que Texaco faisait, grâce au régime de faillite administrative, patienter depuis un an. Pour compléter ce terrible décompte, 400 millions de dollars ont été versés au cabinet d'avocats. En tout, 6 milliards de dollars débiteurs des comptes de Texaco en quelques minutes... La firme du Nord a dû assécher des

caisses qui comportaient 4,7 milliards de dollars en liquide et vendre bon nombre de ses vastes possessions, tant aux États-Unis qu'à l'étranger, avant de se séparer d'autres intérêts importants.

Redistribution des cartes

Le règlement de l'affaire a, bien sûr, engendré un plan de restructuration, accepté par le juge des faillites. Il suppose la vente par Texaco d'importantes participations dans des entreprises de raffinage en Europe et aux États-Unis, de même que celle de certains intérêts dans l'extraction en Angola et au Canada. A cette occasion, les grands acteurs de la scène pétrolière procéderont sans doute à une vaste redistribution des cartes, car l'Arabie saoudite et le Koweït entendent en profiter et renforcer leur propre présence dans le raffinage. On murmure que Ryad aurait proposé 1,5 milliard de dollars pour les raffineries de Texaco, alors que le concurrent américain Chevron lorgne les 50 % que possède Texaco dans Caltex.

Après une bonne année 1986 (un bénéfice net de 725 millions de dollars pour un chiffre d'affaires de 32,6 milliards), les résultats de Texaco en 1987 ont accusé le poids du conflit avec Pennzoil : malgré un chiffre d'affaires de 35,3 milliards, les pertes ont atteint 4,4 milliards de dollars, principalement en raison des provisions faites à l'approche du règlement du litige.

« Quoi qu'en disent certains, nous sommes en meilleure forme que ne le croit Wall Street et avons l'intention de forcer et de mettre à profit cette malheureuse affaire », affirme le président de Texaco, M. James Kinney, qui entend « vendre les canards botteurs et garder les vaches à lait ». « Ce n'est pas vrai », répond M. Carl Icahn, Texaco est effectivement au bord de la faillite et doit être vendue. Bâloise vertement à plusieurs reprises par les tribunaux, le raider à l'étranger son propre plan de restructuration, dont il tentera d'imposer certains éléments à M. Kinney.

CHARLES LEBEAULT.

ALTERNATIVES
ECONOMIQUES n° 56
avril
TELEMECANIQUE :
la bataille
des O.P.A.
16 F

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Compagnie Générale d'Électricité

Réuni le 6 avril 1988 sous la présidence de M. Pierre Suard, le Conseil d'administration de la Compagnie Générale d'Électricité (CGE) a arrêté les comptes de l'exercice 1987.

Le résultat consolidé du Groupe CGE s'est élevé à 3 398 millions de francs en 1987 contre 1 721 millions de francs en 1986, soit une croissance de 97 %. Ce résultat représente 2,7 % d'un chiffre d'affaires consolidé de 127,5 milliards de francs ; ce taux de marge nette est en augmentation sensible par rapport au niveau de 2,1 % atteint en 1986. Les progrès enregistrés en 1987 s'expliquent, d'une part, par l'amélioration des bénéfices des grandes filiales déjà présentes dans le Groupe en 1986 et intervenant soit dans le domaine de l'énergie soit dans les télécommunications ou les câbles et, d'autre part, par la prise en compte, pour la première année, des activités dont

la CGE avait repris le contrôle à l'ITT le 30 décembre 1986.

Après déduction de la part des filiales, le résultat net revenant à la CGE s'élevait à 1 832 millions de francs en 1987, contre 1 159 millions de francs en 1986, marquant une augmentation de 58 %. Calculé sur la base d'un capital de 66 millions d'actions qui exclut les titres détenus d'une manière stable par des sociétés du Groupe, le bénéfice par action s'élève à 27,80 francs.

Le résultat net de la Compagnie s'élevait à 1 194 millions de francs en 1987 contre 882 millions de francs en 1986, en progression de 34 %. Son résultat courant avant impôt s'élève à 1 202 millions de francs contre 317 millions de francs en 1986. Cette forte augmentation s'explique en particulier par l'accroissement important des dividendes reçus des filiales et participations, résultant du versement d'un premier dividende par Alcatel NV et Framatome et d'une bonne évolution d'ensemble des distributions des autres filiales.

Le Conseil a décidé de proposer à l'Assemblée générale de distribuer aux actionnaires un montant total de 529 millions de francs en forte augmentation par rapport aux 188 millions de francs versés au titre de l'exercice précédent. Cette distribution correspond au paiement aux 70 535 391 actions composant le capital d'un dividende unitaire de 7,50 francs hors impôt déjà payé au Trésor (avoir fiscal), soit un revenu global par action de 11,25 francs, avoir fiscal compris. Ce dividende serait mis en paiement à partir du 27 juin 1988.

Par ailleurs, le Conseil a pris acte avec regret de la démission de ses fonctions d'administrateur de M. Jacques Raiman et, pour le remplacer, a coopté administrateur M. Frank Drendel dont la nomination sera soumise à la ratification de l'Assemblée.

Enfin, le Conseil a décidé de proposer à l'Assemblée de nommer commissaires aux comptes titulaires la société Finaut Fiduciaire, représentée par M. Jean-Pierre Vincent, et le Cabinet Payer et Associés, représenté par M. Francis Payer, et commissaires aux comptes suppléants, respectivement de la société Finaut Fiduciaire et du Cabinet Payer et Associés, M. Michel Angot et M. Bertrand de Florval.

Afin de statuer sur les comptes de l'exercice et sur ses propositions concernant le paiement du dividende et les nominations d'un administrateur et des commissaires aux comptes, le Conseil a décidé de convoquer les actionnaires en Assemblée générale ordinaire le 15 juin 1988 à 14 heures 30, au Théâtre National de Chaillot à Paris.

LA CGE EN DIRECT :
• MINITEL : 36.15 code CGE
• Téléphone actionnaires : (1) 42 561 561



QUI
CONNAÎT VOS CLIENTS ?

IMAGES
IMAGES
IMAGES

SFAC
VOTRE
PARTENAIRE
ASSURANCE
CREDIT.

LE DÉPÔT DE BILAN D'UN OU DE PLUSIEURS CLIENTS DE L'ENTREPRISE, MAIS COMMENT RECONNAÎTRE UN CLIENT À RISQUE ? OÙ TROUVER LES MOYENS D'APPRÉCIER LES RISQUES DE DÉFAILLANCE DE VOTRE CLIENTÈLE ?

LES ANALYSTES DE LA SFAC ÉTUDIENT ET SURVEILLENT EN PERMANENCE LA SITUATION FINANCIÈRE DE 75 000 ENTREPRISES PARMI LESQUELLES FIGURENT VOS CLIENTS ACTUELS ET FUTURS.

EN DEVENANT VOTRE PARTENAIRE, LA SFAC SE PROPOSE ÉGALEMENT DE GÉRER EN TOTALITÉ LE RECOURS DE VOS CRÉANCES.

ET SI MALGRÉ TOUT, CERTAINES DE VOS FACTURES SE RÉVÉLAIENT IRRÉCUPÉRABLES, VOUS SERIEZ INDONNISÉS.

CONTRACTER UNE ASSURANCE-CRÉDIT À LA SFAC, C'EST LIBÉRER DE L'ÉNERGIE, C'EST DONNER À VOTRE ENTREPRISE LES MOYENS D'ALLER DE L'AVANT.

POUR TOUT RENSEIGNEMENT, PRENEZ CONTACT AVEC NOUS.

SFAC
SOCIÉTÉ FRANÇAISE D'ASSURANCE CRÉDIT
1, RUE EULER - 75008 PARIS. TÉL. 111 40 70 50 50.

L'ASSURANCE D'ENTREPRENDRE

AFFAIRES

Les visées italiennes de Duménil-Leblé

Duménil-Leblé, l'un des établissements financiers les plus dynamiques de la place de Paris, et dont « l'actionnaire de référence » est désormais Cerus (avec 28,45 % du capital), poursuit activement sa stratégie d'acquisition de sociétés dans les différents pays européens. Après s'être implanté à Londres (dès 1985), Genève (1986) et Bruxelles (1987), cette banque de trésorerie, que préside M. Jacques Letort, s'attaque aujourd'hui à l'Italie et avoue quelques projets aux Pays-Bas.

Banque de trésorerie gérant déjà plus de 15 milliards de francs d'actifs financiers, Duménil-Leblé vient en effet d'annoncer son intention de devenir le premier actionnaire de la seconde banque d'affaires italienne, Euromobiliare. A l'issue d'une augmentation de capital à venir, il devrait disposer de 20 % des titres et rejoindre ainsi le syndicat de contrôle de cet établissement milénal, qui compte

déjà le groupe Compagnie Italiana Reunite (CIR) de M. Carlo De Benedetti, Ferruzzi (de M. Sergio Berlusconi), Duménil-Leblé attend de cette prise de participation des effets de synergie, notamment dans la gestion de trésorerie — le point fort de l'établissement français — et dans les activités de fusions et acquisitions.

Par ailleurs, M. Letort étudie l'éventualité d'une prise de participation dans le groupe financier Latine, déjà contrôlé majoritairement par M. Carlo De Benedetti. Latine est un groupe ayant une importante activité dans l'assurance. Dans ce cas, c'est surtout le réseau de distribution de la société d'assurances qui intéresse la banque française, ses vendeurs pouvant être mobilisés non seulement pour la vente de contrats d'assurance, mais également de produits financiers.

E. L.

CONJONCTURE

La préparation du budget 1989

M. Chirac envoie la traditionnelle « lettre de cadrage » à ses ministres

Conformément au calendrier de la procédure budgétaire, M. Jacques Chirac, le premier ministre, vient d'adresser aux membres du gouvernement la « lettre de cadrage » pour la préparation du budget 1989. Elle prévoit une nouvelle réduction du déficit budgétaire, qui devrait être ramené à « environ 100 milliards de francs ».

Les objectifs de la politique budgétaire retenue par le gouvernement de M. Jacques Chirac à ce stade sont ceux annoncés par le premier ministre le 16 mars dernier. Selon le communiqué de l'Hôtel Matignon, « les dispositions concernant les économies générales (réduction des emplois de 1,5 % par non-remplacement de certains départs, maintien des crédits de fonctionnement en francs courants) s'inscrivent dans le droit fil des mesures retenues pour la préparation des budgets de 1987 et 1988 : ces dispositions permettront à nouveau, à l'occasion du budget de 1989, une réduction simultanée du déficit budgétaire et des impôts ». La Rue de Rivoli recherche effectivement une diminution du déficit et des impôts de 15 milliards de francs chacun.

Dans un communiqué, publié le jeudi 7 avril, l'Hôtel Matignon déclare que « la procédure traditionnelle » de cette lettre, qui permet un premier travail sur les dépenses de chaque administration, « a été adaptée, compte tenu de la prochaine échéance électorale et afin de réserver à un examen ultérieur les propositions de mesures nouvelles et d'économies spécifiques concernant chaque budget ».

REPÈRES

Automobiles

100 000 véhicules importés au Japon en un an

Les importations automobiles du Japon ont progressé de 41,1 % durant l'année fiscale, terminée au 31 mars dernier, par rapport à l'exercice précédent, pour atteindre 104 340 véhicules, a indiqué, jeudi 7 avril, l'association des importateurs japonais.

Ces importations franchissent ainsi, pour la première fois, la barre des 100 000 véhicules.

Les importations en provenance de RFA ont augmenté de 36,5 % pour atteindre 78 500 véhicules, soit 75,2 % du total. Ensuite, et loin derrière, on trouve la Grande-Bretagne avec 7 500 véhicules (+ 69 %), la Suède, 6 000 véhicules (+ 39 %) et les Etats-Unis, 4 700 véhicules. La France a exporté 4 500 véhicules (+ 114 %).

Chômage

Léger recul en RFA

En mars, le nombre de chômeurs en Allemagne fédérale a diminué, en données brutes, de 3 % par rapport à février mais a progressé de 1 % par rapport à mars 1987, indique l'Office fédéral du travail de Nuremberg qui attribue l'essentiel de cette amélioration à des facteurs saisonniers. Le taux de chômage s'inscrit ainsi à 8,5 % en février et 8,6 % en mars 1987. Par rapport à la population active salariée, l'indice le plus couramment utilisé outre-Rhin, ce taux s'établit à 9,6 % en mars — le même niveau qu'en mars 1987 — contre 9,9 % en février. Le mois dernier, le nombre des chômeurs à temps partiel a augmenté de 21 % sur le mois précédent.

Distribution

Ventes soutenues en mars aux Etats-Unis

Suivies avec attention pour tenter de mieux évaluer l'évolution de la consommation, aux Etats-Unis, les ventes de la plupart des grandes chaînes de magasins ont été soutenues en mars, à l'exception de la première d'entre elles, Sears Roebuck. Cette dernière a vu ses ventes progresser de 1,5 % seulement par rapport à mars 1987 alors que K. Mart annonçait une progression de 8,6 % et que Wal-Mart Stores faisait un bond de 36 %. Mais les analystes soulignent que ces hausses sont partiellement dues au fait que Pâques est tombé plutôt cette année. A leur avis, les ventes, qui étaient faibles jusqu'à la veille des vacances pascales, devraient retomber.

ETRANGER

Les Etats-Unis jouent l'intensification des échanges commerciaux avec l'URSS

Le secrétaire au commerce, M. William Verity, a obtenu le feu vert du gouvernement pour mettre au point un programme visant à intensifier les relations commerciales entre les Etats-Unis et l'Union soviétique, rapporte le New York Times, citant des responsables américains.

Selon ces responsables, qui ont désiré garder l'anonymat, M. Verity a finalement obtenu, le mercredi 6 avril, le feu vert du cabinet pour ce projet malgré l'opposition de l'Etat-major qui craint qu'un renforcement de l'économie soviétique soit néfaste pour la sécurité des Etats-Unis.

Aux termes de ce programme, les Etats-Unis et l'Union soviétique vont créer des commissions de haut niveau visant à intensifier les échanges dans le domaine de l'énergie, des équipements de construction, des matériels médicaux, des biens de consommation et des services.

Les réunions seront organisées à Moscou, la semaine prochaine, lors de la visite que M. Verity et cinq cents hommes d'affaires américains doivent effectuer dans ce pays et au cours de laquelle ils rencontreront le numéro un soviétique, Mikhaïl Gorbatchev.

Les échanges commerciaux entre les deux pays ont été de 2 milliards de dollars en 1987, soit une diminution constante par rapport aux 4,5 milliards de dollars enregistrés en 1979. — (AFP).

SOCIAL

Impasse à la SNECMA

La coordination des grévistes inter-SNECMA CGT et CFDT a souligné, le jeudi 7 avril au soir, que les négociations salariales qui s'étaient déroulées dans l'après-midi avec la direction n'étaient « pas brillantes ». Elle a rejeté les propositions de la direction et appelé à « prolonger de vingt-quatre heures » le mouvement de grève dans les usines de Gennevilliers (Hauts-de-Seine), Villaroche (Seine-et-Marne) et Corbeil (Essonne). Le matin, des salariés de la SNECMA (5 000 selon les organisateurs et 1 000 selon la police) avaient manifesté à Paris.

La direction générale de la SNECMA a proposé, jeudi, une augmentation de salaire de 1 % au 1^{er} mars et de 1,1 % au 1^{er} novembre.

bre 1988 pour les non-cadres. Elle a également admis le principe de hausse individuelle de 1 % au 1^{er} juin et de 0,7 % au 1^{er} octobre, notamment pour « les jeunes et les moins qualifiés ». Enfin, la direction, qui indique que ses propositions sont « les dernières possibles », propose une prime uniforme de 1 450 F pour chaque salarié dès l'instant où il reprendrait le travail le mardi 12 avril, « dernier délai ».

Les grévistes réclament une augmentation de salaire uniforme de 1 500 F par mois et le paiement des jours de grève. La direction refuse et envisage seulement de « trouver des aménagements à l'intérieur d'une enveloppe globale estimée à 3,9 % d'augmentation en masse et en moyenne ».

Fin des négociations salariales à Charbonnages de France

La direction des Charbonnages de France a proposé aux organisations syndicales une augmentation générale du niveau des salaires de 2,2 % en 1988 lors d'une ultime séance de négociations qui s'est tenue le mercredi 6 avril. Elle a également proposé l'instauration d'un salaire minimum brut mensuel de 55 000 F par an soit 5 500 F par mois et s'est engagée à recevoir les parties prenantes à la négociation en décembre prochain « afin d'examiner la situation de l'entreprise dans le contexte économique général ». La direction a toutefois précisé que « dans le cas où aucune organisation syndicale ne pourrait donner son accord, la direction générale appliquerait une décision unilatérale d'augmentation des salaires de 1 % au 1^{er} avril ».

Trop de voitures couinent... comme une portée de souris: nous y mettons bon ordre!

Toute médaille a son revers: si les matériaux de synthèse font faire de plus en plus de progrès à la construction automobile, ils sont parfois la cause, en frottant l'un contre l'autre, de petits bruits lancinants.

Des "couinements" qui pourraient faire penser qu'une souris a fait son nid dans la voiture! On a tenté d'y remédier sans succès avec des lubrifiants siliconés. Alors que faire? Rendre une souricière?

Soyons sérieux! Chez DSM, l'un des principaux groupes chimiques européens, on a découvert la solution en mettant au point une matière plastique aux qualités multiples: très solide, durable, résistante à la chaleur, se teignant avec exactitude, s'usinant sans difficultés particulières. Et en plus, les tests le prouvent, tout "couinement" est éliminé.

Ainsi, sur la route, avec le silence retrouvé grâce à DSM, plus rien ne grince... conducteurs compris!

DSM

Nous avons déjà la solution, ou bien nous la trouvons.

هكذا من الاجل

Marchés financiers

La Barclays Bank augmente son capital de près de 10 milliards de francs

La Barclays Bank, une des quatre grandes banques britanniques de dépôt, a créé la surprise au Stock Exchange de Londres en annonçant, jeudi 7 avril, une augmentation de capital de 921 millions de livres sterling (soit environ 9,8 milliards de francs ou 1,7 milliard de dollars), la seconde en importance jamais réalisée en Grande-Bretagne (après celle de BP, de 1,5 milliard de livres, en octobre 1987). La nouvelle a eu pour effet de faire baisser le titre de 10 % à 429 pence à la fermeture.

Barclays a indiqué qu'elle souhaitait devenir un des premiers groupes internationaux de services financiers et avait besoin du capital nécessaire pour financer sa croissance. La Banque veut accorder la priorité à son développement en Europe, aux États-Unis et en Extrême-Orient. A

la fin de 1987, les ressources en capital de Barclays avaient augmenté de 454 millions de livres, pour atteindre 6,8 milliards de livres.

Barclays va émettre 369,5 millions de nouveaux titres ordinaires d'une livre de nominal à un prix de 250 pence pour chaque paquet de deux actions anciennes ordinaires. Cette émission n'a pas été garantie en raison du rachat substantiel offert aux actionnaires, ce qui économise 22 millions de livres de commission à la banque.

L'an dernier, Barclays a réalisé un bénéfice avant impôt de plus de 1 milliard de livres avant constitution d'une provision exceptionnelle de 713 millions de livres, pour les créances sur les pays du tiers-monde.

Imétal décline 23,9 % d'Origny-Desvois

Le groupe Imétal a acquis 23,9 % de la société Origny-Desvois spécialisée dans les carrelages, le ciment et la location d'engins. La firme précise que cette participation « s'inscrit dans la politique suivie depuis plusieurs années en vue de la constitution d'un pôle d'activités tournées vers la production et la distribution de matériaux pour la construction et l'habitat ». En septembre dernier, la société avait pris le contrôle du groupe familial Carré Grès d'Artois spécialisé dans le carrelage et la céramique, renforçant ainsi sa position dans les matériaux de construction. Ce pôle représente environ 1 milliard de francs de chiffre d'affaires au travers de firmes comme, notamment, Huguenot Fénal, Tuileries Gilardoni, I.R.B., Tuileries Jacob et Pencil et Carré Grès d'Artois.

● Buitoni-Nestlé : examen reporté au 13 avril. — Le tribunal de commerce de Créteil (Val-de-Marne) a décidé, jeudi 7 avril, de reporter au mercredi 13 avril l'examen des conditions de la cession de Buitoni par le Cif, holding industriel de l'italien Carlo De Benedetti au groupe suisse Nestlé. Le Crédit agricole, détenteur de 10 % du capital de Buitoni SA par sa banque d'affaires UIE (Union d'études et d'investissements) avait demandé, au tribunal de commerce de Créteil de procéder en référé à la désignation d'un expert afin de protéger les actionnaires minoritaires de Buitoni.

Accord Cdf-Chimie-Solvay pour maintenir l'activité à Sarralbe

L'usine du chimiste belge Solvay à Sarralbe (Moselle) vivra. L'épineux problème de son existence, liée à son alimentation en matières de base (éthylène et propylène), utilisées pour fabriquer du polyéthylène haute densité et du polypropylène et fournies par Cdf-Chimie à partir de son complexe de Carling, est réglé.

Les deux groupes ont mis de l'eau dans leur vin. Cdf-Chimie, qui, en février dernier, avait dénoncé son contrat d'approvisionnement au-delà de 1991 sous prétexte que son vapo-craqueur, beaucoup trop ancien, était déficient, a décidé de maintenir ce dernier en activité au-delà de 1996. Le groupe renonce aussi à demander à Solvay la construction d'un pipeline. De son côté, Solvay, qui avait menacé de fermer purement et simplement le site de Sarralbe, où sept cents personnes sont employées, a décidé de concourir à hauteur de 70 millions de francs à la modernisation du vapo-craqueur de Cdf-Chimie. La firme belge s'engage notamment à enlever bon an mal an à la firme d'Etat 120 000 tonnes par an d'éthylène. Le 16 mars dernier, une opération « ville morte » et des manifestations violentes ont lieu à Sarralbe pour protester contre le projet de départ de l'usine Solvay de cette ville de cinq mille habitants.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

LAMBERT

LAMBERT FRÈRES ET C^o BÉNÉFICE NET CONSOLIDÉ DE 74,5 MILLIONS DE FRANCS EN 1987

Les comptes 1987 de l'entreprise viennent d'être arrêtés par le conseil d'administration. Ces comptes confirment les indications données dans la note d'information relative à l'émission d'obligations avec bons de souscription d'actions de 172,5 millions de francs de septembre dernier.

Le résultat courant consolidé de l'exercice ressort à 114,3 millions de francs (contre 48,9 millions de francs en 1986). Le bénéfice net consolidé est de 74,5 millions de francs (contre une perte de 20 millions de francs en 1986). Ce résultat net est acquis après un solide résultat de résultats exceptionnels et impôts de 39,8 millions de francs, comprenant l'ultime dotation aux provisions pour litige Projezt de 26,5 millions de francs qui avait été annoncée.

Le chiffre d'affaires consolidé de l'exercice s'est élevé à 2 590 millions de francs, en progression de près de 1 000 millions de francs. L'essentiel de cette progression (812 millions de francs) résulte de l'intégration de plusieurs acquisitions : La Méditerranée des Bois et Matériaux, Tuilerie normande du Mesnil-de-Bervert, Sami Central et Union des Entrepreneurs. Sur la base du périmètre 1987, le chiffre d'affaires consolidé a progressé de 6,5 %.

Les investissements de l'exercice se sont élevés à 190 millions de francs, dont 71,5 millions de francs pour les acquisitions de participations, et 118,5 millions de francs pour les investissements corporels. Dans le cadre de cette politique active d'investissements, deux nouvelles unités de production seront ouvertes dans les prochaines semaines : l'une aux Mureaux (Tuilerie Lambert), et l'autre près de Lyon (enduit de façade, Lebel Sedet).

Malgré le poids de ces investissements, les frais financiers ont été ramenés de 2,63 % du chiffre d'affaires en 1986 à 1,67 % en 1987.

L'autofinancement, qui s'est élevé à 135 millions de francs en 1987, ainsi que les disponibilités procurées par l'émission d'OBSA permettent au groupe de moderniser les outils de production de ses filiales industrielles et de développer son activité dans la distribution de matériaux de construction.

Le bénéfice net de la société mère LAMBERT FRÈRES ET C^o s'est élevé à 55,25 millions de francs (contre une perte de 17 millions de francs en 1986). Le conseil a décidé de proposer à l'assemblée des actionnaires, pour la première fois depuis 1980, la distribution d'un dividende de 4 francs (assorti d'un avoir fiscal de 2 francs).

La société LAMBERT FRÈRES ET C^o fête son bicentenaire fin 1988.

NEW-YORK, 7 avril ↑

Consolidation

D'assez importantes ventes bénéficiaires se sont produites, jeudi à Wall Street en attendant la poursuite de la fibre enregistrée la veille. Elles ont cependant été bien absorbées dans l'ensemble. Et dans un ultime sursaut, le marché a réussi à combler son retard. A la clôture, l'indice des valeurs industrielles s'élevait à 2 062,17 (+ 0,50 point). Le bilan de la journée, lui, a été encore franchement positif. Sur 1 992 valeurs traitées, 975 ont monté, 538 ont baissé et 479 n'ont pas varié.

Autour du « Big Board », la déception, néanmoins, était grande. Beaucoup, après l'explosion de hausses consécutives, s'attendaient à une prolongation du mouvement. Faut-il imputer la faute à l'arrêt des programmes informatiques ? « La hausse n'est plus ce qu'elle était », soupirent un professionnel. En vérité, il semble que la Bourse n'a pas perdu de vue les difficultés du moment, qui ont pour nom les grands déséquilibres économiques.

L'activité a été modérée avec 177,84 millions de titres échangés contre 189,76 millions la veille.

VALEURS	Cours de 7 avril	Cours de 7 mai
Alcoa	45 3/8	44 1/2
Allegis Int'l	83 3/4	84 1/4
A.T.I.	28 1/8	28
Bank of America	28 1/2	28 1/2
Chrysler	24 3/4	25 1/4
Du Pont de Nemours	89 1/2	89 1/2
General Motors	44 1/4	44 1/4
Exxon	44 1/4	44 1/2
Ford	46 1/4	46 3/8
IBM	124 1/2	124 1/2
General Motors	73 3/4	74 1/8
Goodyear	64 3/8	65 1/8
Johnson & Johnson	101 1/2	101 1/2
K.T.T.	46 7/8	47 1/4
Metallgesellschaft	45 3/4	46 1/8
Philips	45 3/8	46 1/8
Pfizer	36 1/2	37 1/8
Roche	48	48 1/2
Tesoro	48 1/4	48 1/4
U.S.X.	30 3/8	30 3/4
Westinghouse	22 1/2	23 1/4
Yarn Corp.	54 3/8	54 1/8

LONDRES, 7 avril ↑

Raffermissement

Tout comme les autres places internationales, le Stock Exchange a été stimulé, jeudi 7 avril, par les performances de Wall Street et du Kabuto-Cho. L'indice FT, sur terme d'une séance active, a terminé en hausse de 12,6 points à 1 399,4 (+ 0,9 %). 338 millions de titres ont été échangés contre 398 millions la veille. La Barclays Bank a surpris les investisseurs en annonçant une augmentation de capital de 921 millions de livres (9,7 milliards de francs), la plus importante jamais réalisée en Grande-Bretagne. Le titre de cette banque se dépréciait alors fortement.

Les OPA ne semblent pas pour l'instant se ralentir. Le groupe de construction de Bechtel a indiqué qu'il prolongerait son offre jusqu'au 15 avril sur la firme américaine Koppers. Coloplast, spécialiste dans les tapis et la décoration, a lancé par sa part une OPA amicale sur le textile John Crowsley, installé à Leeds, dans le nord-est de l'Angleterre. Le montant de sa proposition, qui est basée sur l'échange d'une action Coloplast pour une action Crowsley, représente 212,5 millions de livres.

Enfin, après l'annonce de résultats annuels encourageants, la compagnie pétrolière British Oil et le groupe alimentaire Reckitt and Coleman ont enregistré des gains appréciables.

FAITS ET RÉSULTATS

● BASF : toujours roi de la chimie mondiale. Le groupe allemand a enregistré une croissance de 10 %.

L'année écoulée n'a pas été facile pour le groupe chimique de Ludwigshafen. A cause des dépenses occasionnées pour se mettre en règle avec la loi sur la protection de l'environnement, pour restructurer aussi ses divisions « engrais » (déficitaires) et « informatic » (filialisée avec Siemens), le bénéfice consolidé avant impôts a baissé de 1,5 % à 2,59 milliards de deutschemarks pour un chiffre d'affaires de 40,24 milliards de deutschemarks (- 0,6 %). Malgré tout, BASF conserve sa réputation de premier chimiste mondial avec un chiffre d'affaires dans la spécialité d'environ 38 milliards de deutschemarks (129,2 milliards de francs). En outre la direction du groupe indique que les profits nets seront en nette amélioration, grâce à une plus forte rentabilité pendant le quatrième trimestre. Elle n'en a cependant pas fourni le montant.

● Basse de 4,6 % du bénéfice d'Elf-Aquitaine. — Le groupe Elf-Aquitaine a réalisé un bénéfice net consolidé (part du groupe) de 4,1 milliards de francs en 1987, en baisse de 4,6 % contre 4,3 milliards en 1986.

Le chiffre d'affaires s'est élevé à 127,4 milliards de francs, soit une progression de 6,4 %, due à l'augmentation des prix des hydrocarbures et des produits pétroliers exprimés en francs, ainsi qu'à une hausse soutenue de l'activité chimie.

Le résultat net consolidé comprend une reprise de 1,5 milliard de francs sur les impôts différés au titre de la baisse des taux de prélevement, une plus-value de 0,5 milliard sur la cession par Saoufi de sa participation dans Wyeth Byla et un amortissement exceptionnel de 1 milliard de francs.

PARIS, 8 avril =

Terne

La semaine s'est achevée dans le calme et la torpeur générale. A l'usage des séances précédentes, la journée de vendredi a été ternie et sans relief. Privé de l'égaillement de Wall Street et de Tokyo, qui avait un instant stimulé les opérateurs la veille, le marché se repliait dès les premières échanges. L'indice des valeurs, qui perdait 0,5 % durant les transactions de la matinée, revenait à - 0,2 % en séance. Il clôturait à - 0,14 %.

Le volume des transactions demeurait une fois encore peu élevé, le record de la semaine ayant été atteint jeudi avec un montant de 657 millions de francs sur le marché à règlement manuel. A l'origine de cette faible activité, l'absentéisme, pour cause de vacances et, également, l'attentisme prudent en raison de la campagne électorale. « La semaine prochaine devrait être un peu plus agitée », estime un gérant de portefeuilles. Toutefois, deux échéances risquent d'influer sur les Bourses : la réunion du G 7, qui rassemblera les sept ministres des Finances des pays les plus industrialisés, et la publication du montant du déficit commercial de février, attendue le 14 avril, soit six mois exactement après celui qui fut en partie responsable du krach d'octobre.

Dans ce climat d'indécision, les hausses étaient encadrées par des valeurs pétrolières comme le Sogehp, BP France et Elf-Aquitaine. Versaient ensuite Bongrain, Accor et Michelin. En baisse, apparaissaient Eurofrance, Velloure et Maisons Françaises.

Imétal informait la Société des Bourses françaises qu'elle détenait 23,9 % de la société Origny-Desvois.

Sur le marché des obligations, la tendance demeurait ferme, mais l'attente dominait. Le contrat notional de juin sur le MATIF gagnait 0,98 % à 102,16.

TOKYO, 8 avril =

Effritement

Après avoir poursuivi son ascension et atteint de nouveaux sommets, la Bourse de Tokyo a vendredi rendu la main, non sans supporter une vigoureuse réaction des Nikkei, qui s'était élevée jusqu'au niveau de 26 926,41 s'est finalement établi à 26 748,89, accusant une forte chute de 20,33 points d'un jour à l'autre.

Les professionnels ne se sont pas déclarés surpris de cet effritement en l'absence de nouveaux éléments susceptibles d'encourager la demande. Reste que, d'une façon générale, le marché a conservé une note superbe avec un nombre de hausses encore supérieur à celui des baisses. Les valeurs fortement capitalisées (Mitsubishi Heavy, Nippon Steel) sont restées fermes, de même que les valeurs intéressées à l'exportation. Une forte activité a continué de régner avec 1,5 milliard de titres échangés contre 1,6 milliard la veille.

VALEURS	Cours de 7 avril	Cours de 8 avril
Aiel	808	813
Hitachi	1 430	1 410
Canon	1 180	1 160
Fujitsu	1 460	1 460
Hitachi	1 750	1 800
Mitsubishi Electric	2 840	2 820
Nippon Steel	1 470	1 470
Toyota	1 480	1 480
Toyota Motors	2 420	2 430

PARIS :

Second marché (sélection)

VALEURS	Cours	Dernier cours	VALEURS	Cours	Dernier cours
A.G.P.S.A.	222 10	213 20	Le gâté de la mode	208	213 20
Amis de la mode	367	367	Lucas Investissement	248	248
Amis de la mode	286	286	Lucas	146	146
B.A.C.	435	435	Mutuelle d'investissement	257	257
B. Darnay & Associés	375	380	Mutuelle d'investissement	100	104
B.I.C.M.	620	620	Mutuelle d'investissement	251 50	272 50
B.I.P.	440	430	Mutuelle d'investissement	135	134
Bolton Technologies	688	700	Mutuelle d'investissement	387	398
Bolton	740	740	Mutuelle d'investissement	230	234
Chimie de Lyon	3036	3036	Mutuelle d'investissement	463	463
Colson	620	620	Mutuelle d'investissement	170	170
Coat Pw	420	442	Mutuelle d'investissement	206	222
Cofir	1200	1200	Mutuelle d'investissement	98	98
C.A.I.-R.E.C.I.	248 50	248 50	Mutuelle d'investissement	700	700
C.A.T.C.	124	124	Mutuelle d'investissement	1112	1112
C.O.M.E.	824	824	Mutuelle d'investissement	154 50	166 50
C. Epix. Ect.	290 50	290 50	Mutuelle d'investissement	133	140
C.E.G.I.R.	476	476	Mutuelle d'investissement	225	228 50
C.E.S.P.	180 50	180	Mutuelle d'investissement	775	775
C.E.P.-Comptable	1140	1140	Mutuelle d'investissement	1124	1127
C.E.I. Industrielle	550	550	Mutuelle d'investissement	1100	1100
Compt. d'Origny	426	426	Mutuelle d'investissement	1130	1140
C.A.I.M.	268 50	262	Mutuelle d'investissement	210	205
Compt.	210 20	215	Mutuelle d'investissement	680	626
Compt.	300	285	Mutuelle d'investissement	236	245 40
Compt.	300 50	320	Mutuelle d'investissement	173	171
Compt.	145 40	145	Mutuelle d'investissement	308	308
Compt.	3200	3200	Mutuelle d'investissement	385	401
Compt.	380	380	Mutuelle d'investissement	314	314
Compt.	600	624			
Compt.	620	620			
Compt.	111 30	111 30			
Compt.	20 70	20 50			
Compt.	411	416			
Compt.	816	810			
Compt.	880	880			
Compt.	228	228 50			
Compt.	108	107			
Compt.	180	147 50			
Compt.	114 40	118 50			
Compt.	100	100			
Compt.	208	202			

LA BOURSE SUR MINTEL
36-15 TAPEZ
LEMONDE

Marché des options négociables le 7 avril 1988

VALEURS	PRIX	OPTIONS D'ACHAT		OPTIONS DE VENTE	
		juin	septembre	juin	septembre
EF-Aquitaine	248	34	35	3,58	18,58
Elf-Aquitaine	1 000	117	135	24	45
Michelin	148	31	—	7,80	6,30
NIF	1 280	—	—	14	55
Parifin	230	—	37	13	28
Parifin	230	118	—	23	48
Saint-Gobain	400	14	—	22	32
Thomson-CSF	152	12,50	17	10	18

MATIF

Notional 10 % — Cotation en pourcentage du 7 avril 1988

COURS	ÉCHÉANCES		
	juin 88	sept. 88	déc. 88
Dernier	101,15	100,28	99,70
Précédent	100,65	99,70	98,70

PRIX D'EXERCICE	OPTIONS D'ACHAT		OPTIONS DE VENTE	
	juin 88	sept. 88	juin 88	sept. 88
100	1,94	2,17	0,73	—

INDICES

CHANGES	BOURSES
Dollar : 5,88 F ↓	PARIS (INSEE, base 100 : 31 déc. 1985)
Après sa rapide remontée, le dollar s'est de nouveau affaibli, vendredi, sur toutes les places financières internationales. Il a notamment coté 5,8830 F (contre 5,7020 F la veille). Plus personne ne croit à la fixation d'un cours plancher du billet vert vis-à-vis du yen lors du prochain G 7. D'autre part, les opérateurs attendent maintenant les résultats de commerce extérieur américain pour mars publiés le 14 avril.	Industrielles : 2 061,67 2 062,17
FRANCFORT 7 avril 8 avril	LONDRES (Index « Financial Times »)
Dollar (en DM) : 1,815 1,872	Industrielles : 1 366,8 1 394
TOKYO 7 avril 8 avril	Mines d'or : 228 221,6
Dollar (en yen) : 125,70 125,18	Fonds d'Etat : 98,93 98,98
MARCHÉ MONÉTAIRE (effets privés)	TOKYO 7 avril 8 avril
Paris (8 avril) : 750 734	Nikkei Dow Jones : 26 708,22 26 748,89
New-York (7 avril) : 670 650	Indice général : 2 146,35 2 172,44

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

COURS DU JOUR	100 MDS		DEUX MDS		CINQ MDS	
	Rep. + ou -	Rep. + ou -	Rep. + ou -	Rep. + ou -	Rep. + ou -	Rep. + ou -
SE-UL	5,6728	5,6740	- 32	- 47	+ 72	+ 97
SE-UL	4,5788	4,5840	- 45	- 15	- 70	- 38
Yen (100)	4,5259	4,5325	+ 146	+ 170	+ 308	+ 359
DM	3,3910	3,3940	+ 110	+ 130	+ 230	+ 280
SE-UL	3,6218	3,6240	+ 98	+ 105	+ 198	+ 215
SE-UL	16,2108	16,2208	+ 228	+ 316	+ 485	+ 630
SE-UL	4,8950	4,8925	+ 135	+ 215	+ 425	+ 535
SE-UL	4,5788	4,5800	- 110	- 50	- 225	- 165
SE-UL	16,4418	16,4325	- 65	- 38	- 125	- 55

TAUX DES EUROMONNAIES

SE-UL	6 3/4	7	6 7/8	7	6 5/8	7 1/8	7 1/4
DM	3 1/8	3 3/8	3 3/8	3 5/8	3 1/4	3 3/8	3 3/8
Phn	3 7/8	4 1/8	3 15/16	4 1/16	3 15/16	4 1/16	4 1/16
SE-UL	5 5/8	6 1/8	5 7/8	6 1/4	5 7/8	6 1/4	6 1/2
ES	1 3/4	2	1 11/16	1 13/16	1 11/16	1 13/16	2 3/16
L (000)	8 3/4	9 1/4	9 7/8	10 3/4	9 3/4	10 3/8	11
SE-UL	8 1/4	8 1/2	8 1/16	8 3/16	8 1/2	8 5/8	8 3/4
F. Temp.	7 3/8	7 7/8	8	8 1/8	8 1/4	8 3/8	8 3/16

BOURSE DU 8 AVRIL

Règlement mensuel										VALEURS									
Compteur	VALEURS	Cours	Précéd.	Dernier	%	Compteur	VALEURS	Cours	Précéd.	Dernier	%	Compteur	VALEURS	Cours	Précéd.	Dernier	%		
1088	A.S. 1673	1470	1440	1480	- 1,36							108	Châtelain	104,60	104,20	104,30	- 0,29		
1089	C.A.E. 35	3032	3025	3028	+ 0,70							109	Châtelain	104,60	104,20	104,30	- 0,29		
1024	B.A.P. T.P.	1032	1032	1032								110	Châtelain	104,60	104,20	104,30	- 0,29		
1028	C.C.F. T.P.	1061	1088	1088	+ 0,46							111	Châtelain	104,60	104,20	104,30	- 0,29		
1029	C.A.L. Lyons T.P.	1057	1057	1057		800	Crédit Nat.	780	758	780	...	112	Châtelain	104,60	104,20	104,30	- 0,29		
1030	C.A.L. Lyon	1060	1060	1060		800	Crédit Nat.	780	758	780	...	113	Châtelain	104,60	104,20	104,30	- 0,29		
1226	W. P. P. T.P.	1236	1246	1248	+ 0,85	800	Crédit Nat.	780	758	780	...	114	Châtelain	104,60	104,20	104,30	- 0,29		
1228	W. P. P. T.P.	1236	1246	1245	- 0,73	800	Crédit Nat.	780	758	780	...	115	Châtelain	104,60	104,20	104,30	- 0,29		
1179	Thomson T.P.	1178	1178	1178		800	Crédit Nat.	780	758	780	...	116	Châtelain	104,60	104,20	104,30	- 0,29		
1180	Accor	383	403	367	- 0,89	800	Crédit Nat.	780	758	780	...	117	Châtelain	104,60	104,20	104,30	- 0,29		
1181	Accor	383	403	367	- 0,89	800	Crédit Nat.	780	758	780	...	118	Châtelain	104,60	104,20	104,30	- 0,29		
1182	Accor	383	403	367	- 0,89	800	Crédit Nat.	780	758	780	...	119	Châtelain	104,60	104,20	104,30	- 0,29		
1183	Accor	383	403	367	- 0,89	800	Crédit Nat.	780	758	780	...	120	Châtelain	104,60	104,20	104,30	- 0,29		
1184	Accor	383	403	367	- 0,89	800	Crédit Nat.	780	758	780	...	121	Châtelain	104,60	104,20	104,30	- 0,29		
1185	Accor	383	403	367	- 0,89	800	Crédit Nat.	780	758	780	...	122	Châtelain	104,60	104,20	104,30	- 0,29		
1186	Accor	383	403	367	- 0,89	800	Crédit Nat.	780	758	780	...	123	Châtelain	104,60	104,20	104,30	- 0,29		
1187	Accor	383	403	367	- 0,89	800	Crédit Nat.	780	758	780	...	124	Châtelain	104,60	104,20	104,30	- 0,29		
1188	Accor	383	403	367	- 0,89	800	Crédit Nat.	780	758	780	...	125	Châtelain	104,60	104,20	104,30	- 0,29		
1189	Accor	383	403	367	- 0,89	800	Crédit Nat.	780	758	780	...	126	Châtelain	104,60	104,20	104,30	- 0,29		
1190	Accor	383	403	367	- 0,89	800	Crédit Nat.	780	758	780	...	127	Châtelain	104,60	104,20	104,30	- 0,29		
1191	Accor	383	403	367	- 0,89	800	Crédit Nat.	780	758	780	...	128	Châtelain	104,60	104,20	104,30	- 0,29		
1192	Accor	383	403	367	- 0,89	800	Crédit Nat.	780	758	780	...	129	Châtelain	104,60	104,20	104,30	- 0,29		
1193	Accor	383	403	367	- 0,89	800	Crédit Nat.	780	758	780	...	130	Châtelain	104,60	104,20	104,30	- 0,29		
1194	Accor	383	403	367	- 0,89	800	Crédit Nat.	780	758	780	...	131	Châtelain	104,60	104,20	104,30	- 0,29		
1195	Accor	383	403	367	- 0,89	800	Crédit Nat.	780	758	780	...	132	Châtelain	104,60	104,20	104,30	- 0,29		
1196	Accor	383	403	367	- 0,89	800	Crédit Nat.	780	758	780	...	133	Châtelain	104,60	104,20	104,30	- 0,29		
1197	Accor	383	403	367	- 0,89	800	Crédit Nat.	780	758	780	...	134	Châtelain	104,60	104,20	104,30	- 0,29		
1198	Accor	383	403	367	- 0,89	800	Crédit Nat.	780	758	780	...	135	Châtelain	104,60	104,20	104,30	- 0,29		
1199	Accor	383	403	367	- 0,89	800	Crédit Nat.	780	758	780	...	136	Châtelain	104,60	104,20	104,30	- 0,29		
1200	Accor	383	403	367	- 0,89	800	Crédit Nat.	780	758	780	...	137	Châtelain	104,60	104,20	104,30	- 0,29		
1201	Accor	383	403	367	- 0,89	800	Crédit Nat.	780	758	780	...	138	Châtelain	104,60	104,20	104,30	- 0,29		
1202	Accor	383	403	367	- 0,89	800	Crédit Nat.	780	758	780	...	139	Châtelain	104,60	104,20	104,30	- 0,29		
1203	Accor	383	403	367	- 0,89	800	Crédit Nat.	780	758	780	...	140	Châtelain	104,60	104,20	104,30	- 0,29		
1204	Accor	383	403	367	- 0,89	800	Crédit Nat.	780	758	780	...	141	Châtelain	104,60	104,20	104,30	- 0,29		
1205	Accor	383	403	367	- 0,89	800	Crédit Nat.	780	758	780	...	142	Châtelain	104,60	104,20	104,30	- 0,29		
1206	Accor	383	403	367	- 0,89	800	Crédit Nat.	780	758	780	...	143	Châtelain	104,60	104,20	104,30	- 0,29		
1207	Accor	383	403	367	- 0,89	800	Crédit Nat.	780	758	780	...	144	Châtelain	104,60	104,20	104,30	- 0,29		
1208	Accor	383	403	367	- 0,89	800	Crédit Nat.	780	758	780	...	145	Châtelain	104,60	104,20	104,30	- 0,29		
1209	Accor	383	403	367	- 0,89	800	Crédit Nat.	780	758	780	...	146	Châtelain	104,60	104,20	104,30	- 0,29		
1210	Accor	383	403	367	- 0,89	800	Crédit Nat.	780	758	780	...	147	Châtelain	104,60	104,20	104,30	- 0,29		
1211	Accor	383	403	367	- 0,89	800	Crédit Nat.	780	758	780	...	148	Châtelain	104,60	104,20	104,30	- 0,29		
1212	Accor	383	403	367	- 0,89	800	Crédit Nat.	780	758	780	...	149	Châtelain	104,60	104,20	104,30	- 0,29		
1213	Accor	383	403	367	- 0,89	800	Crédit Nat.	780	758	780	...	150	Châtelain	104,60	104,20	104,30	- 0,29		
1214	Accor	383	403	367	- 0,89	800	Crédit Nat.	780	758	780	...	151	Châtelain	104,60	104,20	104,30	- 0,29		
1215	Accor	383	403	367	- 0,89	800	Crédit Nat.	780	758	780	...	152	Châtelain	104,60	104,20	104,30	- 0,29		
1216	Accor	383	403	367	- 0,89	800	Crédit Nat.	780	758	780	...	153	Châtelain	104,60	104,20	104,30	- 0,29		
1217	Accor	383	403	367	- 0,89	800	Crédit Nat.	780	758	780	...	154	Châtelain	104,60	104,20	104,30	- 0,29		
1218	Accor	383	403	367	- 0,89	800	Crédit Nat.	780	758	780	...	155	Châtelain	104,60	104,20	104,30	- 0,29		
1219	Accor	383	403	367	- 0,89	800	Crédit Nat.	780	758	780	...	156	Châtelain	104,60	104,20	104,30	- 0,29		
1220	Accor	383	403	367	- 0,89	800	Crédit Nat.	780	758	780	...	157	Châtelain	104,60	104,20	104,30	- 0,29		
1221	Accor	383	403	367	- 0,89	800	Crédit Nat.	780	758	780	...	158	Châtelain	104,60	104,20	104,30	- 0,29		
1222	Accor	383	403	367	- 0,89	800	Crédit Nat.	780	758	780	...	159	Châtelain	104,60	104,20	104,30	- 0,29		
1223	Accor	383	403	367	- 0,89	800	Crédit Nat.	780	758	780	...	160	Châtelain	104,60	104,20	104,30	- 0,29		
1224	Accor	383	403	367	- 0,89	800	Crédit Nat.	780	758	780	...	161	Châtelain	104,60	104,20	104,30	- 0,29		
1225	Accor	383	403	367	- 0,89	800	Crédit Nat.	780	758	780	...	162	Châtelain	104,60	104,20	104,30	- 0,29		
1226	Accor	383	403	367	- 0,89	800	Crédit Nat.	780	758	780	...	163	Châtelain	104,60	104,20	104,30	- 0,29		
1227	Accor	383	403	367	- 0,89	800	Crédit Nat.	780	758	780	...	164	Châtelain	104,60	104,20	104,30	- 0,29		
1228	Accor	383	403	367	- 0,89	800	Crédit Nat.	780	758	780	...	165	Châtelain	104,60	104,20	104,30	- 0,29		
1229	Accor	383	403	367	- 0,89	800	Crédit Nat.	780	758	780	...	166	Châtelain	104,60	104,20	104,30	- 0,29		
1230	Accor	383	403	367	- 0,89	800	Crédit Nat.	780	758	780	...	167	Châtelain	104,60	104,20	104,30	- 0,29		
1231	Accor	383	403	367	- 0,89	800	Crédit Nat.	780	758	780	...	168	Châtelain	104,60	104,20	104,30	- 0,29		
1232	Accor	383	403	367	- 0,89	800	Crédit Nat.	780	758	780	...	169	Châtelain	104,60	104,20	104,30	- 0,29		
1233	Accor	383	403	367	- 0,89	800	Crédit Nat.	780	758	780	...	170	Châtelain	104,60	104,20	104,30	- 0,29		
1234	Accor	383	403	367	- 0,89	800	Crédit Nat.	780	758	780	...	171	Châtelain	104,60	104,20	104,30	- 0,29		
1235	Accor	383	403	367	- 0,89	800	Crédit Nat.	780	758	780	...	172	Châtelain	104,60	104,20	104,30	- 0,29		
1236	Accor	383	403	367	- 0,89	800	Crédit Nat.	780	758	780	...	173	Châtelain	104,60	104,20	104,30	- 0,29		
1237	Accor	383	403	367	- 0,89	800	Crédit Nat.	780	758	780	...	174	Châtelain	104,60	104,20	104,30	- 0,29		
1238	Accor	383	403	367	- 0,89	800	Crédit Nat.	780	758	780	...	175	Châtelain	104,60	104,20	104,30	- 0,29		
1239	Accor	383	403	367	- 0,89	800	Crédit Nat.	780	758	780	...	176	Châtelain	104,60	104,20	104,30	- 0,29		
1240	Accor	383	403	367	- 0,89	800	Crédit Nat.	780	758	780	...	177	Châtelain	104,60	104,20	104,30	- 0,29		
1241	Accor	383	403	367	- 0,89	800	Crédit Nat.	780	758	780	...	178	Châtelain	104,60	104,20	104,30	- 0,29		
1242	Accor	383	403	367	- 0,89	800	Crédit Nat.	780	758	780	...	179	Châtelain	104,60	104,20	104,30	- 0,29		
1243	Accor	383	403	367	- 0,89	800	Crédit Nat.	780	758	780	...	180	Châtelain	104,60	104,20	104,30	- 0,29		
1244	Accor	383	403	367	- 0,89	800	Crédit Nat.	780	758	780	...	181	Châtelain	104,60	104,20	104,30	- 0,29		
1245	Accor	383	403	367	- 0,89	800	Crédit Nat.	780	758	780	...	182	Châtelain	104,60	104,20	104,30	- 0,29		
1246	Accor	383	403	367	- 0,89	800	Crédit Nat.	780	758	780	...	183	Châtelain	104,60	104,20	104,30	- 0,29		
1247	Accor	383	403	367	- 0,89	800	Crédit Nat.	780	758	780	...	184	Châtel						

Comptant (selection)

SICAV (selection)

7/4

VALEURS	% du nom.	% du coupon	VALEURS	Cours	Dernier cours	VALEURS	Cours	Dernier cours	VALEURS	Cours	Dernier cours	VALEURS	Emission	Rechat	VALEURS	Emission	Rechat	VALEURS	Emission	Rechat
													Prime inc.	net		Prime inc.	net		Prime inc.	net
Obligations																				
Obli. Euro 77	128 10	7.70	Chemins (S.A.)	578	578	Loch	800	800	Tenat-Anglais	238 10	341	A.A.A.	880 35	673 91	First-Spange	28 13	25 48	Paribas	802 43	481 95
Obli. Euro 78/83	101 30	7.282	Chemins (S.A.)	142	151	Lyonnaise Indus. (S.A.)	138	104 80	Tenat	358 70	382 80 d	Asfin	187 81	122 52	Firstcap	217 48	312 79	Paribas	802 43	481 95
Obli. Euro 79/84	104 15	6.432	C.I.C. (Soc. Ind.)	180	180	Macif	138	104 80	U.S.A. S.A.	520	450	Asfin	312 43	328 45	Firstcap	11003 34	10039 34	Paribas	802 43	481 95
Obli. Euro 80/84	106 44	11 259	Clair	328	328	Macif	138	104 80	U.S.A. S.A.	520	450	Asfin	312 43	328 45	Firstcap	243 28	328 45	Paribas	802 43	481 95
Obli. Euro 81/86	104 18	3.851	Clair	328	328	Macif	138	104 80	U.S.A. S.A.	520	450	Asfin	312 43	328 45	Firstcap	627 81	811 81	Paribas	802 43	481 95
Obli. Euro 82/86	112 30	7.282	Clair	328	328	Macif	138	104 80	U.S.A. S.A.	520	450	Asfin	312 43	328 45	Firstcap	234 28	234 27	Paribas	802 43	481 95
Obli. Euro 83/88	114 76	10 135	Clair	328	328	Macif	138	104 80	U.S.A. S.A.	520	450	Asfin	312 43	328 45	Firstcap	857 58	833 57	Paribas	802 43	481 95
Obli. Euro 84/89	119 10	6.432	Clair	328	328	Macif	138	104 80	U.S.A. S.A.	520	450	Asfin	312 43	328 45	Firstcap	627 81	811 81	Paribas	802 43	481 95
Obli. Euro 85/90	111 10	1 445	Clair	328	328	Macif	138	104 80	U.S.A. S.A.	520	450	Asfin	312 43	328 45	Firstcap	234 28	234 27	Paribas	802 43	481 95
Obli. Euro 86/91	108 20	0.767	Clair	328	328	Macif	138	104 80	U.S.A. S.A.	520	450	Asfin	312 43	328 45	Firstcap	857 58	833 57	Paribas	802 43	481 95
Obli. Euro 87/92	107 5	0.767	Clair	328	328	Macif	138	104 80	U.S.A. S.A.	520	450	Asfin	312 43	328 45	Firstcap	627 81	811 81	Paribas	802 43	481 95
Obli. Euro 88/93	104 10	0.767	Clair	328	328	Macif	138	104 80	U.S.A. S.A.	520	450	Asfin	312 43	328 45	Firstcap	234 28	234 27	Paribas	802 43	481 95
Obli. Euro 89/94	104 10	0.767	Clair	328	328	Macif	138	104 80	U.S.A. S.A.	520	450	Asfin	312 43	328 45	Firstcap	857 58	833 57	Paribas	802 43	481 95
Obli. Euro 90/95	104 10	0.767	Clair	328	328	Macif	138	104 80	U.S.A. S.A.	520	450	Asfin	312 43	328 45	Firstcap	627 81	811 81	Paribas	802 43	481 95
Obli. Euro 91/96	104 10	0.767	Clair	328	328	Macif	138	104 80	U.S.A. S.A.	520	450	Asfin	312 43	328 45	Firstcap	234 28	234 27	Paribas	802 43	481 95
Obli. Euro 92/97	104 10	0.767	Clair	328	328	Macif	138	104 80	U.S.A. S.A.	520	450	Asfin	312 43	328 45	Firstcap	857 58	833 57	Paribas	802 43	481 95
Obli. Euro 93/98	104 10	0.767	Clair	328	328	Macif	138	104 80	U.S.A. S.A.	520	450	Asfin	312 43	328 45	Firstcap	627 81	811 81	Paribas	802 43	481 95
Obli. Euro 94/99	104 10	0.767	Clair	328	328	Macif	138	104 80	U.S.A. S.A.	520	450	Asfin	312 43	328 45	Firstcap	234 28	234 27	Paribas	802 43	481 95
Obli. Euro 95/00	104 10	0.767	Clair	328	328	Macif	138	104 80	U.S.A. S.A.	520	450	Asfin	312 43	328 45	Firstcap	857 58	833 57	Paribas	802 43	481 95
Obli. Euro 96/01	104 10	0.767	Clair	328	328	Macif	138	104 80	U.S.A. S.A.	520	450	Asfin	312 43	328 45	Firstcap	627 81	811 81	Paribas	802 43	481 95
Obli. Euro 97/02	104 10	0.767	Clair	328	328	Macif	138	104 80	U.S.A. S.A.	520	450	Asfin	312 43	328 45	Firstcap	234 28	234 27	Paribas	802 43	481 95
Obli. Euro 98/03	104 10	0.767	Clair	328	328	Macif	138	104 80	U.S.A. S.A.	520	450	Asfin	312 43	328 45	Firstcap	857 58	833 57	Paribas	802 43	481 95
Obli. Euro 99/04	104 10	0.767	Clair	328	328	Macif	138	104 80	U.S.A. S.A.	520	450	Asfin	312 43	328 45	Firstcap	627 81	811 81	Paribas	802 43	481 95
Obli. Euro 00/05	104 10	0.767	Clair	328	328	Macif	138	104 80	U.S.A. S.A.	520	450	Asfin	312 43	328 45	Firstcap	234 28	234 27	Paribas	802 43	481 95
Obli. Euro 01/06	104 10	0.767	Clair	328	328	Macif	138	104 80	U.S.A. S.A.	520	450	Asfin	312 43	328 45	Firstcap	857 58	833 57	Paribas	802 43	481 95
Obli. Euro 02/07	104 10	0.767	Clair	328	328	Macif	138	104 80	U.S.A. S.A.	520	450	Asfin	312 43	328 45	Firstcap	627 81	811 81	Paribas	802 43	481 95
Obli. Euro 03/08	104 10	0.767	Clair	328	328	Macif	138	104 80	U.S.A. S.A.	520	450	Asfin	312 43	328 45	Firstcap	234 28	234 27	Paribas	802 43	481 95
Obli. Euro 04/09	104 10	0.767	Clair	328	328	Macif	138	104 80	U.S.A. S.A.	520	450	Asfin	312 43	328 45	Firstcap	857 58	833 57	Paribas	802 43	481 95
Obli. Euro 05/10	104 10	0.767	Clair	328	328	Macif	138	104 80	U.S.A. S.A.	520	450	Asfin	312 43	328 45	Firstcap	627 81	811 81	Paribas	802 43	481 95
Obli. Euro 06/11	104 10	0.767	Clair	328	328	Macif	138	104 80	U.S.A. S.A.	520	450	Asfin	312 43	328 45	Firstcap	234 28	234 27	Paribas	802 43	481 95
Obli. Euro 07/12	104 10	0.767	Clair	328	328	Macif	138	104 80	U.S.A. S.A.	520	450	Asfin	312 43	328 45	Firstcap	857 58	833 57	Paribas	802 43	481 95
Obli. Euro 08/13	104 10	0.767	Clair	328	328	Macif	138	104 80	U.S.A. S.A.	520	450	Asfin	312 43	328 45	Firstcap	627 81	811 81	Paribas	802 43	481 95
Obli. Euro 09/14	104 10	0.767	Clair	328	328	Macif	138	104 80	U.S.A. S.A.	520	450	Asfin	312 43	328 45	Firstcap	234 28	234 27	Paribas	802 43	481 95
Obli. Euro 10/15	104 10	0.767	Clair	328	328	Macif	138	104 80	U.S.A. S.A.	520	450	Asfin	312 43	328 45	Firstcap	857 58	833 57	Paribas	802 43	481 95
Obli. Euro 11/16	104 10	0.767	Clair	328	328	Macif	138	104 80	U.S.A. S.A.	520	450	Asfin	312 43	328 45	Firstcap	627 81	811 81	Paribas	802 43	481 95
Obli. Euro 12/17	104 10	0.767	Clair	328	328	Macif	138	104 80	U.S.A. S.A.	520	450	Asfin	312 43	328 45	Firstcap	234 28	234 27	Paribas	802 43	481 95
Obli. Euro 13/18	104 10	0.767	Clair	328	328	Macif	138	104 80	U.S.A. S.A.	520	450	Asfin	312 43	328 45	Firstcap	857 58	833 57	Paribas	802 43	481 95
Obli. Euro 14/19	104 10	0.767	Clair	328	328	Macif	138	104 80	U.S.A. S.A.	520	450	Asfin	312 43	328 45	Firstcap	627 81	811 81	Paribas	802 43	481 95
Obli. Euro 15/20	104 10	0.767	Clair	328	328	Macif	138	104 80	U.S.A. S.A.	520	450	Asfin	312 43	328 45	Firstcap	234 28	234 27	Paribas	802 43	481 95
Obli. Euro 16/21	104 10	0.767	Clair	328	328	Macif	138	104 80	U.S.A. S.A.	520	450	Asfin	312 43	328 45	Firstcap	857 58	833 57	Paribas	802 43	481 95
Obli. Euro 17/22	104 10	0.767	Clair	328	328	Macif	138	104 80	U.S.A. S.A.	520	450	Asfin	312 43	328 45	Firstcap	627 81	811 81	Paribas	802 43	481 95
Obli. Euro 18/23	104 10	0.767	Clair	328	328	Macif	138	104 80	U.S.A. S.A.	520	450	Asfin	312 43	328 45	Firstcap	234 28	234 27	Paribas	802 43	481 95
Obli. Euro 19/24	104 10	0.767	Clair	328	328	Macif	138	104 80	U.S.A. S.A.	520	450	Asfin	312 43	328 45	Firstcap	857 58	833 57	Paribas	802 43	481 95
Obli. Euro 20/25	104 10	0.767	Clair	328	328	Macif	138	104 80	U.S.A. S.A.	520	450	Asfin	312 43	328 45	Firstcap	627 81	811 81	Paribas	802 43	481 95
Obli. Euro 21/26	104 10	0.767	Clair	328	328	Macif	138	104 80	U.S.A. S.A.	520	450	Asfin	312 43	328 45	Firstcap	234 28	234 27	Paribas	802 43	481 95
Obli. Euro 22/27	104 10	0.767	Clair	328	328	Macif	138	104 80	U.S.A. S.A.	520	450	Asfin	312 43	328 45	Firstcap	857 58	833 57	Paribas	802 43	481 95
Obli. Euro 23/28	104 10	0.767	Clair	328	328	Macif	138	104 80	U.S.A. S.A.	520	450	Asfin	312 43	328 45	Firstcap	627 81	811 81	Paribas	802 43	481 95
Obli. Euro 24/29	104 10	0.767	Clair	328	328	Macif	138	104 80	U.S.A. S.A.	520	450	Asfin	312 43	328 45	Firstcap	234 28	234 27	Paribas	802 43	481 95
Obli. Euro 25/30	104 10	0.767	Clair	328	328	Macif	138	104 80	U.S.A. S.A.	520	450	Asfin	312 43	328 45	Firstcap	857 58	833 57	Paribas	802 43	481 95
Obli. Euro 26/31	104 10	0.767	Clair	328	328	Macif	138	104 80	U.S.A. S.A.	520	450	Asfin	312 43	328 45	Firstcap	627 81	811 81	Paribas	802 43	481 95
Obli. Euro 27/32	104 10	0.767	Clair	328	328	Macif	138	104 80	U.S.A. S.A.	520	450	Asfin	312 43	328 45	Firstcap	234 28	234 27	Paribas	802 43	481 95
Obli. Euro 28/33	104 10	0.767	Clair	328	328	Macif	138	104 80	U.S.A. S.A.	520	450	Asfin	312 43	328 45	Firstcap	857 58	833 57	Paribas	802 43	481 95
Obli. Euro 29/34	104 10	0.767	Clair	328	328	Macif	138	104 80	U.S.A. S.A.	520	450	Asfin	312 43	328 45	Firstcap	627 81	811 81	Paribas	802 43	481 95
Obli. Euro 30/35	104 10	0.767	Clair	328	328	Macif	138	104 80	U.S.A. S.A.	520	450	Asfin	312 43	328 45	Firstcap	234 28	234 27	Paribas	802 43	481 95
Obli. Euro 31/36	104 10	0.767	Clair	328	328	Macif	138	104 80	U.S.A. S.A.	520	450	Asfin	312 43	328 45	Firstcap	857 58	833 57	Paribas	802 43	481 95
Obli. Euro 32/37	104 10	0.767	Clair	328	328	Macif	138	104 80	U.S.A. S.A.	520	450	Asfin	312 43	328 45	Firstcap	627 81	811 81	Paribas	802 43	481 95
Obli. Euro 33/38	104 10	0.767	Clair	328	328	Macif	138	104 80	U.S.A. S.A.	520	450	Asfin	312 43	328 45	Firstcap	234 28	234 27	Paribas	802 43	481 95
Obli. Euro 34/39	104 10	0.767	Clair	328	328	Macif	138	104 80	U.S.A. S.A.											

سكزا من الاصل

32 • Samedi 9 avril 1988

Le Monde

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	SERVICES	MINITEL
3 Après la mort d'une jeune Israélienne en Cisjordanie. 4 Afghanistan : la mise au point d'un règlement. — Un nouveau chef d'Etat en Chine. 7 Une rencontre entre cinéastes polonais et soviétiques sur les « tabous » de l'histoire.	8 à 11 La campagne présidentielle. 12 à 14 La fin de la « Lettre à tous les Français », de M. Mitterrand.	20 La journée mondiale contre le tabac. 25 Sports. DÉBATS 2 « L'avenir de l'Europe : la chance et le drame », par J.-M. Guéhenno ; « Afrique du Sud : il faut rompre », par Brytton Bryttonbach.	21 Théâtre : Mort de Judas et Le Point de vue de Pascal Pia, de Paul Claudel, au Théâtre Paris-Villette. 22 Le XII ^e Printemps de Bourges. — Communication : l'enquête judiciaire sur les rémunérations de M. Michel Droit.	27 Le marché unique de 1992 et les pays tiers. 28 Règlement du conflit entre les pétroliers Texaco et Pennzoil. 29 Les viâdes italiennes de Duménil-Labé. 30-31 Marchés financiers.	Abonnements 2 Annonces classées 26 Carnet 26 Jeux 18 Météorologie 25 Philatélie 25 Loto 24 Radio-télévision 24	● Election présidentielle : sous les sondages...TELO ● Les jeux primés du Monde JEUX ● 10 h 30 chaque matin : la Mini Journal...JOUR Actualité, International, Loto, Sports, Abonnements, Télématel. 3615 Taper LEMONDE

Après l'assassinat de Dulcie September

Un réfugié sud-africain, un Angolais, un Français et leurs compagnes ont été placés en garde à vue

Chargée de l'enquête sur l'assassinat de Dulcie September, la brigade criminelle de la police judiciaire a interpellé, le jeudi matin 7 avril, à Paris, quatre personnes, qui étaient toujours en garde à vue vendredi matin. Il s'agit de Marijn Van Geem, Sud-Africain blanc, ayant le statut de réfugié politique, de sa compagne Amariyis Horta, de nationalité chilienne, de Pytha Assenso, Angolais réfugié en France, opposant au régime marxiste de Luanda, et de sa compagne française, Mireille Desplanches. Ce vendredi 8 avril,

selon le renseignement obtenu par les RG, en début de semaine, Pytha Assenso aurait reçu, de commanditaires non identifiés à Lisbonne (Portugal), une somme d'argent qu'il aurait remise à Van Geem. Celui-ci l'aurait ensuite utilisée pour rétribuer le meurtre de Dulcie September, commis le 29 mars. Ces informations ont été jugées assez précises pour motiver les interpellations faites jeudi matin.

Au ministère de l'Intérieur, malgré la prudence officielle, certains interlocuteurs soulignent que les enquêteurs étaient peut-être sur la piste des exécutants de l'assassinat, contrairement à des prédictions pessimistes — y compris dans ces colonnes — sur les débouchés concrets de l'enquête de police judiciaire.

Toutefois rien ne permettait de se prononcer, vendredi en fin de matinée, sur les résultats des interrogatoires menés par la brigade criminelle. La garde à vue des interpellés devait se terminer samedi matin, mais leur libération, sans qu'ils soient déferés au parquet, n'était pas exclue. Cependant, si, d'aventure, la piste suggérée par les RG menait bien aux exécutants de l'assassinat, leur profil soulève plus de questions qu'il n'apporte de réponses claires sur leurs commanditaires.

Né le 15 mars 1959 à Capetown, Marijn Van Geem est arrivé en France en septembre 1984. Voulant échapper à la conscription militaire, il a obtenu une carte de réfugié politique, délivrée le 21 mai 1985 par l'OFPRA. Dans les milieux anti-apartheid parisiens, il est connu comme un jeune homme discret, « plutôt artiste, bohème, sympathique ».

un Français d'origine congolaise et sa compagne, Française également, ont à leur tour été interpellés et placés en garde à vue.

La police judiciaire a agi sur la foi d'une information obtenue par les Renseignements généraux (RG), laissant entendre que Van Geem et Assenso pourraient être impliqués dans le meurtre de la représentante de l'ANC. Il était impossible de savoir, vendredi matin, si les investigations policières avaient infirmé ou confirmé cette supposition.

que, ayant contribué à l'animation de soirées de solidarité, notamment en 1986, sans être pour autant un militant actif. Il avait, à ces occasions, rencontré la représentante de l'ANC en France.

Pytha Assenso est le président du parti démocratique libéral d'Angola (PDLA) ainsi que de la Ligue des francophones angolais, association déclarée en Seine-Saint-Denis en novembre 1986. Dans les milieux africains de Paris, le PDLA, mouvement d'opposition au régime marxiste de Luanda, est pratiquement inconnu ; à Bruxelles, en revanche, nous signale notre correspondant José-Alain Fralon, on croit savoir qu'il s'agit d'une petite organisation, créée par des Angolais ayant fui leur pays, au milieu des années 70, lors de l'indépendance et de la prise du pouvoir par les dirigeants marxistes du MPLA.

En aucun cas mouvement armé, à l'inverse de l'UNITA, le PDLA prônerait la « réconciliation » entre Angolais. Pytha Assenso, né le 15 août 1953 à M'Banza-Congo, dans le nord du pays, semble appartenir à une ethnie présente également au Zaïre, l'ex-Congo belge, qui avait fourni, dans le passé, l'assise militante du FNLA d'Holden Roberto, mouvement de guérilla en lutte contre le régime de Luanda.

Si les investigations policières débouchent, la présence de Van Geem, que certains présentent comme un militant communiste, renforce aujourd'hui certaines autorités françaises dans leur conviction, affichée au lendemain de l'assassinat, qu'il pourrait s'agir d'un règlement de compte entre « factions rivales ». Inversement, dans les milieux anti-

apartheid, on privilégie l'hypothèse d'une manipulation de services sud-africains, notamment militaires, qui auraient recruté des « pigistes » comme exécutants.

Dans les milieux du renseignement occidentaux, notamment britanniques, cette analyse est également privilégiée. La PJ, elle, s'en tient aux faits. Des témoins ont ainsi aperçu, le 29 mars, un ou deux Blancs, sur les lieux de l'assassinat, sans que l'on sache exactement si ce fut avant ou après ce dernier.

GEORGES MARION
et EDWY FLENEL

L'élection présidentielle

Les remboursements des frais de campagne seront soumis à des critères stricts

Dans un communiqué diffusé jeudi, le Conseil constitutionnel précise, d'autre part, que « dans un souci de complète information », il rendra public, « à compter du mardi 12 avril au matin, le nom et la qualité de tous les citoyens qui ont valablement présenté un candidat à la présidence de la République ». La consultation sera organisée dans le hall du Conseil constitutionnel, 2, rue de Montpensier à Paris, 1^{er} arrondissement, jusqu'au vendredi 15 avril inclus, de 9 heures à 19 heures. Les élus habilités à présenter un candidat avaient été avertis de cette initiative inédite, par la notice jointe au formulaire de présentation qu'ils avaient reçu.

Le Conseil constitutionnel a fait savoir qu'il avait été conduit à ne pas retenir certaines des présentations reçues au dépôt des candidatures, jusqu'au 17 avril à minuit, « en raison d'irrégularités substantielles ». Mais aucun de ces rejets n'a eu pour conséquence d'éliminer une candidature.

Un « memento à l'usage des candidats », établi par le ministère de l'Intérieur et qui a été soumis, pour avis, au Conseil constitutionnel et à la Commission nationale de contrôle de l'élection présidentielle, résume toutes les formalités auxquelles sont astreints les candidats, les règles et délais précis qu'ils sont tenus de respecter dans la conduite de la campagne officielle, ainsi qu'au moment du scrutin et des aides auxquelles ils ont droit automatiquement en fonction du nombre de suffrages qu'ils recueillent.

Il est interdit, rappelle notamment le memento, de « communiquer au public les résultats des opérations électorales, partielles ou définitives, par voie de presse ou par des moyens de communication audiovisuelle, en métropole, avant la fermeture du dernier bureau de vote sur le territoire métropolitain. Il en est de même dans les départements d'outre-mer avant la fermeture du dernier bureau de vote dans chacun des départements concernés ».

De même la publicité, sous toutes ses formes, en faveur des candidats est interdite jusqu'à la clôture du second tour, sans interruption.

Le Bas-Rhin, le Haut-Rhin et deux autres cantons de la Moselle sont

l'objet de dispositions particulières : la déclaration des candidats envoyée aux électeurs doit y être doublée d'une traduction en allemand. Dans le Haut-Rhin et le Bas-Rhin, les affiches officielles de grand format, que les candidats font apposer sur les panneaux électoraux, peuvent être accompagnées d'une reproduction à l'identique rédigée en allemand.

En application de la loi récente sur le financement de la vie politique, chaque candidat est tenu d'établir, au compte de campagne, l'ensemble des recettes perçues et des dépenses consacrées à la campagne du 12 mars, date de publication des textes, à celle du tour de scrutin où l'élection sera acquiescée.

Le compte de campagne de chaque candidat, qui sera publié au Journal officiel, doit être adressé au Conseil constitutionnel dans les soixante jours suivant le 24 avril ou le 8 mai, s'il y a second tour.

L'Etat rembourse aux candidats les dépenses de propagande. De plus, chaque candidat recevra une somme forfaitaire pour ses autres dépenses de campagne. « Ce forfait, précise le memento, est égal à 6 millions de francs pour un candidat présent au premier tour qui aurait obtenu au plus 5 % du total des suffrages exprimés. Il est porté à 30 millions de francs si le candidat a obtenu, au premier tour, plus de 5 % des suffrages exprimés et à 35 millions de francs pour un candidat présent aux deux tours de scrutin ».

Le remboursement, qui ne peut être supérieur au montant des dépenses figurant dans le compte de campagne, ne peut avoir lieu si le candidat n'adresse pas au Conseil constitutionnel, dans les délais prescrits, son compte de campagne.

Le memento à l'usage des candidats apporte encore, à ce sujet, une précision importante : « La décision du Conseil constitutionnel [...] du 10 mars 1983, précise que le remboursement forfaitaire à la charge de l'Etat ne doit pas conduire à l'enrichissement d'une personne physique ou morale. Il s'ensuit que ce montant sera limité à la part des dépenses que la candidate aura, à titre définitif, personnellement acquiescées ou dont il demeurera débiteur ».

M. K.

Le détournement du Boeing koweïtien

Les pirates de l'air ont décollé de Mechhed (Iran) vers une destination inconnue

Le Boeing 747 des Koweït Airways, avec cinquante-cinq passagers retenus en otages, par des pirates, a décollé de l'aéroport de Mechhed, dans le nord-est de l'Iran, après que les pirates eurent menacé de le faire sauter, vendredi 8 avril, vers 14 h 30, heure locale. Les obstacles barrant la piste avaient été délogés au préalable par les employés de l'aéroport. La situation s'était brutalement tendue vers 13 h 30 (12 h, heure de Paris) quand les pirates avaient jeté à l'extérieur, après l'avoir battu, un passager du Boeing. Les pirates ont également tiré trois coups de feu en l'air, exigeant que les obstacles qui empêchaient le décollage de l'appareil soient immédiatement enlevés.

Après une soirée de tension, jeudi, au cours de laquelle les pirates avaient pour la première fois fait usage de leurs armes à l'encontre des forces de sécurité iraniennes encerclant l'appareil, les autorités de Téhéran avaient obtenu un délai de plusieurs heures. Les pirates acceptant de repousser de six heures leur premier départ, prévu pour jeudi minuit.

Le gouvernement iranien espérait ainsi permettre aux premiers ministres turc, M. Turgut Özal, et pakistais, M. Jinnah, de convaincre les responsables koweïtiens d'accéder aux revendications des pirates qui réclament la libération de dix-sept intégristes musulmans emprisonnés au Koweït pour des attentats contre les ambassades de France et des Etats-Unis en 1983.

Entre-temps, la méfiance et le désaccord à l'égard du fait que grandirait entre le Koweït et l'Iran. Les Koweïtiens trouvent le comportement des autorités iraniennes hautement « suspect ». Ils s'élevaient notamment contre le fait que Téhéran monopolisait à dessein toutes les

informations venant des pirates. « On ne sait plus ce qui est vrai et ce qui est faux, et nous n'avons aucun moyen de vérifier », se plaignaient-ils.

L'Iran, pour sa part, accuse la délégation koweïtienne, qui se trouve depuis mercredi à Mechhed, d'avoir refusé de négocier directement avec les pirates. Le vice-premier ministre iranien, M. Ali Reza Moayeri, a accusé les négociateurs koweïtiens de « ne pas prendre l'affaire au sérieux » et de manquer d'autorité. Selon le vice-premier ministre, les négociateurs koweïtiens semblaient « ne pas attacher d'importance à la vie de leurs propres concitoyens ». L'Iran ne souhaitait pas d'autre part « prolonger une affaire qui ne concerne d'aucune manière la République islamique », a souligné M. Moayeri, laissant aussi entendre que son gouvernement pourrait autoriser le départ de l'appareil malgré l'opposition du Koweït. — (AP, AFP.)

● ÉTATS-UNIS : le candidat démocrate Paul Simon met fin à sa campagne. — Le sénateur de l'Illinois, Paul Simon, a mis un terme, le jeudi 7 avril, à sa campagne pour l'investiture de son parti pour l'élection présidentielle américaine, tout en affirmant qu'il ne se retirait pas complètement de la course. M. Simon, qui conserve en principe le contrôle de ses quelque soixante-dix délégués à la convention d'Atlanta, a précisé, dans une conférence de presse à Washington, qu'il prendrait une décision définitive après la dernière primaire, le 7 juin prochain.

Le numéro de « Monde » daté 8 avril 1988 a été tiré à 526 563 exemplaires

Excitant et actuel, vu par le président des Tissus Rodin :

LE GRAND JEU DE LA MODE, PROMOTIONS ET RABAIS !

Toutes les femmes veulent des prix ! (même et surtout les plus élégantes) Alors, Rodin, sort le grand jeu : A vous de repérer les prix les plus intéressants, les rabais, les promotions. Un tableau "Hit-parade" situé dans le magasin vous y aidera. Une multitude de bonnes affaires : lainages époustouflants, imprimés de charme, robes de soirée, soies précieuses, polyester chics, tulle imprévisible, etc.

RODIN
36, CHAMPS-ÉLYSÉES PARIS

● AFRIQUE DU SUD : 105 personnes mortes en garde à vue en 1987. — Le ministre sud-africain de la loi et de l'ordre, M. Adrian Vlok a déclaré jeudi 7 avril que 105 personnes étaient mortes en 1987 alors qu'elles se trouvaient en garde à vue. En réponse à une question posée au Parlement. M. Vlok a indiqué que cinquante décès étaient imputables à des suicides, trente-six à des « causes naturelles », onze à des agressions par des compagnons de cellule et huit à des blessures subies pendant une tentative d'évasion. La police n'a été tenue responsable de la mort d'aucun détenu à la suite des enquêtes ouvertes dans le cadre de quarante et une affaires. Les autres enquêtes sont en cours. — (Reuters.)

● BASKET-BALL : finale de la Coupe d'Europe. — Les Italiens du Tracer de Milan, déjà détenteurs du trophée, ont gagné la Coupe d'Europe des clubs champions de basket-ball en battant en finale, le jeudi 7 avril à Gand, les Israéliens du Maccabi Tel-Aviv par 90 à 84.

A B C E F G H

Merveilleux Tissus

soldés 39,50 F le m en 270.

Antipromotion, feu. A colorer en tenant sans joint.

300 000 m² en stock

chez Artirec

8, impasse Saint-Sébastien, 11^e. M^{re} Saint-Sébastien-Froissart ou Richard-Lenoir.

Superbes Mouettes 59⁰⁰ / m² anti-statique, usure, feu, salissures.

Chintz 1^{er} choix anti-salissures soldé 39⁰⁰ F le m en 140.

Beaux sols plastiques soldés 19⁰⁰ F/m², etc., etc., etc.

● Artirec-murs : 8, impasse Saint-Sébastien, 11^e. M^{re} Saint-Sébastien-Froissart ou Richard-Lenoir (43 55 66 50). Et ● 94 Le Kremlin-Bicêtre : Porte d'Italie (46 58 81 12). ● 94 Saint-Maur (48 83 19 97). ● 78 Phleury : N 12 (30 55 55 15).

PRINTemps

HAUSSMANN

10 h - 19 h

Nouveaux horaires à partir du 11 avril.